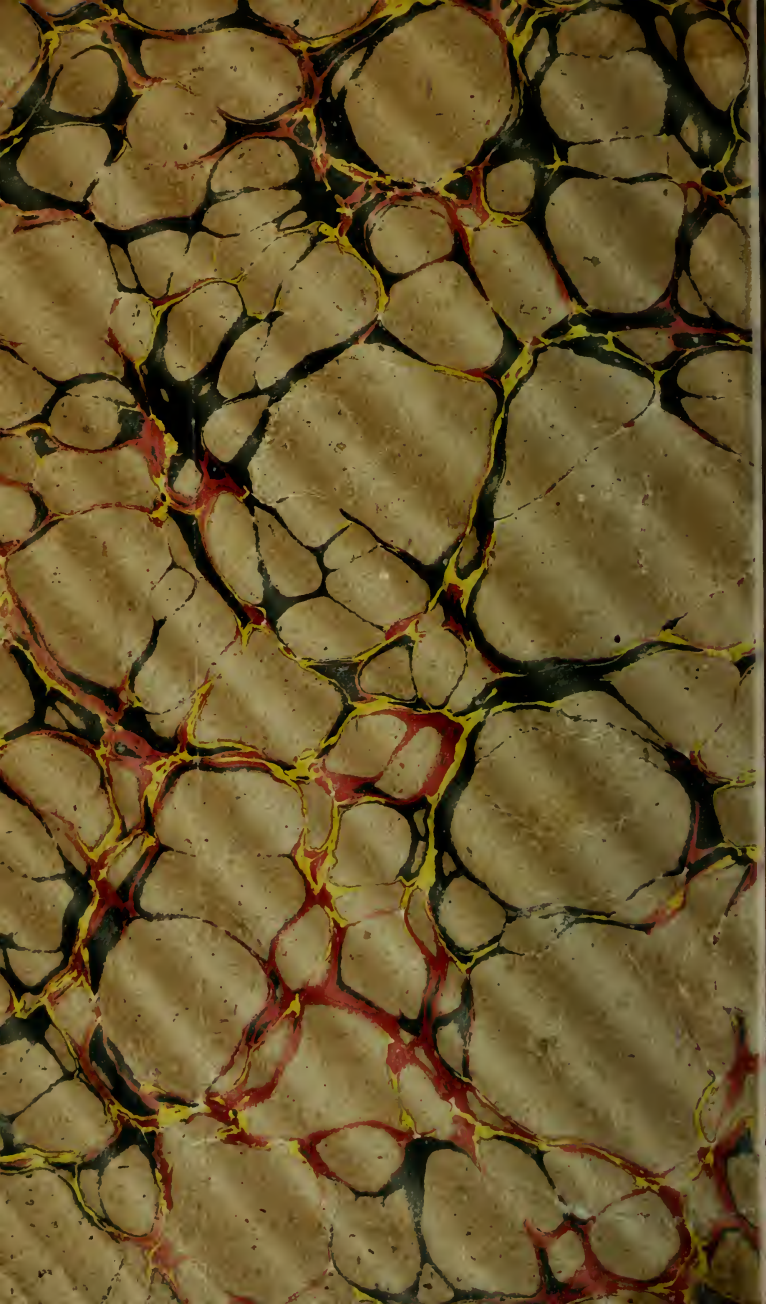


15F
PN
459
.L44
1852
SMRS

Ch. Briand - pp 346-360

Brummel p. 261-294

(manquent l'écarter
et duch. d'Angoulême)

ÉTUDES

CRITIQUES ET BIOGRAPHIQUES

— PARIS —

IMPRIMÉ PAR J. CLAYE ET Ce
RUE SAINT-BENOÎT, 7

ÉTUDES
CRITIQUES
ET
BIOGRAPHIQUES

PAR

JOHN LEMOINNE

ÉTUDES CRITIQUES.

SHAKSPEARE. — L'ABBÉ PREVOST. — GOETHE.
M. DE SAINT-PRIEST. — LORD MALMESBURY. — MIRABEAU.
VINCENT EYRE. — MIGNET.

ÉTUDES BIOGRAPHIQUES

BRUMMELL. — O'CONNELL. — ROBERT PEEL.
HAYDON. — CHATEAUBRIAND. — MADAME RÉCAMIER.
MADAME LA DUCHESSE D'ANGOULÊME.

PARIS
MICHEL LÉVY FRÈRES, LIBRAIRES-ÉDITEURS
RUE VIVIENNE, 2 BIS

MDCCCLII.

INTRODUCTION

LA PRESSE ET LA TRIBUNE

Ce petit livre ne veut pas se déguiser ; il se donne franchement pour ce qu'il est, c'est-à-dire pour une collection d'articles de journal et de revue. Nous savons très-bien que par le temps qui court le journalisme n'est pas populaire, mais cette disgrâce passagère dont il est l'objet ne nous alarme point pour son avenir ; et en ce moment même où on le croit mort ou mourant, nous osons dire de lui : « Ceci tuera cela. »

On se rappelle que ces mots sont en tête d'un très-beau chapitre de *Notre-Dame de Paris*. L'archidiacre Claude Frollo, posant la main sur le premier livre sorti des presses de Nuremberg, et reportant ses regards sur la gigantesque cathédrale, s'écrie : « Ceci tuera cela. Le livre tuera l'édifice. » Et le poëte montre alors comment, par la découverte de l'imprimerie, la pensée humaine va désormais changer de forme, de langage, de mode d'expression. Depuis l'origine des choses jusqu'au xve siècle, l'architecture a été le grand livre, la grande écriture de l'humanité. Quand la mémoire des premières races se sent surchargée, on transcrit sur le sol les souvenirs du monde, et à la tradition orale succède la tradition monumentale. L'architecture est d'abord alphabet, elle commence par une pierre, puis avec d'autres pierres elle forme des mots, puis elle se développe en même temps que la pensée et arrive à l'édifice. Pendant 5000 ans, toute idée s'est faite monument ; la pierre a été l'incarnation de la pensée. Mais quand l'imprimerie arrive, tout change. La pensée a découvert un moyen plus simple et plus sûr de se perpétuer ; sous cette nouvelle forme, elle est plus impérissable que jamais ; au lieu de la solidité, elle

acquiert l'ubiquité. L'architecture est détrônée, et, selon le mot de Victor Hugo, aux lettres de pierre d'Orphée vont succéder les lettres de plomb de Guttemberg. Ceci tuera cela.

Bien des fois, nous aussi, nous avons répété tout bas ces trois mots. C'était pendant les longues et souvent très-longues heures que nous passions, en notre humble qualité de journaliste, dans les assemblées délibérantes. Dans les beaux comme dans les mauvais jours, après avoir subi le charme des plus admirables efforts d'éloquence comme après avoir presque succombé sous le poids de la loquacité et du verbiage, bien des fois nous nous sommes dit, en portant nos regards de ce chétif morceau de papier qu'on appelle un journal à cette sorte de monument qu'on appelait une tribune : « Ceci tuera cela; la presse tuera la tribune; le journal tuera la parole. »

Nous comprenons que pour justifier une opinion qui peut ressembler à un paradoxe, nous avons besoin de donner des explications. Si nous voulions dire, en effet, que la presse est l'ennemie de la tribune en tant que la tribune représente le principe de la discussion, nous dirions un non-sens, puisque la presse elle-même ne repose que sur ce principe. Mais ce que nous voulons établir, c'est que le système parlementaire est mort pour deux raisons : d'abord parce qu'il est sorti de ses limites naturelles, et que les assemblées au lieu d'être seulement la voix de la souveraineté, ont voulu en être aussi le bras; ensuite parce que la fonction normale et légitime des parlements, celle d'organe, d'interprète des besoins et des intérêts publics, est désormais mieux remplie par un instrument plus perfectionné, qui est le journal.

Qu'on veuille donc bien nous absoudre de tout sentiment exagéré de présomption. Nous ne prétendons pas que les journalistes sont de plus grands hommes que les orateurs; nous croyons encore à l'existence de M. Guizot, de M. Berryer, de M. Thiers et de quelques autres « parleurs », d'autant mieux qu'ils sont de l'Académie. Tout ce que nous voulons dire, c'est que par suite de l'immense développement de la presse, il s'opère une nouvelle révolution dans l'expression de la pensée humaine; c'est que c'est un art nouveau qui remplace un art ancien; c'est que la tribune succombe sous le journal, parce que le journal est lui-même une

tribune perfectionnée ; c'est que la presse succédera aux assemblées comme l'imprimerie a succédé à l'architecture. Le prêtre de Notre-Dame disait : « L'architecture est morte, tuée par le livre imprimé, tuée parce qu'elle dure moins, tuée parce qu'elle coûte plus cher. » Nous ne disons pas autre chose; nous réduisons le tout, si l'on veut, à une question de supériorité mécanique, de procédé industriel, de brevet d'invention. « Ceci tuera cela » rendons-en grâces à la vapeur.

Nous ne faisons donc pas, en ce moment, de la politique proprement dite. Au besoin, pour expliquer pourquoi le gouvernement parlementaire n'a jamais jeté parmi nous de solides racines, nous pourrions montrer qu'il n'est pas conforme au génie, aux mœurs, à l'histoire, et à la religion de notre nation; que la plupart des constitutions écrites qu'on a tenté d'imposer à la France depuis soixante ans étaient contraires à sa propre constitution, à son éducation monarchique, catholique, unitaire, à la tournure logique, presque mathématique, de son esprit. Et en ce sens, nous pourrions nous trouver d'accord avec le préambule de la Constitution signée Louis Napoléon. Mais nous voulons nous renfermer dans la question que nous avons choisie, et que nous pourrions appeler une question d'art.

Et d'abord, quelles sont les véritables, et quelles étaient, dans l'origine, les seules fonctions des parlements? De voter les impôts, de consentir les lois, d'exposer les griefs. Ce qui a ruiné le système parlementaire en France, et ce qui, en Angleterre même, le met dans un plus grand péril qu'on ne le croit généralement, c'est qu'il est sorti de ses attributions, c'est que les assemblées ont voulu ou veulent être tout; être à la fois pouvoir délibérant, pouvoir législatif, pouvoir exécutif. C'est cette confusion d'attributions qui a été la fontaine, l'origine du mal. Un écrivain anglais, qui à travers un certain excès d'originalité, a souvent des éclairs de génie et de bon sens, Thomas Carlyle, disait en se lamentant sur ce désordre : « Un parlement, surtout un parlement avec des comptes-rendus de journaux, est un être qui par sa nature même ne peut agir, mais ne peut que parler... Considérez, en effet, une assemblée de six cent cinquante-huit individus de toutes sortes occupés à délibérer sur *les affaires*, avec vingt-sept millions d'individus les écoutant assidument,

les contrôlant et les critiquant ; a-t-on jamais vu depuis que le monde est commencé, et verra-t-on jamais tant que le monde durera, les affaires faites dans de pareilles conditions?... Et les six cent cinquante-huit individus qui siégent pour faire les affaires comme souverains dans de pareilles conditions ne sont-ils pas un contre-sens, un solécisme dans la nature, puisque la nature a établi que les affaires ne se feraient *pas* de cette façon..... Et nous arrivons fatalement à cette conclusion, confirmée partout par l'expérience, que les parlements, admirables comme corps consultants, sont, comme corps souverains et gouvernants, non-seulement inutiles, mais pernicieux; qu'un souverain, avec neuf cents ou six cent cinquante-huit têtes, toutes occupées à se parler les unes aux autres en présence de trente-quatre ou de vingt-sept millions d'âmes, est absolument incapable de faire la besogne de la souveraineté, mais est frappé d'une éternelle incapacité pour cette fonction par la loi même de la nature. » A cette règle de la nature, Carlyle signale et on peut signaler avec lui deux exceptions célèbres dans l'histoire : le parlement qui a tué Charles Ier, et le parlement qui a tué Louis XVI. Ces deux-là ont fait de la besogne, on sait laquelle; et tous les autres n'en feront qu'aux mêmes conditions. Mais ce sont là, comme dit Carlyle, « ce qu'on peut appeler des paroxismes dans la vie par-« lementaire plutôt que les fonctions naturelles des parlements. »

Et si nous arrivons à notre propre temps, nous verrons que le gouvernement parlementaire, en France, est tombé pour avoir manqué à ces lois établies par la nature. Il a succombé sous le poids des dépouilles opimes qu'il avait rapportées de ses triomphes; il a croulé sous la masse de souveraineté dont il s'était chargé et qu'il n'était pas appelé à porter. Il est mort par excès d'ambition et d'appétit; pour avoir eu, si l'on nous permet ce vieux mot, les yeux plus gros que le ventre. Après avoir dévoré, au prix de deux révolutions, la part de souveraineté qui revenait à un autre pouvoir aussi nécessaire, aussi indispensable que lui, le pouvoir parlementaire s'est livré à tous les déréglements inséparables de l'omnipotence. Les quatre dernières années de son règne ont été sa dernière orgie, sa suprême saturnale. Dieu sait le mal que, pendant cette dernière période, ses meilleurs amis se sont donné pour le modérer dans ses excès, pour re-

fréner son avidité, et pour l'empêcher de mordre dans tous les fruits défendus. Nous ne parlons pas de nous; nous parlons de ceux-là même qui étaient la plus grande gloire et le plus grand honneur de la tribune; nous nous souvenons des lamentations désespérées que faisaient entendre les voix les plus éloquentes en présence de ce déluge de paroles qui devait submerger la parole elle-même. Et comme pour défier la nature, la parole s'est constituée en permanence; elle a, comme le dit encore un autre proverbe, brûlé la chandelle par les deux bouts. « Je suis puni, disait un orateur, par où j'ai péché; j'ai trop parlé dans ma vie. » Le même malheur est arrivé au système parlementaire; il a trop parlé, c'est ce qui l'a tué. Il a parlé, parlé, parlé; c'était le vertige du derviche toujours tournant sur lui-même, et qui finit par tomber évanoui.

Naturellement, nous ne blâmons, du pouvoir parlementaire, que l'abus et l'excès. Ce n'est pas que nous n'eussions un peu le droit de dire du mal de la tribune, car après tout nous ne ferions que lui rendre celui qu'elle nous a fait ou qu'elle a voulu nous faire. Assez de fois, quand elle faisait des lois contre nous, nous lui avons dit : « Prenez garde! quand vous aurez bien crié : Plus d'écrivains! on viendra peut-être crier sous vos fenêtres : Plus de bavards! » Nous avons eu plus raison que nous ne voulions. Ceux qui parlaient sont partis, ceux qui écrivaient sont restés. Nous ne prétendons pas que nous soyons restés en très-bon état; mais enfin nous avons l'incorrigible faiblesse de croire que la presse vivra, tandis que la tribune ne sera jamais plus ce qu'elle a été. Le symbole même en a disparu; ce n'est plus qu'un meuble d'académie.

C'est pourquoi nous ne lui en voulons pas. Elle a encore plus souffert que nous; paix à ses mânes! Nous reconnaîtrons même qu'elle avait, au fond, beaucoup d'instinct quand elle était jalouse du journalisme; elle n'aimait pas son héritier. Elle sentait vaguement, sans vouloir se le dire, que tout ce que la presse gagnait, c'était elle qui le perdait. Elle avait pour nous ce sentiment des malades qui voient rôder autour de leur lit des collatéraux, même bien élevés, même discrets, mêmes tristes. Quand donc nous disons qu'elle a fait son temps, nous ne refusons pas de reconnaître qu'elle a tenu une grande et glorieuse place dans le

monde; nous voulons dire seulement qu'elle est obligée de céder cette place à un agent nouveau, à une force nouvelle qui la rempliront mieux. Et de même qu'on a vu, après l'introduction de l'imprimerie, l'architecture s'altérer et dégénérer, ainsi l'on a vu et l'on verra encore la puissance de la tribune décroître en raison de l'accroissement de la presse et du développement du journalisme. Nous ne prétendons point que les journaux doivent et puissent remplacer entièrement, absolument les parlements dans toutes leurs fonctions, car les journaux n'ont point l'exercice de la souveraineté, ils ne votent pas; mais ce que nous maintenons, c'est que la discussion, la délibération, le débat des besoins et des intérêts publics, la préparation des lois, tout ce qui était devenu le principal travail des assemblées et absorbait complétement leur temps et leurs forces, tout cela est infiniment mieux fait par la presse que par la tribune.

On nous dira probablement: « Mais, monsieur Josse, vous êtes orfévre! » C'est vrai, nous sommes journaliste, et c'est pourquoi nous sentons le besoin d'en appeler à des témoignages en apparence plus désintéressés que les nôtres. Nous laissons donc parler un homme qui, en même temps qu'il est un des premiers écrivains, est aussi l'un des premiers orateurs de l'Angleterre, et qui dans ce moment est le chef de son parti dans le parlement. Voici ce que M. Disraëli faisait dire à *Coningsby :*

« Le parlement ne siége pas en ce moment, et cependant la nation est représentée dans ses plus grands aussi bien que dans ses plus petits détails. Il n'y a pas un grief qui puisse échapper au signalement ou à la réparation. Je vois ce matin dans un journal qu'un maître d'école a brutalement châtié un de ses élèves. Toute l'Angleterre le sait maintenant. Nous ne devons pas oublier qu'il a été réservé à notre temps un principe de gouvernement que nous ne trouvons pas dans Aristote, ni dans Tacite, ni dans nos constitutions saxonnes, ni dans nos parlements des Plantagenets. C'est aujourd'hui l'opinion qui est la souveraine, et l'opinion parle par la presse. La représentation par la presse est bien autrement complète que la représentation par le parlement. La représentation par le parlement fut heureusement trouvée pour un autre âge moins civilisé, auquel elle était admirablement adaptée, alors qu'il y avait une classe supérieure dans la communauté; mais

elle trahit beaucoup de symptômes de désuétude. Elle est contrôlée par une autre représentation plus vigoureuse et plus large, qui lui prend ses fonctions et les remplit plus efficacement; dans laquelle la discussion se poursuit à termes plus égaux, et souvent avec plus d'observation et de profondeur. »

Voilà ce que nous voulions dire; c'est que les journaux sont le vrai parlement moderne, le parlement de tout le monde, la tribune universelle; c'est qu'ils sont une institution encore plus utile au public qu'aux journalistes; c'est que le silence de la presse serait une calamnité publique beaucoup plus que celui de M. l'abbé Sièyes. L'écrivain dont nous avons déjà parlé, Carlyle, disait encore : « Il est clair que la vraie consulte ou la vraie discussion parlementaire se fait ailleurs, d'elle-même, et d'une manière continue. Est-ce que le *Times* n'est pas un forum public, plus public que jamais forum ne le fut auparavant, où tous les mortels expriment leur opinion, exposent leurs griefs, et leurs griefs de toute espèce, depuis la perte de votre parapluie dans un chemin de fer jusqu'à la perte de votre honneur ou de votre fortune?... Une grande branche de la fonction des parlements est évidemment morte pour toujours. »

C'est ce qui fait, pourrions-nous dire à notre tour avec Molière, c'est ce qui fait que votre fille est muette. C'est ce qui fait que le journal remplacera la tribune, et que ceci tuera cela.

J. L.

ÉTUDES CRITIQUES

I.

SHAKSPEARE.

HAMLET. — MACBETH. — ROMÉO ET JULIETTE.

HAMLET.

Hamlet est une tragédie qui, au premier aspect, n'a ni plan ni règle, qui marche à l'aventure, nage dans le vide, et se dénoue à la grâce de Dieu; c'est une pure conception philosophique, c'est-à-dire ce qu'il y a au monde de moins dramatique; et le rôle du héros n'est qu'une suite de dissertations; c'est un drame sans amour, car Ophelia ne fait que le traverser, comme une âme à peine revêtue des formes de la vie; enfin vous y chercherez vainement cette source immortelle et intarissable de tout intérêt et de toute émotion, la lutte des passions. On peut dire qu'il n'y a pas de pas-

sions en jeu dans cette œuvre extraordinaire. C'est presqu'un monologue, ou du moins c'est un dialogue entre un homme et une ombre. Tout le drame est dans la lutte du mélancolique jeune prince avec le fantôme de son père; c'est le combat de Jacob avec l'Ange, mais le pâle et chétif Hamlet est étouffé dans cette étreinte surnaturelle.

Hamlet manque donc du premier élément de l'intérêt dramatique, l'action. Cette méditation solennelle sur le néant, cette satire sanglante de l'impuissance humaine ne contient rien de ce qui a toujours eu le pouvoir d'agiter, d'émouvoir et de transporter les masses. Alors d'où vient que pas un drame au monde, pas même de ceux où règnent les tempêtes des passions humaines, où retentissent les cris du cœur; où l'amour, la jalousie, le désespoir se livrent leurs batailles; d'où vient que pas un ne nous saisit et ne nous domine comme la lamentation de ce sempiternel discoureur qu'on appelle Hamlet le Danois, *Hamlet the Dane!* Pourquoi étions-nous tous suspendus à ses lèvres plus encore que l'autre jour à celles de Desdemona? Pourquoi les transports furieux, les cris sauvages d'Othello faisaient-ils moins trembler les fibres de nos âmes que les efforts fiévreux de ce maladif rêveur?

Ah! c'est que la voix de Hamlet réveillait des sentiments et des pensées qui ont travaillé tous les cœurs et tous les cerveaux de ce temps-ci. Dans cette tragédie unique, Shakspeare a été autre chose encore qu'un

grand poëte ; il a été prophète, il a été précurseur. Le divin mortel, quand il faisait philosopher le jeune prince de Danemark, devançait les générations, et faisait un bond de trois siècles dans l'avenir. Peut-être y a-t-il de la présomption, de la vanité, et une certaine faiblesse à croire qu'on comprend mieux que ses devanciers ; mais certainement Hamlet n'a pas dû, n'a pas pu être compris du temps de Shakspeare. C'est de toutes ses œuvres celle qui a dû attendre le plus longtemps le jour de la justice et de la réhabilitation. Mais ce jour s'est levé avec le siècle où nous sommes. Oui, Hamlet est bien l'homme de ce temps-ci. C'est toi, Werther ! c'est toi, Lara ! toi, Oberman ! toi encore, chantre regretté d'Elvire ! c'est vous surtout, immortel René ! Voilà les fils et les frères de Hamlet ; voilà le cortége qui le mène à la gloire ; les fleurs qui composent sa couronne ! Hamlet vivait dans un siècle barbare et dans une cour barbare ; mais c'est un anachronisme : il est né hier. Voltaire n'en a pas voulu ; il a passé à côté de lui sans le reconnaître. Plus tard encore, Ducis l'a dégagé des brouillards du Nord, où il siégeait comme sur un trône, et lui a donné un costume classique. C'est à notre siècle qu'appartient Hamlet. Il a été retrouvé par cette génération chauffée et surexcitée par les catastrophes des cinquante dernières années ; il a grandi au milieu de cette littérature psychologique dont nous avons tous été nourris. Il a résisté même au succès, même à l'abus. Les milliers

de petits poëtes fatidiques qui ont couru le monde avec un air égaré en répétant *To be or not to be,* n'ont pas encore réussi à vulgariser, à dépoétiser ce type incomparable.

Hamlet est un pur produit de la civilisation moderne, nous voudrions bien dire de la civilisation chrétienne ; mais on a tant usé du mot ! Les anciens n'ont rien eu de semblable. Le sentiment de l'infini, et la conscience du néant de la terre, et par-dessus tout la Mélancolie, cette fleur de tristesse inconnue des anciens, voilà ce qui domine dans Hamlet.

« J'ai, dit-il, j'ai depuis peu, je ne sais pourquoi, « perdu toute ma gaieté... La terre, cette belle forme, « me semble un stérile promontoire; et l'air, voyez-« vous, ce dais magnifique, ce superbe firmament « suspendu, cette voûte majestueuse parsemée de « feux d'or, eh bien, ce n'est plus pour moi qu'un « amas de vapeurs empestées... L'homme ne me plaît « pas, ni la femme non plus... »

Quand donc Hamlet apparaît pour la première fois sur la scène, il est déjà poursuivi par l'ennui, ce ver solitaire des civilisations avancées. Une désillusion, une lassitude profondes le possèdent. « Les paupières « voilées, il cherche son noble père dans la poussière « du tombeau. » Mais autour de lui le roi mort est déjà oublié. « Oh ! s'écrie-t-il, si cette chair, trop, trop « solide pouvait se fondre et se dissoudre en rosée ! « Dieu ! ô Dieu ! que toutes les choses de ce monde

« me semblent fatigantes, usées. insipides et vaines ! »

Cependant il ne sait pas encore le crime. Il n'est atteint que d'un dégoût vague, indéfini, produit par une sensibilité excessive qui l'empêche de prendre la vie telle qu'elle est. Mais voici venir ses amis, Horatio et les autres, ceux qui ont vu sur la plate-forme l'ombre errante de son père. Horatio fait le récit de la vision lugubre. Hamlet doute encore ; il est incrédule ; il veut voir et toucher. Il recule déjà devant sa tâche. Il retrouvera ses amis à minuit sur la plate-forme. Quelle admirable scène que celle qui s'ouvre ici ! Hamlet se promène de long en large avec une agitation fébrile, attendant l'heure du fantôme. Des fanfares joyeuses rompent le sombre silence de la nuit ; c'est l'orgie qui s'agite au palais du meurtrier pendant que la justice de Dieu s'apprête. Il est minuit, l'ombre apparaît, et raconte à Hamlet éperdu sa terrible histoire ; elle lui commande la vengeance, et disparaît en lui laissant ce mot dont hérita Charles Ier : *Remember !* souviens-toi ! Hamlet jure de se souvenir, mais déjà le poids de sa mission l'accable ; que ne peut-il fuir devant le devoir ! C'est ici surtout que commence à se dessiner le véritable caractère de Hamlet. Ce n'est pas un héros, c'est un raisonneur. Il parle au lieu d'agir, il se récite à lui-même ses propres résolutions, mais il ne les exécute jamais. Tel il sera jusqu'à la fin. Nul n'a mieux saisi ce trait principal de la physionomie de Hamlet que Goethe : « Quand le fantôme, dit-il, a disparu,

« que reste-t-il après lui? un homme altéré de ven-
« geance? Non, c'est un jeune homme que la peur
« domine, que le désespoir abat, et dont la douleur se
« borne à des railleries amères contre les coupables
« qui, le sourire sur les lèvres, s'applaudissent du
« crime qu'il doit leur faire expier. Il promet de ne
« jamais oublier le mort chéri qui vient de lui appa-
« raître. Mais voyez par quelle phrase significative il
« termine ce serment : « Le temps est sorti de ses
« gonds; ô destinée maudite, que je sois né pour l'y
« faire rentrer! » Ces paroles expliquent toute la con-
« duite de Hamlet, et me prouvent que Shakspeare a
« voulu nous montrer les angoisses d'une âme chargée
« de l'accomplissement d'un devoir au-dessus de ses
« forces. Cette pensée domine la pièce tout entière;
« on pourrait l'analyser en disant qu'on s'y occupe à
« planter un chêne dans un vase précieux, mais propre
« seulement à contenir des fleurs. Les racines de
« l'arbre s'étendent et le vase se brise. Un être noble,
« pur, éminemment moral, mais dépourvu de l'éner-
« gie qui fait les héros, doit nécessairement succomber
« sous le poids d'un fardeau qu'il ne peut ni porter ni
« rejeter. Ce qu'on lui demande est impossible, non
« par soi-même, mais par rapport aux facultés de
« celui à qui on le demande. Aussi voyez comme il
« s'agite et se tord : il s'avance, il recule, il reçoit des
« avertissements nouveaux, il se les répète sans cesse,
« et cependant il finit par oublier presque son but;

« mais il ne peut retrouver le bonheur, pas même le « repos. »

Voilà bien en effet le vrai Hamlet. Il doute toujours ; il *veut* douter, il veut s'abuser. Il fait comme l'autruche qui cache sa tête pour ne pas voir le danger, et croit que le danger n'existe pas. Il cherche partout des prétextes pour ajourner l'accomplissement de l'ordre qui lui a été donné d'en haut. Viennent les acteurs, il se servira d'eux pour tenter une nouvelle épreuve. Cependant il se gourmande, il s'excite, il se bat les flancs pour faire jaillir de ses entrailles une étincelle de volonté ! Il a fait parader devant lui la troupe ambulante; il admire, il envie ces hommes qui se passionnent pour des désastres fictifs, qui répandent des larmes sur des douleurs imaginaires. Et lui, lui qui a des malheurs réels à venger, de vrais crimes à punir, il reste les bras croisés à faire des discours :

« Oh! dit-il, quel misérable, quel grossier esclave « je suis ! N'est-il pas monstrueux que cet acteur, rien « que dans une fable, dans le rêve de sa passion, ait « pu rompre son âme à rendre sa pensée au point que « tout son visage pâlissait, avec des larmes dans ses « yeux, le désespoir dans son air ? Et tout cela pour « rien! pour Hécube! Qu'est Hécube pour lui, et « qu'est-il à Hécube pour qu'il pleure ainsi sur elle ? « Que ferait-il donc si, pour se passionner, il avait les « mêmes motifs que moi ! Il inonderait la scène de « ses larmes. Suis-je donc un poltron ? Qui m'appelle

« infâme ? qui me casse la tête ? qui m'arrache la barbe « et me la souffle à la figure ? qui me tire par le nez ?... « N'est-il pas glorieux à moi, le fils d'un père assas- « siné, moi que le ciel et l'enfer poussent à la ven- « geance, de soulager ainsi mon cœur avec des paroles, « comme une fille perdue ? Ah ! fi ! Pouah ! *About*, « *my brains ! A l'œuvre, mon cerveau !* » C'est alors qu'il prépare sa comédie. Il fera représenter devant le roi et devant sa mère le meurtre de son père. S'ils tremblent, s'ils se trahissent, alors ils sont coupables, alors il frappera ; mais jusque-là il craint d'avoir été abusé par un rêve. L'ombre sacrée ne l'a pas encore convaincu : « L'esprit que j'ai vu, dit-il, peut être un « démon..., et peut-être, à la faveur de ma faiblesse « et de ma tristesse (car sa puissance est grande sur « de telles natures), il me trompe pour me faire dam- « ner ; je veux avoir des preuves plus claires que cela. « La pièce est ce qu'il me faut pour surprendre la « conscience du roi. »

Nous sommes au fameux monologue : *To be, or not to be, that is the question !* Vous le savez tous par cœur. Récitez-le donc sans nous. Philosophez, raisonnez, spéculez comme Hamlet, rêveurs que vous êtes ! En attendant, les bras lui tombent ; l'épée vengeresse, le glaive de la justice s'échappe de ses mains débiles. Il pérore, et le temps passe, et l'occasion passe avec lui. Voyez-le ! il analyse, il dissèque l'ordre du destin ; il l'émiette si bien qu'il n'en reste rien. Et

ce qu'il y a de pire, il le sait, il le sent, il le dit : et quand il a fini sa tirade, il en fait la morale et s'écrie : « C'est ainsi que la conscience fait des poltrons de « nous tous... et que des entreprises de grande impor- « tance se trouvent par là détournées de leur courant « et perdent le nom d'action. »

Le drame continue, et aussi l'irrésolution de Hamlet qui est tout le drame. Le peureux qu'il est encore, il craint de se tromper s'il juge tout seul. Il appelle Horatio à son aide, il blasphème encore la pauvre ombre, *poor ghost*. Si le crime caché ne se manifeste pas de lui-même, « alors, dit-il, c'est un spectre damné « que nous avons vu, et mes imaginations sont aussi « noires que l'enclume de Vulcain... Nous réunirons « nos deux jugements. »

Je ne sais s'il y a quelque chose de comparable sur aucun théâtre à la scène des comédiens. Couché aux pieds d'Ophelia, Hamlet joue avec son éventail, et surveille attentivement la face des coupables. Ce n'est pas l'homme fort et résolu qui concentre et dompte son émotion; il trahit la sienne à toute minute, dans tous ses gestes. Il tremble, il s'agite, il parle par soubresauts; il explique tout, et comme dit Ophelia : « Vous « êtes aussi utile que le chœur, Mylord. » Sa figure est éclatante et comme illuminée d'inquiétude, d'attente et d'angoisse. Quels regards il jette sur Horatio! quels signes terribles il lui fait! Puis, quand enfin le meurtrier et sa complice s'enfuient éperdus, alors Hamlet

bondit comme un tigre en poussant un cri de sauvage triomphe.

C'est bien : il a la tête montée, il a le sang fouetté, il est ivre. « Maintenant je pourrais boire du sang « chaud, et faire de telles choses que le jour le plus « sombre tremblerait de les voir ! » Mais il est dit qu'il manquera toujours sa vengeance, l'insensé ! Quand enfin, dans une sorte de crise, il se décide à frapper, ô dérision ! il se trompe de victime ; il tue ce pauvre vieux fou de Polonius, cet inoffensif Géronte qui ne faisait de mal à personne. Peut-être même se contenterait-il de cette triste hécatombe, si l'ombre de son père ne venait lui rappeler son serment, et ne lui apparaissait pour lui dire : « N'oublie pas ! Cette visite n'est « que pour aiguiser ta résolution presque émoussée. »

Hamlet reprend donc sa tâche toujours ajournée. Le meurtrier de son père, troublé par ses remords, se met à genoux et essaie de prier. Hamlet le voit et va pour le tuer, mais il se dit qu'il va l'envoyer dans l'autre vie en état de grâce, et sa main retombe encore sans avoir frappé.

« Je le pourrais, dit-il, pendant que le voici à prier ; « je vais le faire. — Oui, et ainsi il s'en va au ciel ! et « je suis vengé !... Non, ce n'est pas là de la ven- « geance... Allons, mon épée, réserve-toi pour un « moment plus horrible, quand il sera ivre, endormi, « ou dans sa colère, ou dans les plaisirs incestueux « de sa couche, ou à jouer, ou à jurer, ou dans

« quelque acte après lequel on ne puisse être sauvé. »

On passe cette scène au théâtre ; c'est néanmoins une de celles qui donnent le mieux la clef du caractère de Hamlet. Comme l'a dit celui peut-être de tous les critiques anglais qui a le mieux compris Shakspeare, William Hazlitt, « Hamlet, parce qu'il ne peut pas avoir « sa vengeance entière, et conforme à l'idée la plus « parfaite que ses désirs puissent former, la manque « tout à fait. » C'est ainsi, en effet, que Hamlet compose son œuvre de vengeance; il en fait une sorte de poëme ; il amasse des trésors de colère; il prépare, il élabore dans les profondeurs de sa pensée un châtiment digne du crime qu'il doit punir; mais hélas ! il dépense toute sa force en résolutions inachevées; il meurt pour ainsi dire en travail. Ce trait de caractère est profondément vrai; il touche au fond de la nature humaine. Quel est l'amant, quel est le poëte, quel est l'artiste qui ne s'est pas, comme Hamlet, créé un idéal, qui n'a pas nourri, comme lui, dans son cœur ou dans sa tête, un type irréalisable, impossible, qui n'a pas, comme lui, toujours attendu, toujours différé, en disant : Ce n'est pas encore cela? Et l'on meurt en cherchant l'introuvable, et en disant toujours : Demain !

Voilà ce qu'il y a d'éternellement vrai dans Hamlet : la volonté écrasée par l'idéal; la mesure limitée de la force humaine dépassée par l'infini de l'imagination. Le sentiment du néant accable ce chétif héros. Voyez-

le dans la scène fantastique du cimetière, maniant les crânes, et disant à Horatio : « Penses-tu qu'Alexandre « faisait cette figure dans la terre ? — Oui, sans doute. « — Et qu'il sentait comme cela ? Pouah ! » Ainsi, à quoi bon être Alexandre, à quoi bon l'impérial César, pour retourner en poussière ? Hamlet ne sera ni l'un ni l'autre ; il ne sera rien, ne fera rien. C'est pourquoi le dénoûment se fait sans lui. Il n'y est rien qu'un instrument aveugle. L'édifice lentement et péniblement amassé de ses projets de vengeance s'écroule tout à coup, et l'écrase lui-même sous ses décombres. Les événements se précipitent les uns sur les autres, sans ordre, sans suite, avec tout le laisser-aller de la vie réelle. Goëthe justifie encore très-bien ce dénoûment étrange et désordonné : « Quant à moi, dit-il, loin de « blâmer le plan de *Hamlet*, je soutiens que l'on n'en « a jamais inventé de plus parfait ; je dirai même que « ce plan n'est pas une invention, mais que c'est une « réalité... Nous aimons tous à voir un héros qui agit « d'après ses propres impressions, qui hait ou qui aime « selon les propres besoins de son cœur, qui renverse « tous les obstacles et atteint le but qu'il s'est proposé. « Les poëtes et les historiens voudraient nous con- « vaincre qu'une aussi glorieuse destinée peut être le « partage d'une créature humaine ; l'exemple que Shak- « speare nous fournit dans son *Hamlet* est moins propre « à flatter notre vanité, mais plus vrai. Son héros n'a « point de projet arrêté, et c'est le plus grand mérite

« de l'admirable plan de la pièce. Ce plan ne consiste « pas à faire punir un scélérat par une pensée de ven- « geance tellement opiniâtre qu'elle finit par triompher « de tout ce qui semblait la rendre inexécutable. Un « crime monstrueux a été commis, et ce crime conti- « nue à rouler à travers le temps; ses conséquences « entraînent l'innocent; le coupable est prêt à échap- « per au gouffre qui le réclame, et c'est au moment où « il croit s'en être éloigné pour toujours qu'il y tombe « enfin. Quiconque s'est donné la peine de réfléchir « sur les événements de la vie sait que les suites d'un « forfait perdent parfois les innocents, comme une « action vertueuse profite aux coupables, sans que les « auteurs de l'un ou de l'autre reçoivent la punition « ou la récompense qu'ils méritent. Voyez maintenant « ce qui se passe dans *Hamlet*. En vain le purgatoire « envoie-t-il un de ses habitants en ce monde pour y « demander vengeance; en vain tout s'y dispose pour « le satisfaire; les puissances de la terre et de l'enfer « échouent contre les arrêts irrévocables du destin. « L'heure du jugement sonne enfin, et le méchant « tombe avec le bon..... »

Ducis, qui a imité Hamlet, a pris ce caractère exactement à rebours. Du Hamlet irrésolu et mouvant comme les vagues, il a fait un jeune prince classique plein de volonté et d'énergie :

Il cache un cœur de feu sous un dehors paisible,
Et tous ses sentiments, avec lenteur formés,

S'y gravent en silence, à jamais imprimés.
. . . . . .
Ne vous y trompez pas; ses pareils outragés,
Ne s'apaisent jamais que quand ils sont vengés.

Ducis était de ces poëtes et de ces historiens dont vient de parler Goëthe, et qui veulent absolument que le crime soit puni et que la vertu soit récompensée. Ce ne serait pas convenable autrement. Aussi son héros finit par être vainqueur, comme à Franconi, et succède au trône de son père. C'est plus moral, mais c'est moins vrai. Le véritable Hamlet est au contraire la victime du destin ; c'est la goutte d'eau dans l'Océan ; c'est l'individu perdu et absorbé dans les événements généraux. Le char des événements, comme celui du dieu indien, passe sur lui et l'écrase avec tout ce qui l'entoure. La douce et triste Ophelia est entraînée dans ce courant et y périt. Ce rôle si tendre, si dévoué et si sacrifié d'Ophelia, n'est-ce pas celui que jouent les femmes dans la vie des grands hommes, ou des grands penseurs, ou des conquérants, de tous ceux enfin qui ne s'appartiennent pas et ne vivent que d'une vie générale ? C'est quelque chose comme le rôle de Joséphine dans la vie de Napoléon ; l'homme de l'histoire brise sans pitié cette fleur du foyer domestique, et s'élance à la poursuite du destin, comme Hamlet à la poursuite du fantôme. *My fate cries out.*

MACBETH.

Quoique *Macbeth* soit un drame plein d'action, cependant il a beaucoup de rapports avec *Hamlet*. C'est aussi la lutte d'un esprit irrésolu contre un destin plus fort que lui. Mais tandis que Hamlet se croise les bras sans rien faire, Macbeth, une fois entré dans la carrière de l'action, y marche avec une sorte de rapidité vertigineuse. Comme Othello aussi, Macbeth est le jouet du génie du mal. Il est sous la main des sorcières comme le noble Maure sous celle d'Iago. Tous deux ont le cœur bon et élevé, mais faible; l'esprit tentateur prend l'un par l'ambition, l'autre par la jalousie, et les sorcières de Macbeth, comme le perfide ami d'Othello, font le mal pour le mal, simplement pour satisfaire à la dépravation de leur nature.

Rien n'égale la grandeur avec laquelle ouvre cette tragédie. Nous ne parlons pas de la poésie des sorcières, des miaulements de chat et des coassements de crapaud. Ces excentricités barbares pouvaient être naturelles du temps de Shakspeare; elles ont pu être acceptées il y a vingt-cinq ans, au plus fort moment de la bataille littéraire, alors qu'il fallait choisir entre les extrêmes; mais aujourd'hui, grâce à Dieu, nous pouvons admirer Shakspeare sans être obligés de nous prosterner devant toutes ses bizarreries. C'est donc surtout l'aspect de la scène qui saisit et qui impose;

les sœurs du Destin, apparaissant les mains entrelacées, projettent leur ombre funeste sur toute la suite du drame.

A Macbeth, elles annoncent qu'il sera roi : à Banquo que ses enfants seront rois. La tentation entre comme un serpent dans le cœur de Macbeth ; la lutte commence entre le bon et le mauvais principe. Macbeth ne veut pas encore faire le mal, mais il le laissera se faire tout seul ; son âme faible ne recule que devant la responsabilité du crime : « Si le hasard, dit-« il, veut que je sois roi, eh bien, que le hasard me « couronne sans que je m'en mêle. » Le portrait que fait de lui sa terrible femme, le dépeint encore mieux : « Je crains, dit-elle, je crains ton naturel ; il est trop « plein du lait de la bonté humaine pour prendre le « chemin le plus court... Tu n'es pas sans ambition, « mais tu es sans l'audace qui doit l'accompagner. La « grandeur que tu voudrais, tu la voudrais sainte-« ment. » Dès le début on voit que Macbeth n'agira que par une impulsion étrangère, qu'il sera le bras d'une volonté supérieure. L'envie du crime se trahit sur ses traits et dans ses paroles, mais il a besoin qu'on lui démêle et qu'on lui traduise à lui-même sa propre pensée. Aussi, quand il vient annoncer à sa femme que le vieux roi Duncan sera le soir sous son toit : « Votre visage, lui dit cette impitoyable créa-« ture, votre visage est un livre où l'on pourrait lire « d'étranges choses... Changez de contenance, et lais-

« sez-moi faire. » Ainsi, Macbeth n'a pas même le temps de combattre l'esprit tentateur; il a beau soliloquer comme Hamlet, et dire, presque dans les mêmes termes : « Si tout était fini, quand ce sera fait, « ce serait bien; le plus tôt serait le mieux; » sa femme l'entraîne dans le tourbillon; pour elle, vouloir c'est pouvoir; désirer c'est avoir; elle ne fait point de halte entre la pensée et l'action; elle gourmande ce timide coupable, et lui fait honte de sa faiblesse : « Quelle « bête, s'écrie-t-elle, vous fit donc me révéler ce des- « sein?... Ni le temps ni le lieu n'étaient alors pour « vous, et cependant vous vouliez faire naître l'un et « l'autre. Ils se présentent d'eux-mêmes, et voilà que « vous n'êtes plus capable de rien ! »

Macbeth se décide à frapper, et nous entrons de plain-pied dans le drame. Quand il sort de la chambre du vieux roi, un poignard dans chaque main et inondé de sang, il est épuisé par cet affreux effort. Son âme superstitieuse succombe sous le poids du crime : « Pour- « quoi, dit-il, pourquoi n'ai-je pas pu prononcer *amen?* « J'avais grand besoin de bénédiction, et le mot s'est « arrêté dans mon gosier... Il m'a semblé qu'une voix « s'écriait : Tu ne dormiras plus... Macbeth ne dor- « mira plus ! »

Non pas ainsi lady Macbeth; elle se rit de ces rêves de cerveau malade : « Ceux qui dorment, dit-elle, et « ceux qui sont morts, sont des images....., un peu « d'eau va nous laver de cet acte, voyez comme c'est

« facile... Ne restez donc pas ainsi, misérablement « perdu dans vos pensées. »

Macbeth est roi; mais le remords siége avec la couronne sur son front. Poursuivi par les furies vengeresses, il marchera de meurtre en meurtre; ne pouvant fermer l'abîme de sa conscience, il voudra le combler. « Ce que le crime a commencé, dit-il, ne « peut se consolider que par le crime. » Il fait tuer Banquo; mais l'ombre de sa victime, image sanglante du remords, vient s'asseoir à sa place au banquet royal. Elle revient, non pas affublée d'un drap blanc, et avec des yeux en feux de Bengale; mais réelle, mais pour ainsi dire vivante et palpable, avec les traits et les habits qu'avait Banquo quand il était sur terre. Macbeth recule épouvanté. « Tu ne peux pas dire que « c'est moi, » s'écrie-t-il. Puis il défie sa vision sanglante. « Viens sous la forme de l'ours féroce de la « Russie, du rhinocéros armé, ou du tigre d'Hyrcanie; « prends toute autre forme que celle-ci, et mes nerfs « ne trembleront pas. Ou bien renais à la vie, et viens, « le fer à la main, me défier dans un désert. » C'est bien-là le soldat intrépide et superstitieux; indomptable devant le danger physique, et tremblant comme une femme devant une vision. Et quand l'ombre disparaît, il se retrouve lui-même et redevient un homme. *I am a man again.*

Les gradations de la chute sont admirablement observées dans le caractère de Macbeth. On le voit peu

à peu s'aguerrir et s'endurcir au mal ; on le voit pour ainsi dire s'enivrer insensiblement de l'odeur du crime. Il est sur une pente irrésistible, il faut qu'il aille jusqu'au bout : « Je suis, dit-il, si avant dans le sang, « que revenir sur mes pas serait aussi difficile que d'aller « en avant. » Et quand il a laissé échapper Macduff : « O temps ! s'écrie-t-il, tu préviens ma terrible ven- « geance. Le projet fugitif n'est jamais atteint si l'exé- « cution ne l'accompagne tout de suite... Désormais, « aussitôt pensé, aussitôt fait. » Et sur-le-champ il fait massacrer toute la famille de Macduff. Autrefois c'était sa femme qui le poussait au sang, c'était elle qui *lui versait dans l'oreille* son indomptable courage, maintenant il marche tout seul dans la voie du meurtre, tandis que lady Macbeth succombe à son tour sous le poids du remords.

La scène du somnambulisme est très-célèbre. C'est sans contredit une scène très-saisissante, très-tragique si l'on veut, mais elle n'inspire point d'émotion morale. Elle n'excite qu'une sensation de terreur physique, c'est une scène faite pour les nerfs. Tout le caractère de lady Macbeth est d'ailleurs trop en dehors de la nature pour qu'il puisse éveiller la sympathie. On n'y trouve pas le lait de la bonté humaine. Cette femme est bien ce qu'elle veut être quand elle invoque les esprits homicides, et leur dit dans un langage intraduisible : « *Unsex me !* dépouillez-moi de mon sexe, « et du sommet de la tête à la plante des pieds rem-

« plissez-moi de la plus inexorable cruauté? » Elle boit pour s'enhardir au meurtre, et elle dit à ce faible ambitieux de Macbeth : « J'ai donné le sein, et je sais « combien il était doux d'aimer l'enfant qui prenait « mon lait. Eh bien, pendant qu'il me souriait, j'au- « rais arraché ma mamelle de ses tendres lèvres, et je « lui aurais brisé la cervelle, si je l'avais juré comme « vous avez juré ceci. » Ce n'est plus là de la nature, et la femme ne se retrouve qu'un instant, un seul, quand lady Macbeth dit du vieux roi Duncan : « S'il « n'avait pas ressemblé à mon père endormi, j'aurais « fait le coup. »

Tout l'intérêt, toute la sympathie se portent donc seulement sur Macbeth, sur la lutte de cette nature faible, mais belle et bonne, contre l'esprit du mal. Le cinquième acte de *Macbeth* nous paraît le plus véritablement beau, bien qu'il ne présente pas autant d'appareil scénique que le second et le troisième. Mais les derniers moments, les *novissima verba* de Macbeth offrent un spectacle plein de grandeur. C'est la torche qui redouble d'éclat avant de s'éteindre. Les filles du destin, qui ont conduit jusqu'au bord de l'abîme ce noble coupable, l'abandonnent à la fin, et le laissent chercher sa route au milieu des ténèbres. L'une lui a promis que nul mortel né d'une femme ne pourra lui faire de mal; l'autre qu'il ne sera vaincu que lorsque la forêt de Birnam se mettra en marche contre lui. Mais quand il veut les interroger davantage, elles dis-

paraissent en lui laissant les scorpions du doute. Mais Macbeth ne plie pas; il entreprend la lutte contre le destin, dont les coups vont le frapper l'un sur l'autre. Macbeth rappelle ici l'*Antigone* de Sophocle. Qui ne se souvient de l'impression solennelle que laissent dans les esprits ces coups répétés de la fatalité qui tombent tous à la fois sur le roi thébain? Après son fils, c'est sa femme. Le messager vient lui dire : « Ta femme est « morte; la mère de celui que tu regrettes vient d'être « frappée du coup fatal! — Séjour inexorable de Plu- « ton, s'écrie le roi, pourquoi t'acharnes-tu à ma « perte! Triste messager de douleur, que m'annonces- « tu? Hélas! hélas! tu me donnes une deuxième fois « la mort... Mes amis, enlevez-moi de ces lieux, je ne « compte plus parmi les vivants. »

Dans la tragédie de Shakspeare, Seyton vient dire à Macbeth : « La reine, seigneur, est morte. » Et le roi répond : « Elle devait mourir plus tard. Il serait « toujours venu un temps pour ce mot. Demain, puis « demain, puis demain! Les jours s'avancent ainsi « pas à pas vers la dernière syllabe du temps... La vie « n'est qu'une ombre errante; un pauvre comédien « qui piaffe et se cabre une heure sur la scène, et dont « on n'entend plus parler; c'est un conte conté par « un idiot... qui ne signifie rien. » Les situations sont en apparence semblables; mais elles offrent cependant cette différence que tandis que dans la tragédie antique, l'homme frappé par la fatalité courbe la tête

et n'essaie pas de lutter contre un pouvoir supérieur, dans la tragédie moderne, il se redresse et oppose la volonté et la liberté humaines aux arrêts du destin. Créon succombe tout de suite ; Macbeth lutte jusqu'à la fin sans demander grâce. Il méprise même la poltronnerie du suicide, et au moment où il allait se jeter sur son épée, il se relève et dit : « Pourquoi jouerais-« je le fou romain, et mourrais-je sur ma propre épée? « Tant que je verrai des vivants devant moi, les coups « feront mieux sur eux. » De moment en moment, sa foi s'ébranle, mais son courage, son courage d'homme d'épée, ne fléchit pas. *Il commence à être las du soleil*, mais il veut mourir *avec le harnais sur le dos*. Ce qu'il y a d'admirable dans cette scène, c'est le mélange de l'action et de la sentence. A la différence de ce rêveur de Hamlet, en qui la réflexion paralyse le bras, Macbeth puise dans le découragement même de son âme une énergie d'action désespérée. Il interrompt un monologue philosophique pour demander son armure ; il dit : « Je me sens le cœur malade ; » puis tout aussitôt il crie : « Aux armes ! » Déjà un des charmes s'est rompu ; les soldats de Malcolm s'avancent portant devant eux des branches d'arbres ; c'est la forêt de Birnam qui se met en marche. Puis vient Macduff ; Macduff qui n'est pas né d'une femme, parce qu'il a été arraché du sein de sa mère avant le terme prescrit par la nature. Alors Macbeth perd la confiance qu'il avait encore dans son étoile, et succombe.

ROMÉO ET JULIETTE.

Nous ne pouvons nous lasser d'admirer que l'homme qui a fait *Hamlet*, c'est-à-dire le type de la mélancolie, de la rêverie maladive et névralgique, ait pu créer en même temps cet amour si sanguin, si intrépide, si décidé, si enthousiaste, de Roméo et de Juliette. C'est là le cachet du génie : l'universalité.

Roméo et Juliette, c'est l'hymne de la nature, chanté à l'unisson par deux voix jeunes, fraîches et vaillantes. Le poëte n'a donné qu'un nom à la rêverie, à la jalousie, à l'ambition ; il les a appelées Hamlet, Othello, Macbeth. A l'amour, il a donné deux noms : Roméo et Juliette ; mais ces deux noms n'en font qu'un, tant les deux charmants êtres qui les portent sont confondus et absorbés l'un dans l'autre. A la différence de tous les drames et de tous les romans de ce monde, la passion, dans *Roméo et Juliette*, ne marche point pas à pas ; elle s'élance d'un bond au degré le plus élevé. C'est une explosion, c'est un transport perpétuel. Pas de ces gradations, pas de ces développements successifs avec lesquels grandit l'intérêt ; c'est fait sans calcul, sans avarice, sans arrière-pensée, sans art, avec la prodigalité des fées qui en ouvrant la bouche laissent tomber des rivières de diamants. Le poëte, dès les premières scènes, verse à flots les trésors de son imagination, avec la confiance

et l'insouciance du génie qui se sait inépuisable. Il peut dire avec Roméo : « Il n'y a que les mendiants « qui comptent leur argent ; » ou avec Juliette : « Ma « tendresse est aussi illimitée que la mer, mon amour « aussi profond. Plus je donne, plus j'ai encore. » Cette tragédie est un tour de force ; mais, si cela peut se dire, un tour de force de la nature. C'est comme une fleur qui, au lieu de grandir jour par jour, jaillirait du sein de la terre tout éclose, tout ouverte. L'amour de Roméo et de Juliette n'a point de nuances, point de transitions ; il atteint dès la première minute le comble de l'exaltation pour n'en redescendre jamais. Dès que les deux amants se sont vus, ils se jettent à la tête l'un de l'autre, et leurs lèvres ne se quittent plus, même dans le tombeau. Comme ces deux autres amants du Dante, la mort vient les surprendre et les fixer dans leur baiser sans fin. Pour soutenir jusqu'au bout la passion à ce degré de hauteur et d'intensité, il fallait une force inouïe. Eh bien, Roméo et Juliette sont aussi éperdus, aussi ivres d'amour à l'heure de leur mort qu'à l'instant de leur première rencontre ; et cet hymne éclatant qu'ils ont commencé sur la note la plus haute et la plus aiguë du registre du cœur, ils la continuent jusqu'à la fin sans baisser, sans fléchir, sans trembler.

Regardez-les, ces deux enfants, le jour où ils se voient pour la première fois. L'invisible amour les prend par la main et les mène l'un au-devant de

l'autre. Ils ne se sont jamais vus, mais ils se reconnaissent. Ils la retrouvent, cette image qui passait et repassait à travers leurs rêves; leur cœur parle et s'écrie : C'est lui! c'est elle!

On a quelquefois reproché à Shakspeare de n'avoir pas fait de Juliette la première passion de Roméo. Au début du drame, nous le voyons amoureux de Rosaline. Mais Rosaline ne paraît pas; elle n'est pas l'amour, elle n'est que le besoin d'aimer; elle n'est que l'ébauche incomplète qui fera place à l'image idéale. A qui donc est-il arrivé de le rencontrer dès les premiers pas, cet idéal tant rêvé? Que de fois n'a-t-on pas cru l'avoir trouvé? Que de fois aussi n'a-t-on pas cherché à le croire, et n'a-t-on pas trompé son propre cœur par de secrets mensonges? Mais que l'astre divin et jusqu'alors invisible, autour duquel on gravitait sans le savoir, vienne tout à coup à se montrer, comme tout le reste de la création s'efface et rentre dans l'ombre! C'est une des choses les plus inexplicables et cependant les plus élémentaires que cette facilité avec laquelle on se dépouille en une heure d'une passion qu'on croyait éternelle.

Ainsi, quand on dit à Roméo qu'il y en a d'autres aussi belles que Rosaline, il répond : « Une autre plus « belle que mon amour! Ah! le soleil qui voit tout n'a « jamais vu sa pareille depuis le commencement du « monde. » Mais à peine a-t-il vu Juliette qu'il se dit tout à coup : « Mon cœur a-t-il aimé jusqu'à présent? »

C'est en vain que le gai Mercutio l'adjure par les beaux yeux de sa Rosaline, « par sa lèvre écarlate, par son joli « pied, par sa cuisse frémissante, » il ne lui répond pas. « Rosaline! j'ai oublié ce nom! » dit-il au Frère Laurence, qui s'écrie naïvement : « Mais je vois encore « là, sur ta joue, la trace d'une larme qui n'est pas « encore essuyée ! »

C'est cette soudaineté, c'est, pour ainsi dire, ce coup de soleil de l'amour, qui sont le trait distinctif de *Roméo et Juliette*. En passant du domaine de l'idéal dans celui de la réalité, nous retrouverions quelque chose de ce caractère dans Manon Lescaut. Quand Desgrieux voit pour la première fois cette charmante et cruelle fille qui doit devenir le tourment de sa vie, il dit simplement : « Je m'avançai vers la maî- « tresse de mon cœur. »

Ce qu'il y a encore de frappant dans *Roméo et Juliette*, c'est le perpétuel accord, la simultanéité des impressions des deux amants. Ils se répondent comme des échos. Roméo aperçoit Juliette au bal, et il dit : « Qui est cette dame?... Mon cœur a-t-il aimé jusqu'à « présent? Non; car jamais jusqu'à ce soir je n'avais vu « la vraie beauté! » Et en même temps Juliette dit à sa nourrice : « Qui est celui-là, qui n'a pas dansé? Va; « demande son nom, car s'il est marié, c'est mon tom- « beau qui sera mon lit de noces. » Et plus tard, après que Roméo a été exilé, la nourrice vient le chercher chez le Frère, et elle dit : « Où est Roméo? — Le voilà

« là, couché par terre, ivre de ses propres larmes. — « Ah ! dit-elle, c'est juste comme l'autre ; ma maîtresse « aussi. »

L'amour a fondu sur eux comme l'épervier sur sa proie, et dès ce moment l'action marche avec une rapidité foudroyante. Nous retrouvons Roméo sous le balcon de son amante, et disant : « Si ses deux yeux « étaient dans le ciel, les oiseaux croiraient qu'il ne fait « pas nuit et se mettraient à chanter. » Et jamais l'irrésistible entraînement de la passion, jamais le tendre et confiant abandon du premier amour ont-ils été mieux exprimés que par ces aveux de Juliette : » Tu « sais que le masque de la nuit est sur ma figure ; sans « quoi une rougeur virginale colorerait mes joues pour « ce que tu m'as entendu dire ce soir. Mais vaine- « ment voudrais-je dissimuler. Adieu, vaines formes. « M'aimes-tu? Je sais bien que tu diras oui, et que je « te croirai... O aimable Roméo ! si tu aimes, dis-le « loyalement ; ou bien si tu trouves que je me donne « trop vite, alors je serai dure, je serai cruelle, je te « dirai non, et je te ferai souffrir ; autrement, pas « pour un empire. J'aime trop, et alors tu peux trouver « ma conduite légère ; mais, crois-moi, je serai plus « fidèle que celles qui sont plus habiles. »

Quel étonnant contraste fait cet amour en ligne droite avec les passions chauffées et quintessenciées de notre société moderne ! Mais ce n'est rien encore : il y a dans Shakspeare une scène que l'on retranche

au théâtre; c'est un hymne de bonheur et de plaisir qui atteint au lyrisme le plus élevé. Dans les aveux que Juliette fait à son amant, l'abandon est encore tempéré par la pudeur, par cette rougeur que cache la nuit; mais lorsque la bénédiction donnée par le prêtre a légitimé son amour; lorsque, n'ayant plus à rougir même devant ses pensées, elle attend non plus son amant, mais son époux; lorsque, seule dans cette chambre de jeune fille où monte la senteur des myrtes et des orangers, elle appelle le bonheur et plonge sa pensée dans le mystère des voluptés inconnues, alors elle chante un cantique d'amour dont la Bible seule égale la hardiesse et l'innocence : « Étends ton voile « épais, ô nuit aux œuvres amoureuses? afin que tous « les yeux se ferment, et que Roméo puisse sauter « dans ces bras sans qu'on le voie! Pour accomplir « leurs amoureux mystères, les amants, pour y voir, « n'ont besoin que de leurs propres beautés; et d'ail- « leurs, si l'Amour est aveugle, la nuit lui va mieux. « Viens, nuit commode, discrète matrone, toute vêtue « de noir, et apprends-moi comment l'on perd une « partie engagée pour deux virginités sans tache..... « Viens, nuit! viens, Roméo, toi qui es le jour dans « la nuit! Viens, chère nuit, nuit amoureuse, nuit aux « sourcils noirs! donne-moi mon Roméo... Oh! j'ai « acheté une maison d'amour, mais je n'en ai pas en- « core pris possession; je suis vendue, mais je ne suis « pas encore prise. Ah! ce jour est aussi long pour

« moi qu'est longue la nuit avant une fête pour un en-
« fant impatient qui a des habits neufs et qui ne peut
« pas encore les mettre. »

Pour mettre à côté de cette aspiration brûlante, nous ne connaissons que le cantique de Salomon, ce furieux dialogue de l'époux et de l'épouse : « Mon bien-
« aimé est pour moi un sachet de myrrhe ; il passera
« la nuit entre mes mamelles. Tel qu'est le pommier
« entre les arbres d'une forêt, tel mon bien-aimé
« entre les jeunes hommes ; j'ai désiré son ombre et
« m'y suis assise, et son fruit a été doux à mon palais.
« Il m'a menée dans la salle du festin ; et sa livrée,
« laquelle je porte, c'est *amour*. Faites-moi revenir le
« cœur avec le vin, faites-moi une couche de pommes,
« car je me pâme d'amour. Que sa main gauche soit
« sous ma tête, et que sa droite m'embrasse... C'est la
« voix de mon bien-aimé ; le voilà qui vient, sautelant
« sur les montagnes, et bondissant sur les coteaux...
« J'ai cherché durant les nuits sur mon lit celui qu'aime
« mon âme ; je l'ai cherché et ne l'ai point trouvé...
« Lève-toi, bise, et viens, vent du midi, souffle dans
« mon jardin... Mets-moi comme un cachet sur ton
« cœur, comme un cachet sur ton bras, car l'amour
« est fort comme la mort, et la jalousie est dure
« comme le sépulcre ; leurs embrasements sont des
« embrasements de feu. Les eaux ne pourraient pas
« éteindre cet amour-là, et les fleuves mêmes ne pour-
» raient le noyer. »

Mais ce qui fait la beauté, fait aussi la difficulté du drame ; car, en général, quand on s'est dit de part et d'autre : Je t'aime ! l'action est terminée. Mais ici les deux amants se le disent depuis le commencement jusqu'à la fin ; ils jouent sur la lyre du cœur sans jamais en briser les cordes. Ils passent sans transition du suprême bonheur au dernier désespoir, et de la jouissance à la mort. Dès qu'ils sont séparés, ils veulent se tuer ; la vie l'un sans l'autre n'existe pas pour eux. Juliette court chez le Frère et lui dit : « Parle tout de « suite ; j'ai soif de mourir si tu n'as pas de remèdes. » Quant à Roméo, il s'abandonne, dans son exil, aux plus doux rêves, comme il arrive souvent à la veille du plus grand malheur. « J'ai rêvé qu'elle venait et me « trouvait mort, et qu'avec ses baisers elle soufflait « une telle vie dans mes lèvres que je ressuscitais et « devenais un empereur. » Au même instant son messager vient lui annoncer la mort de Juliette. Il ne crie pas, il ne pleure pas : de pareils coups brisent tous les ressorts intimes de la vie, et le corps ne continue de marcher que par l'impulsion qu'il avait reçue. Roméo demande simplement des chevaux, de l'encre et du papier, et il dit : « Juliette, je serai couché près de toi « ce soir. »

Un pareil amour ne pouvait en effet se terminer que par la mort. Comme le dit le Frère Laurence : « Ces « transports violents ont une fin violente, et meurent « dans leur propre triomphe. C'est comme le feu et la

« poudre qui se consument dans un baiser. » Nous ne faisons pas ici une analyse de *Roméo et Juliette;* nous avons voulu seulement en faire ressortir les traits caractéristiques : la spontanéité, l'emportement, la *furia.* Ordinairement, c'est dans la lutte de la passion contre le devoir que consiste l'élément dramatique, et c'est dans le développement des sentiments que consiste l'intérêt. Mais ici, l'Amour, l'Amour de la Fable avec son flambeau, vient dès le commencement allumer ces deux cœurs et les poser sur l'autel; ils brûlent avec une rapidité dévorante, et quand ils sont consumés, le drame s'éteint et tout disparaît.

II.

L'ABBÉ PRÉVOST.

MANON LESCAUT.

Manon Lescaut est un de ces chefs-d'œuvre dont on peut dire sans figure qu'ils ont un printemps éternel. On peut en parler à toute heure, sans but, sans occasion, uniquement pour en parler. C'est surtout quand on est aux prises avec les plus beaux livres de notre temps, dans lesquels l'analyse, et, pour ainsi dire, l'anatomie ont remplacé la peinture des passions, où l'amour a cessé d'être un sentiment pour devenir une science, c'est alors surtout qu'on aime à rafraîchir ses impressions en puisant à ces récits limpides où tout coule de source, et dont nous avons perdu la trace à jamais regrettable. Le premier, le plus grand charme de cette composition, c'est la spontanéité dans les sentiments et dans l'expression. Voyez le chevalier Desgrieux quand il rencontre Manon dans l'hôtellerie d'Amiens; il n'a jamais regardé une fille, il voit Manon pour la première fois, il ne sait rien sinon qu'il est jeune et qu'elle est belle ; il se lève et il marche irré-

sistiblement vers cette enfant inconnue qui va devenir le charme et le tourment de sa vie. « Je m'avançai, « dit-il, vers la maîtresse de mon cœur. »

Cependant, quelle que soit la perfection du récit, il est difficile de justifier cette admiration sans bornes qu'on accorde souvent au personnage de Manon. Manon est naturelle, mais d'un naturel un peu cru. Cela est plus exact sans doute ; mais la réalité est-elle toujours bonne et belle ? et sans aimer le fard, ne peut-on préférer une vérité bien mise à la vérité toute nue de la Fable ? Le portrait de Manon a le défaut des portraits mal faits ; il est trop ressemblant. Cette fille n'a pas d'amour, elle n'a que de l'appétit ; en elle le sentiment est resté à l'état d'instinct. Mais qu'elle reproduit bien cette aimable et incorrigible faiblesse de son sexe, l'amour du bien-être ! Elle aime bien Desgrieux, mais elle aime encore mieux les diamants, les carrosses, la comédie, et les petits soupers.

Manon est, sous un certain aspect, un portrait dont le modèle est perdu, que l'on pourra faire encore de mémoire, mais non plus d'après nature. Elle représente une race éteinte et disparue, celle des grisettes. Aujourd'hui ce mot est presque une hardiesse littéraire, car il a dégénéré comme ce qu'il représentait. Et pourtant il ne méritait pas l'abus qui en a été fait. Il y avait autrefois toute une classe d'aimables créatures avec lesquelles on réalisait cet innocent proverbe : « Il faut que jeunesse se passe. » Elles étaient bonnes,

dévouées, peu ambitieuses et peu embarrassantes. Elles n'aspiraient jamais au mariage; tout le charme du lien qui unissait à elles était dans sa fragilité; et quand venait le divorce de ces unions improvisées, on se quittait sans rancune comme on s'était lié sans façons, et la grisette finissait par se marier ailleurs, par s'*établir*, et devenir bourgeosie. Mais aujourd'hui la grisette a l'ambition du ménage, elle aspire à la légitimité. Elle est atteinte d'un défaut tout à fait contraire à son origine et à sa destination, la fidélité.

La décadence des grisettes est une des conséquences de la révolution française. On peut poser en principe que, depuis 1789, il n'y a plus de grisettes. La Déclaration des droits les a effacées de la surface du monde. Depuis qu'il n'y a plus de castes, du moins en théorie, depuis qu'il a été reconnu, par d'affreuses expériences, que le sang était partout de la même couleur, depuis que tout homme libre, quand il prend femme, la veut prendre telle qu'elle est sortie des bras de son créateur et non des bras de son seigneur, la grisette pour « faire une fin » est obligée d'apporter en dot sa fleur d'oranger.

Que Dieu nous garde de toute prétention de talons rouges ! Il ne s'agit pas de ressusciter le droit de marquette, ou de réhabiliter le Parc-aux-Cerfs. Pour parler sans une légèreté qui serait coupable, disons que la dignité des femmes, l'honneur du foyer, la pureté des familles, ces droits sacrés que la démocratie a

conquis et dont elle était autrefois déshéritée, valent bien un peu de gaieté perdue. Les distinctions sociales résidaient autrefois dans la naissance, elles résident aujourd'hui dans le caractère. Depuis que la « considération » est tombée dans le domaine public, depuis qu'elle est accessible à tous les rangs, le vice et la vertu sont devenus tous les deux plus difficiles, parce qu'ils sont devenus plus tranchés. Les chutes sont peut-être plus rares, mais elles sont plus profondes et plus irréparables. Aujourd'hui, pour les femmes, il n'y a plus de compromis, il n'y a plus de péchés véniels. Quand elles tombent, elles tombent dans le crime ou dans le vice, dans l'adultère ou dans les lieux sans nom. D'un côté, le désordre dans la famille, la perturbation dans la société, de l'autre la dégradation de la créature, l'oubli de la dignité dans les relations.

De ces existences de contrebande qui se glissaient à côté de la société, de cette classe mixte qui se tenait sur les frontières de la loi, une partie s'est élevée dans l'échelle sociale et a contribué à former ce qu'on appelle aujourd'hui la classe moyenne; l'autre a perdu l'équilibre et s'est jetée dans des écarts d'émancipation et des excès de radicalisme où il serait superflu de la suivre. Mais la grisette primitive, celle qui se laissait quitter, cet oiseau sur la branche, est aujourd'hui un paradoxe, un cygne noir, *rara avis in terris*.

Voulez-vous connaître la grisette moderne ? Voyez Geneviève la fleuriste, cette adorable héroïne d'un des

plus charmants et des plus dangereux livres qui aient été faits depuis longtemps [1]. La grisette de nos jours, c'est Geneviève telle qu'on nous la dépeint, avec ses deux grands yeux mélancoliques, et son visage pâle sous un petit bonnet blanc. Une grisette pâle, bon Dieu ! Avant 89, les grisettes ne se mêlaient pas d'être pâles. Leur bonheur n'était pas, comme celui de Geneviève, de « faire leur prière en regardant la lune. » Geneviève, c'est Manon Lescaut après la révolution ; c'est l'enfant du peuple qui envahit le domaine aristocratique de l'idéal. Il y a cinquante ans, jamais on n'eût imaginé de poétiser une ouvrière ; entre Manon et Geneviève, on sent qu'il y a eu un renouvellement social.

Mais on n'aborde pas impunément la poésie, et la société nouvelle porte la peine de son ennoblissement moral. En montant sur les hautes cimes, elle s'est sentie prise par les vertiges. Comme une fleur des vallées paisibles qui a été transportée dans l'air des montagnes, elle s'est desséchée sous ce souffle aride et brûlant, loin des brises plus heureuses, plus douces et plus saines qui l'avaient fait éclore. Qui ne serait pas attristé en songeant aux ravages que produisent dans la démocratie ces livres qui faussent et exaltent ses mœurs ! Ce qui, dans ce siècle, a perverti le plus de cœurs et perdu le plus d'imaginations, ce qui a enfanté

1. *André*, de George Sand.

le plus de misère, le plus de vices, le plus de crimes, ce qui arrivera devant le trône de Dieu avec le plus lourd cortége de malédictions, ce sont les romans. Autrefois, sans doute, il y avait dans les livres autant de corruption et plus de cynisme; mais alors il n'y avait que les riches qui lisaient, et dans ce qu'ils lisaient ils ne retrouvaient jamais que leur image. Ce que racontaient les romans, ce que chantaient les poésies, c'étaient les aventures, les mœurs, les passions et les douleurs des oisifs. Les souffrances et les joies plus humbles croissaient et mouraient à l'ombre, sans laisser ni trace ni souvenir. C'est pourquoi, quand ces livres venaient à tomber aux mains des classes laborieuses, comme elles n'y rencontraient que la peinture de mœurs et de vices trop haut placés pour qu'elles pussent y atteindre, elles ne tentaient point une imitation inutile, et leur impuissance arrêtait leur ambition. Mais aujourd'hui que l'idéal corrupteur a tout envahi, aujourd'hui que les romans sont devenus révolutionnaires, que l'ouvrière, le prolétaire et l'artisan s'y voient poétisés, qui dira combien de fois a retenti ce cri amer que Geneviève jetait à ses livres : « Vous avez changé mon âme, il fallait donc aussi changer mon sort ! »

On peut pardonner ce qui trouble le repos des heureux du siècle; ils ont le temps d'inventer et de nourrir des passions inutiles; mais ce qui porte la perturbation dans les classes vouées au travail, ce qui leur

donne le dégoût de leurs mains, voilà ce qui appelle une réprobation sans bornes. Cette malheureuse fille que vous faites lire et rêver, suivez-la le soir dans sa chambre solitaire; voyez ces joues qui se décolorent sous les larmes, ces yeux qui, à la lueur de la lampe qui devait éclairer le travail, dévorent avidement le poison, ces mains émues qui laissent tomber l'aiguille inactive pour tourner impatiemment les pages. C'en est fait! la voilà prise par cette peste maudite de la psychologie! adieu la gaieté, la fleur du cœur! adieu le repos de l'âme! adieu le sommeil du corps! adieu les déjeuners sur le gazon, la solitude à deux sous les grands arbres, si touffus et si discrets! adieu, adieu la jeunesse!

Poëtes néfastes, voilà votre œuvre! Ce n'était pas assez et de la faim, et du froid, et des maladies, et de tout ce qui accable les malheureux, vous avez doublé la somme de leurs douleurs, vous y avez ajouté les souffrances qui sont les sœurs du luxe et de l'oisiveté, vous avez popularisé la Mélancolie! Et alors nous l'avons vue, cette misère de grand seigneur, monter les escaliers déserts qui mènent aux mansardes, et venir s'asseoir au foyer des pauvres, comme si les pauvres avaient le temps de rêver et de pleurer. Eh qui pourrait te résister, fatale et chère enchanteresse, quand tu viens comme Armide agiter devant nous ta tête souriante à travers les larmes, et secouer sur notre visage ébloui les perles de tes yeux!

Ce travail d'initiation, cette lutte de la société émancipée aux prises avec une civilisation qu'elle ne connaît pas encore, sorte de glaive à double tranchant qu'elle a saisi par la lame et qui ensanglante ses mains, est un des plus douloureux spectacles auxquels il soit donné à notre génération d'assister. Mais, par malheur, le peuple embrasse avec une sorte d'ambition ces souffrances qui sont au-dessus de lui, il veut boire aussi à la coupe de ces douleurs qui semblent accuser des organes plus nobles et des sens plus dédaigneux. Il rêve, et le travail réclame à grands cris les mains oisives; il rêve, et la faim s'avance à pas pressés, et tandis que le riche s'éteint dans le luxe et dans l'ennui, le pauvre, déshérité même du droit de l'ennui, se jette dans la mort ou dans le crime.

III.

GOETHE.

MÉMOIRES [1].

Je lis dans l'excellente *Introduction* que M. Richelot a mise en tête de sa traduction des *Mémoires de Goëthe :* « Non-seulement en Allemagne, mais en « France, en Angleterre, et dans tous les pays où l'on « pense, on a écrit déjà beaucoup, et l'on ne cessera « d'écrire sur un homme qui sera toujours nouveau, « comme la Bible et comme Homère, comme Shak- « speare et comme Molière, et dont on ne croira ja- « mais avoir sondé toutes les profondeurs. J'ai voulu « aussi payer un tribut à cette imposante mémoire, « en écrivant la courte notice qui précède d'après les « renseignements qu'a laissés l'auteur lui-même, et « sur les impressions vierges que j'ai cherchées dans « la lecture de ses ouvrages, et en l'écrivant avec « cette satisfaction intime qu'on éprouve à remuer de

1. *Mémoires de Goëthe*, traduits par Henri Richelot, précédés d'une Introduction.

« grandes choses et de grands noms; en traduisant « les morceaux les plus intéressants des *Mémoires de* « *Goëthe*, j'ai voulu ériger à celui-ci un petit monu- « ment qui, par l'exiguïté même de ses proportions, « servît mieux sa renommée qu'un travail plus vaste, « et concourir aussi, pour ma faible part, à l'une des « œuvres les plus graves du XIXe siècle, dans la poli- « tique aussi bien que dans la littérature et dans la « science, le rapprochement de la France et de l'Al- « lemagne. »

Je cite ces lignes comme une précaution oratoire, afin qu'elles me servent au besoin de justification auprès de ceux des admirateurs de Goëthe qui pourraient ne pas me trouver assez respectueux envers cette grande mémoire. On commente la Bible; on critique Homère, Shakspeare, Molière; il est donc permis de ne pas se prosterner devant Goëthe. J'exprimerai tout d'abord le doute que le génie de Goëthe soit le mieux fait pour servir de lien entre l'Allemagne et la France. J'avoue que je n'y trouve rien de sympathique, rien qui soit de nature à engendrer ces courants invisibles et électriques qui mettent en rapport les cœurs des peuples comme ceux des individus. S'il y eut jamais un grand poëte, un grand penseur, un grand écrivain, qu'on pût admirer sans l'aimer, assurément ce fut Goëthe. On l'a souvent comparé à Voltaire. Peut-être eut-il de lui l'universalité des connaissances, l'étendue encyclopédique de l'esprit, la

justesse souveraine du jugement, la sûreté infaillible de la critique; mais ce qu'il n'eut jamais, ce qu'on chercherait en vain dans sa vie et dans ses œuvres, c'est cet amour infatigable de l'humanité qui fait pardonner tant de fautes au grand représentant de la philosophie sociale du XVIIIe siècle. Voltaire, quelque aristocratique qu'il fût dans ses mœurs, tenait aux entrailles de cette démocratie dont il était le fils et dont il prépara les destinées. Ce n'est pas lui qui serait resté spectateur impassible de la révolution française, c'est-à-dire de la révolution du monde. Ce n'est pas lui qui, au milieu des déchirements et des cris de la liberté en travail, se serait retiré de la lutte pour composer de paisibles et égoïstes pastorales. En ce temps-là, que faisait Goëthe? Je laisse parler M. Richelot. « Sans « fermer les yeux à ces grandes scènes du monde po- « litique, il se retira dans le monde paisible de ses « idées et de ses travaux; au milieu des tempêtes de « la société, il étudiait la nature, et pendant que les « institutions périssaient, il composait avec une séré- « nité parfaite, semblable à ce paysan du siége de « Mayence, qu'il avait vu, derrière un faible retran- « chement, à la portée du canon, continuer tranquil- « lement ses travaux champêtres. » Je comprends et je respecte le paysan de Mayence; il ne savait pas lire, et peu lui importaient les querelles enfantées par les livres. Je comprends encore, dans l'histoire, Archimède cherchant un problème pendant le sac de Syra-

cuse; et dans la poésie *Jocelyn* se réfugiant sur la cime des montagnes avec son amante et avec Dieu, et y chantant des cantiques sublimes et solitaires pendant que la tragédie révolutionnaire s'accomplissait dans la plaine. Mais qu'un homme du siècle, mêlé à ses pompes et à ses œuvres; qu'un poëte qui devait devenir ministre; que Goëthe enfin, qui lisait tout, voyait tout, comprenait tout, ne se sentît au cœur ni amour ni haine, ni enthousiasme ni colère à la vue des événements miraculeux qui agitaient alors ses semblables, et se mît à versifier *Hermann et Dorothée* pendant que Rome brûlait, voilà ce que je ne comprends pas, ou du moins voilà ce que je ne puis ni respecter ni admirer. En France, presque dans le même temps, il y eut aussi un poëte. Lui aussi était un amant de la rêverie; lui aussi adorait la solitude, mais il courut après elle comme après son ombre, car il avait trop de cœur pour l'atteindre. Ni les mers lointaines, ni les savanes inexplorées ne purent l'arracher à l'action et à l'histoire, et la plume du grand René écrivait chaque jour de brûlants et ineffaçables pamphlets. Mais, pour Goëthe, le drame contemporain fut comme un drame de théâtre, où il fut spectateur, critique, juge, mais jamais acteur.

Que si l'on suit Goëthe dans sa vie privée, je ne parle naturellement que de cette partie de sa vie qu'il a livrée lui-même au public, surtout dans ses *Mémoires* et dans *Wilhelm Meister*, on trouve encore qu'il aima

toujours beaucoup plus en artiste qu'en amant. Quand il arriva en Alsace, nous dit M. Richelot, trois attraits d'une nature bien diverse le saisirent et le captivèrent : la cathédrale de Strasbourg, Herder, et Frédérique, la fille du pasteur de Sesenheim. Je ne sais si je suis injuste, mais je ne puis m'empêcher de craindre que la cathédrale n'ait eu la meilleure part dans le culte du poëte. De Marguerite, d'Annette, de Frédérique, aimables créatures qui passèrent comme des éclairs à travers sa vie, que lui reste-t-il ? Des *types* pour ses œuvres d'imagination, des sujets de composition. Pour se guérir de ses plus grands chagrins, il lui suffit de les écrire. Mieux encore, pour se pardonner ses fautes, c'est assez pour lui de les confesser orgueilleusement au public. Voyez-le quand il a brisé le cœur de Frédérique : « J'eus encore, dit-il, suivant une vieille ha-« bitude, recours à la poésie. Je poursuivis ma confes-« sion poétique accoutumée, afin, par cette expiation « volontaire, de mériter l'absolution de ma con « science. »

Ce fut ainsi encore qu'il composa la pièce intitulée *le Caprice de l'Amant* pour se consoler d'avoir perdu par sa faute l'affection d'Annette. Cet épisode d'Annchen est un des plus intéressants qui soient dans les *Mémoires;* un de ceux qui peignent le mieux l'homme. Goëthe, de plus, y montre une rare connaissance du cœur humain ; et la peinture qu'il fait d'un état de l'âme très-commun est d'une simplicité cruelle, mais

profondément vraie. C'est la nature prise sur le fait. Le tout est dit en quelques lignes : « Je fus, dit-il, « saisi de ce mauvais esprit qui nous porte à chercher « un sujet d'amusement dans les tourments de celle « que nous aimons, et à abuser du dévouement d'une « jeune fille par des caprices tyranniques. La mau- « vaise humeur que m'avaient fait éprouver la non- « réussite de mes essais poétiques, l'impossibilité ap- « parente où j'étais de m'éclairer sur ce point, et les « coups d'épingle que je recevais de côté et d'autre, je « crus pouvoir la décharger sur Annette, parce qu'elle « m'aimait réellement de tout son cœur, et qu'elle « s'efforçait constamment de me plaire. Par de petites « jalousies aussi injustes qu'absurdes, je flétris pour « elle et pour moi les plus beaux de nos jours. Elle « supporta longtemps cette conduite avec une in- « croyable patience dont j'eus la dureté d'abuser, mais « à ma honte et à mon désespoir, je m'aperçus à la fin « que son cœur s'était éloigné de moi, et que la folle « jalousie que je m'étais permise de gaieté de cœur et « sans motif, n'était peut-être plus dénuée de fonde- « ment. Il y eut entre nous des scènes terribles qui « n'aboutirent à rien ; je sentis alors que je l'aimais « véritablement, et que je ne pouvais vivre sans elle. « Mon amour redoubla... je finis même par prendre le « rôle qui jusque-là avait appartenu à la jeune fille... « Mais il était trop tard ; elle était perdue pour moi... « Cette perte même m'aurait peut-être anéanti tout à

« fait, si le talent poétique ne m'avait prodigué ses « abondantes ressources de guérison. »

Ce fut donc le *Caprice de l'Amant* que composa Goëthe à cette occasion, *pour appliquer son principe littéraire.* J'emprunte ces derniers mots à M. Richelot, qui, sans le vouloir, me prête la meilleure expression que je puisse donner à ma pensée. On me dira peut-être qu'il en a été ainsi depuis le commencement du monde, et que les créations des poëtes n'ont jamais été que l'idéal plus ou moins fidèle de leurs propres passions. Mais notre temps a cela de particulier et de caractéristique, que cette sorte d'instinct auquel les poëtes obéissaient autrefois spontanément, y a été pour ainsi dire systématisé. Jamais ce travail d'analyse et de dissection, jamais cette clinique du cœur qu'on a appelée « la littérature intime, » n'étaient arrivés à la perfection qu'ils ont atteinte de nos jours. On en est venu à ne plus chercher les émotions que pour les peindre. On a excité, chauffé, que dis-je ? on a créé les passions pour y trouver une veine de poésie. On n'a plus aimé pour aimer, mais pour chanter. Malheur aux femmes qui tombent dans la vie de ces poëtes ergoteurs, aux Ophélies qui se donnent à ces avocats de la passion! Leur cœur ne sera, pour ainsi parler, qu'une lyre vivante dont toutes les cordes seront brisées sans pitié, et dont les accords les plus secrets seront prostitués au public et au grand soleil. Pauvres nobles créatures qui croyez qu'on vous aime ! Eh non !

on vous observe, on vous étudie, on vous analyse; *experimentum in animâ nobili*. Je ne veux point dire que Goëthe ait poussé jusqu'à ce point son principe littéraire, mais il a fait école, et l'on sait que les disciples dépassent et exagèrent toujours les tendances du maître. La menue monnaie des génies originaux est toujours de la fausse monnaie.

Nul ne fut plus propre que Goëthe à écrire ses *Mémoires*, c'est-à-dire à rendre compte de lui-même, car nul ne sut jamais mieux ce qu'il faisait. Ce qui nous paraît être le caractère distinctif de son génie, c'est l'union du calme et de la force, de l'ordre et de la fécondité. Il sait tout comprendre et tout rendre, sans que les orages du cœur altèrent jamais la sérénité de son intelligence. Il n'y a peut-être qu'un homme en ce temps-ci qui puisse lui servir de terme de comparaison, c'est Rossini. Tous deux sont comme d'immenses miroirs qui réfléchissent admirablement les sentiments et les passions, mais sans les éprouver. On rencontre dans Goëthe des pages religieuses qui figureraient très-bien à côté du *Stabat* de Rossini.

Goëthe ne fut ni méchant, ni amer. Il ne se plaignait guère de la vie, la sienne était heureuse; ni de la société, qui n'eut pour lui que des couronnes. Il préférait à tout le repos et la quiétude du cœur, que les bonnes passions peuvent troubler aussi bien que les mauvaises. Il fut, dans le véritable sens du mot, un épicurien; c'est-à-dire en tout un homme de goût,

de choix et de distinction. Il était né pour avoir de l'ordre dans ses sentiments comme dans ses affaires. *Werther* fut une crise ; mais il en sortit radicalement guéri, et il n'eut jamais de rechute.

Chose rare chez les grands poëtes, et en général chez les hommes de génie, Goëthe posséda tout d'abord le bien-être et les loisirs. Il eut ainsi le temps de porter sa pensée dans son cerveau et de l'y laisser mûrir, pour ne l'en faire sortir que tout armée. Je cite encore ici avec plaisir M. Richelot :

« Outre ces dons de l'intelligence, dit-il, qui pro-
« curent la gloire et tant de joies secrètes, la Provi-
« dence lui donna tous ceux qui embellissent et élè-
« vent la vie, la vigueur et la beauté du corps, les
« loisirs de l'aisance, le crédit, la puissance, l'affec-
« tion des femmes, de sorte qu'on vit rarement une
« existence plus comblée. Quelquefois, comme le sa-
« crificateur pare sa victime, la Providence orne ainsi
« pour quelques courts instants une jeune tête choisie ;
« elle accumula ses faveurs sur la tête de Goëthe pen-
« dant l'espace de quatre-vingt-quatre années, afin de
« nous montrer, dans cette persévérante vitalité du
« génie, le plus majestueux de tous les spectacles. »

Je ne reproche point à M. Richelot la prédilection qu'il montre pour Goëthe ; elle lui a servi à le mieux pénétrer et à le mieux rendre. On sent qu'il aime son sujet, ce qui est une des premières conditions d'un bon livre. De quelque manière qu'on le juge, Goëthe

aura toujours exercé sur la littérature et sur les mœurs de son pays et de son temps une très-grande influence. Que *Werther*, ou *Faust*, ou *Goëtz* soient l'œuvre d'un génie du premier ordre, c'est ce que nul ne songe à contester. L'immortalité de Goëthe est, en littérature, ce qu'on appelle en politique un fait accompli. Mais parmi ceux qui acceptent le fait, il en est qui aimeront l'homme autant qu'ils l'admirent; il en est d'autres, et nous sommes de ceux-là, qui ne pourront que l'admirer comme ils feraient d'un chef-d'œuvre de l'art, d'une statue réalisant l'idéal de la forme, mais qui ne sentiront pour lui aucune sympathie. Plus, en effet, nous considérons l'ensemble de la vie et des ouvrages de Goëthe, plus nous sommes confirmés dans cette pensée, qu'à ce grand poëte, à ce grand penseur, à ce grand écrivain il manqua toujours quelque chose : la bonté, ce don inné qui ne s'acquiert pas plus que la beauté, et qui, comme la Grâce, ne peut venir que de Dieu.

IV.

M. DE SAINT-PRIEST.

PARTAGE DE LA POLOGNE.

Sous ce titre, *Études diplomatiques et littéraires*, M. le comte Alexis de Saint-Priest, membre de l'Académie française, ancien ministre plénipotentiaire, a publié deux volumes du plus haut intérêt. J'ai choisi dans cet ouvrage le morceau capital qui traite du *Partage de la Pologne*, et qui présente ce grand événement sous un jour tout à fait nouveau.

Je me souviens que j'étais à l'Assemblée constituante, en mon humble qualité de journaliste, le 15 mai 1848, quand elle fut envahie au nom de la Pologne. J'avais suivi sur les boulevards la procession démocratique et sociale qui, quelques instants plus tard, devait se ruer dans l'enceinte de la législature, et qui portait écrits sur ses bannières les mots de *vive la Pologne!* Je vis le citoyen Raspail monter à la tribune, et donner lecture d'une pétition dans laquelle

on demandait l'affranchissement de la Pologne ou la guerre générale, et que les faux Polonais qui encombraient la salle accueillirent avec ce cri : *Du pain et du travail!* Je vis ensuite une face blême et terreuse apparaître au-dessus du marbre de la tribune; le citoyen Blanqui commença par dire quelques mots de la Pologne, et de la Vistule, et de la Baltique, et de 1772, puis tout à coup il laissa cette comédie et demanda vengeance pour le sang répandu dans les rues de Rouen. Aussitôt après lui, une voix furieuse proposa de frapper un impôt d'un milliard sur les riches; la salle retentit d'acclamations frénétiques, et un homme à barbe rouge proclama, du haut de la tribune, la dissolution de l'Assemblée. Le masque était tombé, la Pologne avait joué son rôle, et avait disparu en laissant la place au drapeau rouge.

En présence de cette saturnale, je me rappelai le mot de Kosciusko mourant, et je dis avec lui : *Finis Poloniæ.* Cette journée fut à mes yeux le coup de grâce de la Pologne. Quand le malheureux Rossi tomba sous le poignard d'un assassin, ce ne fut point seulement un homme, ce fut une idée qui succomba; ce fut la nationalité italienne qui reçut le coup de couteau. De la même manière, le crime du 15 mai a porté à la cause de la nationalité polonaise une atteinte mortelle. Les citoyens Raspail, Blanqui et Barbès ont prononcé à la tribune française son oraison funèbre; ce cortége que nous avions vu passer sur les boulevards, c'était en réalité le convoi de la Pologne. Der-

nière et triste victime de l'anarchie, on exposait et on exploitait son cadavre pour soulever le peuple, comme ces corps sanglants que le 23 février on colportait dans des tombereaux au bruit des armes et au son du tocsin. Ce fut bien véritablement la fin, *finis Poloniæ.*

Cette impression que nous laissa la journée du 15 mai n'a pu être que confirmée par la lecture du lumineux travail de M. de Saint-Priest. Nous y avons trouvé la preuve malheureusement trop claire que le partage de la Pologne avait été amené par des causes pour ainsi dire fatales : à l'intérieur, par une anarchie mortelle, et, à l'extérieur, par des influences au sujet desquelles l'histoire a commis de grandes méprises.

L'histoire a toujours rendu la Russie responsable du partage de 1772; c'est sur ce point important que M. de Saint-Priest a parfaitement rétabli la vérité. La Russie n'avait aucun intérêt à partager la Pologne, car elle y régnait déjà, elle y était maîtresse; et, en la partageant, elle ne faisait que diviser un héritage qui lui serait un jour revenu tout entier. Si aujourd'hui, par exemple, il était question du partage de la Turquie d'Europe, croit-on que la Russie en prendrait l'initiative? Elle aimera bien mieux attendre. Ce n'est donc pas du côté de la Russie qu'il faut chercher le véritable auteur du partage de 1772; c'est du côté de l'Allemagne. Le plus grand coupable, c'est Frédéric de Prusse; la première cause, c'est l'antagonisme historique de l'Allemagne et de la Pologne.

Parmi toutes les illusions que l'on s'est faites après

la Révolution de février, une des plus grandes a été de croire que le parti libéral, en Allemagne, allait embrasser la cause de la nationalité polonaise. Parce qu'au moment des premiers troubles quelques Polonais furent enlevés aux prisons de Berlin et portés en triomphe par le peuple, on s'imagina, à Paris, que la Jeune Allemagne s'empresserait d'expier le crime de ses pères, et inaugurerait son émancipation par une restitution. Ce fut une profonde erreur; et ce ne fut pas seulement à propos de la Pologne qu'elle fut commise; elle le fut aussi à l'égard de l'Italie. Quand la Lombardie, dans ce magnifique feu de paille si vite tombé, jetait hors de son sein les conquérants tudesques, qui n'aurait cru que les libéraux allemands, ces apôtres de l'unité, applaudiraient à cet effort suprême de la nationalité italienne? A leur grande surprise, les républicains s'aperçurent que ce qu'ils avaient pris pour des passions révolutionnaires n'était que des passions historiques, et que l'Allemagne avait, au fond, plus d'esprit d'ambition que d'esprit de justice. On vit alors la Diète, non point la Diète de 1815, préposée à la garde des traités, mais celle de 1848, établie pour les détruire; on vit la Diète de Francfort prendre parti pour la Prusse contre la Pologne, pour l'Autriche contre l'Italie, comme pour les rebelles du Schleswig contre le Danemark. Les Allemands répétaient : « Nul n'aura l'unité, hors nous et nos amis » ; il y en eut même qui songèrent à nous redemander

l'Alsace et la Lorraine. Il y a toujours, dans les affaires de l'Allemagne, un côté universitaire; et on pourrait dire que ses récentes agitations furent encore des luttes d'école dans lesquelles les professeurs d'histoire l'emportèrent sur les professeurs de philosophie.

Pour le malheur de la Pologne, ce besoin d'agrandissement et cet esprit de convoitise de l'Allemagne se trouvèrent, à la fin du XVIIIe siècle, personnifiés dans un grand homme à la fois politique et guerrier. C'est le roi Frédéric qui fut le véritable auteur du partage; l'exposition irréfutable de M. de Saint-Priest ne saurait laisser aucun doute sur ce point.

« On le verra, dit M. de Saint-Priest, à la fois aven-
« tureux et patient, ardent et calme, plein de passion
« et de sang-froid, capable d'embrasser l'horizon le
« plus vaste, et de se renfermer momentanément dans
« la sphère la plus étroite, visant de loin, agissant de
« près, marchant pas à pas, et presque toujours par
« des chemins de traverse, pour se rapprocher du but,
« mais y touchant d'un seul bond... On le verra enfin
« mettre la volonté la plus infatigable, la plus tenace,
« la plus persévérante au service de son idée, l'échauf-
« fer, la mûrir par une préparation longue et savante,
« l'imposer à l'Europe, non avec une brusque violence,
« mais au moyen de l'emploi successif et habilement
« ménagé de la flatterie et de l'intimidation; puis,
« lorsque tout est consommé, il saura en décliner la

« responsabilité et la rejeter tout entière sur ses colla-
« borateurs avec un art d'autant plus profond que la
« hardiesse s'y cache sous la simplicité et la convoitise
« sous l'indifférence. Pour couronner une si audacieuse
« manœuvre, il n'hésitera pas à déclarer que « puis-
« qu'il n'a jamais trompé personne, il trompera encore
« moins la postérité. » En effet, il les a traités avec
« une égalité parfaite; il s'est joué de la postérité
« comme de ses contemporains. »

Dans ce tableau de caractère, il y a toute l'histoire du démembrement de la Pologne. Frédéric était, avec Voltaire, le plus grand représentant des idées qui achevaient de détruire le moyen âge ; et l'infortunée Pologne était, de son côté, la dernière et brillante représentation du moyen âge. Elle ne se défendait plus que par le prestige chrétien et romantique dont l'environnait son histoire, mais ce sentiment de pure poésie ne trouvait plus d'écho dans le cœur du siècle. La monarchie française a été accusée d'avoir abandonné la Pologne, et a porté longtemps le poids de ce reproche; M. de Saint-Priest prouve admirablement qu'elle n'a point pu empêcher cette catastrophe devenue inévitable, et qu'après tout ce fut en France même, mais dans les ennemis de la monarchie, et dans ce que nous aurions appelé l'Opposition, que Frédéric trouva ses alliés les plus efficaces.

En effet, en ce temps-là, il y avait déjà deux Frances :

celle du gouvernement et celle de l'opinion ; d'un côté la France officielle, de l'autre la France philosophique et littéraire. La grande unité dont Louis XIV avait été le type et le maître était brisée, et le divorce s'était déclaré entre les temps anciens et les temps nouveaux. Le gouvernement persécutait les philosophes qui lui rendaient guerre pour guerre, mais qui allaient chercher leurs alliances au dehors. « Ce qui fait le grand « mérite de la France, écrivait Voltaire, ce qui fait « son unique supériorité, c'est un petit nombre de gé- « nies, sublimes ou aimables, qui font qu'on parle « aujourd'hui français à Vienne, Stockholm et Moscou. « Vos ministres, vos intendants, vos premiers commis « n'ont aucune part à cette gloire. » La jeune France, comme on dirait aujourd'hui, avait la conscience de sa force et sentait l'avenir grandir dans ses flancs ; nous ne pouvons mieux la caractériser qu'en reproduisant cette page charmante de M. de Saint-Priest :

« Les philosophes surent choisir leurs alliés avec « plus de discernement que nos diplomates et nos mi- « nistres. Ils laissèrent ceux-ci s'épuiser dans de stériles « alliances, tandis qu'eux-mêmes virent grossir tous « les jours le nombre de leurs adeptes, et n'en accep- « tèrent aucun de compromettant ou d'inutile. Ils « abandonnèrent les puissances décrépites et s'adres- « sèrent aux puissances ambitieuses, énergiques, vi- « vantes enfin, introduites récemment sur le théâtre

« de l'Europe, brûlant de s'en emparer et surtout de « s'y faire voir. Ils tournèrent le dos au Midi et mar- « chèrent droit au Nord. De là une situation très-sin- « gulière. Dans le reste de l'Europe, comme en France, « il se forma deux partis français qui se firent la guerre : « l'un protégea les vieilles mœurs, les vieilles tradi- « tions, tout ce qui était usé, suranné, hors de ser- « vice ; l'autre, le parti français, qui n'était point le « parti du gouvernement de la France, conduisit gaie- « ment la troupe aventureuse et légère des réformes, « des innovations, des idées de toute espèce ; et, ce « qu'il y eut de plus surprenant, c'est que le parti « novateur prit pour chefs de file les princes, les sou- « verains particulièrement hostiles au cabinet de Ver- « sailles, Frédéric, Catherine, qui, attaquant la « France sur son terrain et avec ses propres armes, « ne parlaient, n'écrivaient et ne pensaient qu'en « français. »

Ce divorce des deux Frances ne fut nulle part plus sensible qu'en Pologne. Là aussi il y avait deux partis, celui de la tradition et celui de l'innovation, celui des vieilles mœurs et celui des réformes. Le tableau de la Pologne, à cette époque, ressemble à un vieux roman de chevalerie. On y retrouve les hauts barons féodaux tenant leur cour et rendant la justice au bruit des sabres et des éperons sonores retentissant sur les dalles ; exerçant dans leurs châteaux l'hospitalité la plus fas-

tueuse, véritables paladins servant Dieu et les dames, et se croyant toujours au temps des croisades. C'était là le parti national, fidèle aux vieilles coutumes, mais en même temps à la vieille anarchie; c'était le parti de ces barons indépendants que le cardinal de Richelieu aurait fait décapiter, et qui pour soutenir une splendeur héréditaire se faisaient la proie des usuriers. A côté de ce parti, il y avait le parti politique et réformateur, par conséquent destructeur de l'ordre ancien, composé d'hommes plus jeunes, plus éclairés, plus mêlés à l'Europe; c'était le parti des philosophes.

Mais comme l'anarchie était, pour ainsi dire, une institution nationale de la Pologne, et même la plus chère et la plus respectée, il se trouvait que les réformes étaient fatalement autant d'atteintes à la nationalité. Les novateurs, les hommes qui voulaient introduire dans leur patrie l'ordre, la régularité, en un mot le gouvernement, ne pouvaient trouver de points d'appui qu'au dehors; ils ne le trouvaient qu'en France, dans le parti philosophique; et en Russie, auprès d'une impératrice philosophe. Il en résulta que le parti que nous pourrions appeler libéral, que l'élite de la société polonaise eut pour allié le parti français, celui de l'opinion, nouvelle reine du monde, et en même temps pour adversaire le parti de la France, celui du gouvernement officiel. La guerre engagée en France entre la cour et les philosophes, entre les faits et les idées, se continua en Pologne.

L'ancienne Pologne devait succomber et mourir dans ce déchirement. Rempart catholique de l'Europe, élevé comme une digue contre le flot envahissant de l'islamisme, son rôle finissait dès que la marée orientale avait cessé de monter. Cette brillante et romanesque milice polonaise était comme un de ces ordres religieux et militaires plantés d'un autre côté dans les îles de la Méditerranée, pour y garder le drapeau de la chrétienté. Aussi ne se faisait-elle aucun scrupule d'appeler à son aide les étrangers. Ils n'y venaient point d'eux-mêmes, ils y étaient demandés; la Pologne se disait qu'elle était une institution européenne et chrétienne, que par conséquent l'Europe et la chrétienté devaient la soutenir, la protéger, l'entretenir comme leur propre armée, comme leur forteresse, comme leur frontière. Mais précisément parce que le mouvement ascendant de l'islamisme s'était arrêté, la mission providentielle de la Pologne était terminée. C'était la force de la Turquie qui faisait la nécessité de la Pologne. C'est un des points que M. de Saint-Priest a le mieux saisis et fait ressortir quand il dit : « L'erreur de « l'Europe occidentale sur les forces respectives de « la Porte et de la Russie est la clef véritable des évé- « nements qui amenèrent le partage de 1772. »

Cette erreur, M. de Choiseul la partagea plus que tout autre. Ce grand ministre, que Catherine avait surnommé *le cocher de l'Europe*, s'abusa complétement sur les progrès et les destinées de la Russie. Il

était, par l'intelligence autant que par le rang, un aristocrate; on aurait dit que la cour de Russie était à ses yeux une nouvelle venue, presque une intruse dans la grande famille des cours européennes. Tourné tout entier vers le Midi, il avait consacré toutes ses facultés à l'accomplissement de l'œuvre illustre du *pacte de famille*, qui donnait aux Bourbons la conduite de l'Europe méridionale. Il ne croyait pas au Nord; il ne sut ni deviner ni prévoir Catherine, et Catherine marcha sans lui.

Cette femme supérieure avait la conscience de sa force. « On ne pourra me juger, disait-elle, que dans « quelques années; il me faut au moins cinq ans pour « rétablir l'ordre; en attendant, je suis vis-à-vis tous « les princes de l'Europe comme une coquette ha- « bile. » De plus, l'impératrice, qui ne connaissait pas les maximes constitutionnelles, régnait et gouvernait. Elle traitait directement les affaires avec les ambassadeurs, et les déroutait par la verve de son improvisation. M. de Choiseul et l'ambassadeur de France, M. de Breteuil, s'y trompèrent. « Ce type si neuf, dit « M. de Saint-Priest, échappa à leur intelligence. Per- « sonne, au premier abord, ne sut rien comprendre à « ce mélange d'énergie et de finesse, de prudence ca- « chée et d'indiscrétion apparente, à tant de sérénité « avec de tels soucis, à tant de grâce au milieu de « commotions si vives. Tout cela était imprévu et dé- « rangeait la vieille routine diplomatique. »

On disait donc en France que le règne de la czarine ne durerait pas un an, et pendant ce temps-là Catherine enlevait par ruse et par force l'élection de Stanislas Poniatowski au trône de Pologne. Le parti philosophique et réformateur, dont elle était la tête, et dont les Czartoryski étaient les bras, émancipait les dissidents, et faisait prévaloir le principe de tolérance religieuse, aux applaudissements de Voltaire, de d'Alembert et de Diderot. Le malheur voulait que les réformes les plus impérieuses dans l'administration, que la suppression des abus, que les idées d'ordre et de gouvernement fussent précisément combattues par le parti national, et appuyées par les influences étrangères. Ce ne fut point la cour de France qui laissa périr la Pologne; nous devons le répéter, la cause polonaise était impopulaire en France; elle avait contre elle la philosophie et la littérature, qui étaient l'opinion. La cour n'avait pour point d'appui, en Pologne, qu'un parti de grands seigneurs provinciaux ou de gentilshommes campagnards, qui semblaient descendus tout armés des panoplies de leurs châteaux, qui tiraient leurs épées au milieu des Diètes ou battaient la plaine en rançonnant et brûlant leurs voisins. Engager la lutte avec de pareilles forces, c'est comme si on avait voulu faire la guerre avec des armures et des arbalètes après l'invention des armes à feu.

M. de Choiseul finit cependant par agir. Catherine voulait faire, de son côté, une *ligue du Nord*; c'était

un plagiat que l'auteur de la ligue du Midi ne pouvait pardonner. Au commencement de 1768, une insurrection, fomentée par lui, éclata sous le drapeau national et catholique. M. de Saint-Priest a retrouvé aux archives des affaires étrangères le serment des confédérés, qui commence ainsi : « Je jure devant Dieu, la « Sainte-Trinité, la Sainte-Vierge, et tous les saints pa- « trons du royaume de Pologne, et vous, Saint-Père « de Rome, chef de l'Église de Jésus-Christ. » La devise des conjurés était *Jésus et Marie;* la solde était *Dieu et la sainte Providence;* le sceau était « le cru- « cifix dans la poitrine d'un aigle, tenant des deux « côtés une épée dans ses serres, avec cette légende : « *Vaincre ou mourir.* » Ne croirait-on pas lire un roman du moyen âge? Qu'il y eût dans ce mouvement national un véritable caractère de grandeur, de vertu, de foi, on ne saurait le contester; mais ce n'était plus qu'un anachronisme, une représentation théâtrale. « Devant qui, dit M. de Saint-Priest, ces fils des « croisés parlaient-ils ainsi? Non-seulement devant les « fils de Voltaire, mais devant Voltaire lui-même! »

En même temps, et par un étrange contre-sens, les confédérés catholiques demandaient le secours de la Porte. La Pologne de Sobieski implorant la protection des Turcs, n'était-ce pas la fin? Ici encore, M. de Choiseul se trompa; il croyait toujours à la supériorité des forces de la Turquie sur celles de la Russie; les victoires de Catherine désabusèrent bientôt la vieille

tradition de l'Europe. La Porte demanda la médiation du roi de Prusse, et c'est dans ces négociations que se révèle le patient et infatigable préparateur du partage.

La Russie devait nécessairement réclamer une indemnité des frais de la guerre ; elle aurait voulu la prélever soit dans les principautés danubiennes, soit dans la mer Noire ; aussi refusa-t-elle d'abord la proposition que lui fit Frédéric de s'indemniser aux dépens de la Pologne. Le roi de Prusse se tourna alors vers le cabinet de Vienne, qui entra complétement dans ses vues. Le meilleur moyen d'amener Catherine au partage de la Pologne, c'était de le commencer sans elle ; les Autrichiens occupèrent tout à coup une des provinces de la république. Voici comment le roi de Prusse, dans ses Mémoires, raconte cet épisode :

« Une démarche aussi hardie étonna la cour de Rus-
« sie, et ce fut ce qui achemina le plus le traité de par-
« tage qui se fit dans la suite entre les trois puissances.
« La principale raison était d'éviter une guerre géné-
« rale près d'éclore ; il fallait, outre cela, entretenir
« la balance des pouvoirs entre de si proches voisins ;
« et comme la cour de Vienne donnait suffisamment à
« connaître qu'elle voulait profiter des troubles pré-
« sents pour s'agrandir, le roi ne pouvait se dispenser
« de suivre son exemple. L'impératrice de Russie,
« irritée de ce que d'autres troupes que les siennes

« osaient faire la loi en Pologne, dit au prince Henri « que si la cour de Vienne voulait démembrer la Po- « logne, les autres voisins de ce royaume étaient en « droit d'en faire autant. Cette ouverture se fit à pro- « pos, car, après avoir tout examiné, c'était l'unique « voie qui restât d'éviter de nouveaux troubles et de « contenter tout le monde. La Russie pouvait s'indem- « niser de ce que lui avait coûté la guerre avec les « Turcs, et au lieu de la Valachie et de la Moldavie, « qu'elle ne pouvait posséder qu'après avoir remporté « autant de victoires sur les Autrichiens que sur les « musulmans, elle n'avait qu'à choisir une province de « la Pologne à sa bienséance. »

Comme on le voit, le roi de Prusse affectait de suivre l'Autriche et la Russie qu'en réalité il conduisait. Il couvrit du même masque d'indifférence et de désintéressement cette longue intrigue. Il écrivait à Voltaire : « Ainsi, le public, trompé par les gazetiers, « fait souvent honneur aux personnes des choses aux- « quelles elles n'ont pas eu la moindre part. » Il paraît que déjà du temps de Frédéric c'était les gazetiers qui faisaient tout le mal. Quant à Voltaire, il écrivait à d'Alembert : « Le roi de Prusse jouira bientôt de sa « Prusse polonaise; en digérera-t-il mieux? en dor- « mira-t-il mieux? en vivra-t-il plus longtemps? » Et M. de Saint-Priest ajoute avec infiniment d'esprit : « Voilà toutes les représailles que le patriarche s'était

« permises. A la vérité, Frédéric lui avait envoyé un « très-joli service de porcelaine, et lui-même était « alors beaucoup moins occupé de la Pologne que de « Le Kain, qui, malgré Jean-Jacques et ses pamphlets, « venait de jouer Tancrède ou Gengis-Kan sur le « théâtre de Genève. »

Le roi de Prusse n'avait montré que de l'hypocrisie; Marie-Thérèse manifesta des remords. Elle disait : « J'ai été séduite, entraînée; ma situation est cruelle, « le chagrin me tue; ma seule consolation est dans la « droiture de mes intentions, dans la constance de « mes efforts pour empêcher un résultat auquel j'ai « été forcée de prendre part. » Catherine seule ne fut ni hypocrite ni repentante. Elle n'avait point cherché le partage de la Pologne, mais elle en prit son parti, et en accepta la responsabilité sans crainte devant l'Europe et devant l'histoire.

Ainsi finirent les Polonais. « Ce qui les a perdus, « dit en terminant M. de Saint-Priest, c'est de n'avoir « pas su se défendre d'un autre mal qui vient à bout « des nations les plus vigoureuses, qui paralyse, qui « énerve, qui menace de décadence des sociétés bien « autrement constituées, civilisées, influentes, bien « plus puissamment établies au centre même des États « européens que ne le fut jamais la Pologne. Mal af- « freux qu'il suffit, comme la peste, d'appeler par son « nom... la discorde. »

Le travail de M. de Saint-Priest, fait sur les Mé-

moires contemporains, sur les dépêches inédites des archives des affaires étrangères, avec une scrupuleuse fidélité, a en même temps tout le charme et tout l'intérêt d'un roman. Il est impossible de donner à l'histoire une allure plus vive et plus gracieuse, un langage plus correct et plus élégant. Nous ne pouvons mieux définir la manière de M. de Saint-Priest qu'en disant qu'elle procède à la fois de Voltaire et de Walter Scott, par la clarté du style et de la critique, comme par le coloris pittoresque et toujours vrai des caractères.

V.

LORD MALMESBURY.

CORRESPONDANCE DIPLOMATIQUE [1].

James Harris, vicomte Fitz-Harris, premier comte de Malmesbury, était né à Salisbury le 11 avril 1746. Après avoir quitté l'université d'Oxford, il alla étudier à celle de Leyde, fit un premier voyage à Berlin et en Pologne, fut nommé en 1767 secrétaire d'ambassade à Madrid; en 1771, à l'âge de vingt-quatre ans, ministre à Berlin; resta quatre années à la cour de Frédéric; et passa ensuite, en 1777, comme ministre plénipotentiaire, à la cour de Russie, près de l'impératrice Catherine. Il quitta ce poste important en 1782, fut nommé ministre à La Haye, et retourna, en 1793, en Allemagne, où il négocia le mariage du prince de

[1] *Diaries and Correspondence of James Harris, first earl of Malmesbury.*

Galles avec la princesse Caroline de Brunswick, si fameuse depuis par ses aventures et son procès. En 1796 et 97, il fut chargé de négocier avec la république française à Paris et à Lille, mais en 1800 il fut atteint de la surdité à un tel point, qu'il se vit forcé de refuser toute fonction publique. Il continua à vivre dans le commerce des hommes politiques et des hommes de lettres les plus éminents de son temps. Whig de principes, étroitement lié avec M. Fox, il suivit néanmoins le parti de M. Burke lors de la séparation célèbre de 1793. Il mourut à l'âge de soixante-quinze ans, le 20 novembre 1820. Comme on peut le voir par ce simple aperçu, lord Malmesbury fut mêlé activement, pendant plus de trente ans, aux plus grands événements de la fin du XVIIIe siècle et du commencement du XIXe; il vit de près Frédéric le Grand et Catherine la Grande, et assista à l'élévation et à la chute de Napoléon le Grand.

Les mémoires publiés par les soins de son petit-fils, le comte de Malmesbury actuel, se composent de sa correspondance diplomatique et du journal de sa vie. Nous connaissons peu de livres contemporains aussi riches en matériaux pour l'histoire secrète des cours dans les gouvernements absolus, et des partis dans les gouvernements libres. Le journal et la correspondance de M. Harris pendant son séjour à Berlin et à Saint-Pétersbourg ressemblent souvent aux mémoires de Tellamant des Réaux. On ne peut parcourir cette chro-

nique scandaleuse sans se dire que notre temps vaut, après tout, infiniment mieux que celui qui l'a précédé, et que chez les souverains, comme chez les hommes mêlés aux affaires publiques, il y a sans contredit un plus grand respect de soi-même et d'autrui, une plus grande déférence pour les lois de la morale comme pour le contrôle de l'opinion, en un mot un sentiment plus profond, plus sincère de la dignité humaine.

Le premier spectacle qui s'offrit à M. Harris, à son entrée dans la vie publique, fut celui de l'agonie de la Pologne. Il arriva à Varsovie pour assister à l'ensevelissement de cette nationalité qui, selon le paragraphe annuel de nos adresses, ne doit point périr. L'impératrice Catherine avait donné la couronne de Pologne à un de ses anciens amants, Stanislas Poniatowski, mais elle avait envoyé avec lui un ambassadeur chargé de régner à sa place. La diète siégeait environnée d'un cordon de troupes russes, et quiconque ne parlait pas selon le bon plaisir de Catherine était saisi et transporté en Sibérie. Pendant les séances, l'ambassadeur russe se tenait dans une chambre qui avait une fenêtre sur la salle, et de temps en temps lui et ses généraux y passaient la tête pour rappeler à l'ordre les récalcitrants. Bien peu osaient braver la colère impériale; les deux évêques de Kiow et de Cracovie, qui eurent un jour ce courage, disparurent pendant la nuit. La cour de Rome encourageait seule la résistance et fulminait des brefs; mais les Polonais disaient : Le pape

est fou ; que veut-il que nous fassions avec un morceau de papier contre trente mille hérétiques bien armés?

L'ambassadeur russe, le prince Repnin, ne traitait guère mieux le roi que ses sujets. C'est pitié que de voir l'abaissement de cette royauté. Stanislas était une moitié de philosophe égarée sur un trône ; il avait du sens, de la littérature et de bonnes intentions, mais il était pusillanime et incapable; il sentait le caractère humiliant de son rôle, mais il n'avait la force ni de le relever, ni même de l'abandonner. « Je ne sens que « trop, disait-il en français à M. Harris, les épines dont « une couronne est semée. Je l'aurais déjà envoyée à « tous les cinquante mille diables, si je n'avais pas « honte d'abandonner mon poste. Croyez-moi, ne « courez jamais après les grands emplois, il n'en ré- « sulte que des amertumes... J'osai prétendre à une « couronne, j'ai réussi, et je suis malheureux. » Cet impuissant Dioclétien, auquel il n'était pas même permis de se réfugier dans un petit jardin, écrivait à un de ses amis d'Angleterre : « Si jamais on vous offre la « couronne de Pologne, je ne vous conseille pas de « l'accepter, pour peu que vous aimiez votre repos. » D'autres fois cependant, ce malheureux prince montrait des sentiments d'une véritable noblesse, et il les exprimait dans un langage qui ne manquait pas d'éloquence. C'est ainsi qu'il écrivait à sir Joseph Yorke, ambassadeur d'Angleterre à La Haye : « Le sort se « lassera, à la fin, de se jouer de moi, et Dieu, qui

« ne fait rien en vain, ne m'a pas fait roi d'une façon « si peu ordinaire, et ne m'a pas donné cet opiniâtre « désir de faire le bien de ma nation, pour que tou « cela soit perdu pour elle. Peut-être cette nation doit- « elle apprendre à vaincre les préjugés par les mal- « heurs même qu'elle s'attire, plus vite que mes ser- « mons n'auraient fait dans une suite de temps plus « paisibles. Peut-être aussi dois-je devenir la victime « de sa folie, afin qu'un grand exemple et une grande « révolution servent à ceux qui viendront après moi. « Eh bien, si je me trouve être ce malheureux chaînon « de la grande chaîne des événements sur lequel est « écrit sacrifice, il faudra que je remplisse ma des- « tinée. »

Quand M. Harris, devenu, en 1772, ministre à Berlin, annonça à sa cour que la Prusse, l'Autriche et la Russie avaient conclu un traité pour le partage d'un tiers de la Pologne, le gouvernement anglais ne voulut pas d'abord le croire. Il ne fut persuadé que lorsque la nouvelle devint publique, et que les troupes des trois puissances commencèrent l'occupation. On est émerveillé, en lisant les dépêches de M. Harris, de l'indifférence avec laquelle l'Angleterre envisagea alors cette usurpation. Lord Suffolk, ministre des affaires étrangères, l'appelait simplement une affaire curieuse (*curious transaction*). Il est vrai que l'Angleterre était alors tout entière occupée par l'insurrection de ses colonies d'Amérique; tandis que la France, après la

chute de M. de Choiseul, était tombée dans la caducité de Louis XV. Les trois puissances spoliatrices purent donc accomplir leur œuvre sans obstacles. Ce fut une véritable curée. L'avidité avec laquelle le roi Frédéric, en particulier, se jeta sur sa proie, a quelque chose de révoltant.

Bien que le caractère de ce prince philosophe, de cet ami de Voltaire, soit déjà suffisamment connu, les lettres de M. Harris fournissent cependant encore à ce sujet des traits curieux. Frédéric offrait les contradictions les plus étranges, quelquefois jetant l'argent par les fenêtres, mais plus régulièrement d'une avarice sordide. Aussi, lorsqu'il donnait des fêtes, il réglait tout lui-même, jusqu'au nombre des bougies. A une de ces fêtes à laquelle assistait le ministre anglais, tous les appartements, sauf la salle du souper, étaient éclairés avec une seule bougie. Le souper était mauvais, les vins étaient frelatés. Après la danse, M. Harris demandait du vin et de l'eau; on lui dit : Il n'y a plus de vin, mais on peut vous donner du thé. Le roi dirigeait lui-même l'éclairage dans la salle de bal, et, pendant cette opération, la reine, la famille royale et tout le monde attendaient sans lumière, le roi n'ayant pas voulu qu'on allumât d'avance. Étant à Postdam, il eut à traiter à Berlin la landgrave de Hesse-Cassel et la princesse de Wurtemberg. Il écrivit à son contrôleur de la bouche une lettre dans laquelle, après avoir fait une sortie contre la filouterie des domestiques en

général, il faisait un menu très-détaillé des dîners, fixant le nombre des plats, et toujours celui des bougies, qui paraissaient le préoccuper beaucoup. Un jour qu'il faisait venir une douzaine de bouteilles de vin de Bordeaux, il disait : « Il faut que « j'écorche un paysan saxon pour me rembourser. » Heureux temps ! Il disait aussi à son ministre en Danemark, qui demandait des frais de représentation : « Vous êtes un prodigue; sachez qu'il est beaucoup « plus sain d'aller à pied qu'en voiture, et que, pour « manger, la table d'autrui est toujours la meilleure. »

En revanche, ce grand guerrier jouait parfaitement de la flûte, et il attachait à ses talents d'artiste un excessif amour-propre. Il n'invitait presque personne à ses concerts, et, quand il devait jouer un nouveau morceau, il s'enfermait des heures entières dans son cabinet pour répéter; et même alors, quand il commençait, Frédéric, hélas ! le grand Frédéric, le premier capitaine de son siècle, tremblait comme une débutante. Il paraît qu'il avait une belle collection de flûtes; il avait créé un conservateur pour les tenir en ordre. Il n'avait qu'un seul faiseur, et payait chaque flûte cent ducats. Il fallait qu'il fût bien malade un jour qu'il en cassa une sur le dos d'un hussard. « Dans sa « dernière guerre, dit M. Harris, quand il donna de la « fausse monnaie à tout le monde, il prit soin que son « fabricant de flûtes fût payé en bon argent, de crainte « qu'autrement il ne lui donnât de mauvais instru-

« ments. » Un chanteur ayant dit un jour que le roi entendait mieux la guerre que la musique, Sa Majesté l'envoya au corps de garde, à la discrétion de ses soldats. Ceux-ci mirent à l'infortuné chanteur un uniforme et des moustaches, et lui firent faire l'exercice pendant deux heures à coups de canne; après quoi, ils le firent danser et chanter pendant deux heures encore, et finirent par lui faire tirer une quantité considérable de sang par le chirurgien. Ils le renvoyèrent chez lui dans cet état.

Une autre des manies du grand Frédéric, c'étaient les tabatières; mais il en était si jaloux, qu'il ne les laissait voir à personne. Il en avait toujours sur lui une énorme, dans laquelle il prenait du tabac par poignées. On ne pouvait pas approcher de lui sans éternuer. Il paraît que ses valets de chambre faisaient l'opération qu'on peut voir faire ici par les invalides sur l'esplanade, aux jours de soleil : ils faisaient sécher ses mouchoirs, et en récoltaient une quantité considérable de tabac; puis ils le vendaient.

Frédéric n'aimait pas les Anglais; c'était héréditaire. Il y avait eu une haine mortelle entre les deux précédents rois de Prusse et d'Angleterre. Le roi George II appelait Frédéric Ier : « Mon frère le sergent; » à quoi Frédéric répondait par : « Mon frère le maître à dan- « ser. » Quand Frédéric était sur son lit de mort, il demandait au ministre qui l'assistait s'il devait pardonner à tous ses ennemis pour aller en paradis. Sur la ré-

ponse affirmative du ministre, il se tourna vers la reine (sœur du roi d'Angleterre), et lui dit : « Eh bien donc, « Dorothée, écrivez à votre frère, et dites-lui que je lui « pardonne tout le mal qu'il m'a fait. Oui, dites-lui que « je lui pardonne ; mais attendez que je sois mort. »

Quiconque a lu les mémoires si originaux de la margrave de Bayreuth sait quelle sordide et misérable éducation reçurent les enfants de Frédéric Ier. On dirait que le grand Frédéric avait juré de se venger sur son propre héritier des persécutions et des avanies qu'il avait lui-même subies sous le despotisme paternel. Il n'avait pas d'enfants ; on sait d'ailleurs qu'il avait peu de goût pour les femmes, surtout pour la sienne. L'héritier de la couronne était son neveu. Le roi semblait l'avoir dans une profonde aversion, et le tenait très-serré ; il en résultait que le prince royal faisait d'énormes dettes, quand toutefois il trouvait des prêteurs. Il quêtait partout ; mais, comme lui rendre service était une manière sûre d'irriter le roi, il trouvait rarement. Du reste, il vivait scandaleusement, composant sa société habituelle de gens de bas étage et de filles perdues. « Sa maîtresse favorite, écrit M. Har- « ris, jadis danseuse de théâtre, préside à ses réjouis- « sances, et joue le premier rôle dans les scènes indé- « centes qui s'y passent. Elle est grande, a les yeux « très-animés, est très-décolletée dans ses allures, et « donne l'idée d'une parfaite bacchante. Le prince lui « donne beaucoup d'argent ; elle dépense à elle seule

« tout le traitement que lui fait le roi. Elle répond de « son mieux à cette générosité, car, en même temps « qu'elle l'assure de sa fidélité, elle ne lui demande « pas la sienne, et s'efforce au contraire de satisfaire « ses désirs quand, par satiété, ils se fixent sur quelque « nouvel objet. Dans ce cas, elle a toujours soin de « ne lui laisser connaître aucune femme qui pourrait « devenir sa rivale : son choix, heureusement pour « elle, ne tombe jamais que sur des créatures de la « dernière espèce. C'est à ces plaisirs qu'il emploie la « plus grande partie de son temps; le reste, il le passe, « soit à la parade auprès du roi, soit à s'habiller, ar- « ticle sur lequel, toutes les fois qu'il peut quitter « l'uniforme, il est extrêmement difficile et recherché. « Il fait même la dépense d'avoir un valet de chambre « favori appelé *Espère-en-Dieu*, qui est constamment « sur la route de Postdam à Paris, pour l'unique objet « de le tenir avant tout le monde au courant des chan- « gements dans les modes; et, comme Espère-en-Dieu « ne prend ses informations que chez ses confrères « (les perruquiers), il arrive que ceux qui suivent ses « avis peuvent parfaitement passer pour tels. »

Le futur roi de Prusse envoya un jour un de ses confidents chez M. Harris pour négocier un emprunt particulier auprès du roi d'Angleterre. Le ministre anglais ne se souciait guère de la commission et faisait la sourde oreille, malgré les doléances piteuses de l'émissaire du prince, qui disait « qu'il n'avait pas de

« quoi payer sa blanchisseuse. » M. Harris le renvoyait à la Hollande, à Vienne et à Pétersbourg ; mais le négociateur répondait (en français) « que le prince « d'Orange n'avait pas le sou, que l'empereur (d'Au- « triche) n'avait pas la bourse, que l'impératrice-reine « (Marie-Thérèse) ne donnait qu'aux églises, et que « l'impératrice de Russie le dénoncerait tout de suite « à son oncle. » Puis il ajoutait en parlant du prince : « Il a tout mangé chez les filles ; il en a une qui lui « coûte trente mille écus par an, et l'argent qu'il lui « faut pour gagner les espions de son oncle monte « encore à autant. »

Le roi connaissait les mœurs de son neveu, et on peut juger du cruel plaisir qu'il prenait à le rendre malheureux, par cette anecdote que raconte encore M. Harris : « L'impétuosité, dit-il en parlant du prince, « avec laquelle il a fait le carnaval l'a jeté dans une « mésaventure dont il ressent encore les effets dés- « agréables, et dont probablement il ne sera pas si tôt « quitte, attendu que son oncle, malicieusement peut- « être, l'oblige à remplir ses devoirs militaires avec « plus de sévérité encore que d'habitude. L'évêque de « Warmia se trouva, l'année dernière, dans la même « position, et le roi rendit presque son siége vacant « en le forçant de manger à sa table les viandes les « plus épicées, et en l'inondant de vin de Hongrie, « dont, disait-il, il devait être, en sa qualité de Polo- « nais, aussi bon juge qu'amateur. »

On peut suffisamment juger, par ces détails domestiques, de la valeur morale de la cour de Berlin sous Frédéric le Grand. La ville ne valait pas mieux ; du moins M. Harris en fait une peinture qui n'a rien de flatteur. « Berlin, écrit-il, est une ville où, si le mot « *fortis* peut être traduit par honnête, il n'y a *vir fortis* « *nec fœmina casta*. Il règne dans toutes les classes « des deux sexes une entière corruption de mœurs qui, « jointe à une pénurie résultant soit de l'oppression du « roi actuel, soit des habitudes dispendieuses mises à la « mode par son grand-père, forment le pire des carac- « tères. Les hommes cherchent sans cesse le moyen « de soutenir une vie extravagante avec des ressources « bornées. Les femmes sont des harpies, débauchées « faute de réserve plus que faute d'autre chose. Elles « prostituent leurs personnes au plus haut enchéris- « seur, et toute délicatesse de sentiment ou de ma- « nières leur est inconnue. »

Nous devons le répéter, notre temps vaut mieux que cela. Quand on rapproche de ce spectacle celui qu'offre la Prusse d'aujourd'hui, avec son travail intellectuel, avec ses agitations religieuses et politiques, encore confuses, mais toujours empreintes de gravité et de sincérité, on se réconcilie aisément avec une époque injustement dépréciée.

La correspondance de M. Harris pendant son séjour à Berlin offre d'ailleurs peu d'intérêt politique ; elle ne devient réellement sérieuse que lorsqu'il est envoyé à

Pétersbourg. Là aussi nous rencontrons de la chronique, beaucoup plus scandaleuse même qu'à la cour de Berlin, mais mêlée à la discussion des sujets les plus graves. Du reste, c'est une remarque toute simple que dans les gouvernements absolus les vices comme les vertus des souverains occupent une bien plus grande place que dans les gouvernements libres. C'est à ce titre que les débordements de l'impératrice Catherine sont des éléments de l'histoire comme ceux de Tibère.

Ce fut au commencement de l'année 1778 que M. Harris se rendit comme ministre à Pétersbourg. Il y allait pour essayer d'amener l'impératrice à la conclusion d'une alliance offensive et défensive avec la Grande-Bretagne. Il y resta jusqu'à la fin de 1783, et retourna en Angleterre sans avoir rien obtenu. Pendant ces cinq années, il dépensa beaucoup d'habileté, beaucoup d'esprit d'intrigue et une très-grande persévérance; mais il échoua surtout contre ce sentiment de répulsion qu'inspiraient déjà à tous les peuples les prétentions de l'Angleterre à la domination arrogante et absolue des mers. Les façons hautaines que montraient trop souvent et le gouvernement britannique et ses agents avaient indisposé contre eux presque toutes les cours. Catherine, d'ailleurs, quoique philosophe, était femme; elle aimait la flatterie, et elle l'aimait surtout en langue française. Que de fois le ministre

anglais, voyant tous ses efforts déjoués par quelques compliments de Paris ou de Versailles, maudit la vanité, la coquetterie et toutes les faiblesses de la grande Catherine ! « Cette grande dame, écrivait-il un jour « avec presque autant d'esprit que de dépit, cette « grande dame dégénère souvent en une femme ordi- « naire, et joue avec son éventail quand elle croit ma- « nier son sceptre. La France a appris l'art de la ca- « joler, et elle a peur d'encourir le déplaisir et la « critique d'une nation qui écrit des mémoires et des « épigrammes. »

Quand donc M. Harris arriva à Pétersbourg, il trouva la cour de Russie entièrement française. L'impératrice était entourée d'hommes gagnés aux intérêts des Bourbons, et qu'il appelait des *garçons perruquiers de Paris*. D'un autre côté, le roi de Prusse, qui détestait les Anglais, et qui avait à ce moment l'oreille de l'impératrice, les desservait de tout son pouvoir. Aussi M. Harris rencontra dès le début des difficultés à peu près insurmontables. Pendant une année entière, il négocia avec le ministre de Catherine, le comte Panin, et finit par s'apercevoir qu'il était joué par lui. Le comte Panin, qui était bien décidé d'avance à ne pas conclure avec l'Angleterre, transmettait à l'impératrice les demandes de M. Harris de façon à les rendre inacceptables, et un jour il répondit au ministre anglais « que la Grande-Bretagne avait, par sa conduite

« arrogante, attiré sur elle tous ses malheurs, et qu'elle « ne devait attendre ni secours de ses amis ni clémence « de ses ennemis. »

Alors M. Harris, voyant que de ce côté il n'avait rien à espérer, se tourna d'un autre. Il s'adressa à un ancien amant de Catherine, principal pourvoyeur des nouveaux favoris, au prince Potemkin, et, par son entremise, il obtint plusieurs conférences personnelles avec l'impératrice. Il était spirituel, insinuant, hardi : quand il pouvait causer longuement avec Catherine, il la gagnait presque à sa cause ; mais il reperdait vite le terrain qu'il avait gagné avec tant d'efforts. Outre les sentiments personnels qui poussaient alors Catherine vers la France, il y avait la grande question des neutres, qui mettait toutes les nations maritimes aux prises avec l'Angleterre. M. Harris reconnaît lui-même que le gouvernement anglais perdit par ses exigences l'occasion de se concilier la cour de Pétersbourg. Lors de la fameuse déclaration neutre de 1780, il avait conseillé à son gouvernement de céder momentanément à la nécessité, et de suspendre, à l'égard de la Russie seulement, la police que la Grande-Bretagne exerçait sur les mers. Il ne fut pas écouté, et Catherine ne pardonna jamais aux ministres tories.

Dans une autre occasion, M. Harris avait déterminé son gouvernement à céder à la Russie l'île de Minorque. Ce projet donna lieu à de très-curieuses conversations entre le ministre anglais et l'impératrice, comme on

le verra plus tard. Catherine tenait beaucoup à avoir une station dans la Méditerranée, à cause de ses vues sur Constantinople. Sa grande ambition était de reconstruire un empire d'Orient. Elle avait fait baptiser le grand-duc du nom de *Constantin*, et lui avait donné une nourrice grecque du nom d'Hélène; elle faisait construire une ville du nom de *Constantingorod*. Elle hésitait, pour le choix du siége de l'empire nouveau, entre Constantinople et Athènes. Elle était très-frappée de la supériorité de la race grecque, du grand rôle qu'elle avait joué dans l'antiquité, et elle parlait souvent de la possibilité de la voir reparaître à la tête des peuples.

Dans les instructions données à M. Harris par lord Suffolk, on peut voir que le gouvernement anglais cherchait à inquiéter Catherine en lui persuadant que la France avait promis à la Turquie d'exclure les flottes russes de la Méditerranée. Minorque serait devenue pour la Russie ce qu'est aujourd'hui Malte pour l'Angleterre. L'impératrice avait donc accueilli ce projet avec enthousiasme, mais son ardeur sembla se calmer tout à coup, et M. Harris dut renoncer encore à ce dernier espoir de voir l'alliance se former. Dès ce moment, il paraît abandonner la partie, et nous le voyons solliciter à plusieurs reprises son rappel de Saint-Pétersbourg. « L'Angleterre, disait-il, devait se tenir à l'écart, « ne plus rechercher d'alliances continentales, et at- « tendre qu'on vînt chercher. » Ce fut dans ces dis-

positions qu'il passa les derniers mois de son séjour à la cour de Russie, qu'il ne quitta qu'après la conclusion de la paix entre l'Angleterre, la France et l'Espagne.

Telle est l'esquisse rapide de ce que fit, ou du moins de ce que tenta M. Harris à Pétersbourg. S'il ne réussit pas, ce ne fut pas faute d'avoir employé tous les moyens possibles de succès. Il écrivit à lord Stormont, alors ministre des affaires étrangères à Londres, qu'à Madrid et à Berlin il n'avait pas eu besoin de subsides, mais qu'à Pétersbourg, dans une *cour amie*, il avait été obligé de changer de système. Là, les secrets ne s'obtenaient qu'à prix d'argent. Il en dépensa beaucoup, au delà même des crédits qui lui étaient ouverts, et il paraît que, lorsqu'il quitta la cour de Russie, il se trouva personnellement endetté de plus de 500,000 francs, qu'il paya sur sa fortune particulière.

C'est qu'il avait à lutter avec des habitudes de somptuosité tout orientale. Le prince Potemkin, son principal agent, donnait des fêtes qui lui coûtaient 50,000 roubles. L'impératrice avait des services de dessert de 50 millions; quand on jouait chez elle au macao, un jeu fort à la mode alors, elle donnait au gagnant un diamant de 50 roubles, et en distribuait ainsi cent cinquante dans une soirée. Elle gratifiait ses amants de sommes inouïes, de terres, de milliers de paysans et de bijoux. On a compté que la famille du prince Orloff avait reçu, en dix ans, quatre à cinq mille paysans et

17 millions de roubles en argent, bijoux, vaisselles et palais. Un simple lieutenant aux gardes, Wasilschikoff, avait reçu, durant vingt-deux mois de faveur, 100,000 roubles en argent, 50,000 en bijoux, un palais de 100,000, une vaisselle de 50,000, une pension de 20,000, et sept mille paysans; le prince Potemkin, en deux ans de faveur, trente-sept mille paysans et environ 9 millions de roubles en pensions, palais, bijoux, etc.; Savodowsky, en dix-huit mois, dix mille paysans et plus de 300,000 roubles; Zoritz, en un an, plus de 1,300,000 roubles; Korsakoff, en seize mois, quatre mille paysans et près de 400,000 roubles; Landskoy dans la même proportion.

Catherine, comme on le voit, savait récompenser ses serviteurs. A l'un, elle donnait le trône de Pologne; aux autres, ce qu'on vient de voir. Il est vrai que le métier était rude. La chronique de cette cour dépasse en cynisme tout ce que l'histoire a raconté des césars romains. C'était un mélange extraordinaire de barbarie et de civilisation. L'Occident ne donnait qu'un vernis pour couvrir ces débordements de l'Orient. Les traditions du Parc-aux-Cerfs pâlissent devant le journal de la cour de Catherine, car ici les positions sont interverties, et le rôle de l'homme, usurpé par une femme, prend un caractère plus dégradant.

Rien de plus curieux, rien de plus étrange, rien de plus cru et de plus sauvage que le tableau de ces révolutions de sérail. Le prince Potemkin avait, comme

nous l'avons dit, les fonctions de pourvoyeur général. Quand M. Harris arriva à Pétersbourg, c'était un nommé Zoritz qui était le favori régnant. Il était menacé dans son poste, mais il n'était pas résigné à l'abandonner de bonne grâce. C'était un soldat, et il annonçait hautement le dessein d'appeler en duel son successeur. « Je sais bien, disait-il en français, que « *je dois sauter*, mais, par Dieu, je couperai les oreilles « à celui qui prendra ma place. » Celui qui aspirait à cette place honorable était un lieutenant de la police, appelé Acharoff, un homme bien bâti, dit la dépêche, mais taillé plus en Hercule qu'en Apollon. Malgré ces qualités recommandables, le candidat ne fut pas agréé. C'est que l'occupant était un terrible homme. Potemkin, qui ne l'aimait pas, présenta à l'impératrice un de ses officiers, *un grand hussard*. Après la présentation, Zoritz suivit Catherine dans sa chambre, lui fit une scène horrible, se jeta à ses pieds, lui dit que, malgré toutes les générosités dont elle l'avait comblé, il ne tenait qu'à sa faveur et à ses bonnes grâces. Catherine fut touchée ou effrayée; elle garda Zoritz, et lui ordonna d'inviter Potemkin à souper pour *raccommoder l'affaire*, parce que, disait-elle, *elle n'aimait pas les tracasseries*.

Quelques jours après, cependant, Potemkin rentra en faveur, et Zoritz reçut son congé. L'impératrice le lui donna elle-même en lui dorant la pilule; l'amant congédié l'accabla de reproches et presque d'injures,

mais rien n'y fit ; on lui donna des pensions, une somme énorme d'argent comptant, sept mille paysans et l'ordre de voyager. Toutefois on n'osa pas lui donner un successeur officiel avant son départ, tant on redoutait son affreux caractère. « La cour et la ville, « dit M. Harris, n'étaient occupées que de cet événe- « ment, qui donnait naissance à beaucoup de ré- « flexions désagréables. » On le croira sans peine.

Catherine, après des scènes si fatigantes, éprouvait le besoin d'un régime plus doux. Elle fit rappeler en ville un ancien favori, Sabadowsky, un homme d'un caractère paisible et modeste ; mais celui-là ne plaisait pas à Potemkin, qui lui en substitua un autre. « Korsak, « dit sir James Harris, a été introduit dans un mo- « ment critique, et, au moment où j'écris, Sa Majesté « Impériale est retirée dans un des villages de Po- « temkin, sur les confins de la Finlande, essayant « d'oublier ses soucis et ceux de l'empire dans la com- « pagnie de son nouveau mignon, dont le nom vul- « gaire de Korsak est déjà changé pour le nom mieux « sonnant de Korsakoff. »

Mais, pendant ces péripéties, l'ancien favori, Sabadowsky, qui avait été rappelé, était arrivé à la cour, et il demandait d'un ton très-chagrin pourquoi on l'avait dérangé. On lui donna pour indemnité une place dans le sénat ; mais, hélas ! quinze jours après, le nouveau fonctionnaire était hors de service. « Il y a, « écrivait M. Harris, plusieurs concurrents pour la

« place vacante : quelques-uns soutenus par le prince « Potemkin, d'autres par le prince Orloff et le comte « Panin, qui maintenant sont d'accord, d'autres enfin « seulement par l'impression que leur tournure a faite « sur l'impératrice. Les deux partis s'unissent pour « empêcher le succès de ces hommes indépendants, « mais elle paraît très-disposée à choisir par elle-même. « Potemkin, dont l'insolence égale le pouvoir, a été si « mécontent de n'avoir pas à lui seul la disposition de « ce poste, qu'il s'est absenté de la cour pendant plu- « sieurs jours. Le sort de ces jeunes gens reste incer- « tain, quoiqu'il paraisse décidé que Korsakoff sera « envoyé aux eaux de Spa pour sa santé. Comme les « dernières traces de décence que l'on gardait encore « à l'époque de mon arrivée ici ont disparu, je ne « serais pas étonné qu'au lieu d'un favori on en prît « plusieurs. »

Cependant le choix de Catherine parut tomber sur un secrétaire du comte Panin, appelé Strackoff, que l'impératrice avait remarqué dans un bal; mais celui-là n'entra pas officiellement en fonctions, il ne vit l'impératrice qu'en secret, et Korsakoff resta prince régnant. Un autre aspirant, qui n'avait point réussi, se poignarda de désespoir. On cacha autant que possible cet intéressant malheur à Catherine; pourtant elle finit par l'apprendre, et elle en fut tout à fait affligée. Sa douleur ne pouvait durer bien longtemps; elle donna à Korsakoff son congé définitif, avec le conseil de voya-

ger ou de se marier. Le successeur fut un nommé Landskoy, un chevalier aux gardes; comme il n'avait pas été fourni par Potemkin, celui-ci fut très-irrité, et ne fut apaisé que par un présent de 900,000 roubles le jour de sa naissance. Landskoy était jeune, bien fait, et de bon caractère; mais il avait une nuée de cousins qui s'abattirent sur la cour comme des sauterelles pour participer à la curée.

Ici la scène change. Tout à l'heure nous avions un favori qu'on n'osait pas renvoyer, parce qu'il cassait les vitres; en voici un maintenant qu'on ne peut pas congédier, parce qu'il a trop bon naturel. Ce pauvre Landskoy n'est ni jaloux, ni inconstant, ni impertinent; il a déjà un remplaçant non officiel, mais il se conduit d'une manière si irréprochable, qu'on ne sait comment s'y prendre pour se débarrasser de lui sans mauvais procédé. C'est comme ces domestiques qu'on ne peut pas souffrir, qui le comprennent, et qui alors redoublent d'exactitude, et ne vous laissent pas le moindre motif plausible pour les mettre dehors. Landskoy est condamné à l'avance; son congé est décidé; déjà on a préparé les cadeaux habituels réservés aux favoris sortants; cependant il garde une facilité d'humeur réellement désespérante; il ne veut pas se fâcher ni faire une scène; bref, il restera longtemps encore.

Quelquefois le drame se mêle à ces comédies honteuses. Il y a au milieu de ces scènes étranges un moment de véritable tragédie. C'est celui où le prince

Orloff, l'amant de Catherine quand son mari, Pierre III, fut détrôné et *mourut* quelques jours après dans sa prison, tombe dans des accès de sombre folie, et fuit devant les furies vengeresses du remords. On croirait voir Macbeth sortant pâle et effaré de la chambre du vieux roi Duncan. Orloff avait été le premier amant de Catherine et lui était resté le plus cher. Quand il devint fou, elle le traita comme un enfant, avec une douceur et une tristesse sans bornes. Elle le laissait entrer chez elle à toute heure, dans tous les costumes, soit qu'elle fût seule, soit qu'elle fût engagée dans les entretiens les plus graves. Parfois le malheureux s'écriait que les remords avaient détruit sa raison, et que c'était le jugement de Dieu qui était tombé sur lui. Quand il avait de ces accès terribles, Catherine se mettait à pleurer, et tout le reste du jour elle ne pouvait s'occuper ni de plaisirs ni d'affaires.

Orloff était du moins un homme distingué, de sentiments plus élevés que les favoris qui vinrent après lui. Tant que dura son règne d'amant, l'impératrice observa encore une certaine dignité extérieure qui disparut quand Potemkin arriva au pouvoir. Celui-ci avait acquis sur sa souveraine un empire extraordinaire qu'il conserva même après avoir été remplacé dans ses fonctions. C'était un homme audacieux, intrigant, et en même temps des plus bizarres, courant sans cesse les églises au milieu de sa vie débauchée, et, au comble de la faveur, soupirant après le cloître.

Catherine gémissait quelquefois sous le joug de ce barbare, mais sans pouvoir jamais le secouer. Un jour elle fit venir Orloff, et le supplia de se réconcilier avec Potemkin pour rétablir la paix dans le palais. « Vous « savez, Madame, lui dit Orloff, que je suis votre « esclave, que ma vie est à votre service : si Potemkin « vous offusque, donnez-moi vos ordres, il disparaîtra « immédiatement, vous n'entendrez plus parler de lui ; « mais m'engager dans une intrigue de cour, courtiser « un homme que je méprise, Votre Majesté me par- « donnera si je refuse. » L'impératrice se mit à fondre en larmes ; Orloff se retirait, mais il revint et dit à Catherine que Potemkin était son ennemi et celui de l'État, qu'il cherchait à la plonger dans les plaisirs pour lui faire oublier les affaires et gouverner à sa place. « Vous n'avez qu'à prononcer un mot, dit-il, « ma vie est à vous. » Catherine fut très-affectée, elle avoua que son caractère changeait beaucoup, que sa santé s'altérait; mais elle ne pouvait se résoudre à employer des moyens aussi violents.

C'était au sein d'une pareille cour, au milieu de pareilles intrigues et de pareilles mœurs, que M. Harris avait à conduire des négociations qui demandaient le plus grand secret. Qu'on se représente sa position, quand, après lui avoir transmis le matin les meilleures assurances de la part de l'impératrice, Potemkin venait lui dire le soir : « Vous avez mal choisi votre moment. « Le nouveau favori est dangereusement malade, la

« cause de sa maladie et l'incertitude de sa guérison « ont si entièrement consterné l'impératrice, qu'elle « est incapable de penser à autre chose, et toutes ses « idées d'ambition, de gloire, sont absorbées dans « cette unique passion... Mon influence est suspendue, « particulièrement parce que j'ai pris sur moi de lui « conseiller de se débarrasser d'un favori qui, s'il « meurt dans son palais, causera un tort essentiel à sa « réputation. »

Nous avons dit que le prince Potemkin était devenu l'intermédiaire entre le ministre anglais et l'impératrice. Par son entremise, M. Harris avait obtenu de Catherine une audience particulière à l'insu du ministre, M. de Panin. L'entrevue eut lieu à l'occasion d'un bal masqué à la cour; Korsakoff vint prévenir M. Harris, lui dit de le suivre, et le conduisit, par un passage dérobé, dans le cabinet de toilette de l'impératrice. Dans cette première conférence, le ministre anglais ne chercha qu'à se concilier la bienveillance de Catherine par des flatteries exagérées, mais il ne paraît pas qu'il fit beaucoup de chemin. L'impératrice se montrait toujours fort gracieuse avec lui, sans cesser de décliner toutes les offres d'alliance. Elle était alors préoccupée d'une seule pensée, celle de former la fameuse ligue des neutres. Pour parer cette attaque indirecte, le gouvernement anglais fit à l'impératrice une concession exceptionnelle : M. Harris déclara, au nom de sa cour, à M. de Panin, que la navigation des sujets

russes ne serait *jamais interrompue ou arrêtée par les vaisseaux de la Grande-Bretagne;* mais le gouvernement anglais, par un de ces actes de mauvaise foi qui justifient les reproches qu'on lui a souvent adressés à cet égard, donnait en même temps à M. Harris des instructions secrètes contraires à ses assurances publiques. « Je fus, dit-il lui-même en parlant des ar-« ticles de la déclaration des neutres, je fus chargé « de m'y opposer secrètement, et d'y acquiescer pu-« bliquement. »

L'impératrice continua donc à développer le grand projet auquel elle voulait attacher son nom. Elle ne voulait pas s'engager dans une guerre pour le bon plaisir de l'Angleterre. « Si j'étais plus jeune, disait-« elle, je serais peut-être moins sage. » Elle refusa positivement les offres d'alliance de l'Angleterre, et, en même temps, elle fit proposer à toutes les cours étrangères son plan d'une *ligue générale pour la protection du commerce des neutres.* Le principe de cette ligue était que les vaisseaux neutres pourraient naviguer librement de port en port et sur les côtes des nations en guerre, et que les effets appartenant aux sujets desdites puissances en guerre seraient libres sur les vaisseaux neutres, à l'exception des marchandises de contrebande. Mais ce qui faisait la force de la convention, c'est que, si l'une des puissances neutres était attaquée dans son commerce, toutes les autres étaient tenues de s'unir à elle pour revendiquer le droit com-

mun. Cette convention fut conclue et signée malgré tous les efforts de l'Angleterre. Potemkin s'y opposa vainement. « L'impératrice, dit M. Harris, perdit pa-« tience, et s'écria qu'elle seule savait ce qu'elle se « proposait, et que là-dessus elle ne souffrirait aucune « observation. »

Quand la convention eut été signée, M. Harris demanda son rappel ; le gouvernement anglais refusa, et lui enjoignit de rester à son poste. Il continua donc ses efforts, mais désormais sans aucun espoir de succès. Potemkin lui-même ne cherchait plus à lui faire illusion. « Il n'est au pouvoir de personne au monde, lui « disait-il, de lui faire abandonner son plan de neutra-« lité armée. Contentez-vous d'en détruire les effets; « mais sa résolution en elle-même est inébranlable. » Ce fut à cette époque, au mois de novembre 1780, que M. Harris eut avec l'impératrice une conversation des plus curieuses et des plus caractéristiques. Rentré chez lui, il l'écrivit immédiatement sous forme de demandes et de réponses. Nous en reproduirons les passages les plus saillants. Cette conférence, qui se faisait en français, a tout l'intérêt comme toute la tournure d'un dialogue de comédie.

HARRIS.

Je viens pour représenter à Votre Majesté Impériale la situation critique dans laquelle nos affaires se trouvent. Elle connaît notre confiance en elle; nous osons nous flatter qu'elle détournera l'orage...

L'IMPÉRATRICE.

Vous connaissez, Monsieur, mes sentiments pour votre nation, ils sont aussi sincères qu'invariables; mais j'ai rencontré si peu de retour de votre part, que je sens que je ne devrais plus vous compter parmi mes amis...

HARRIS.

Si Votre Majesté Impériale eût jeté les yeux sur la note que j'ai remise au prince Potemkin, elle aurait vu sur quoi mes craintes sont fondées.

L'IMPÉRATRICE.

Je l'ai lue. Je vous répète, Monsieur, que j'aime votre nation; c'est une faiblesse de croire à tous les commérages que les petits politiques répandent.

HARRIS.

Nos ennemis sont parvenus à tourner toutes les opérations de Votre Majesté Impériale si fort à leur avantage, qu'à l'heure qu'il est on croit à Londres qu'elle est secrètement en intelligence avec la France, qu'elle s'entend avec la maison de Bourbon pour décider du sort de la guerre.

L'IMPÉRATRICE, *avec une extrême vivacité.*

Je vous donne ma parole d'impératrice que non. Je n'ai jamais eu d'inclination pour les Français; je n'en aurai jamais. Cependant je dois avouer qu'ils ont eu à mon égard des attentions bien plus marquées que vous autres.

HARRIS.

Ils n'ont eu, Madame, que leurs intérêts en vue; leur politesse est toujours suspecte...

L'IMPÉRATRICE.

Que voulez-vous que je fasse pour vous? Vous ne voulez pas faire la paix.

HARRIS.

Nous ne désirons rien tant; mais nous ne sommes pas les agresseurs, et nous sommes sans amis.

L'IMPÉRATRICE.

C'est que vous ne voulez pas en avoir, Monsieur. Vous êtes si *raides*, si *réservés ;* vous n'avez point de confiance en moi.

HARRIS.

Je suis au désespoir de voir que l'effet des intrigues qui n'ont que trop réussi en Europe ait porté sur un esprit aussi éclairé que celui de Votre Majesté Impériale. Je n'avais que trop raison de la croire prévenue contre nous.

L'IMPÉRATRICE.

Je parle d'après des faits; les faux bruits ne me font rien. Je suis au-dessus des préventions; mais toute votre conduite a été dure vis-à-vis de moi. Je vous avoue, cela m'a été sensible, car j'aime votre nation comme la mienne.

HARRIS.

Sauvez-la donc, Madame, la nation que vous aimez; elle a recours à vous.

L'IMPÉRATRICE.

Quand je saurai vos sentiments, je vous le dirai.

HARRIS.

Daignez nous donner des conseils.

L'IMPÉRATRICE.

Quand vous me parlerez clairement.

HARRIS.

Le comte Panin prône le parti français partout; il est entièrement dévoué au roi de Prusse, et le sert plutôt que Votre Majesté. Il l'a invité d'accéder à la neutralité armée.

L'IMPÉRATRICE, *avec hauteur.*

Je serai bien aise qu'il accède, moi. Je soutiendrai mon projet; je le crois salutaire.

HARRIS.

On dit, Madame (mais je crains d'offenser), que c'est le projet des Français, et que le vôtre était bien différent.

L'IMPÉRATRICE, *avec violence.*

Mensonge atroce! Vous devez savoir que je puis rendre politesse pour politesse; mais je n'aurai jamais de la confiance en eux. Mais quel mal vous a fait cette neutralité armée, ou plutôt cette *nullité armée?*

HARRIS.

Tout le mal possible. Elle établit de nouvelles lois... elle sert encore à confondre nos amis avec nos ennemis...

L'IMPÉRATRICE.

Vous molestez mon commerce, vous arrêtez mes vaisseaux. J'attache à cela un intérêt particulier; c'est mon enfant que mon commerce, et vous ne voulez pas que je me fâche!... Ne parlons plus là-dessus, nous nous brouillerions. Mais écoutez ce que je vais vous dire : faites la paix; le moment est venu. Ouvrez-vous à moi avec une entière confiance... Je désire ardemment vous tirer d'embarras; mais prêtez-vous-y vous-mêmes; soyez plus souples, moins réservés... Point de méfiance, point de raideur, je ne réponds alors de rien; mais soyez ouverts, clairs et francs, je répondrai alors de tout.

HARRIS.

Je sais d'avance que rien moins que la paix de Paris, renouvelée en entier, peut nous satisfaire.

L'IMPÉRATRICE, *avec finesse.*

Je ne dis rien. Parlez-moi franchement de chez vous; désabusez-moi de cette réserve, de cette méfiance que je crois apercevoir dans votre ministère; je vous dirai tout alors... Faites la paix; traitez avec vos colonies en détail, tâchez de les désunir; leur alliance avec les Français tombe alors d'elle-même, et cela leur servira *d'échappatoire*... Je vous réponds de mon amitié, de ma justice. Je suis charmée que vous ayez témoigné une envie de me voir; j'ai voulu vider mon sac... Tenez, mon cher Harris, je vous parle très-sincèrement... Si, après tout ce que je viens de vous dire, je lui trouve (à la cour d'Angleterre) la même *indifférence*, la même *raideur*, que sais-je, moi? le même ton de *supériorité* avec moi, je ne me mêle plus de rien; je laisse les affaires aller leur train...

HARRIS.

Votre Majesté Impériale a l'âme trop élevée pour jamais nous abandonner. Elle ne voudra pas que la postérité dise que de son règne l'Angleterre a pensé succomber, sans qu'elle ait tendu la main pour la secourir.

L'IMPÉRATRICE

Je suis lasse d'être généreuse : faut-il toujours l'être sans qu'on le soit pour moi ? Soyez-le à mon égard, vous verrez comme je le serai au vôtre. Laissez mon commerce en repos, n'arrêtez pas le peu de vaisseaux que j'ai; je vous dis qu'ils sont mes enfants. Je voudrais que mon peuple devînt industrieux. Est-ce dans le caractère d'une nation philosophe de s'y opposer ?

HARRIS.

Nous ferons tout pour vos vaisseaux; mais Votre Majesté Impériale ne prétend sûrement pas, par cette neutralité armée, que toute nation jouisse du même droit ?

L'IMPÉRATRICE.

Je vous dis que c'est une *nullité armée*, mais je la soutiendrai toujours... (*En se levant.*) Adieu, Monsieur, n'oubliez pas l'importance de notre conférence... Faites un pas de votre côté. Pour une femme, c'est peu exiger...

Cette conversation est fort piquante, mais que produisait-elle ? Rien. Si M. Harris était un fort habile homme, il avait affaire à aussi habile que lui. Potemkin lui répétait sans cesse : Flattez-la, caressez ses faiblesses; vous obtiendrez d'elle tout ce que vous voudrez. Il avait beau flatter, il n'obtenait rien. Au contraire, l'impératrice se faisait tout concéder, et ne donnait rien en retour. Son ambition était, comme on le voit, d'être prise pour médiatrice. L'orgueil britannique ne voulait pas fléchir. Ainsi l'impératrice de-

manda Minorque : l'Angleterre consentit encore; elle voulut bien céder Minorque, à la condition que Catherine effectuerait le rétablissement de la paix avec la France et l'Espagne sur les bases du traité de Paris de 1762; « mais, écrivait lord Stormont, aucune proposi- « tion ne sera faite concernant les *sujets rebelles de Sa* « *Majesté Britannique* (les Américains), *qu'on ne* « *laissera jamais traiter par l'intermédiaire d'une* « *puissance étrangère.* » Quand cette réponse fut communiquée à l'impératrice, elle ne voulut pas y croire; elle s'écria très-spirituellement : *La mariée est trop belle; on veut me tromper.* Elle dit qu'on voulait la compromettre et l'entraîner dans la guerre. Bref, elle ne vit dans cette facilité du gouvernement anglais qu'un piége; elle transmit cette nouvelle, qui devait rester secrète, à l'empereur d'Autriche, et se fit un mérite d'avoir refusé une proposition qu'elle avait provoquée. Lord Stormont écrivait qu'il regrettait sa concession, et qu'il aurait désiré qu'elle n'eût jamais été faite.

En effet, l'impératrice n'en montra pas plus de dispositions pour servir l'Angleterre. La paix se fit sans elle, peut-être malgré elle, et avec la guerre finit en même temps la mission de M. Harris. Sa santé était gravement altérée, et il reçut enfin de M. Fox, qui était alors au pouvoir, la permission de revenir en Angleterre.

De retour à Londres vers la fin de 1783, il accepta

la légation de La Haye. Il négocia une alliance entre l'Angleterre, la Hollande et la Prusse, et revint à Londres en 1788. Créé baron de Malmesbury, il resta en Angleterre jusqu'en 1793, soutenant dans le parlement la politique de M. Fox; mais, lors de la scission du parti whig, quand M. Fox se déclara prêt à reconnaître la république française, il suivit M. Burke. M. Pitt l'envoya à Berlin; puis, en 1794, son gouvernement le chargea de demander pour le prince de Galles la main de la princesse de Brunswick, qui depuis devint la fameuse reine Caroline. C'est ici que nous retrouverons lord Malmesbury dans une des phases les plus curieuses et les plus originales de sa carrière diplomatique.

Lord Malmesbury avait toujours été jusque-là dans la plus grande faveur auprès du prince de Galles, qui fut ensuite le roi George IV. Il était pour lui un homme de bon conseil, et souvent consulté. Le prince lui confiait ses embarras, qui étaient toujours des embarras d'argent, et le prenait pour intermédiaire entre lui et les ministres de son père. Ses dettes étaient devenues si considérables, qu'il ne voyait plus d'autre moyen de se tirer d'affaire que d'aller voyager, et, quand M. Harris partit pour La Haye, le prince vint lui demander s'il pouvait y aller avec lui, et s'y faire présenter incognito. M. Harris eut beaucoup de peine à le détourner de ce projet. « Que puis-je faire, mon « cher Harris? disait le prince. Le roi me haït : il veut

« me mettre aux prises avec mon frère. Je n'espère « rien de lui. Il empêchera le parlement de m'aider « jusqu'à ce que je me marie. » Et comme M. Harris le pressait de se réconcilier avec son père : « C'est « impossible, dit-il ; nous sommes trop loin l'un de « l'autre. Le roi m'a trompé ; il m'a fait tromper les « autres. Je ne puis me fier à lui, et il ne me croira « jamais. »

Dans une autre conversation, M. Harris offrit au prince de proposer à M. Pitt de porter sa pension à 100,000 liv. par an (2,500,000 fr.), s'il voulait en mettre de côté la moitié tous les ans pour payer ses dettes et se réconcilier avec son père ; mais le prince restait convaincu que son père ne ferait rien pour lui. « Le roi me hait, » répétait-il sans cesse. Alors, comme M. Harris lui conseillait de se marier, il s'écria avec violence : « Je ne me marierai jamais ; ma réso- « lution est prise. J'ai arrangé cela avec Frédéric (son « frère). Non, je ne me marierai jamais ! — Permettez- « moi, Monsieur, répondit M. Harris, de vous dire, « avec le plus grand respect, que vous ne pouvez pas « avoir réellement pris cette résolution. *Il faut* que « vous vous mariiez, vous le devez à votre pays, au « roi, à vous-même. — Je ne dois rien au roi, répli- « qua le prince ; Frédéric se mariera, et la couronne « ira à ses enfants. »

A cette époque, le prince de Galles avait pour maîtresse mademoiselle Fitz-Herbert, qui exerçait une

grande influence sur lui. Il changea ensuite d'avis en changeant de maîtresse; car, quelques années plus tard, lord Malmesbury allait, comme nous l'avons dit, demander pour lui en mariage la princesse Caroline.

Lord Malmesbury avait pour mission purement et simplement de demander la main de la princesse. S'il avait eu des pouvoirs discrétionnaires, nul doute qu'il en aurait usé pour ne pas conclure cette union si malheureuse. On verra quelle triste commission lui était imposée.

Lord Malmesbury arrive à Brunswick. A sa première entrevue avec la princesse, il trouve une jeune fille fort ordinaire, assez embarrassée de sa personne, avec une jolie figure, de beaux yeux, des dents qui commencent à se gâter, des cheveux blonds, et, dit-il, avec ce que les Français appellent *des épaules impertinentes*. Le 2 décembre 1794, il signe le contrat. La petite cour de Brunswick est dans le ravissement, et la princesse prend le titre de princesse de Galles.

Alors, comme il arrive souvent, les défauts de la mariée paraissent l'un après l'autre après la noce. Le père prend à part lord Malmesbury et lui tient un long discours sur sa fille. « *Elle n'est pas bête*, dit-il, mais « elle n'a pas de jugement; elle a été élevée sévère- « ment, *il le fallait*. Recommandez-lui, ajoute-t-il, « de ne pas faire de questions, de ne pas se montrer « jalouse avec le prince; s'il a *des goûts*, qu'elle n'y « prenne pas garde. » Le duc avait écrit tout cela pour

l'usage de sa fille; mais, appuyées par lord Malmesbury, ses observations n'en auraient que plus de force.

Vient mademoiselle de Herzfeldt, la maîtresse du duc, qui fait aussi ses recommandations. « Il faut, « dit-elle, tenir sévèrement la princesse ; elle n'est pas « méchante, mais elle manque de tact. » La pauvre princesse arrive à son tour, et paraît faire assez bon marché d'elle-même, car elle prie lord Malmesbury de la guider. L'ambassadeur lui donne le conseil sommaire de garder un complet silence sur *tous* les sujets pendant les six premiers mois après son arrivée en Angleterre. Effectivement, en ne disant rien, il était difficile de dire quelque chose de trop. Une autre fois, il lui recommande de n'exprimer, autant que possible, aucune opinion, de ne parler ni politique ni affaires. Cela ressemble à la liberté de la presse dont parle Figaro ; on peut parler de tout, excepté de religion, de politique, etc., en un mot de tout ce dont on parle.

La princesse montre, du reste, un fort bon naturel. Elle prend bien tous les avis, et même elle les demande. Ceux de lord Malmesbury sont fort sages; c'est un vrai catéchisme. Il engage la princesse à ne pas écouter les commérages, à ne pas confondre la bienveillance avec la familiarité. Mademoiselle Hertzfeldt le prend à part, et lui dit (en français) : « Je vous « en prie, faites que le prince fasse mener, au com- « mencement, une vie retirée à la princesse. Elle a « toujours été très-gênée et très-observée, et il le fal-

« lait ainsi. Si elle se trouve tout à coup dans le monde « sans restriction aucune, elle ne marchera pas *à pas* « *égaux*. Elle n'a pas le cœur dépravé; elle n'a jamais « rien fait de mauvais, mais la parole en elle devance « toujours la pensée; elle se livre à ceux à qui elle « parle sans réserve, et de là il s'ensuit (même dans « cette petite cour) qu'on lui prête des sens et des in- « tentions qui ne lui ont jamais appartenu. Que ne « sera-t-il pas en Angleterre, où elle sera entourée de « femmes adroites et intrigantes (à ce qu'on dit) aux- « quelles elle se livrera à corps perdu (si le prince « permet qu'elle mène la vie dissipée de Londres), et « qui placeront dans sa bouche tels propos qu'elles « voudront, puisqu'elle parlera elle-même sans savoir « ce qu'elle dit. De plus, elle a beaucoup de vanité, « et, quoique pas sans esprit, avec *peu de fond*; la « tête lui tournera si on la caresse et la flatte trop, si « le prince la gâte. Il est tout aussi essentiel qu'elle le « craigne que qu'elle l'aime. Il faut absolument qu'il « la tienne *serrée*, qu'il se fasse respecter, sans quoi « elle *s'égarera*. »

Le même soir, il y a bal masqué à l'Opéra. Lord Malmesbury fait la promenade avec la princesse Caroline. En véritable Anglais, il la sermonne; il l'engage à ne pas manquer le service divin quand elle sera à Londres. « Le prince va-t-il à l'église? demanda la « princesse. — Vous l'y ferez aller. — Mais s'il ne veut « pas? — Alors vous irez sans lui, et à la fin il ira avec

« vous. — Voilà de bien sérieuses remarques pour un « bal masqué, reprend la princesse. » Mais l'ambassadeur garde le plus grand sérieux. Il est toujours occupé à ramener à la gravité cette cour légère, et semble vouloir lui donner une plus haute idée de l'honneur que lui fait l'Angleterre. Il traite la princesse en véritable enfant ; perpétuellement il la conjure *de réfléchir avant de parler*. Quand elle lui dit qu'elle voudrait être aimée du peuple, il lui répond « qu'elle n'y réussira « qu'en se faisant *rare*, que l'idée de se faire aimer du « peuple est une illusion, que ce sentiment ne peut « être partagé que dans un cercle très-restreint, que « toute une nation ne peut que respecter et honorer « une grande princesse, et que c'est en réalité ce sen- « timent qu'on appelle faussement l'amour d'une na- « tion ; qu'on ne peut se le concilier par la familiarité, « mais par un strict respect des convenances, en ne « descendant jamais au-dessous de son rang. »

Un autre jour, à souper, la princesse lui demande qui serait la meilleure princesse de Galles, d'elle ou de sa belle-sœur ? Lord Malmesbury lui répond qu'elle a ce que n'a pas sa belle-sœur : la beauté et la grâce, et que les autres qualités, la réserve, la discrétion, le tact, elle les peut acquérir. « Je ne les ai donc pas ? « dit-elle. — Vous ne sauriez en avoir assez. — Mais « comment se fait-il que ma belle-sœur, qui est plus « jeune que moi, les ait plus que moi ? — C'est qu'elle a « été élevée dans les épreuves, et elle a maintenant

« l'avantage *d'avoir mangé son pain bis le premier.*
« — Je n'apprendrai jamais cela ; je suis trop commu-
« nicative, trop légère. — Réfléchissez seulement, et
« vous vous corrigerez. »

Tout le séjour de lord Malmesbury à Brunswick se passe dans ce travail d'éducation. Quand il se met en route pour l'Angleterre avec sa pupille, il continue son œuvre de chaperon. Cette pauvre princesse, sortie de son petit duché et de sa petite cour pour devenir la femme de l'héritier de la couronne de la Grande-Bretagne, fait tout l'effet d'une parvenue. Elle n'a jamais eu d'argent, et ne sait comment s'y prendre pour en dépenser. Elle est comme ces enrichis qui ont peur de se servir de leur voiture. Elle donne *un louis* pour des billets de loterie ; lord Malmesbury en donne *dix de sa part*. Puis elle appelle ses femmes : *Mon cœur, ma chère, ma petite*, ce qui choque beaucoup son mentor, qui la gronde. Cette fois, la princesse se pique ; mais lord Malmesbury n'y fait pas attention. Il donne de l'argent pour elle et dit tout haut « qu'il s'est ac-
« quitté de ses ordres. — C'est bien à moi, réplique-t-
« elle d'un air mécontent, de vous donner des ordres ! »
Cependant le chaperon garde toujours le plus grand sang-froid, et la princesse, qui voit qu'elle ne gagne rien à être de mauvaise humeur, finit toujours par se calmer.

Ce malheureux lord Malmesbury est obligé de jouer jusqu'au rôle de femme de chambre. La princesse se

piquait de savoir s'habiller vite ; il lui en fait un reproche. Il lui dit que le prince de Galles est très-exigeant sur *la toilette de propreté*, dont elle n'a aucune idée, et le lendemain elle revient *très-bien lavée du haut en bas*. Ici nous citons.

« J'ai eu, dit lord Malmesbury, deux conversations « avec la princesse Caroline, une sur la toilette, sur la « propreté et sur la réserve dans les termes. J'ai tâché, « autant que peut le faire *un homme*, de la convaincre « de la nécessité de beaucoup d'attention dans toutes « les parties de son habillement, soit en ce qui se « voyait, soit en ce qui était caché. (Je savais qu'elle « portait de gros jupons, de grosses chemises et des « bas de fil, et encore n'étaient-ils ni bien lavés ni « changés assez souvent.)... C'est étonnant comme sur « ce point son éducation a été négligée, et combien sa « mère, quoique Anglaise, y faisait peu d'attention. « Notre autre conversation a été sur la manière légère « dont elle parlait de la duchesse (sa mère), se mo- « quant toujours d'elle et devant elle... Elle comprend « tout cela, mais elle l'oublie... »

Ce fut, hélas ! en cet état, avec ces gros jupons, avec ces bas de fil, avec cette profonde ignorance de la propreté et ce parfait mépris pour la toilette, que la future reine de la Grande-Bretagne fit son entrée sur cette terre des convenances. Ce n'est pas que le prince son mari se piquât de les observer vis-à-vis d'elle, car la première politesse qu'il lui fit fut d'envoyer au-

devant d'elle sa maîtresse d'alors, lady Jersey. La princesse de Galles arrive à Greenwich ; ses voitures se font attendre, parce que lady Jersey n'était pas prête. La maîtresse du prince finit par arriver ; elle trouve la princesse mal mise, et en dit son avis. La réception que le prince fait à sa femme est encore plus curieuse, si curieuse, que nous citerons lord Malmesbury.

« Selon l'étiquette, je lui présentai la princesse Ca-« roline, personne autre que nous n'étant dans la « chambre. Elle se disposa, comme je lui avais dit de « le faire, à s'agenouiller devant lui. Il la releva (assez « gracieusement) et l'embrassa; il dit à peine une pa-« role, tourna le dos, s'en alla dans un coin de la « chambre, et, m'appelant, il me dit : — Harris, je « ne suis pas bien; ayez-moi, je vous prie, *un verre* « *d'eau-de-vie*. — Je lui dis : Monsieur, ne feriez-vous « pas mieux de prendre un verre d'eau? sur quoi, de « très-mauvaise humeur, il me dit : — Non; je m'en « vais chez la reine. Et il s'en alla. La princesse, laissée « seule, était dans la stupéfaction, et elle me dit : *Mon* « *Dieu ! est-ce que le prince est toujours comme cela ?* « *Je le trouve très-gros, et nullement aussi bien que* « *son portrait*. Je dis que Son Altesse royale était natu-« rellement très-affectée de cette première entrevue, « mais qu'elle le trouverait certainement différent au « dîner. »

Au dîner, ce fut le tour de la princesse : elle voulut faire de l'esprit, et fut de mauvais goût; elle lança des

volées de plaisanteries assez vulgaires à la princesse de la main gauche, qui était aussi à table, et qui ne disait rien ; mais, dit lord Malmesbury, *le diable n'en perdait rien*. Cette première entrevue décida du sort des deux nouveaux mariés, et chacun sait ce qu'il en advint dans l'histoire. Quant à lord Malmesbury, il porta la peine de sa négociation : le prince de Galles ne lui pardonna jamais.

En 1796 et 97, lord Malmesbury fut chargé d'aller à Paris et à Lille pour négocier la paix avec la république française ; nous le suivrons dans cette nouvelle mission.

Il y eut rarement un négociateur plus spirituel, il n'y en eut jamais peut-être un plus malheureux que lord Malmesbury. Toutes les missions dont il fut chargé se terminèrent par des échecs complets. Nous l'avons vu à Saint-Pétersbourg dépensant pendant plusieurs années beaucoup d'intelligence, de zèle, d'activité, pour aboutir à une déception. Nous le verrons, dans ses deux missions à Paris et à Lille, recueillir, pour autant de peines, aussi peu de succès que par le passé.

Les négociations furent ouvertes deux fois, la première fois à Paris en 1796, la deuxième à Lille en 1797. Bien qu'elles n'aient eu aucun résultat positif, elles sont cependant intéressantes à suivre. C'est comme une rentrée de la France de la révolution dans le monde des gouvernements officiels. La France était à cette époque, pour le reste de l'Europe, à peu près comme

la Chine ; les étonnants bouleversements qui en avaient changé la face en faisaient un monde nouveau et inconnu, dans lequel on pénétrait pour la première fois ; et par la correspondance de lord Malmesbury, on peut voir de combien de questions il était accablé sur le nouvel état social établi par la révolution, et quelle curiosité cette grande et mystérieuse merveille inspirait au monde.

Le trait le plus saillant qui ressorte aussi de cette correspondance, celui qui intéresse le plus l'histoire et la politique générales, c'est assurément la preuve convaincante, irréfragable, qu'on y rencontre à chaque moment, du sincère désir de l'Angleterre, et en particulier de la ferme volonté de M. Pitt, de faire la paix avec la France. Autant cet homme célèbre se montra plus tard ardent pour la guerre, autant il se montrait alors empressé et prêt à tout sacrifier pour conclure la paix. Cela est si vrai, qu'en Angleterre il eut à subir de nombreuses et amères accusations, et il est probable qu'il fut appelé alors le ministre de l'étranger. L'illustre Burke surtout poursuivait de ses plus sanglants sarcasmes la politique pacifique du ministre, et un jour qu'on disait devant lui que le mauvais état des routes en France avait rendu la marche de lord Malmesbury très-lente : « Ce n'est pas étonnant, dit-il, il « a fait toute la route sur ses genoux. » Lord Malmesbury disait à cette occasion : « Le mot de Burke est « trop bon ; j'ai bien peur qu'il ne soit pas oublié. » Un autre jour encore que Burke cherchait à communi-

quer à Pitt ses craintes sur le propagandisme révolutionnaire de la France, le ministre lui dit : « Oh ! « l'Angleterre et sa constitution sont en sûreté jusqu'au « jour du jugement ! — Oui, répondit Burke, mais « c'est justement le jour du jugement que je crains. »

Tous les témoignages s'accordent donc pour montrer qu'à cette époque Pitt voulait fermement et réellement la paix. Ce fut lui qui, vers l'automne de 1796, fit faire les premières ouvertures au Directoire par l'intermédiaire de M. Rœnemann, ministre de Danemark à Paris. Ces ouvertures furent rejetées assez brusquement, mais le Directoire fit néanmoins savoir qu'il donnerait des passe-ports à un négociateur qui serait nommé officiellement. Les directeurs étaient à ce moment Barras, Rewbell, Laréveillère-Lépaux, Carnot et Letourneur. Lord Malmesbury fut envoyé à Paris au mois d'octobre. Ses instructions étaient d'exprimer au gouvernement français le vif désir du gouvernement anglais de terminer la guerre par une paix juste et honorable; mais cette paix ne pouvait être conclue qu'avec le consentement et le concours de l'empereur d'Autriche, l'allié de l'Angleterre. Lord Malmesbury devait, en outre, avoir grand soin de se faire traiter selon les droits et les prérogatives de tout envoyé public, conformément aux usages reçus en Europe.

Cependant, dès son arrivée à Paris, le ministre anglais fut obligé de transiger avec les exigences révolutionnaires. Tout le monde portait la cocarde trico-

lore, et il était impossible de paraître dans les rues sans cet insigne, que le peuple forçait tous les passants à arborer. Lord Malmesbury en prit son parti. Il écrivit à lord Grenville que jamais les gens de sa suite ne porteraient la cocarde quand il serait dans son caractère *officiel*, mais que, quand il sortait le matin, il aimait mieux la leur faire porter que de s'exposer à des insultes désagréables. « La faiblesse de ce gouvernement, « disait-il, quand il a à lutter contre les dispositions du « peuple, est telle que, si j'étais insulté, il ne pourrait « pas me donner une réparation satisfaisante. » Lord Malmesbury demandait sur ce point un avis, mais il n'en reçut point. Son gouvernement, ne voulant sans doute ni lui permettre de porter la cocarde, ni le lui défendre, ne lui répondit rien du tout. Ce fut plus tard seulement que M. Canning, qui était son intermédiaire avec Pitt, lui écrivit qu'on *ne voulait pas* lui donner une réponse à ce sujet, et qu'il ferait mieux de ne pas en attendre, et d'agir comme il le jugerait convenable.

Ce n'est pas pour rien que les *Harris papers* sont appelés *journal* et correspondance. Lord Malmesbury y tient en effet un compte journalier des moindres incidents de son existence. Quiconque a lu des impressions de voyage de touristes anglais sait avec quelle scrupuleuse exactitude y sont consignés les changements de chevaux et l'appréciation des cuisines, aussi bien que les plus graves événements historiques. Lord Malmesbury est, sous ce rapport, un

parfait modèle. Il écrit tous les soirs ses faits et gestes de la journée. Il est allé aux Italiens. Il a pris une loge pour un mois. Il s'est promené sur les boulevards ; il y avait beaucoup de monde. Il a vu jouer *l'Amour et Psyché*, un charmant ballet. Les femmes et les enfants le suivent sur la route. Il descend à l'aûberge de l'Ange. Très-cher. Querelle de deux femmes qui lui demandent l'aumône. Auberge du Cygne. Pas mauvais ; bons lits. Rien de particulier. Bon dîner.

Quelques-unes de ses impressions sont curieuses cependant. Elles révèlent ce profond intérêt dont nous parlions tout à l'heure, et qu'inspirait aux étrangers, aux Anglais surtout, l'état de la France nouvelle. Il regarde tout, écrit tout. A Écouen, une députation des poissardes de Paris vient à sa rencontre avec des musiciens. Les poissardes ouvrent sa voiture pendant qu'il change de chevaux, et y entrent ; elles lui font une harangue, lui présentent des bouquets, et à toute force l'embrassent, lui et ses compagnons. Elles lui souhaitent beaucoup de succès, mais en lui demandant la pièce, ce qui le rend un peu sceptique. La physionomie des campagnes est tracée d'une manière assez pittoresque. « Beaucoup de charrues, dit-il, avaient « des chevaux, mais un certain nombre n'avaient que « des ânes. Quelques-unes étaient conduites par des « femmes, presque toutes par des enfants ou des vieil- « lards. Il est évident que la population mâle a beau- « coup diminué, car le nombre des femmes que nous

« avons vues sur la route surpasse celui des hommes « dans la proportion de quatre à un. Le plus grand « changement qui m'ait frappé était le silence qui « semblait régner partout. Pas de bruit aux relais; « les postillons silencieux; une immobilité universelle « semblait avoir tout envahi. Mais ce n'était pas comme « le repos tranquille qui vient du contentement; c'était « plutôt l'effet que la terreur et une crainte perpétuelle « avaient produit sur les esprits... Il ne reste des églises « que les murailles dans presque tous les villages..... « Au-dessus de la porte de plusieurs, on lit ces mots : « Temple de la Raison; ou : Le peuple français recon- « naît l'Être suprême et l'immortalité de l'âme ; et, à « l'entrée des petites villes, on lit sur les murs en « grandes lettres : Citoyens, respectez les propriétés « et les biens d'autrui ; ils sont le fruit de ses travaux et « de son industrie. »

Quant à Paris, lord Malmesbury le trouve peu changé. Il y a seulement moins de voitures et moins d'hommes bien mis. Les femmes, au contraire, sont très en toilette. En sortant du théâtre, lord Malmesbury et ses compagnons se faisaient, à ce qu'il paraît, des politesses pour monter en voiture, et une sentinelle républicaine, fort scandalisée de ces procédés, leur dit : Citoyens, pas de compliments. Une des notes les plus curieuses, c'est celle qui concerne Bonaparte, « homme « habile, jacobin enragé, terroriste même. Sa femme, « madame de Beauharnais, dont le mari a été guillo-

« tiné, on l'appelle maintenant *Notre-Dame-des-Vic-*
« *toires.* »

Telle était la réputation dont jouissait alors le jeune général de l'armée d'Italie. Le jugement que portait lord Malmesbury sur les hommes et sur les choses d'alors est intéressant comme venant d'un étranger et d'un contemporain. En rendant compte à son gouvernement de l'état des partis en France, il les divisait en trois catégories : les conventionnels, les montagnards et les modérés. Ces derniers s'appelaient eux-mêmes les *honnêtes gens*, et leurs ennemis les surnommaient *la faction des anciennes limites.* C'étaient eux qui faisaient mettre en liberté les vingt mille prêtres encore détenus dans les prisons du royaume, et qui demandaient le rappel de la loi portée contre les parents et amis des émigrés. « On s'attend, écrivait lord Mal-
« mesbury, à une prochaine et grande révolution
« dans le gouvernement de la France. Il est certain
« que la mémoire du dernier malheureux roi n'est plus
« envisagée avec malveillance, mais plutôt avec des
« sentiments de compassion et de remords. Le prin-
« cipe de la séparation du pouvoir exécutif et du pou-
« voir législatif une fois admis, l'attachement à une
« oligarchie n'est pas de nature à l'emporter longtemps
« sur les avantages visibles d'une monarchie tem-
« pérée. »

Le développement de la petite propriété et de la classe moyenne frappait aussi beaucoup l'envoyé an-

glais. Les paysans et les petits propriétaires avaient, dès le commencement, refusé de recevoir en paiement les assignats; et, comme leurs produits étaient des articles de première nécessité, ils avaient insensiblement accumulé, puis caché, une très-grande partie du numéraire en circulation. Lorsque ensuite était venue la période de dépréciation des assignats, ils s'étaient trouvés en mesure de faire des achats de terres à des prix presque nominaux.

La mission de lord Malmesbury avait débuté, comme on l'a vu, sous des auspices peu encourageants, et elle ne fit pas en effet beaucoup de progrès. Les envoyés anglais n'étaient regardés qu'avec une extrême méfiance; on semblait les prendre pour des *observateurs* plutôt que pour des négociateurs. Lord Malmesbury priait instamment son gouvernement de ne lui envoyer aucun nouvel attaché, de peur d'inspirer encore plus d'ombrage.

On sait que l'Angleterre ne voulait pas traiter sans l'Autriche. Le Directoire prit fort mal cette prétention, et invita lord Malmesbury à demander à son gouvernement d'autres pouvoirs. La requête du Directoire était formulée dans des termes peu polis, mais le gouvernement anglais ne crut pas pour cela devoir rompre les pourparlers. « Si la négociation échoue, « écrivit lord Grenville à lord Malmesbury, il faut qu'il « soit évident pour le monde que c'est la faute des dis- « positions hostiles de ceux qui gouvernent la France »;

et dans la note qui fut remise au ministre des affaires étrangères, Delacroix, il était dit (en français) : « Quant aux insinuations offensantes et injurieuses que « que l'on a trouvées dans cette pièce (la réponse du « Directoire) et qui ne sont propres qu'à mettre de « nouveaux obstacles au rapprochement que le gou- « vernement français fait profession de désirer, le roi « a jugé fort au-dessous de sa dignité de permettre « qu'il y fût répondu de sa part de quelque manière que « ce fût. »

Toutefois l'Angleterre continuait à vouloir faire du concours des puissances ses alliées la base de la négociation, et le Directoire s'opposait de son côté à toute idée de congrès. Il ne paraissait donc guère possible d'arriver à une conclusion satisfaisante. Delacroix disait qu'on tournait dans un cercle vicieux, et lord Malmesbury écrivait à M. Canning : « Qu'on m'envoie « donc un projet. Si j'en reste aux *notes*, autant vaut « me rappeler tout de suite. »

Le gouvernement anglais proposa alors un projet de *compensation* territoriale, c'est-à-dire qu'il demanda que la France rendît à l'Autriche les provinces belges, s'engageant de son côté à restituer tout ce que l'Angleterre avait pris à la France dans les deux Indes, et les îles de Saint-Pierre et Miquelon ; mais le Directoire, comme pouvoir exécutif, ne pouvait faire de sa propre autorité des concessions territoriales. « Le Directoire, « disait Delacroix, n'est que le mandataire de la répu-

« blique, et je ne suis que le mandataire du Directoire. « Nous ne pouvons faire acte de souveraineté. » D'ailleurs, même ce triste gouvernement avait l'instinct de la véritable destinée politique de la France ; il comprenait très-bien que le principal terrain de son action et de son influence était le continent. Delacroix disait à lord Malmesbury : « L'Angleterre et la France ont « deux buts très-différents et très-distincts. Votre em- « pire, c'est le commerce. Sa base est dans les Indes « et dans vos colonies. Quant à la France, j'aimerais « mieux pour elle quatre villages de plus sur les fron- « tières de la République, que l'île la plus riche des « Antilles ; et je serais même fâché de voir Pondichéry « et Chandernagor appartenir de nouveau à la France. »

Il était clair qu'on ne s'entendrait pas. La France ne voulait se dessaisir ni de la Belgique ni de la rive gauche du Rhin. Le ministre anglais déclarait sans détour que l'Angleterre ne pouvait consentir à ce que la France les gardât. Sur ces entrefaites, l'impératrice Catherine de Russie mourut d'une attaque d'apoplexie. Elle laissait le trône à l'empereur Paul, qui passait pour un ami de la France. Cet événement exerça sans doute quelque influence sur la détermination que prit le Directoire de rompre les négociations. Toujours est-il qu'à la suite d'une longue et infructueuse conférence avec Delacroix, lord Malmesbury reçut l'invitation d'avoir à quitter Paris avant quarante-huit heures. La note de Delacroix disait : « .... Et attendu que le lord

« Malmesbury annonce à chaque communication qu'il « a besoin d'un avis de sa cour, d'où il résulte qu'il « remplit un rôle purement passif dans la négociation, « ce qui rend sa présence à Paris inutile et inconve- « nante, le soussigné est en outre chargé de lui noti- « fier de se retirer de Paris dans deux fois vingt-quatre « heures, avec toutes les personnes qui l'ont accom- « pagné et suivi, et de quitter de suite le territoire de « la République. Le soussigné déclare, au surplus, au « nom du Directoire exécutif, que, si le cabinet bri- « tannique désire la paix, le Directoire exécutif est prêt « à suivre les négociations, d'après les bases indiquées « dans la présente note, par envoi réciproque de « courriers. »

Lord Malmesbury partit immédiatement, le 20 décembre 1796. L'insuccès de sa négociation servit de texte à Fox pour attaquer le ministère anglais dans le parlement. Le roi envoya aux deux chambres un message le 26 décembre, avec les papiers relatifs à la négociation, et une motion de Pitt fut adoptée à une grande majorité malgré les efforts de Fox et d'Erskine. Deux jours avant que lord Malmesbury quittât Paris, Hoche s'embarquait pour tenter la descente en Irlande, pendant que Bonaparte poursuivait en Italie le cours de ses victoires.

Nous avons dit que M. Pitt, à l'époque où lord Malmesbury fut envoyé à Paris, puis à Lille, avait

voulu réellement, sincèrement, la paix avec la France. Nous savons que l'opinion contraire a été répandue et s'est établie sous les autorités les plus populaires, et qu'elle a prévalu jusqu'ici presque sans contrôle ; mais des témoignages nombreux, qui ne sont nulle part plus positifs que dans les mémoires dont nous parlons en ce moment, ne peuvent laisser aucun doute sur les intentions réelles de l'homme d'État qui gouvernait alors l'Angleterre, et en présence de pareilles preuves c'est un devoir à remplir envers la vérité et la conscience historique que de rétablir l'exactitude des faits.

Nous sommes loin, du reste, de vouloir attribuer ces dispositions de M. Pitt à un sentiment d'amitié pour la France. Cet homme célèbre, qui, comme son père, lord Chatam, portait le sentiment national jusqu'à l'exaltation romaine, était animé en cette occasion, comme en toutes les autres, par l'intérêt de l'Angleterre. Qu'on se rappelle en quelle situation se trouvait alors la Grande-Bretagne. Elle avait perdu presque tous ses alliés, dont plusieurs étaient devenus ses ennemis. Paul Ier, qu'on croyait un ami de la France, venait de monter sur le trône de Catherine. L'expédition française en Irlande avait échoué, il est vrai, et le tout s'était borné, comme le disaient les faiseurs d'esprit de Paris, à *une insurrection de pommes de terre;* mais l'état intérieur de l'Angleterre n'en était pas moins effrayant. Elle pliait déjà sous le poids d'une dette énorme ; Pitt faisait suspendre, par un ordre du

conseil privé, les remboursements en numéraire, et faisait, quelque temps après, consacrer cette mesure radicale par une loi.

Ce n'est pas tout : à ce moment, la convulsion intérieure la plus grave peut-être que l'Angleterre ait jamais eu à subir éclatait dans les fondements même de sa puissance, dans sa marine. Une révolte se déclarait presque en même temps dans l'escadre de Portsmouth et celle de la Nore. Pendant plusieurs semaines. les rebelles, maîtres absolus de la flotte, le furent aussi de la fortune de l'Angleterre. La tempête passa, mais le gouvernement anglais dut se souvenir avec terreur du danger qu'il avait couru.

L'Angleterre avait donc besoin de la paix. La voix publiquela demandait, et M. Pitt la désirait sérieusement. Ce fut lui qui voulut recommencer les négociations; lord Grenville, le ministre des affaires étrangères, combattit longuement son opinion, mais Pitt persista, déclarant à plusieurs reprises « qu'il était de « son devoir, et comme ministre anglais et comme « chrétien, de faire tous les efforts possibles pour mettre « un terme à une guerre aussi sanglante. »

Pendant tout le cours de la négociation de lord Malmesbury, on voit se continuer cette lutte intestine entre lord Grenville et Pitt, qui avait pour confident, pour interprète et pour auxiliaire, M. Canning. Il y a, dans les papiers de lord Malmesbury, une lettre de George Canning à M. Ellis, un des attachés à la mis-

sion, qui est une preuve éclatante de tout ce que nous venons de dire. C'est une sorte de cri de désespoir et de *sauve qui peut* échappé dans un moment de crise et de solitude. Il fallait que l'Angleterre fût dans une situation bien critique pour que Canning pût écrire des paroles comme celles-ci :

« Si je vous écrivais le 13 décembre dernier au lieu « de ce présent 13 de juillet, aurais-je pu supporter la « pensée de renonciations et de restitutions, sans con- « cessions pour les balancer et les compenser? *Mais* « *nous ne pouvons pas, et nous ne devons pas nous* « *dissimuler à nous-mêmes notre situation. S'il est* « *possible d'avoir la paix, il nous la faut.* Je crois « fermement qu'il nous la faut, et c'est une conviction « qui se fortifie chaque jour. Quand Wyndham me dit « que non, je lui dis : Pouvons-nous avoir la guerre? « C'est hors de question; nous n'en avons pas les « moyens, et, ce qui est de tous les moyens le plus « essentiel, nous n'en avons pas le cœur. Si nous ne « sommes pas en paix, nous ne serons en rien du « tout..... Quant à moi, j'ajourne mes idées d'hon- « neur et de grandeur pour ce pays-ci au delà du tom- « beau de notre importance militaire et politique, que « vous êtes en ce moment à creuser à Lille. *Je crois en* « *notre résurrection, et c'est là ma seule consolation.* »

Canning ajoutait, il est vrai : « Bien que je prêche « la paix aussi violemment, ne croyez pas que je sois « prêt à prendre n'importe laquelle vous pourrez of-

« frir. » Mais il finissait par dire : « Nous ne pouvons « rompre que pour quelque chose qui nous arrachera « du sommeil et de la stupidité pour nous rendre à une « nouvelle vie et à l'action, quelque chose qui créera « une âme sous les os de la mort, car nous sommes « maintenant sans âme et sans cœur. »

Quelques années plus tard, alors que Napoléon arrivait à l'apogée de sa fortune, un autre Anglais célèbre, Walter Scott, jetait aussi un cri d'épouvante presque semblable à celui de Canning. Il écrivait à l'historien Mackintosh que c'en était fait de la civilisation, que le monde était livré à l'étoile du soldat vainqueur, et qu'il ne restait plus aux amis de la liberté qu'à se réfugier dans quelque coin retiré du globe. Canning, il est vrai, était, lui aussi, un poëte; cependant il était déjà dans les affaires publiques quand il écrivit cette lettre, et il devint depuis premier ministre, et, pour qu'un homme politique confessât avec un tel désespoir qu'il n'espérait plus qu'en la résurrection de son pays, il fallait que ce pays lui-même fût alors dans une situation bien précaire.

Nous pourrions multiplier ici les citations pour montrer avec quelle sincérité M. Pitt devait désirer et désirait en effet la paix avec la France; mais ces preuves se présenteront naturellement dans le cours de la négociation.

Il y eut d'abord quelques hésitations sur le choix du négociateur. Les relations établies à Paris entre Dela-

croix, le ministre des affaires étrangères du Directoire, et lord Malmesbury, dans la première négociation, ne s'étaient pas terminées assez poliment pour qu'il fût très-agréable à aucun de ces deux personnages de se retrouver mutuellement en présence. Le Directoire crut même devoir exprimer au gouvernement anglais l'opinion qu'un autre choix que celui de lord Malmesbury lui eût paru d'un plus heureux augure pour le succès de la négociation. Toutefois le gouvernement anglais s'en tint à sa première résolution, et d'ailleurs cette difficulté personnelle se trouva aplanie par le choix de la ville de Lille pour siége des conférences. Lord Malmesbury n'eut ainsi affaire qu'à des commissaires, et non à Delacroix lui-même.

Les commissaires du Directoire étaient Letourneur, l'amiral Pléville le Peley et Maret, depuis duc de Bassano : le secrétaire de la commission, assistant aux séances, était Colchen ; mais on verra plus tard que la véritable négociation fut une négociation secrète qui s'engagea entre le ministre britannique et Maret, qui était le représentant et l'organe de la portion pacifique du Directoire.

Lord Malmesbury avait comme attachés à sa mission M. George Ellis, lord G. Leveson, depuis lord Granville, et longtemps ambassadeur à Paris, et M. Wellesley, depuis lord Cowley et aussi ambassadeur à Paris.

Cette fois, lord Malmesbury fut mieux reçu qu'il ne l'avait été la première, lors de son voyage à Paris. Les

autorités des différentes villes par lesquelles il passa vinrent au-devant de lui pour le complimenter, et dès la première conférence les commissaires tinrent le langage le plus conciliant, et exprimèrent le désir et l'espoir d'arriver à une heureuse conclusion.

Les bases des propositions de l'Angleterre étaient celles-ci. Lord Malmesbury passait cette fois sous silence, comme faits accomplis, les conquêtes de la France en Belgique, en Allemagne, en Italie; il offrait la restitution des colonies françaises prises par les Anglais. D'un autre côté, il demandait, à titre de compensation, la cession de quelques-unes des colonies prises par l'Angleterre à l'Espagne et à la Hollande, alliées de la France: la Trinité, le Cap, Trinquemale, Ceylan, Cochin; il demandait en outre qu'une indemnité fût donnée au prince d'Orange, et que le Portugal, l'allié de l'Angleterre, fût compris dans le traité.

Les commissaires français commencèrent par poser des conditions qui faillirent rompre la négociation. Ils demandèrent d'abord que les souverains de la Grande-Bretagne renonçassent à prendre le titre de rois de France, qui se trouvait précisément dans le préambule du traité. Ce n'était, il est vrai, qu'un vain titre, et dans les traités avec la France on insérait habituellement un article séparé pour déclarer que ce titre n'impliquait aucun droit; néanmoins les commissaires insistaient pour qu'il fût effacé.

La seconde demande était celle de la restitution des vaisseaux pris ou détruits à Toulon, ou d'une indemnité pour leur perte. Lord Hood, en recevant les vaisseaux français à Toulon, avait déclaré qu'il les gardait seulement en dépôt pour le gouvernement que reconnaissait l'Angleterre, et qui était alors celui des Bourbons. Or, disaient les commissaires, puisque Sa Majesté britannique reconnaît la république, elle admet que le gouvernement français est investi du droit de souveraineté, par conséquent elle doit compte de son dépôt à la république.

La troisième demande était relative à une hypothèque que l'on supposait avoir été réservée par l'Angleterre sur les Pays-Bas, au nom de l'empereur d'Autriche, pour de l'argent prêté.

Lord Malmesbury se borna d'abord à faire ses réserves sur ces trois réclamations. La dernière fut, du reste, promptement réglée, lord Grenville ayant déclaré que le gouvernement anglais n'avait aucune intention de demander au gouvernement français ni l'intérêt ni le capital d'un emprunt qui était hypothéqué sur tous les revenus de l'empereur d'Autriche sans désignation spéciale.

Il n'en fut pas de même sur les deux autres points. Quant au titre de roi de France, lord Malmesbury représentait qu'il n'affectait ni les intérêts ni la sécurité de la république ; que de pareils titres avaient toujours été considérés comme indélébiles, et comme de simples

mémoriaux d'anciennes grandeurs; que les rois de Sardaigne, de Naples, en avaient de même espèce. M. Canning écrivait à M. Ellis : « Quant au titre de roi « de France, j'incline à croire avec vous que, si l'on « raisonne là-dessus sérieusement, nous serons battus « sur les arguments, et que nous ferions mieux de « chercher quel serait le mode de renonciation le plus « imaginatif et le plus innocent. Notre meilleure chance « est que cette question frivole soit en dernier lieu ab- « sorbée dans les considérations plus importantes du « projet (de traité) et de son commentaire, et que si « on arrive à un traité, ou à peu près, en peu de temps, « vous puissiez, dans l'ardeur de l'action, sauter par- « dessus les affaires de pure forme, et alors faufiler à « la fin votre vieil article *apologétique* (d'excuse) sans « qu'on y fasse beaucoup d'attention. »

Lord Grenville, de son côté, écrivait à lord Malmesbury qu'on pourrait se servir *dans le traité* seulement du mot de « Sa Majesté britannique, » mais en conservant le titre de roi de France dans les pleins pouvoirs, dans la ratification, et dans les autres documents venant du gouvernement anglais, et qu'on pourrait ajouter à l'article séparé quelques mots déclarant que l'usage de ce titre n'impliquait en rien une objection du roi d'Angleterre à la reconnaissance d'une forme de gouvernement républicaine en France.

En fait, cette difficulté de forme embarrassait passablement le gouvernement anglais, non pas tant à

cause de l'importance qu'il pouvait attacher à un titre inutile qu'à cause de cette ténacité traditionnelle avec laquelle les Anglais adhèrent aux précédents. « Aban-« donner formellement ce titre ! écrivait Canning, mais « les Français savent-ils ce que cela signifie? Qu'il fau-« dra changer toutes les formes officielles dans toutes « les procédures civiles du royaume; que ce change-« ment même ne peut être fait que par un acte du par-« lement; qu'agir autrement serait un acte de haute « trahison, une violation de l'acte de règlement qui « est pour nous ce qu'est pour eux leur acte de con-« stitution, ou du moins peut être représenté comme « tel sans beaucoup d'exagération ! »

La question de la restitution de la flotte paraissait, au début, n'offrir pas moins de difficultés. En somme, comme le traité ne fut pas conclu, ces discussions n'aboutirent à rien.

La négociation allait, du reste, devenir encore plus difficile par suite des exigences nouvelles manifestées par le Directoire. Le gouvernement britannique, comme bases du projet de traité, laissait à la France ses conquêtes, et lui restituait presque toutes celles qu'il avait lui-même faites sur elle. Certes, les conditions étaient brillantes; mais le Directoire voulut plus : il demanda que l'Angleterre restituât aussi tout ce qu'elle avait pris aux Espagnols et aux Hollandais. Il prétendait être lié à cet égard par des traités secrets, et la note des commissaires disait : « Le gouvernement français, ne

« pouvant se défaire des engagements qu'il a con-
« tractés par ces traités, établit, comme préliminaire
« indispensable de la négociation pour la paix avec
« l'Angleterre, le consentement de Sa Majesté britan-
« nique à la restitution de toutes les possessions qu'elle
« occupe, non-seulement sur la république française,
« mais encore et formellement sur l'Espagne et la ré-
« publique batave. »

En réponse aux reproches de lord Malmesbury, les commissaires déclarèrent qu'ils avaient ignoré eux-mêmes jusqu'à ce moment l'existence de ces traités secrets, et qu'ils n'agissaient que d'après de nouveaux ordres du Directoire. Toutefois lord Malmesbury, qui ne voulait pas rompre, fit demander des instructions à sa cour.

Les prétentions du Directoire n'étaient pas de nature à fortifier le parti de la paix dans le cabinet britannique. Pitt et Canning étaient toujours dans les mêmes dispositions. Canning écrivait à un de ses oncles : « Pas de courrier de Lille encore. C'est un inter-
« valle d'anxiété et d'impatience qui m'empêche de
« penser, d'écrire, de parler d'autre chose. Je me lève,
« je me couche, je mange, je bois, je sors avec rien
« que ce courrier dans ma tête, et toute la journée je
« n'entends rien autre chose que : Eh bien! pas en-
« core arrivé? Quand viendra ce courrier, et qu'ap-
« portera-t-il? Sera-ce la paix? »

Pitt partageait les vœux de Canning; lord Grenville

l'avait même soupçonné de chercher dans l'opinion publique un appui contre l'opposition qu'il lui faisait dans le cabinet, et il avait fait prendre dans le conseil une résolution obligeant ses membres au secret le plus absolu sur tout ce qui concernait la négociation. Cette résolution, disait Canning, avait été suggérée par lord Grenville pour *lier la langue de Pitt*, et il écrivait à lord Malmesbury : « Ce sera la faute des Français, s'ils « n'ont pas une paix à d'aussi bonnes conditions qu'ils « peuvent raisonnablement le désirer. Mais s'ils veu- « lent être non-seulement exigeants *in re*, mais encore « offensants et insultants *in modo*, même le désir de « paix qu'il y a ici et la difficulté de faire la guerre, si « grands qu'ils soient l'un et l'autre, doivent céder à « la conviction que, bien qu'acheter la paix à un haut « prix puisse être un déshonneur qui laisse encore « vivre, se soumettre à la loi du Directoire si insolem- « ment dictée, même dans une circonstance de peu « d'importance, serait marcher, à travers le déshon- « neur, à la destruction... Quant à présent, leurs de- « mandes sont tellement extravagantes, que je ne puis « les croire sérieuses. Et pourtant que peuvent-ils vou- « loir ? Dites-le-nous sincèrement et vite. »

La négociation n'était donc pas en voie de succès, et elle eût été probablement rompue dès cet instant, si elle n'eût été reprise sur un autre terrain. Ce fut alors que s'établirent entre Maret et le plénipotentiaire anglais ces relations secrètes qui seront désormais les

seules sérieuses, et qui auraient eu sans doute une issue favorable si le parti de la paix en France n'avait été renversé par une révolution intérieure [1].

Le 14 juillet, un Anglais appelé Cunningham, qui résidait à Lille depuis plusieurs années, vint trouver un des attachés de la mission, M. Wellesley. Il lui montra une note qu'il disait tenir d'un nommé Pein, proche parent de Maret, et qui était ainsi conçue : « Il serait peut-être nécessaire que, pour presser la « négociation, lord Malmesbury eût les moyens de « s'entendre et préparer les matières avec la personne « qui est vraiment la seule en état de conduire l'af- « faire; dans ce cas, on pourrait ménager au lord « Malmesbury un intermédiaire qui a la confiance en- « tière de la personne en question, et qui, comme elle, « n'a d'autre but que l'intérêt de tous, et un arrange- « ment également convenable. » A la suite de cette communication, il fut convenu qu'une conférence au-

1. Nous croyons devoir reproduire le passage de l'*Histoire de la Révolution* de M. Thiers qui se rapporte à cette double négociation, et qui diffère de la relation de lord Malmesbury. M. Thiers dit, tom. IX, chapitre XXXVI :

« Lord Malmesbury, qui voulait arriver à des résultats réels, vit bien que la « négociation officielle n'aboutirait à rien, et chercha à amener des rapproche- « ments plus intimes. M. Maret, plus habitué que ses collègues aux usages « diplomatiques, s'y prêta volontiers; mais il fallut négocier auprès de Letour- « neur et de Pléville le Peley pour amener des rencontres au spectacle. Les « jeunes gens des deux ambassades se rapprochèrent les premiers, et bientôt « les communications devinrent plus amicales .. Lord Malmesbury fit sonder « M. Maret pour l'engager à une négociation particulière. Avant d'y consentir, « M. Maret écrivit à Paris pour être autorisé par le ministère français. Il le fut « sans difficulté, et sur-le-champ il entra en pourparlers avec les négociateurs « anglais. »

rait lieu le soir même entre M. Ellis et Pein. Dans cette entrevue, Pein déclara « que les opinions de Maret sur « tous les sujets politiques étaient très-différentes de « celles des autres plénipotentiaires, qu'il était l'ami « intime de Barthélemy (un des directeurs) qui l'avait « fait nommer un des commissaires pour traiter de la « paix avec l'Angleterre, que par conséquent ses sen- « timens ne pouvaient être douteux, car il était bien « connu que Barthélemy désirait sincèrement le réta- « blissement de la paix. » Pein ajouta que Maret n'avait pas grande confiance dans la bonne volonté du Directoire, mais que l'opinion publique était pour la paix, et que l'important était de gagner du temps.

Les communications secrètes s'établirent ainsi rapidement. Lord Malmesbury eut une preuve de l'intelligence qui régnait réellement entre Maret et Pein par un signe convenu entre eux. Maret prenait son mouchoir dans une poche, le passait sur sa figure, puis le remettait dans l'autre poche. Il y avait aussi des noms de convention dont lord Malmesbury se servait dans sa correspondance. Letourneur s'appelait *sir Gregory;* Pein, *Henri;* Maret, *William;* Talleyrand, *Edward.* Cette seconde négociation fut aussi cachée à la plus grande partie des membres du cabinet anglais. M. Pitt seul, avec lord Grenville, ministre des affaires étrangères, et M. Canning, en eurent connaissance. Cela était souvent fort embarrassant pour lord Malmesbury, obligé d'écrire deux dépêches, une pour ceux qui

étaient dans le secret, et l'autre pour le reste du cabinet.

A la même époque, il y eut un remaniement dans le ministère français. Pléville le Peley fut rappelé de Lille pour être fait ministre de la marine, et, ce qui était plus important, Delacroix, qui avait toujours manifesté des dispositions si peu conciliantes, fit place, dans le département des affaires étrangères, à Talleyrand [1]. Néanmoins le parti de la révolution et de la guerre dominait encore dans le Directoire, où Barras, Rewbell et Laréveillère-Lépaux formaient la majorité contre Carnot et Barthélemy. La lutte s'engageait de plus en plus entre eux et les Conseils. Barthélemy écrivait à Maret que Paris était *dans une crise abominable*, et, jusqu'à ce qu'on en fût sorti, il était difficile de négocier sérieusement. Aussi lord Malmesbury écrivait-il à Londres que le sort de la négociation dépendait bien moins des conférences de Lille que de ce qui pouvait survenir à Paris.

Barthélemy et Maret désavouaient les prétentions émises par le Directoire au sujet des engagements secrets avec l'Espagne et la Hollande. Pein montra à M. Ellis une lettre de Barthélemy dans laquelle il disait : « Comment, avec du sens commun, peut-on « insister sur un raisonnement aussi absurde, dans un

1. Nous devons faire observer que, si nous disons simplement Talleyrand, Maret, etc., c'est pour ne pas faire d'anachronismes, tout le monde, à l'époque dont il s'agit, s'appelant uniformément *citoyen*.

« temps où la paix nous est absolument nécessaire, et « où nous sommes sûrs de la faire glorieuse? Cependant cela est. Vous ne sauriez vous figurer la jalousie, « les sottes préventions de certaines gens. » C'est à Maret que cette lettre était adressée. M. Canning envoyait aussi à M. Ellis copie d'une petite note écrite par Talleyrand à un de ses amis d'Angleterre, M. Robert Smith, et qui disait :

« J'ai reçu aujourd'hui seulement le résultat des « conférences de Lille depuis vos dernières dépêches. « Il est vrai que je le connaissais un peu avant.

« Je suis prêt, et aujourd'hui je me mettrai en cam« pagne. Ce soir j'aurai une idée, sinon une résolution.

« J'ai bonne volonté, mais j'ai beaucoup à réparer « et à faire. Il faut prendre patience. Adieu. »

En même temps, l'agent secret protestait tellement des intentions pacifiques et de Maret et de Talleyrand et de Barthélemy, que les Anglais ne pouvaient s'empêcher d'y croire, et M. Ellis écrivait à Canning : « Sérieusement, ce Directoire est un corps si singulier, « et cette nation est une nation si étrange, que j'ai « encore des doutes; mais pourtant cette lettre con« tient des motifs raisonnables d'espérer. »

Les doutes de M. Ellis et ceux de lord Malmesbury n'étaient pas sans fondement, car, malgré leurs protestations et leur bonne volonté peut-être, les agents de la négociation secrète n'aboutissaient à aucun résultat positif. La lutte engagée à Paris ôtait toute sécu-

rité à leurs démarches. Le parti militaire paraissait prêt à se porter à toutes les extrémités. Le progrès de cette lutte est curieux à suivre dans les dépêches de lord Malmesbury : « D'après la position des deux « grands partis dans ce pays, écrivait-il à lord Gren- « ville, on pourrait croire que Paris doit être à ce « moment dans un état d'appréhension et d'alarme. « Tout au contraire, la plus grande dissipation y règne. « On dirait que la politique du Directoire est d'essayer « d'arracher les esprits de la nation à toute réflexion, « en lui donnant toute sorte d'amusements pour cap- « tiver soit son amour du plaisir, soit sa curiosité, et « la légèreté incurable des Français le sert beaucoup « en cette occasion. Il règne cependant une profonde « inquiétude parmi les hommes d'argent et les négo- « ciants sérieux. Ils redoutent la continuation de la « guerre, sachant bien que la seule ressource du pays « est un emprunt forcé... En fait, dans l'état présent « des partis, ils semblent avoir oublié qu'ils ont un « ennemi étranger. »

Le temps se passait ainsi dans des alternatives d'espérance et de découragement. M. Ellis avait avec Pein de nombreuses entrevues, dans lesquelles celui-ci faisait toujours bon marché du Directoire; mais rien de positif ne sortait de ces éternels pourparlers. Maret venait, au spectacle, trouver lord Malmesbury dans sa loge, il traitait fort légèrement la révolution, affectant de dire : *Du temps de la révolution*, ou bien :

Maintenant que la révolution est finie. Un autre jour, il disait de Delacroix que c'était *un jacobin effréné*, que le principe de ces gens-là était *de tout révolutionner à coups de canon, sans savoir le pourquoi.* Il disait aussi que, jusqu'à ce qu'il fût arrivé (Delacroix) au ministère, tous les anciens chefs de bureau du département des affaires étrangères étaient restés en place pendant tout le règne de la terreur, mais qu'il les avait destitués; que Talleyrand voulait replacer quelques-uns des anciens commis, Rayneval et d'autres.

En attendant, le Directoire faisait ses affaires. Il venait de porter un coup fatal à l'Angleterre en amenant le ministre de Portugal à conclure un traité séparé avec la France. Le traité stipulait, de la part de la cour de Lisbonne, le refus d'approvisionnements à la flotte anglaise, et l'exclusion des vaisseaux anglais, au delà d'un certain nombre, des ports portugais. L'Angleterre considérait ce traité comme contraire aux engagements du Portugal envers elle, et se déclarait prête à s'y opposer. Lord Grenville y vit une preuve manifeste de la fausseté des assurances du gouvernement français. M. Pitt ne pouvait guère considérer la chose sous un meilleur aspect; toutefois il ne désespérait pas encore entièrement, et il écrivait à lord Malmesbury : « Je sens la nécessité de faire une « halte; cependant j'avoue que je ne suis pas aussi « découragé que *certains autres*. Je crois que c'est un « jeu *naturel*, quoique *peu digne*, de la part de ceux

« avec qui nous négocions; mais je ne crois pas que, « si d'autres points pouvaient être réglés, cela dût « empêcher la paix. »

Mais lord Malmesbury lui-même avait perdu, cette fois, tout courage. L'affaire du Portugal l'avait tout à fait déconcerté, ainsi qu'on peut le voir dans cette lettre qu'il écrivait à M. Canning : « Vous verrez mes « lettres particulières à lord Grenville; elles parleront « pour elles-mêmes. J'ai senti toutes les horreurs de la « vilenie d'Aranjo (le ministre de Portugal) dès que « j'en ai eu connaissance; mais je désire je ne sais « comment que vous ne les sentiez pas là-bas, et que « vous laissiez à la Providence le soin de réparer cette « œuvre du diable; car je ne sais qui le pourra, si ce « n'est pas la Providence... Que faire si Sa Majesté « très-fidèle a déjà ratifié? Devenir fou comme elle! »

Lord Malmesbury voyait juste à la fin. Les affaires se gâtaient de plus en plus; tout dépendait de Paris, et Paris était dans le trouble et à la veille d'un changement que chacun pressentait. L'argent tenait une certaine place dans cette anarchie. Lord Malmesbury eut à ce sujet avec Maret une curieuse conversation que nous le laisserons raconter. « Comme il (Maret) « me lisait une lettre assez courte de Guiraudet, je le « vis en mettre une beaucoup plus grande dans sa « poche, qu'il en avait tirée en même temps. Il me dit « d'un air triste : « Ceci regarde mes affaires particu- « lières, qui sont très-dérangées par des vols qu'on

« m'a faits, tant chez l'étranger qu'en France. » Je dis que « je comptais bien que l'ambassade d'Angleterre « réparerait tout cela, » et, sans attendre sa réponse, « je m'étendis sur l'extrême importance d'avoir pour « cette ambassade une personne bien disposée et à « tête calme, une personne qui, comme lui, eût les « usages du grand monde, l'habitude des affaires, et « aussi fût sans préjugés. Je vis que cela lui faisait « plaisir. Il affecta de la modestie et de la défiance de « lui-même, mentionnant Talleyrand et Chauvelin « comme les hommes qu'il fallait. Je dis que Talley- « rand ne quitterait sûrement pas les fonctions qu'il « occupait, et que Chauvelin n'était pas en mesure. « Maret fut de cet avis, et il insinua que, s'il était de- « mandé, cela servirait sa nomination. Il me conta « alors toute l'histoire de ses deux voyages en Angle- « terre en 1792 et 1793, et ses rapports avec Lebrun[1]. « Il me dit que M. Pitt l'avait bien reçu, et que l'in- « succès de sa négociation pouvait être attribué au « gouvernement français, qui était décidé à la guerre; « que la grande et décisive cause de la guerre était « quelques vingtaines d'individus marquants et en « place qui avaient joué à la baisse dans les fonds, et « avaient porté la nation à nous déclarer la guerre. » « Ainsi, dit-il, nous devons tous nos malheurs à un « principe d'agiotage. »

1. Ministre des affaires étrangères en 92 et 93.

Il paraît que, dès le commencement de la négociation, un individu était venu trouver lord Malmesbury se disant envoyé par Barras, pour dire que, si le gouvernement anglais voulait lui donner (à Barras) 500,000 livres sterling (12,500,000 francs), il assurerait la conclusion de la paix. Lord Malmesbury, croyant que la proposition n'était pas autorisée par Barras, et craignant que ce ne fût un piége, n'y fit pas attention. Une autre proposition fut faite plus tard; lord Malmesbury la mentionne ainsi dans son journal : « Un M. Melville, de Boston en Amérique, refait cette « offre pour Barras. Il dit qu'il a fait la paix avec le « Portugal avec de l'argent (10 ou 12 millions) donné « au Directoire. Il nous propose 15 millions. Naturel- « lement son offre a été rejetée... Ellis l'a vu deux « fois. Il dit que Laréveillère-Lépaux ne prendrait pas « d'argent, mais que Barras et Rewbell en pren- « draient. »

Pendant que tout se préparait à Paris pour renverser les projets du parti de la paix, lord Malmesbury, bien que découragé, luttait encore avec une sorte d'amour-propre d'auteur. Lord Grenville, qui avait toujours été contraire à la négociation, voyait triompher ses prédictions, et entraînait insensiblement M. Pitt. Lord Malmesbury écrivait confidentiellement à M. Canning que, si on le laissait à Lille avec l'intention secrète de ne rien conclure, il préférait donner sa démission. « Cependant, disait-il, j'espère que je me trompe, et

« que le parti de la guerre dans le cabinet n'a pas *sur-*
« *pris la religion* du parti de la paix, que je ne serai
« pas appelé à faire des démarches pénibles, et que
« je pourrai continuer cette négociation avec la sécu-
« rité et la confiance que j'ai toujours ressenties en
« agissant sous la direction de M. Pitt. »

Et il écrivait encore : « Pour l'amour du ciel, em-
« pêchez que le seul homme en Angleterre, peut-être
« en Europe, qui, voyant juste, peut agir efficace-
« ment, soit entraîné à abandonner le principe qu'il
« a posé il y a deux mois. Qu'*il* ne se laisse pas abuser
« par de faux rapports sur un changement dans la
« situation et les sentiments de ce pays. »

Lord Malmesbury, comme on le voit, espéra jusqu'au dernier moment arriver à un résultat heureux; mais la nouvelle révolution depuis si longtemps imminente éclata à Paris, et le coup d'État du 18 fructidor vint détruire de fond en comble l'œuvre des négociateurs. Le plénipotentiaire anglais était très-exactement renseigné sur ce qui se passait à Paris, comme le prouvent les lettres qu'il recevait. Dans une de ces lettres, anonyme, et datée de Paris, le 17 fructidor, il était dit (en français) :

« Talleyrand est toujours persuadé que le Directoire
« fera la paix avec l'Angleterre, à peu près aux condi-
« tions déjà énoncées, pourvu que nous n'ayons pas ici
« auparavant une *explosion;* car s'il y en avait une,
« comme, vu le dénuement des forces des deux Con-

« seils et la non-formation de la garde nationale, la « victoire resterait presque certainement au Directoire, « qui a pour lui les nombreuses troupes de Paris et « des environs, les dispositions actuelles du Directoire « changeraient presque infailliblement relativement à « la paix avec l'Angleterre... Je vous donne pour cer- « tain que Rewbell et Barras se sont, il y a deux jours, « presque formellement déclarés à cet égard. Je tiens « de part sûre qu'ils ont dit que sans les tracasseries « des Conseils ils ne se montreraient pas si faciles pour « la paix avec l'Angleterre... Mais ne perdez pas de « vue que ce n'est qu'une hypothèse, dans le cas *où « il y aurait combat et triomphe pour eux;* car, tant « qu'il y aura lutte, ils persistent à croire que les deux « paix (avec l'Angleterre et avec l'Autriche) valent « mieux pour eux... Laréveillère, d'ailleurs, les y for- « cerait, comme il l'a fait pour Mantoue, en se joi- « gnant à Carnot et à Barthélemy pour ce seul objet, « car, lui, il croit la paix nécessaire avec l'Angleterre « et l'Autriche. Il préfère les cessions à la guerre. Vous « n'avez pas d'idée à quel point il est jaloux de l'hon- « neur de mettre son nom, comme président du Direc- « toire, au bas de la paix générale. Ces petits calculs « d'amour-propre influent souvent beaucoup sur la « destinée des États. Rewbell et Barras haïssent l'An- « gleterre comme un ennemi personnel, parce que « l'orgueil anglais est le seul qui n'ait pas ployé devant « le leur; les jacobins ont tous le même sentiment

« contre une puissance qui les a toujours molestés et « tourmentés...

« ..... Pendant que les Conseils baissent leur ton, « le Directoire en prend un plus audacieux que jamais. « Il parle avec une assurance qui annonce qu'il croit « la victoire certaine, s'il est attaqué, ou s'il se décide « à attaquer. Et, en effet, les trois directeurs n'ont « plus la moindre inquiétude sur le moment actuel. Ils « défient tout, ils bravent et provoquent partout; ils « ne placent que des hommes dévoués; ils destituent, « dans le militaire comme dans les administrations, « tous ceux sur lesquels ils ne comptent pas absolu- « ment; ils se sont déterminés à ne faire aucun cas de « toute opinion qui n'est pas celle de leur parti. Ils re- « doutent bien les journaux, qui sont presque tous « contre eux et pour les Conseils; mais ils ne laissent « pas pénétrer les journaux jusqu'aux armées, qui sont « aujourd'hui à leurs yeux tout le peuple français, et, « pour tâcher de contre-balancer cette influence des « journaux, ils commencent à multiplier les écrits et « surtout les placards en sens contraire, et mis à la « portée du vulgaire. Ils voudraient bien réchauffer « dans la multitude le fanatisme révolutionnaire, mais « jusqu'ici dans Paris (car c'est de là que tout dépend « et a dépendu depuis la révolution) la multitude, « sans appeler l'ancien régime, comme on le suppose « à tort, reste inerte et indifférente entre tous les « partis.

« Nous sommes, en un mot, dans une situation sous « plusieurs rapports pareille à celle qui précéda et sui- « vit le 31 mai, lorsque le parti qui avait pour lui l'im- « mense majorité nationale fut vaincu par la minorité « détestée, mais active, fanatique et résolue à tout. « S'il y avait un combat, le résultat serait le même « après des résistances qui ne seraient pas plus effi- « caces que l'insurrection départementale d'alors; la « différence est qu'au lieu du régime révolutionnaire, « nous aurions le régime militaire, qui serait aussi dur « mais moins sanglant, jusqu'à ce que la guerre civile « vînt à éclater entre les généraux divisés. »

Nous avons cité assez longuement cette curieuse lettre, parce qu'elle trace un tableau fidèle de la situation intérieure, et que les conséquences du coup d'État du 18 fructidor y sont prévues avec une grande justesse.

La nouvelle révolution de Paris fut, comme nous l'avons dit, fatale à la négociation. Maret et ses collègues furent rappelés et remplacés par Treilhard et Bonnier d'Alco. Après quelques pourparlers, les nouveaux commissaires demandèrent à lord Malmesbury s'il avait des pouvoirs suffisants pour stipuler la restitution à la république *et à ses alliés de toutes* les possessions conquises par l'Angleterre, et, sur sa réponse négative, ils lui signifièrent qu'il eût à se retirer dans les vingt-quatre heures vers sa cour pour aller chercher ces pouvoirs.

Lord Malmesbury quitta Lille le 18 septembre. Canning écrivait le 19 à un de ses parents cette courte note :

« Voulez-vous savoir de mauvaises nouvelles avant « tout le monde, sous la condition de n'en rien dire de « tout le jour?

« Sachez alors que j'ai appris ce matin que lord « Malmesbury et ses compagnons sont en route pour « revenir. Cette révolution maudite a déjoué nos bonnes « intentions pour cette fois. Elle ne les déjouera pas « finalement. »

Une dernière lettre confidentielle de Canning donnera une dernière preuve de la sincérité des assurances pacifiques de M. Pitt et de ses amis :

« Je suis très-occupé, écrivait Canning à son « oncle; il y a toute la correspondance de lord Mal- « mesbury à préparer pour la publication, afin de « prouver à tout le genre humain combien peu c'est « notre faute si nous n'avons pas la paix en ce mo- « ment. Nous en avons été à deux doigts (en anglais « *à un cheveu*). Rien que cette révolution maudite de « Paris, et l'arrogance sanguinaire, insolente, impla- « cable et ignorante du triumvirat, ont pu nous en « empêcher. Si le parti modéré avait triomphé, tout « aurait bien été, non-seulement pour nous, mais « pour la France, pour l'Europe, pour le monde. Tel « que cela est, si c'est une consolation, c'est pire pour « le monde en général, pour toute l'Europe, et surtout

« pour la France, que pour nous..... Ce n'est pas un « différend sur telles ou telles conditions, c'est une « détermination bien arrêtée de ces trois drôles de « directeurs (*scoundrelly directors*) de rejeter toute « chance de paix, qui a mis fin à la négociation. Rien « autre n'aurait pu le faire. »

Ce fut ainsi que les négociations pour la paix furent définitivement rompues. Il est inutile, il serait puéril de rechercher quel aurait pu être le cours des événements, *si* la France avait, à cette époque, fait la paix avec l'Angleterre. Ce genre d'hypothèses ne mène à rien; mais ce qui paraît clair et incontestablement acquis à l'histoire, c'est que ce fut le Directoire, ou du moins la portion révolutionnaire du Directoire, qui ne voulut pas faire la paix, et la paix la plus avantageuse que la France ait jamais eue à sa discrétion.

La vie publique et officielle de lord Malmesbury se termina avec cette mission. Il était dans la carrière depuis l'âge de vingt-quatre ans; mais vers sa cinquantième année sa surdité augmenta tellement, qu'il fut obligé de refuser toute fonction. Néanmoins il continua à vivre dans l'intimité de Pitt, de Canning, du duc de Portland et autres hommes éminents de ce parti; il était toujours consulté par eux quand il s'agissait de politique extérieure.

Il ne resta cependant pas étranger aux affaires intérieures de son pays. Son hôtel, situé dans Richmond-Gardens, était sur le chemin du parlement, et les

hommes politiques de son parti, les jeunes gens surtout, venaient en passant faire une visite au *vieux lion* (*old lion*), comme on l'appelait à cause de la profusion de ses cheveux blancs et de ses grands yeux brillants. La dernière partie de ses mémoires a un très-grand intérêt pour ceux qui connaissent et aiment l'histoire intime de la politique de l'Angleterre à cette époque; les détails de la grande et longue *intrigue* formée pour reporter M. Pitt au pouvoir la remplissent presque entièrement.

Pendant les dix dernières années de sa vie, lord Malmesbury tint un journal de ses pensées. Dans toute sa correspondance, surtout celle des premiers temps de sa carrière publique, il nous apparaît un peu comme un libre penseur, devenu assez philosophe dans le commerce de Frédéric, de Catherine, et des beaux esprits du XVIIIe siècle. Son petit-fils, l'éditeur de sa correspondance, cite les dernières paroles que son aïeul écrivit quinze jours avant sa mort, et y trouve l'expression d'un vif sentiment religieux. Néanmoins nous ne saurions y voir que l'inspiration d'une philosophie tranquille, convenable et bien réglée, une calme reconnaissance envers l'*Être suprême*, une sage résignation au moment de rejoindre *la terre, sa mère*. Voici, du reste, ce passage, qui nous paraît donner une juste idée du caractère essentiellement raisonnable et réfléchi de cet éminent diplomate:

« Tu as compté ta soixante-quatorzième année,

« ayant reçu la faveur de vivre plus longtemps qu'aucun « de tes ancêtres depuis 1606. Ton existence a été sans « grand malheur et sans aucune maladie aiguë, et telle « que tu dois en montrer une extrême reconnaissance. « Montre-la en louant et remerciant l'Être suprême, « et en te préparant à employer le reste de ta vie « sagement et discrètement. Ton premier pas sera « probablement le dernier. Ne cherche pas à en dif- « férer l'arrivée, et ne te lamente point sur sa proxi- « mité. Tu es trop épuisé, et d'esprit et de corps, « pour pouvoir servir ton pays, tes amis ou ta famille. « Tu as le bonheur de laisser tes enfants tranquilles et « heureux ; sois content de rejoindre ta mère, la terre, « avec calme et avec la résignation convenable. Tel « est ton devoir impérieux. *Vale.* »

Lord Malmesbury mourut le 20 novembre 1820, et ce ne fut qu'en 1844 et 1845 que son petit-fils donna la publicité à cette correspondance, aussi indiscrète qu'intéressante, dont nous avons fait connaître les plus curieuses parties.

VI.

MIRABEAU.

CORRESPONDANCE AVEC LE COMTE DE LA MARCK[1].

Mirabeau est mort au commencement de 1791, avant que la révolution eût commencé le tour du monde, et déjà, avec l'instinct du génie, il la regardait comme irrévocable. Déjà il écrivait, dans une des notes qu'il faisait remettre à la cour : « Le despotisme

1. Cet ouvrage contient la correspondance de Mirabeau pendant les trois dernières années de sa vie, et l'histoire complète de ses relations avec la cour. L'existence de ces pièces était connue ; quelques-unes avaient déjà été publiées ; mais la plupart étaient entièrement inédites. Elles étaient restées entre les mains du comte de La Marck, le serviteur dévoué de la reine Marie-Antoinette, et en même temps l'ami le plus fidèle de Mirabeau, celui qui recueillit ses dernières volontés et son dernier soupir. M. de La Marck est mort à Bruxelles en 1833, et il a, à son tour, légué à M. de Bacourt, ancien ministre plénipotentiaire, la tâche d'accomplir la promesse qu'il avait faite à Mirabeau mourant, et de compléter le travail qui paraît aujourd'hui.

Pour faire apprécier le caractère particulier et l'importance de ces documents, il nous suffira d'en raconter succinctement l'origine. Le prince Auguste d'Arenberg, second fils du duc d'Arenberg, et d'une des maisons princières les plus anciennes d'Europe, était, par sa mère, petit-fils du comte de La Marck, qui descendait en droite ligne du célèbre Sanglier des Ardennes. Il prit, après la mort de son aïeul, le titre de comte de La Marck, sous lequel il est connu dans les événements de cette époque. Il arriva à la cour de France au moment où l'archiduchesse Marie-Antoinette épousait le dauphin, depuis Louis XVI.

« est pour jamais fini en France. La révolution pourra « avorter, la Constitution pourra être subvertie, le « royaume déchiré en lambeaux par l'anarchie, mais « on ne rétrogradera jamais vers le despotisme. »

C'est peut-être là ce qu'il y a de plus remarquable dans la dernière partie de la carrière de Mirabeau,

Par sa naissance et par son rang il se trouva admis dans l'intimité de la famille royale; par sa qualité d'étranger et par sa grande fortune il se vit placé à la cour dans des conditions d'indépendance qui y étaient fort rares, et ne se trouva mêlé aux affaires que par suite du dévouement le plus désintéressé au roi et à la reine.

Le comte de la Marck avait avec Mirabeau les relations de l'amitié la plus intime longtemps avant que le grand tribun se rapprochât de la cour. Il servit donc d'intermédiaire naturel à ce rapprochement. Les relations des deux puissances, car Mirabeau en était une, s'établirent par lui et se continuèrent par lui jusqu'à la fin. Dans l'Introduction qui précède la publication des pièces, M. de La Marck a raconté toutes les phases de cette sorte de négociation. Lorsque l'accommodement eut été régulièrement conclu, Mirabeau fit passer presque tous les jours à la cour des Notes et des Mémoires sur la situation, des observations sur la marche de l'Assemblée, des plans et des conseils sur la conduite à tenir. Ce sont ces pièces que publie aujourd'hui M. de Bacourt, ainsi que la correspondance particulière de Mirabeau avec M. de La Marck et plusieurs autres personnages importants.

Les Notes et les Mémoires de Mirabeau lui étaient exactement rendus. Quelques mois avant sa mort, et déjà malade, il confia tous ses papiers à M. de La Marck. Il se remit néanmoins de cette première atteinte, et M. de La Marck lui rendit ses manuscrits. Mais, repris plus tard et se sentant perdu, il chargea son ami de rassembler de nouveau tous ses papiers et de les transporter secrètement chez lui. Trois jours après, le 2 avril 1791, il expira dans les bras du comte de La Marck.

On voit que personne n'a pu être mieux placé que ne l'était M. de La Marck, par sa position à la cour et par sa liaison avec Mirabeau, pour rendre aux faits dont il parle leur véritable caractère. L'homme distingué auquel il a légué la continuation et l'entier accomplissement de son œuvre s'est acquitté de cette tâche avec un succès qui n'est égalé que par l'extrême modestie avec laquelle il cherche à s'effacer. M. de Bacourt a accompagné la publication de ces trois volumes de notes et de commentaires qui exigeaient les connaissances historiques les plus étendues.

c'est ce ferme et inflexible bon sens avec lequel il accepte le fait accompli de la Révolution. En général, les grands pécheurs, quand ils se convertissent, se jettent d'un extrême à l'autre ; ils passent des excès de la licence à ceux de la pénitence. De même aussi ceux qui ont aimé la liberté avec le plus d'emportement la persécutent avec le plus de violence le jour qu'ils l'abandonnent, et lui font le plus cruellement expier les hommages qu'ils lui ont rendus. Mirabeau, et c'est là sa gloire, alors même qu'il entreprend d'arrêter et de combattre la révolution, ne l'insulte et ne la renie jamais. On peut, si l'on veut, en faire honneur à la sûreté et à la solidité de son jugement plus qu'à la sincérité et à l'honnêteté de ses principes, mais on est obligé d'admirer la force avec laquelle il se maintient sur le terrain déjà conquis, et le prend pour point de départ. Il disait souvent : « On ne sortira pas « de là sans un gouvernement comme en Angleterre. » Il n'avait rien de sentimental ni de romanesque dans l'esprit ; et la fameuse nuit du 4 août n'était à ses yeux qu'*une orgie*. Dès la première communication qu'il adresse au roi, il déclare hautement qu'il regarde une contre-révolution comme dangereuse et criminelle, et il dit : « Je serai ce que j'ai toujours été, le défenseur « du pouvoir monarchique réglé par les lois, et l'apôtre « de la liberté garantie par le pouvoir monarchique. »

Mirabeau voulait un gouvernement comme celui de l'Angleterre ; il avait trop de sens néanmoins pour ne

pas tenir compte des différences des deux pays. Il était de l'école historique de Richelieu; son système était de fortifier la royauté aux dépens de la noblesse et des parlements, de constituer une sorte de démocratie monarchique ou de monarchie démocratique sur les ruines des corps privilégiés. Il disait dans une note pour la cour :

« N'est-ce rien que d'être sans Parlement, sans pays « d'États, sans corps de clergé, de privilégiés, de no- « blesse? L'idée de ne former qu'une classe de citoyens « aurait plu à Richelieu. Si cette surface égale convient « à la liberté, elle facilite l'exercice du pouvoir. Le « point important serait de ne déployer la force pu- « blique que pour la nation, et non pour des individus, « et de tenir un si juste milieu entre les factieux et les « mécontents, que le parti national fût celui du roi. »

Ailleurs encore, il dit :

« J'ai toujours fait remarquer que l'anéantissement « du clergé, des Parlements, des pays d'États, de la « féodalité, des capitulations des provinces, des privi- « léges de tout genre, est une conquête commune à la « nation et au monarque. »

Voilà le langage que Mirabeau tenait constamment à la cour ; c'est une justice et même un hommage à lui rendre que jamais il ne chercha à dissimuler la vérité pour faire aimer ses services. Il voyait les dangers de la monarchie avec une impitoyable clairvoyance; et avant d'être mis en rapport avec le roi, il avait fait

remettre à Monsieur, comte de Provence, un Mémoire dans lequel nous trouvons ces mots que nous pourrions croire contemporains :

« Si Paris a une grande force, il renferme aussi de « grandes causes d'effervescence. Sa populace agitée « est irrésistible; l'hiver approche, les subsistances « peuvent manquer, la banqueroute peut éclater; que « sera Paris dans trois mois? Certainement un hôpital, « peut-être un théâtre d'horreurs..... Nous ne sommes « aujourd'hui que las et découragés; c'est le moment « du désespoir qu'il faut redouter. Les provinces ne « sont pas démembrées, mais elles s'observent les unes « les autres; une division sourde annonce des orages... « Une nation n'est en résultat que ce qu'est son travail. « La nation est désaccoutumée du travail...

« L'Assemblée nationale, si mal combinée dans son « principe, composée de parties si peu homogènes et « si laborieusement réunies, voit tous les jours dimi- « nuer la confiance dans ses travaux. Elle est entraînée « hors de ses propres principes par la funeste irrévo- « cabilité qu'elle a donnée à ses premiers décrets; et « n'osant ni se contredire ni revenir sur ses pas, elle « s'est fait un obstacle de plus de sa propre puis- « sance... Une sourde commotion se prépare, le corps « politique tombe en dissolution; il lui faut une crise « pour le régénérer; il lui faut une transfusion de sang « nouveau. »

Mirabeau conseillait au roi de quitter Paris, non pas

pour émigrer, mais pour aller s'établir dans une ville de province, à Rouen, par exemple, et de là faire appel à son peuple, et il disait dans cette même note :

« Paris engloutit depuis longtemps tous les impôts « du royaume, Paris est le siége du régime fiscal ab- « horré des provinces ; Paris a créé la dette ; Paris, « par son funeste agiotage, a perdu le crédit public et « compromis l'honneur de la nation. Faut-il aussi que « l'Assemblée nationale ne voie que cette ville et perde « pour elle tout le royaume ? Plusieurs provinces re- « doutent qu'elle ne domine l'Assemblée, qu'elle ne « dirige ses travaux. Paris ne demande que des opéra- « tions financières ; les provinces ne considèrent que « l'agriculture et le commerce. Paris n'en veut qu'à « l'argent ; les provinces demandent des lois..... Paris « est perdu si on ne le ramène pas à l'ordre, si on ne « le contraint pas à la modération. Ses consommations « le mettent à la merci du reste du royaume, et sa « perte inévitable serait dans la prolongation de sa « tyrannique anarchie. »

Ailleurs il dit :

« L'armée donne des instruments de brigandage à « quiconque voudra faire le métier de voleur en grand. « Mandrin peut devenir aujourd'hui le roi d'une et « même de plusieurs provinces... Je ne crois pas que « le trône, et surtout la dynastie, ait jamais couru un « plus grand danger. Sans doute il est encore des res- « sources.... Il ne faut pas croire que les provinces

« soient, je ne dis pas à la température de Paris (peut-« être sont-elles encore plus exaltées), mais à son im-« moralité profonde, à son mépris pour la propriété, à « son insatiable désir de tout bouleverser, de tout « prendre, de tout ravir. Enfin l'accès ne peut pas aller « plus loin, et par conséquent il y aura bientôt rémit-« tence à cette fièvre chaude, ou, ce qui revient à peu « près au même, complication de maladie, d'où résul-« tera la guérison ou la mort. »

Les plans que proposait Mirabeau auraient certainement amené une guerre civile: mais, loin de la craindre, il la regardait comme une épreuve salutaire. La guerre étrangère lui paraissait mortelle pour la royauté. « Je n'ai jamais cru, disait-il, à une grande révolution « sans effusion de sang, et je n'espère plus que la fer-« mentation intérieure, combinée avec les mouvements « du dehors, n'occasionne une guerre civile. Je ne sais « même si cette terrible crise n'est pas un mal néces-« saire. » Il répétait sans cesse au comte de La Marck qu'il craignait moins la guerre que les fureurs populaires; « car, disait-il, la guerre retrempe les âmes et « leur rend l'énergie que les calculs de l'immoralité « leur ont fait perdre. »

Mais c'étaient là des remèdes trop hardis, trop héroïques pour une société qui tombait en dissolution. Mirabeau, dévoré du besoin d'activité, et voyant chaque jour le danger grandir, disait vainement à son ami : « A quoi pensent donc ces gens-là? Ne voient-ils

« pas les abîmes qui se creusent sous leurs pas? »
D'autres fois, perdant courage en face de tant d'impuissance, il s'écriait : *Tout est perdu; le roi et la reine y périront, et, vous le verrez, la populace battra leurs cadavres.* Et il parlait déjà de la sorte en 1789. Certes, il n'épargnait pas les avertissements, même les plus effrayants; et c'est un spectacle des plus curieux et des plus saisissants que celui de cet homme d'action se désespérant au milieu de l'inertie générale. Il écrivait à la cour ces mots qui ressemblent au son du rappel dans les rues :

« Quatre ennemis arrivent au pas redoublé : l'impôt,
« la banqueroute, l'armée, l'hiver... La guerre civile
« est certaine et peut-être nécessaire. Veut-on la re-
« cevoir ou la faire?... Ce que je ne vois pas encore,
« c'est une volonté, et je répète que je demande à aller
« la déterminer, c'est-à-dire démontrer que hors de là,
« aujourd'hui même, il n'y a pas de salut; et si, par je
« ne sais quelle fatalité, on n'en convient pas, je suis
« réduit à déclarer loyalement que la société étant
« pour moi arrivée au terrible *sauve qui peut*, il faut
« que je pense à des combinaisons particulières. »

Dans cette note, Mirabeau, comme on peut le voir, sollicitait un entretien direct avec le roi et avec la reine. Il y avait chez lui une véritable impatience de voir de près la reine Marie-Antoinette, cette femme si séduisante et si attaquée, cette charmante et innocente victime de tant de calomnies. Les souvenirs du comte

de La Marck, souvenirs spontanés et désintéressés, sont peut-être la justification la plus complète que nous ayons jamais lue du caractère de Marie-Antoinette. L'Autrichienne, comme on l'appelait, s'était nationalisée; elle était devenue, qu'on nous passe le mot pour Marie-Antoinette, elle était devenue citoyenne française. Elle n'aimait pas, comme on l'a prétendu, à se mêler des affaires; elle ne s'en mêlait qu'à son cœur défendant. Transportée du sein d'une cour paisible au milieu d'un peuple en délire, elle tâchait d'oublier la révolution pour ne pas s'attrister. Le comte de La Marck dit, en parlant d'elle :

« L'entretien dura plus de deux heures sur un ton « de gaieté qui était naturel à la reine, et qui prenait « sa source autant dans la bonté de son cœur que dans « la douce malice de son esprit. Le but de mon au- « dience avait été presque perdu de vue; elle cher- « chait à l'écarter. Dès que je lui parlais de la révolu- « tion, elle devenait sérieuse et triste; mais aussitôt « que la conversation portait sur d'autres sujets, je « retrouvais son humeur aimable et gracieuse. Et ce « trait peint mieux son caractère que tout ce que je « pourrais en dire. En effet, Marie-Antoinette, qu'on « a tant accusée de se mêler des affaires publiques, « n'avait aucun goût pour elles. A une âme noble et « élevée elle joignait une promptitude de décision « et une énergie de volonté dont elle avait donné la « preuve dans plus d'une circonstance. C'était préci-

« sément cette force de résolution qui manquait à « Louis XVI; les ennemis de la royauté le ressentirent « de bonne heure, et ils dirigèrent toutes leurs attaques « contre celle dont ils redoutaient l'influence. »

En effet, cette irremédiable faiblesse du roi aurait paralysé tous les efforts faits pour sauver son trône, alors même que son trône aurait pu être sauvé. Ce malheureux prince était las de cette lourde royauté qu'il portait; il lui manquait la source de toute force, la foi; il ne croyait plus à la divinité de son droit. Son fidèle serviteur, le comte de La Marck, disait « que la « Providence s'était trompée en faisant de lui un roi, « à une époque comme celle de la Révolution fran- « çaise, tandis qu'il aurait été un roi constitutionnel « d'Angleterre excellent. » Il avait sincèrement abandonné tout ce que la Révolution lui avait pris, et ne songeait pas à le reprendre; et sous ce rapport, disait encore M. de La Marck, « Mirabeau était moins rési- « gné que lui. » Il y a, de Marie-Antoinette, une lettre admirable qu'elle écrivait au comte de Mercy-Argenteau, ambassadeur d'Autriche, dans laquelle elle exprime le peu de confiance qu'elle met dans le secours des étrangers et des émigrés, et elle ajoute :

« Voilà l'état déplorable où nous nous trouvons; « ajoutez à cela que nous n'avons pas un ami, que « tout le monde nous trahit, les uns par haine, les « autres par faiblesse ou ambition; enfin je suis ré- « duite à craindre le jour où on aura l'air de nous

« donner une sorte de liberté; au moins, dans l'état de « nullité où nous sommes, nous n'avons rien à nous « reprocher. »

Et elle ajoutait en parlant du roi :

« Vous connaissez la personne à laquelle j'ai affaire. « Au moment où on la croit persuadée, un mot, un « raisonnement, la fait changer sans qu'elle s'en doute... « Quel que soit le malheur qui me poursuit, je puis cé- « der aux circonstances, mais jamais je ne consentirai à « rien d'indigne de moi; c'est dans le malheur qu'on « sent davantage ce qu'on est. Mon sang coule dans « les veines de mon fils, et j'espère qu'un jour il se « montrera digne de Marie-Thérèse. Adieu. »

Cette irrésolution du roi, que déploraient Marie-Antoinette et le comte de La Marck, jetait Mirabeau dans des accès de colère et de découragement, et alors il répétait son terrible refrain : « A quoi pensent donc « ces gens-là? Vous verrez, vous verrez, la populace « battra leurs cadavres. » Il faut voir quels éclats de mépris lui échappaient contre tout l'entourage de la royauté, quand il écrivait au comte de La Marck :

« L'atmosphère du pays est toujours la même. Le « méphitisme de l'indécision et de la faiblesse, de l'en- « vie et de la mauvaise foi y corrompent, y salissent, « y dissolvent tout. Au Luxembourg, on a peur d'avoir « peur. Aux Tuileries, le roi est tout accoutumé, si ce « n'est pourtant qu'après avoir travaillé dix ans à bien « se loger à Versailles, on trouve maussade d'être mal

« logé ici. La reine reste dans son retranchement : *Je* « *ne me mêle.* Le général (Lafayette) est le plus heu- « reux et le plus immobile joueur de krebs qu'il y ait « au monde. Le duc de La Rochefoucauld est en ce « moment dans le prurit le plus effervescent de la gale « ministérielle. Le comte de Ségur songerait bien à « quelque chose, s'il n'avait pas son discours à faire « pour sa réception à l'Académie, et quelques pièces « fugitives à préparer pour le prochain *Almanach des* « *Muses.* M. Necker ne sait ni ce qu'il peut, ni ce qu'il « veut, ni ce qu'il doit. Quelle partie de dupes! quel « noble jeu de l'oie ! »

Et il terminait en disant : « Oh ! que je suis las et « ennuyé. »

Il devait l'être en effet. Il se comparait à Cassandre, avec ses prédictions inutiles. Il ne pouvait pas agir par lui-même; il ne pouvait que conseiller, et les fils qu'il voulait mettre en mouvement obéissaient à tous les souffles. « Il n'y a qu'une chose de claire, disait-il, « c'est qu'ils voudraient bien trouver, pour s'en servir, « des êtres amphibies qui, avec le talent d'un homme, « eussent l'âme d'un laquais. » Au milieu de cette collection de fragilités et d'impuissances, cet homme sans peur et sans scrupule ressemblait à un taureau fourvoyé dans une boutique de faïence. « Jamais, disait-il, « jamais des animalcules plus imperceptibles n'essayè- « rent de jouer un plus grand drame sur un plus vaste « théâtre. Ce sont des cirons qui imitent les combats

« des géants... Oh ! quelles balles de coton ! quels tâ-
« tonneurs ! quelle pusillanimité ! quelle insouciance !
« quel assemblage grotesque de vieilles idées et de
« nouveaux projets, de petites répugnances et de dé-
« sirs d'enfants, de volontés et de *nolontés*, d'amours
« et de haines avortés ! » Et il disait encore dans une autre lettre non moins désespérée :

« Nous jouons à colin-maillard, et le résultat de la
« partie me paraît entièrement indevinable. Quant à
« moi, je reste immobile autant que je le puis, parce
« que je me suis dit souvent qu'un homme qui, mar-
« chant dans la nuit, voit éteindre son flambeau, doit
« s'arrêter jusqu'à ce que la lumière revienne. Mais
« vous sentez que l'immobilité ne peut être que rela-
« tive, et qu'il est impossible, dans notre état de
« choses, de n'être pas compromis par la seule faculté
« d'exister. »

De ce mépris universel Mirabeau n'exceptait qu'une seule personne, la reine Marie-Antoinette. Il n'avait confiance qu'en ellê et dans son courage viril. Il disait d'elle ce mot superbe : « Le roi n'a qu'un seul homme,
« c'est sa femme. » Et il ajoutait dans une de ses notes : « Le moment viendra bientôt où il faudra
« essayer ce que peuvent une femme et un enfant à
« cheval ; c'est pour elle une méthode de famille. » L'entrevue de Mirabeau avec la reine a été diversement racontée ; elle a servi de texte à l'histoire et au roman. Le récit qu'en fait M. de La Marck est proba-

blement le plus sincère et le plus vrai. Cette entrevue n'eut rien du caractère romanesque et théâtral que lui prêtent les Mémoires du temps. Madame Campan raconte que la reine aborda Mirabeau en lui disant : « Auprès d'un homme ordinaire... je ferais en ce mo- « ment la démarche la plus déplacée, mais quand on « parle à un Mirabeau, etc... » M. de La Marck est plus près de la prose, et sans doute de la réalité. Mirabeau était pour le roi et pour la reine une sorte d'être à part. Cet homme fameux par son génie et par ses désordres, qui avait rempli la France des éclats de sa voix et du scandale de ses débordements, était à leurs yeux une espèce de monstre révolutionnaire. Nul plus que lui n'avait déchaîné le génie de la liberté qui s'appelait alors la révolution; c'était lui, par-dessus tous, qui avait ouvert cette boîte de Pandore d'où s'étaient échappées la terreur et l'anarchie. Ils ne se servaient de lui qu'avec épouvante, et il ne faut pas s'étonner que la reine, qui avait tant de fois entendu ce nom fatal de Mirabeau retentir à ses oreilles, ne vît qu'en tremblant *le monstre lui-même*. La vérité est qu'elle eut peur. M. de La Marck ne dit point ce qui se passa dans cette entrevue mystérieuse à laquelle assistait aussi le roi; mais il revit ensuite la reine, et voici ce qu'il dit :

« Elle me parla ensuite de la première impression « qu'avait faite sur elle l'apparition de Mirabeau. Il y « avait à peine neuf mois qu'on lui avait dépeint cet

« homme comme un monstre farouche dirigeant une « bande de brigands venus à Versailles pour l'assas- « siner. Elle se rappelait ses gardes égorgés en la dé- « fendant, son palais envahi par des scélérats qui « demandaient sa tête, et involontairement le souvenir « de Mirabeau, dominant toute cette scène, lui reve- « nait à la mémoire. Quelque persuadée qu'elle fût « déjà de son erreur à cet égard, des impressions aussi « profondes s'effacent difficilement, et la reine m'avoua « qu'au premier moment où elle revit Mirabeau, un « mouvement d'horreur et d'effroi s'empara d'elle, et « elle en fut tellement agitée qu'elle en ressentit plus « tard une légère indisposition.

« Quant à Mirabeau, il ne me parlait que de l'agré- « ment de cette entrevue. Il était sorti de Saint-Cloud « enthousiasmé. La dignité de la reine, la grâce répan- « due sur toute sa personne, son affabilité lorsque, « avec un attendrissement mêlé de remords, il s'était « accusé lui-même d'avoir été une des principales « causes de ses peines, tout en elle l'avait charmé au « delà de toute expression. Cette conférence lui inspira « un nouveau zèle et augmenta encore son ardeur à « réparer ses torts. Rien ne m'arrêtera, me dit-il; je « périrai plutôt que de manquer à mes promesses. »

Cette admiration de Mirabeau pour la reine ne se démentit plus, et parfois elle s'exprimait en des termes d'une tendresse chevaleresque. On avait fait revenir à Paris madame de Lamothe, celle de l'affaire du collier

pour ressusciter cette ancienne abomination, et c'est à ce propos que Mirabeau écrivait :

« Il est impossible de s'exagérer le sentiment de « dévouement audacieux que produit en moi la dé- « couverte de tant d'iniquités et de perfidies ; et si « j'indique d'autres provocateurs, c'est que le bruit « vague de mes liaisons plaiderait irrésistiblement « contre moi, parlant le premier ; mais on ferait à la « fois la plus cruelle injure à moi et le plus pitoyable « mécompte dans cette affaire, si l'on doutait que je « périrai sur la brèche dans une telle affaire et dans « tout ce qui touchera l'auguste et l'intéressante victime « que convoitent tant de scélérats. »

Il devait périr, en effet, sur cette brèche, car nul bras humain n'était désormais assez fort pour la couvrir et pour arrêter l'assaut général. Assurément

Si Pergama dextrâ
Defendi possent, etiam hâc defensa fuissent ;

mais il n'était pas au pouvoir d'un mortel de dire à la révolution : Tu n'iras pas plus loin. Il était trop tard. Dans cette *Correspondance*, il y a un double spectacle : celui de l'ancienne société luttant vainement contre sa dissolution, et celui de Mirabeau lui-même se débattant sous le poids de son propre passé. Ce second tableau est presque aussi intéressant que le premier.

La jeunesse vicieuse et fameuse de Mirabeau pesait sur

toute sa vie comme le péché originel pèse sur la race humaine; cet homme si fort et si vaillant succombait à la fois et sous sa renommée et sous sa conscience; quand il voulait changer de route, les spectres de ses premiers désordres se levaient devant lui et lui barraient le passage; c'était alors qu'il désespérait de lui-même et s'écriait douloureusement : « Ah ! que l'immoralité de ma jeunesse fait de tort à la chose publique ! » Nous avons dit l'effroi, l'espèce d'horreur superstitieuse que Mirabeau inspirait à la cour, surtout à cette délicate et aimable Marie-Antoinette. Mirabeau était devenu une légende; c'était le diable qui trahit sa présence par l'odeur du soufre et qui écrit sur les murs avec du phosphore. A cette sorte de terreur qu'il inspirait se joignait une violente répulsion morale. Dans les premiers temps que le comte de La Marck essaya de le rapprocher de la cour, la reine lui répondit : « Nous ne serons jamais assez malheureux, je pense, pour être réduits à la pénible nécessité de recourir à Mirabeau. » On voit, dans toutes les relations, dans toutes les démarches de Mirabeau, qu'il rencontrait malheureusement partout ce même sentiment, auprès de M. de Lafayette comme auprès de la reine; et c'est un spectacle douloureux que d'assister à cette expiation dont la sévérité même le rejetait dans ses anciennes voies. Il avait la conscience de sa valeur, il se sentait supérieur à ceux devant lesquels il était forcé de s'humilier. « Le temps est

venu, disait-il, où il faut estimer les hommes d'après ce qu'ils portent dans ce petit espace, sous le front, entre les deux sourcils. » Mais cette fatale déconsidération, contre laquelle il se heurtait à chaque pas, l'empêchait d'être ou tout au moins de paraître au premier rang. Cela se voit bien, par exemple, dans ses rapports avec M. de Lafayette. Par l'intelligence, par la volonté, par le génie enfin, très-inférieur à Mirabeau, M. de Lafayette avait sur lui ce suprême avantage, l'honnêteté. Mirabeau raillait impitoyablement, avec autant d'esprit que de justesse, l'irrésolution, la faiblesse et l'incurable vanité de l'homme qu'il avait surnommé *Gilles César;* mais il était forcé de reconnaître l'ascendant de la vertu et d'une bonne renommée. Ainsi, dans le temps que le roi avait désiré qu'il se fît un rapprochement entre ces deux influences, Mirabeau écrivait à M. de Lafayette :..... « L'estime que je porte à vos vertus privées est heu-« reusement d'accord avec cette fatalité inouïe qui « vous a irrévocablement lié, dans une époque si mé-« morable, aux destinées de la France. » Et plus tard il lui écrivait encore, dans un langage où la fierté blessée se venge, peut-être sans le vouloir, par une poignante ironie :

« Que faisons-nous, monsieur le marquis? Rien, « nous laissons faire. Et dans quelle époque? avec « quels adversaires? lorsque chaque tourbillon parti-« culier, appelé département, district, municipalité,

« s'élance dans notre système, et que la rapidité de « chacun d'eux est accélérée chaque jour par des évé- « nements fortuits, par la contagion de l'exemple, « par la canicule, par les hommes les plus actifs, « les plus pervers et les plus tenaces que recèle ce pays.

« Parmi beaucoup de frères d'armes, vous avez « quelques amis (moins que vous ne croyez) ; parmi « beaucoup de salariés, vous avez peu de serviteurs ; « mais je ne vous connais ni un conseil sévère, ni un « agent distingué. Pas un de vos aides de camp de « confiance n'est sans mérite militaire ; vous recom- « menceriez une fort belle guerre d'Amérique avec « eux. Pas un de vos amis n'est sans valeur et sans « vertu, ils honorent tous votre réputation de citoyen « privé ; mais pas un de ceux-là ne connaît les hommes « et le pays, pas un de ceux-ci ne connaît les affaires « et les choses. Monsieur le marquis, notre temps, « notre révolution, nos circonstances ne ressemblent à « rien de ce qui a été ; ce n'est ni par l'esprit, ni par la « mémoire, ni par les qualités sociales qu'on peut se « conduire aujourd'hui ; c'est par les combinaisons de « la méditation, l'inspiration du génie, la toute-puis- « sance du caractère... Ce qui me reste à dire devien- « drait embarrassant si j'étais, comme tant d'autres, « gonflé de respect humain, cette ivraie de toute vertu ; « car ce que je pense et veux vous déclarer, c'est que « je vaux mieux que tout cela, et que borgne peut- « être, mais borgne dans le royaume des aveugles, je

« vous suis plus nécessaire que tous vos comités réunis...
« Oh ! monsieur de Lafayette ! Richelieu fut Richelieu
« contre la nation et pour la cour, et quoique Richelieu
« ait fait beaucoup de mal à la liberté publique, il a
« fait une assez grande masse de bien à la monarchie.
« Soyez Richelieu sur la cour pour la nation, et vous
« referez la monarchie en agrandissant et consolidant
« la liberté publique. Mais Richelieu avait son capucin
« Joseph ; ayez donc aussi votre Eminence grise, ou
« vous vous perdrez en ne nous sauvant pas. Vos
« grandes qualités ont besoin de mon impulsion, et
« mon impulsion a besoin de vos grandes qualités.....
« Ah ! vous forfaites à votre destinée ! »

Hélas ! cette « réputation de citoyen privé, » ces « qualités sociales » auxquelles Mirabeau rendait un si amer hommage, étaient précisément ce qui lui manquait. Il le comprenait, et c'était sa plus dure expiation. Il sentait en lui des forces immenses, et la volonté de les appliquer au bien, mais il ne pouvait plus inspirer la confiance ; et alors, se voyant méconnu et injustement outragé, le sentiment de la révolte entrait dans son cœur avec la colère. Dans une autre lettre à M. de Lafayette il disait :

« J'ai beaucoup de dettes, et c'est la meilleure ré-
« ponse que les événements puissent faire aux confa-
« bulations des calomniateurs. Mais il n'est pas une
« action dans ma vie, et même parmi mes torts, que je
« ne puisse établir de manière à faire mourir de honte

« mes ennemis, s'ils savaient rougir. Croyez-moi, mon-
« sieur le marquis, si ce n'est qu'ainsi qu'on veut m'ar-
« rêter, ma course n'est pas finie, car je suis ennuyé
« plutôt que las, et las plutôt que découragé ou blessé,
« et si l'on continue à nier le mouvement, pour toute
« réponse je marcherai. »

Le vrai Mirabeau est là. On l'exaspérait par l'outrage, on aurait pu le dominer par la générosité. C'était un homme de tempérament, largement accessible aux bonnes comme aux mauvaises passions; un de ces hommes qui forcent les portes de la société quand on veut les leur fermer, mais qui, pour nous servir d'une expression familière, sont aisément pris par les sentiments. M. de La Marck l'avait compris ainsi; il avait deviné l'or dans l'alliage, et ce qu'il y avait de noblesse et de grandeur natives dans cette nature altérée et corrompue par le siècle. M. de La Marck était, lui aussi, plein de délicatesse et d'honneur, et en même temps il était exempt de vanité et de pruderie; il était, dans le vrai sens du mot, un galant homme, et il avait la bonté comme la vertu du cœur. Il voyait une bonne et belle œuvre à faire dans ce que nous pourrions appeler la rédemption de Mirabeau. L'histoire des relations de cet homme de bien et de cet homme de génie a quelque chose de touchant. Par sa grande naissance, par sa grande fortune, par son entière indépendance, M. de La Marck était en dehors et au-dessus de tous les partis. Il ne voulait que le salut

de la reine, du roi et de la société, et Mirabeau lui paraissait devoir en être l'instrument ; et à ce désir de sauver la chose publique se joignait l'attrait de relever de sa chute une forte et noble créature. Il y a dans cette sollicitude clémente et sympathique de M. de La Marck à l'égard de Mirabeau quelque chose qui nous rappelle l'amitié de Tiberge pour le chevalier Desgrieux, ou, mieux encore, la parabole de l'enfant prodigue. La première fois que M. de La Marck se rencontra avec Mirabeau, c'était à un dîner, et voici l'impression qu'il garda de son apparence extérieure :

« Il avait une stature haute, carrée, épaisse. La tête, « déjà forte bien au delà des proportions ordinaires, « était encore grossie par une énorme chevelure bou- « clée et poudrée. Il portait un habit de ville dont les « boutons, en pierre de couleur, étaient d'une gran- « deur démesurée; des boucles de souliers également « très-grandes. On remarquait enfin, dans toute sa « toilette, une exagération des modes du jour qui ne « s'accordait guère avec le bon goût des gens de cour. « Les traits de sa figure étaient enlaidis par des mar- « ques de petite vérole. Il avait le regard couvert, mais « ses yeux étaient pleins de feu. En voulant se mon- « trer poli, il exagérait ses révérences; ses premières « paroles furent des compliments prétentieux et assez « vulgaires. En un mot, il n'avait ni les formes ni le « langage de la société dans laquelle il se trouvait, et « quoique par sa naissance il allât de pair avec ceux

« qui le recevaient, on voyait néanmoins tout de suite « à ses manières qu'il manquait de l'aisance que donne « l'habitude du grand monde. »

La liaison de M. de La Marck et de Mirabeau se resserra à l'Assemblée des États-Généraux dont ils faisaient partie tous les deux. « Avec un aristocrate « comme vous, disait Mirabeau, je m'entendrai tou- « jours facilement. » Mais, nous l'avons dit, il rencontrait ailleurs une répulsion insurmontable, et alors il s'en irritait et disait : « Quelle position m'est-il donc « possible de prendre? Le gouvernement me repousse « et je ne puis que me placer dans le parti de l'oppo- « sition, qui est révolutionnaire, ou risquer de perdre « ma popularité qui est ma force. Les armées sont en « présence, il faut négocier ou se battre; le gouverne- « ment, qui ne fait ni l'un ni l'autre, joue un jeu très- « dangereux. »

Si M. de La Marck cherchait à rattacher Mirabeau à la cour, il est juste de dire que Mirabeau, de son côté, s'y prêtait assez volontiers. A l'Assemblée et dans le monde, il jetait en passant à M. de La Marck des mots significatifs ; il lui dit un jour à voix basse en le quittant : « Faites donc qu'au château on me sache « plus disposé pour eux que contre eux. » Il était impatient et besoigneux; il avait besoin d'action et besoin d'argent. Il était noble, et il voulait vivre l'égal de ses égaux, et ses affaires particulières étaient dans un profond désordre. Il n'avait pas de quoi payer son laquais,

et il mettait ses effets au Mont-de-Piété. Les embarras d'argent, les dettes criardes l'arrêtaient à chaque pas. « Je suis, écrivait-il, étouffé d'embarras subalternes « qui, dans leur masse, font une assez grande résis- « tance; et le plus indépendant des mortels, une fois « mes affaires assurées, je ne voudrai être que l'homme « de la nature... » Un jour il vint chez M. de la Marck, l'air assez embarrassé, et lui dit : « Je ne sais où donner « de la tête, je manque du premier écu, prêtez-moi « quelque chose. » M. de La Marck lui prêta un rouleau de cinquante louis. En rapportant cette scène, il ajoute :

« Le léger service que je venais de lui rendre me « donnait quelque droit d'entrer avec lui dans des dé- « tails sur sa position pécuniaire, et j'acquis ainsi la « certitude que cet homme, que tout le monde repré- « sentait comme vénal, n'avait jamais sacrifié aucun « principe pour de l'argent. Il avait dénoncé l'agiotage « dans des brochures qui ne lui rapportaient presque « rien, lorsque les agioteurs lui offraient des sommes « considérables pour obtenir de lui d'écrire en leur fa- « veur, ou du moins pour acheter son silence. Et ce- « pendant, au moment où il refusait leurs offres, il « envoyait au Mont-de-Piété tout ce qu'il possédait « d'effets... Il reçut, il est vrai, de l'argent du roi, mais « pour sauver le roi lui-même, et non comme le prix « du sacrifice de ses opinions. C'était au contraire pour « être en état de leur donner plus de développement

« et de force; car à travers toutes les déclamations « démocratiques de Mirabeau, l'observateur peut voir « qu'au fond de sa pensée il était plus monarchique « que les ministres mêmes du roi. »

Dans toutes ces affaires d'argent, le jugement de l'histoire ne peut être aussi clément pour Mirabeau que celui que nous venons de citer. Aussi aime-t-on à laisser parler M. de La Marck, car il vaut toujours mieux voir l'humanité par son bon que par son mauvais côté. M. de La Marck, d'ailleurs, comme font toutes les âmes généreuses, s'attachait à Mirabeau par les services mêmes qu'il lui rendait, il trouvait « qu'il y « avait de puissantes ressources dans le cœur d'un tel « homme », et il disait encore :

« Dans plusieurs circonstances, lorsque je fus irrité « de son langage révolutionnaire à la tribune, je m'em- « portai contre lui avec beaucoup d'humeur... Eh « bien! je l'ai vu alors répandre des larmes comme « un enfant, et exprimer sans bassesse son repentir « avec une sincérité sur laquelle on ne pouvait se « tromper. Il faut avoir eu avec un pareil homme des « relations aussi suivies et aussi intimes que les miennes « pour connaître tout ce que la pensée a de plus élevé « et le cœur de plus attachant. Aussi, je l'avoue, il me « faisait oublier tous les torts de sa vie lorsque quel- « quefois il s'écriait, avec un accent pénétrant : Ah! « que l'immoralité de ma jeunesse fait de tort à la « chose publique!... »

Cependant, en face des dangers croissants de la monarchie, la cour commençait enfin à comprendre l'avantage de s'assurer un tel défenseur.

L'histoire des relations de Mirabeau avec la cour est très-complète dans la correspondance. C'est évidemment la version la plus exacte qui paraîtra jamais de ces faits si controversés. On a vu que, d'après les conversations et les avances indirectes de Mirabeau, M. de La Marck devait avoir acquis la conviction qu'il se rapprocherait volontiers de la cour. Aussi dès qu'il en eut reçu l'autorisation, il ne perdit point de temps pour lui faire des ouvertures directes. « L'effet, dit-il, que « cette ouverture produisit sur son amour-propre ne « m'échappa pas; je vis cet homme, qui se croyait, « et avec raison, si haut placé au-dessus des autres, « soumis néanmoins à cette sorte de magie que peu- « vent exercer les personnes royales lorsqu'elles savent « se montrer bienveillantes. » Mais ce fut bien autre chose quand Mirabeau apprit que le roi allait se charger de payer ses dettes! Ici nous laisserons parler M. de La Marck :

« Il me montra la liste complète de ses dettes. Il y « en avait dont le titre était au moins burlesque, et qui « attestaient trop bien les vicissitudes d'une vie si tris- « tement agitée ; par exemple ses habits de noce étaient « encore à payer. Le total, y compris les 400 louis « qu'il avait reçus de moi, se montait à 208,000 fr. « Pour un homme qui était appelé à recueillir plus de

« 50,000 liv. de rente en terres, on voit qu'il lui aurait « été facile de se libérer, s'il avait eu le loisir de soi- « gner ses affaires. Je mis la liste de côté, et nous par- « lâmes d'autre chose ; mais comme je me taisais sur « ses dettes, il ramena bientôt la conversation sur ce « sujet et dit : « Elles sont trop considérables pour « qu'on puisse les payer ; mais, mon ami, faites ce « que vous pourrez pour que je puisse au moins comp- « ter sur cent louis par mois. » Je le rassurai sur ce « point, convaincu comme je l'étais que le roi ne pour- « rait trouver cette demande exorbitante...

« Le roi me rendit l'original de la lettre de Mirabeau « en me disant : « Vous la garderez, ainsi que ces « quatre billets de ma main, chacun de 250,000 liv. « Si, comme il le promet, M. de Mirabeau me sert « bien, vous lui remettrez, à la fin de la session de « l'Assemblée nationale, ces billets, pour lesquels il « touchera un million. D'ici là, je ferai payer ses dettes, « et vous déciderez vous-même quelle est la somme « que je dois lui donner chaque mois pour pourvoir à « ses embarras présents. »

« Je répondis que je croyais que 6,000 liv. par mois « le satisferaient. « C'est bien, dit le roi, je le ferai « très-volontiers. » ... Je ne tardai pas à voir le comte « de Mirabeau. Je lui annonçai qu'il recevrait 6,000 liv. « par mois, et que toutes ses dettes, jusqu'à la con- « currence de 208,000 liv., seraient payées. Enfin, en « lui disant que le roi, très-satisfait des sentiments

« exprimés dans la lettre qu'il lui avait adressée, se « reposait avec confiance sur le zèle qu'il y promettait, « je lui montrai et l'original de cette lettre, qui devait « rester entre mes mains, et les quatre billets de « 250,000 liv. chacun que je devais également con- « server... Mirabeau laissa éclater une ivresse de bon- « heur dont l'excès, je l'avoue, m'étonna un peu, et « qui s'expliquait cependant assez naturellement, d'a- « bord par la satisfaction de sortir de la vie gênée et « aventureuse qu'il avait menée jusque-là, et aussi par « le juste orgueil de penser qu'on comptait enfin sur « lui. »

Le million dont il est ici question ne fut jamais touché par Mirabeau, puisqu'il mourut avant le terme de la session; et, après sa mort, les quatre billets furent rendus au roi par M. de La Marck. Délivré du fardeau de ses dettes et de tout ce qu'il appelait ses embarras subalternes, Mirabeau se rejeta avec autant d'imprudence que d'emportement dans le luxe et le plaisir. Sans se soucier des bruits auxquels devait donner lieu le changement subit de sa fortune, il reprit un valet de chambre, un cuisinier, un cocher, des chevaux, et tout son ancien train. Au milieu de ce tourbillon, il travaillait avec une activité et une énergie incomparables, et les Mémoires qu'il adressait à la cour témoignent de sa merveilleuse fécondité.

Toutefois, il se sentait souvent découragé en voyant dédaigner ses plus prophétiques et ses plus sinistres

avertissements. « A quoi bon, disait-il, puisqu'on ne « m'écoute pas? » La cour l'avait mal compris; elle avait voulu le payer plus encore pour prévenir son hostilité que pour se servir de son concours; on le laissait, selon son expression, sous la remise, tandis qu'il ne demandait qu'à agir. Mais on n'avait pas confiance en lui; il appartenait trop à la révolution, et il y retombait souvent sans le vouloir, par instinct, par entraînement, par besoin. Il était artiste en même temps que révolutionnaire; il aimait passionnément les effets d'éloquence, et le mot de liberté était alors, comme toujours, le plus séduisant, le plus harmonieux et le plus euphonique de tous les mots de la langue humaine. M. de La Marck lui-même était perpétuellement alarmé par ce besoin d'action et de domination qu'il lui connaissait. Il était question de l'envoyer à Marseille pour y organiser le parti monarchique, mais M. de La Marck avait peur qu'il ne fût entraîné dans le courant contraire, et il lui écrivait : « Quand vous serez à Marseille, je craindrais que, plu- « tôt que d'être vaincu, vous ne vous fissiez le chef du « parti le plus fort. » C'est qu'il lui était arrivé plusieurs fois, en effet, de s'en aller à l'Assemblée pour défendre la monarchie, et, une fois à la tribune, de proclamer que la révolution et la cocarde tricolore feraient le tour de l'Europe. Le bruit des assemblées lui montait à la tête, la tribune lui donnait le vertige; c'était une atmosphère qui, pour ainsi dire, le grisait.

Et alors, malgré ses résolutions, malgré ses serments, sa fougueuse nature l'emportait et son sang révolutionnaire bouillonnait. Et puis le parti royaliste, qui n'était pas au courant de ses relations avec la cour, voyait toujours en lui son ancien ennemi, et l'accablait d'apostrophes; de sorte qu'il disait absolument le contraire de ce qu'il était venu pour dire. C'est après une de ces scènes qu'il écrivait à M. de La Marck :

« ..... Quoi! ces stupides coquins, enivrés d'un succès de pur hasard, vous offrent tout platement la « contre-révolution, et l'on croit que je ne tonnerai pas! « En vérité, mon ami, je n'ai nulle envie de livrer à « personne mon honneur et à la cour ma tête. Si je « n'étais que politique, je dirais : « J'ai besoin que ces « gens-là me craignent. » Si j'étais leur homme, je di- « rais : « Ces gens-là ont besoin de me craindre. » Mais « je suis un bon citoyen, qui aime la gloire, l'honneur « et la liberté avant tout, et certes, messieurs du ré- « trograde me trouveront toujours prêt à les foudroyer. « Hier, j'ai pu les faire massacrer; s'ils continuaient « sur cette piste, ils me forceraient à le vouloir, ne « fût-ce que pour le salut du petit nombre d'honnêtes « gens d'entre eux.

« En un mot, je suis l'homme du rétablissement de « l'ordre, et non d'un rétablissement de l'ancien ordre. « Vous avez une manière très-simple de vous tirer de « l'embarras dont vous me parlez, et que je ne com-

« prends pas bien : c'est de montrer mon billet. *Vale*
« *et me ama.* »

Un des intermédiaires entre la cour, M. de La Marck et Mirabeau, était M. de Fontanges, archevêque de Toulouse, et très-dévoué à la reine. Ce fut à lui que M. de La Marck remit ce billet. Le pauvre archevêque se signa probablement en le lisant, et dut regarder ce langage comme celui de l'Antéchrist ; et il répondit à M. de La Marck :

« Je vous renvoie le billet du comte de Mirabeau ; je « vous avoue qu'il me fait horreur. S'il ne prouve pas « ce qu'il pense, il fait voir jusqu'où peut aller son ima- « gination lorsqu'il est dans ce que vous appelez si bien « ses *par-delà*. Je crois que pour sa gloire vous devez « brûler ce billet, ou plutôt le conserver pour lui faire « honte d'un pareil écart, lorsque le sang-froid lui sera « revenu. Ce n'est pas une petite tâche que d'entre- « prendre de tempérer un caractère aussi bouillant ; « je vous avoue que je le fuirais à cent lieues si mon « dévouement et ma fidélité ne me retenaient. »

L'horreur de l'archevêque se comprend bien, et c'était sans doute après ces sorties furieuses que Mirabeau, grondé par M. de La Marck, pleurait comme un enfant. Mais M. de La Marck lui pardonnait parce qu'il l'aimait, parce qu'il lui connaissait ce qu'on appelle « un bon cœur. » Il était en effet accessible à toutes les passions chaleureuses. On sait s'il l'était à l'amour ; il l'était aussi à la tendresse dans l'amitié. Au

milieu de ces trois volumes de notes et de correspondances, on découvre un petit billet de nouvelle année, une lettre de jour de l'an, que Mirabeau écrivait à M. de La Marck. Nous la citons, parce qu'on aime à retrouver dans ces cœurs agités par les intérêts du monde, et qui sont pour ainsi dire la proie de la chose publique, on aime à retrouver la corde toujours vivante de la sensibilité.

« Paris, le 2 janvier 1790.

« Voilà, mon cher comte, la date de l'année chan-
« gée ; mais entre les grands et immortels événements
« qui ont signalé cette année mémorable, une circon-
« stance bien fugitive pour tout autre et pour vous-
« même ne sortira point de mon souvenir ; c'est celle
« qui nous a approchés davantage l'un de l'autre, et
« qui a commencé, sur les rapports du courage et du
« caractère, une liaison, laquelle, cimentée par l'es-
« time, resserrée chaque jour par votre obligeance et
« le magnétisme de vos hautes qualités, et par l'habi-
« tude, l'amalgame des événements, des dangers, des
« actions hautes et décisives, de l'établissement d'un
« ordre de choses tellement amélioré qu'il en paraisse
« nouveau, deviendra, j'y compte du moins, l'amitié
« la plus impérissable et la plus dévouée. »

Après ce souvenir de reconnaissance donné en passant au « bon et loyal et chevaleresque La Marck », comme il l'appelait, Mirabeau se replongeait avec fré-

nésie dans le tourbillon du siècle ; il semblait prendre à tâche de s'étourdir, car il voyait la monarchie descendre rapidement la pente, et il sentait qu'il ne pouvait l'arrêter. Presque chaque jour il lui échappait de ces cris d'alarme qui trahissaient sa pensée :

« Ce n'est pas, disait-il, une agonie convertie en « maladie de langueur que la situation de nos finances, « c'est une dissolution absolue ; et puisse-t-elle ne pas « gagner tout le corps politique ! puisse la révolution « ne pas périr par cette maladie honteuse....

« ..... Cet empire se soutient encore par sa masse, « mais il n'a plus de mouvement ; et quoique les prin- « cipes naturels de la vie y soient bons peut-être, sans « y avoir toute l'énergie que l'on dit, il mourra par la « décomposition, si l'on ne parvient pas à lui rendre « ce mouvement....

« ..... La guerre des élections, la guerre des con- « trebandiers, la guerre des impôts, la guerre de reli- « gion, sont en germe dans vingt cantons du royaume. « Il a encore l'aplomb des grandes masses, mais il n'a « que celui-là, et il est impossible de deviner quel « sera le résultat de la crise qui commence. Heureux « dans toutes les chances, qui, ayant un tabernacle, « peut en planter un ailleurs ! »

On sent, dans cette dernière exclamation, le découragement final ; c'était le même sentiment qu'il exprimait quand il disait à sa sœur : « J'approche du soir « de la vie ; je ne suis pas découragé, mais je suis las.

« Les circonstances m'ont isolé ; j'aspire plus au repos « qu'on ne le croit, et je l'embrasserai le jour où je « le pourrai avec honneur et sécurité. Alors, si je me « trouve assez de fortune, je tâcherai d'être heureux, « fût-ce en jouant aux quilles, et voilà tout... » L'attitude de la cour était bien faite pour abattre le plus ferme courage; les ministres mêmes du roi disaient que lorsqu'on lui parlait de sa position, il semblait qu'on lui parlât de choses relatives à l'empereur de la Chine; le noble et dévoué La Marck disait tristement de la reine : « Comme femme, elle est atta- « chée à un être inerte; comme reine, elle est assise « sur un trône bien chancelant. » Quant à Mirabeau, il livrait ses dernières batailles avec une sorte de désespoir : « Je suis très-fâché, disait-il, de m'être mis « si seul en avant, puisque tous les coups de la tem- « pête vont porter sur le seul homme qui veuille la « chose pour elle, et qui ne soit pas un hanneton.... « Mais pardon, mon cher comte, si ces b.....-là veu- « lent aller à leur manière, on peut leur chercher un « autre chef de meute, car je ne veux pas battre les « buissons avec des roquets si décriés. » Et enfin il voyait le péril si pressant, qu'il écrivait billet sur billet, et les écrivait à l'Assemblée, au milieu de la séance : « Nous sommes, disait-il, dans un très-grand « danger.... Je n'ai jamais été vraiment effrayé qu'au- « jourd'hui.... Soyez sûr, mon cher comte, que je « n'exagère pas le danger, et qu'il est immense. O

« légère et trois fois légère nation !... » C'était la fin. Ce billet était du 24 mars 1791 : trois jours après, Mirabeau tombait malade, huit jours après il mourait, emportant avec lui le deuil de la monarchie.

Il y a une grande et généreuse qualité que nous avons déjà signalée dans ces Mémoires de M. de La Marck ; c'est la simplicité. On y sent à chaque page la présence de la vérité. Nous avons dit comment M. de La Marck avait raconté la célèbre entrevue de Mirabeau avec la reine ; c'est de la même manière simple et touchante qu'il raconte la mort de son ami. Cabanis lui a fait faire une mort antique ; dans son récit, Mirabeau fait ouvrir ses fenêtres, se fait laver et parfumer « pour entrer agréablement dans ce sommeil « dont on ne se réveille plus. » M. de La Marck, avec une exquise tranquillité, se contente de dire : « Au « reste, je n'étais point auprès de lui quand il aurait « dit cela. » Mais il fait ensuite son propre récit, et nous-même ne pouvons faire mieux que le citer :

« Neuf ou dix mois avant la mort de Mirabeau, « nous causions un jour ensemble sur divers sujets, « quand tout à coup on vint à parler de belles morts. « Ceci lui fournit un texte sur lequel il parla avec « verve et éloquence, mais aussi avec une certaine « emphase, en rappelant les morts les plus drama- « tiques de l'antiquité et des temps modernes.... J'es- « sayai de diminuer le mérite de ce qu'on est convenu « d'appeler des belles morts, en soutenant qu'elles

« étaient le plus souvent le résultat d'une orgueilleuse « affectation. Quant à moi, dis-je, les morts que je « trouve les plus belles, ce sont celles auxquelles j'ai « assisté sur le champ de bataille ou dans les hôpi- « taux, où des soldats, d'obscurs malades, conser- « vaient tout leur calme, n'exprimaient pas un regret « de quitter la vie, et se bornaient à demander qu'on « les plaçât dans une position où, souffrant moins, ils « pussent mourir plus commodément. « Il y a beau- « coup de vrai dans ce que vous dites là », répliqua « Mirabeau. Et puis nous parlâmes d'autres choses.

« J'avais oublié toute cette conversation, lorsque, « le jour où je transportai les papiers de Mirabeau, « étant ensuite revenu chez lui, je m'étais assis près « de la cheminée de la chambre où il était couché; « bientôt après il m'appela; je me lève, je vais près « de son lit, il me tend la main, et, serrant la mienne, « il me dit : « Mon cher connaisseur en belles morts, « êtes-vous content? » A ces mots, quoique naturel- « lement froid par caractère, je ne pus retenir mes « larmes. Il s'en aperçut et me dit alors les choses les « plus affectueuses et les plus touchantes sur son « amitié et sa reconnaissance pour moi.... Mirabeau « eut une très-longue agonie, tourmentée par les plus « cruelles souffrances; il expira dans mes bras le « 2 avril 1791, à huit heures et demie du matin. »

Sic finis. Ainsi finit Mirabeau, et ainsi finit la monarchie.

En terminant cette esquisse d'après nature, nous serions injuste si nous ne rendions pas un sincère hommage à la mémoire du comte de La Marck, ce vrai modèle d'honneur, de chevalerie, de dévouement et de bonté. Ajoutons qu'une des meilleures preuves que M. de La Marck ait données de son discernement, c'est d'avoir confié la publication de ses souvenirs à un homme qui devait y apporter autant de désintéressement et de modestie que d'intelligence et de savoir. Le plus grand éloge que nous puissions faire de M. de Bacourt, c'est de dire qu'il a voulu s'effacer entièrement devant ceux dont il honorait la mémoire. La *Correspondance* dont il s'est fait l'éditeur restera comme le tableau le plus fidèle et le plus sincère de l'agonie de la monarchie. Elle jette une lueur plus vive et plus éclatante sur la figure de Mirabeau; mais, après tout, elle laisse encore cet homme tel qu'il était, c'est-à-dire un révolutionnaire.

A quoi bon s'en défendre? Dès ce temps-là, tous ceux qui savaient lire et écrire, tous ceux qui faisaient partie de l'aristocratie de l'intelligence, étaient déjà des libéraux. Aujourd'hui, tous ceux qui ont goûté du fruit de la science, tous ceux qui ont mordu dans un livre, ne sont-ils pas aussi des démocrates? Il y a de Mirabeau une lettre superbe que nous transcrirons pour finir. Il écrivait à M. de La Marck :

« Vous vous exagérez infiniment les inconvénients « de la révolution pour la génération présente. Il n'y a

« pas encore eu d'exemple, dans les fastes du monde,
« d'un pareil bouleversement ni même d'une grande
« secousse politique à moins de frais; et si l'on vou-
« lait s'entendre et surtout gouverner, la révolution
« n'aurait de véritables martyrs qu'un très-petit nom-
« bre de satrapes trop scandaleusement gorgés de
« jouissances exactrices et oppressives, et l'inévitable
« contrariété qu'éprouvent plusieurs milliers d'hommes,
« lorsqu'ils sont forcés de changer d'opinions et d'ha-
« bitudes, de dissimuler leurs préjugés... De ces gens-
« là, plus contrariés, je le répète, que malheureux,
« on en porte tous les jours en terre; et ce n'est que
« dans les classes supérieures et par conséquent peu
« nombreuses de la société, et depuis quarante ans
« jusqu'à la fin de la carrière humaine, qu'il faut les
« chercher. Les classes populaires, les classes indus-
« trieuses sont en fermentation; le fermentation est
« si peu un malheur pour l'homme, que son pre-
« mier besoin est d'être remué. Elles travaillent peu?
« — Ceci est un mal, mais que l'élan vigoureux
« que donnera la première impulsion de la liberté as-
« sise et calmée réparera avec usure.... Alors la con-
« fiance, et le crédit avec elle, reparaîtront... Alors,
« non-seulement on n'aggravera pas, mais on soula-
« gera beaucoup le faix des habitants des campagnes,
« qui n'entendent rien à notre philosophie, pour qui
« notre amour de la liberté, quel qu'il soit, ne peut
« être de longtemps qu'un accès de fièvre chaude,

« sans lesquels nous ne pouvons consolider la révolu-
« tion, et qui n'y prendront aucun intérêt, ains au
« contraire, s'ils n'y trouvent pas leur soulagement
« immédiat et considérable. Alors enfin tous les liens
« de l'industrie et du commerce se relâcheront jus-
« qu'à ce qu'ils puissent tomber entièrement, et les
« intarissables ressources de l'industrie humaine,
« abandonnées au seul régime de la liberté, ouvri-
« ront un ordre de choses dont nos yeux myopes
« n'aperçoivent pas même l'atmosphère, loin de la
« percer et de voir au travers. N'accusez donc pas la
« révolution, mon cher comte, n'accusez que les
« hommes qui jouent pour le compte du gouverne-
« ment cette grande partie. »

On le voit : si Mirabeau voulait sauver le roi, il voulait aussi sauver la révolution. Partout on le voit dire : La révolution marchera, la révolution triomphera, la révolution ne périra pas. Le jour où la monarchie choisissait pour dernier défenseur un révolutionnaire et lui remettait le soin de son salut, elle était perdue, et elle abdiquait avant de mourir.

VII.

VINCENT EYRE.

JOURNAL D'UN PRISONNIER ANGLAIS DANS L'AFGHANISTAN [1].

Ce livre a eu en Angleterre un succès facile à comprendre. L'intérêt qui s'attachait aux affaires de l'Asie ne s'était pas encore ralenti; on venait de recevoir la nouvelle de la délivrance presque miraculeuse des prisonniers du Caboul, et l'on attendait avidement l'histoire de leur longue captivité. Le livre de M. Eyre avait donc le plus grand à-propos; il avait surtout le singulier mérite de paraître le premier; c'est une relation faite avec simplicité, souvent avec sentiment, de souffrances réelles qui égalent en intérêt toutes les aventures de romans. Ces notes ont été écrites *super flumina Babylonis;* le narrateur était aussi un des acteurs dans ces scènes lamentables dont il nous a donné l'histoire.

Il est toujours très-aisé, nous le savons, de dire

1. *Journal of an Affghanistan prisonner*, by lieut. Vincent Eyre.

après les événements ce qui aurait dû être fait pour les prévenir; mais, en faisant la part de cette sagesse posthume, on ne peut cependant s'empêcher de croire que les Anglais auraient pu éviter le désastre qui les a frappés dans le Caboul s'ils n'étaient allés eux-mêmes au-devant de leur ruine avec une incapacité et un aveuglement inconcevables. La facilité avec laquelle ils avaient envahi et conquis ce pays les avait complétement abusés; ils croyaient pouvoir le garder avec aussi peu de peine qu'ils l'avaient pris, et ils s'étaient créé des illusions incompréhensibles sur la nature des sentiments que leur portaient les indigènes. Lord Keane, qui avait commandé l'expédition, s'était hâté d'aller jouir en Angleterre de sa gloire récente, et dans la chambre des lords de son nouveau titre. En quittant Caboul, il avait emmené avec lui une partie de ses troupes et avait ainsi réduit de moitié l'armée d'occupation, sans même prendre le soin d'établir une ligne de postes militaires pour assurer les communications avec l'Inde. Il était bien clair que pendant longtemps encore l'armée d'occupation devait être obligée de tirer de l'Inde toutes ses munitions; la distance de Caboul à Ferozepore, la première station anglaise, était de six cents milles, et sur cette ligne se trouvait le Punjab, sur lequel, depuis la mort de Runjet Singh, les Anglais ne pouvaient plus compter, et les défilés impraticables qui devaient plus tard leur servir de tombeau.

Quand le général Elphinstone vint, au mois d'avril 1841, prendre le commandement des troupes, il trouva l'armée anglaise complétement isolée dans le sein d'un pays en apparence tranquille et soumis, mais qui n'attendait qu'un signal pour se soulever. Il fut, comme l'avait été son prédécesseur, la dupe de ce calme perfide, et en devint la victime. Les hommes qui devaient le mieux connaître le caractère de la population conquise, sir William Mac-Naghten, sir Alexander Burnes et le major Pottinger, tous les trois portant des noms bien connus dans l'Asie, semblaient partager cet aveuglement. Ils laissèrent la rébellion se former et grandir presque sous leurs yeux, sans chercher à la comprimer dans ses commencements, et quand elle éclata, il était trop tard pour la vaincre.

Ce fut chez les Ghilzis que se manifestèrent les premiers symptômes d'insurrection. Les Ghilzis sont une tribu nomade de l'Afghanistan, la plus nombreuse et en même temps la plus indomptable, parce qu'après chaque défaite elle se réfugie dans les montagnes en y emmenant ses troupeaux, et y attend patiemment le jour des représailles. Nous verrons, pendant la fatale retraite des Anglais, les Ghilzis se montrer les plus acharnés et les plus impitoyables et se mettre à la tête du massacre malgré les efforts des chefs afghans, qui n'exerçaient sur eux qu'une autorité très-limitée. Il n'est peut-être pas inutile de rappeler ici que les Afghans sont partagés en plusieurs tribus, dont la plus

puissante était celle des Douranis. Cette tribu se divisait elle-même en plusieurs familles, dont les plus considérables étaient celle des Suddozis et celle des Barukzis. La première était regardée comme la branche royale légitime de l'Afghanistan ; le shah Soudja, que les Anglais avaient rétabli sur le trône, était un Suddozi. Dost-Mohamed, qu'ils avaient détrôné, était un Barukzi. Son fils, Mahomed-Akbar-Khan, qu'on appelait aussi *le sirdar*, et qui devint le chef de l'insurrection, avait donc contre les Anglais et contre le shah Soudja une double inimitié. Depuis le détrônement de son père, il s'était réfugié dans le nord, du côté du Turkestan, où il préparait en silence la révolte des tribus vaincues. Dost-Mohamed, prisonnier des Anglais, l'avait en vain plusieurs fois engagé à faire sa soumission ; il avait préféré mener la vie d'un proscrit.

Au commencement d'octobre, on apprit que Mahomed-Akbar était entré dans le pays, et en même temps plusieurs chefs ghilzis quittaient soudainement Caboul, et allaient prendre possession d'un fort situé dans le défilé du Kourd-Caboul, à environ dix milles de la ville. La communication avec l'Inde se trouvant ainsi coupée, le général Elphinstone envoya le général Sale avec une brigade pour rétablir le passage, et aller prendre possession à Jellalabad, de l'autre côté des montagnes. Ce fut cette expédition qui donna la mesure des dangers que courait l'armée d'occupation. La

brigade eut à traverser des défilés dont les bords s'élevaient à cinq ou six cents pieds et qui avaient plusieurs milles de long.

Cependant, à Caboul même, peu de temps avant ces actes de rébellion ouverte, la population avait manifesté par plusieurs signes sa haine contre les Anglais. Des officiers avaient été insultés, deux Européens avaient été assassinés. Chose singulière! le jour où la brigade du général Sale avait été attaquée, les assaillants se composaient en grande partie des gens des chefs afghans qui demeuraient à Caboul. On les avait vus sortir le matin et rentrer le soir, et, bien qu'ils eussent à traverser les postes anglais, on n'avait tenté ni de les arrêter ni de les punir.

Les deux principaux chefs de cette première insurrection étaient Amenoulah Kan et Abdoulah-Khan, deux hommes de très-grande influence. Le premier était fils d'un conducteur de chameaux et avait acquis par ses talents une autorité considérable. Il pouvait mettre dix mille hommes en campagne. On raconte du dernier l'anecdote suivante. Pour se défaire d'un frère aîné, il le fit enterrer vif jusqu'au menton, ensuite il lui fit mettre une corde autour du cou, et attacha à cette corde un cheval sauvage. L'animal, fouetté jusqu'au sang, tourna dans ce cercle terrible jusqu'à ce qu'il eût tordu et enlevé la tête de la victime. Tels étaient les hommes avec lesquels les Anglais allaient se trouver aux prises.

Ce fut le 2 novembre 1841 que la révolte générale éclata dans la capitale de l'Afghanistan.

« Ce matin, de bonne heure, dit M. Eyre, nous « avons reçu de la ville l'alarmante nouvelle qu'une ré- « volte populaire avait éclaté, que toutes les boutiques « étaient fermées, et qu'on avait fait une attaque gé- « nérale sur les maisons des officiers anglais résidant « à Caboul. » Au nombre de ces officiers était, comme nous le savons déja, Alexander Burnes. M. Mac-Naghten et le général Elphinstone étaient dans le camp situé hors la ville ; le major Pottinger était dans le Kohistan ; le shah Soudja était dans le Bala-Hissar, qui est la citadelle de Caboul. *L'envoyé*, comme on appelait habituellement M. Mac-Naghten, reçut à huit heures du matin un billet dans lequel Burnes lui annonçait qu'une grande agitation régnait dans la ville, mais qu'il espérait pouvoir la comprimer. Ce furent les dernières lignes écrites par le malheureux Burnes ; une heure après, on reçut la nouvelle de sa mort. Il paraît que, trop confiant dans les dispositions du peuple, il repoussa tous les avis qui lui étaient donnés, et refusa de se réfugier dans la citadelle. Quand sa maison fut attaquée, il défendit à ses gens de faire feu, et monta sur une terrasse pour haranguer les assaillants ; mais malgré la résistance désespérée de ses soldats indiens, qui se firent tous tuer autour de lui, sa maison fut forcée ; il fut massacré avec son frère, et tout ce qui fut trouvé chez lui, hommes, femmes et enfants, fut impitoyablement égorgé.

Le roi (Shah-Soudja), qui était dans la citadelle, envoya un de ses fils avec un régiment pour rétablir l'ordre ; ils furent repoussés et rentrèrent dans le fort. Ce fut alors que les Anglais comprirent l'étendue de la faute qu'ils avaient commise en négligeant de s'assurer des points fortifiés. Au lieu de se retrancher dans le Bala-Hissar, qui commandait la ville, ils avaient disséminé leurs forces, et avaient établi leurs magasins en dehors de leur camp. Ce camp lui-même, ayant des lignes trop étendues, était presque impossible à défendre, et dès le commencement de l'insurrection, les communications furent coupées entre le camp où résidait l'envoyé, la citadelle où se tenait le roi, et les magasins qui contenaient les provisions. Les Anglais se laissèrent prendre par la famine.

Une sorte de vertige semblait avoir frappé le général Elphinstone. La faiblesse naturelle de son caractère était encore augmentée par de vives souffrances physiques. Comme il est mort honorablement, sinon glorieusement, au milieu de ses soldats, ses compatriotes ont respecté sa mémoire ; cependant il est permis de dire que, si dès le premier jour les assiégés avaient agi avec énergie et résolution, ils avaient encore des chances de salut. Leur première faute, la plus grande peut-être, fut d'abandonner presque sans résistance les magasins qui contenaient leurs provisions. En même temps, les détachements cantonnés dans différents forts répandus dans la campagne se repliaient sur le

camp. Le major Pottinger, obligé d'abandonner le Kohistan, se fit jour avec peine jusqu'au quartier général. L'armée réunie avait alors des vivres pour *deux jours*. Le général Elphinstone, retenu au lit par la goutte, partagea le commandement avec le brigadier Shelton. Ce dernier, désespérant de pouvoir maintenir sa position pendant l'hiver, se prononça pour une retraite immédiate sur Jellalabad. M. Mac-Naghten s'y opposa résolument, mais le mot avait été prononcé et s'était répandu, et le découragement était déjà parmi les troupes.

Le 29 novembre, Mahomed-Akbar arriva à Caboul, et désormais, sous les ordres de ce chef habile, l'insurrection s'organisa d'une manière plus régulière et plus redoutable.

Les assiégés ne pouvaient attendre du secours de l'Inde avant le printemps, et ils étaient menacés par la famine. Le peu de vivres qu'ils enlevaient dans quelques sorties ne pouvaient leur suffire longtemps. On agita dans le conseil le projet de se faire jour jusqu'au Bala-Hissar, qui était à deux milles de distance, et où l'on aurait pu tenir tout l'hiver; mais, outre les risques du passage, il aurait fallu abandonner l'artillerie, peut-être les malades et les blessés. La proposition fut rejetée. Celle de la retraite sur Jellalabad était toujours énergiquement combattue par M. Mac-Naghten comme déshonorante pour les armes anglaises. Cependant l'indiscipline commençait à se répandre dans le

camp, et les soldats, témoins des hésitations et des mésintelligences de leurs chefs, avaient perdu tout courage.

Ce fut alors, on était au 26 novembre, qu'un des chefs afghans fit à l'envoyé anglais les premières ouvertures d'une négociation. M. Mac-Naghten, après avoir consulté le général Elphinstone, accepta cette proposition, et le lendemain, deux députés des chefs assemblés se rendirent au camp et eurent une entrevue avec l'envoyé. On ne sait ce qui se passa dans cette conférence, mais il paraît que les Afghans firent des conditions inacceptables, car ils se retirèrent en disant : « Nous nous reverrons bientôt sur le champ de bataille. « — De toutes manières, répondit l'envoyé, nous « nous reverrons au jour du jugement. »

Le 7 décembre, on découvrit avec effroi que les vivres manquaient, et qu'il n'y en avait pas même pour un jour. Un détachement, envoyé à la citadelle, réussit à en ramener quelques provisions. Mais M. Mac-Naghten commençait aussi à perdre courage, et, en conservant les formes régulières de communication, il adressa au général Elphinstone une lettre publique dans laquelle il lui demandait si, dans son opinion, ils avaient une autre alternative que celle de négocier aux termes les plus favorables qu'il leur serait possible d'obtenir. Le général répondit que, dans sa conviction, l'envoyé ne devait pas perdre de temps pour négocier. Sa letttre fut contre-signée par trois de

ses officiers. Le 11 décembre, l'envoyé sortit avec les capitaines Lawrence, Mackenzie et Trevor, et eut une conférence en plaine avec les principaux chefs de tribus. Il leur fit une longue allocution, parla des anciens temps, et de l'amitié qui avait autrefois uni les chefs aux Anglais. Le gouvernement de l'Inde n'avait voulu que le bonheur des Afghans en rétablissant sur le trône de ses ancêtres un prince que le peuple avait toujours aimé ; mais puisque les sentiments de la nation étaient changés, le gouvernement anglais ne voulait pas entreprendre de les contraindre, et il était prêt à entrer en négociations.

Mahomed-Akbar et Osman-Khan, les deux principaux chefs, exprimèrent leur assentiment, et alors l'envoyé demanda la permission de lire un papier contenant le projet de traité. Les conditions générales étaient : que les Anglais évacueraient l'Afghanistan, y compris Caboul, Candahar, Ghizni et Jellalabad, et toutes les autres stations ; que non-seulement ils retourneraient en sûreté dans l'Inde, mais que de plus des vivres leur seraient fournis sur toute la route ; que l'émir Dost-Mohamed, père de Mahomed-Akbar, sa famille et tous les Afghans prisonniers, seraient rendus à la liberté ; que Shah-Soudja, avec sa famille, aurait la faculté de rester à Caboul ou de retourner dans l'Inde avec les Anglais, et que le gouvernement afghan, dans tous les cas, lui ferait une pension annuelle d'un lac de roupies ; qu'une amnistie serait

accordée à tous les indigènes qui avaient embrassé le parti des Anglais; que tous les prisonniers seraient relâchés; que jamais les forces anglaises ne rentreraient dans l'Afghanistan, à moins qu'elles n'y fussent appelées par le gouvernement afghan avec lequel la nation anglaise établirait une amitié perpétuelle. Ces conditions furent acceptées par tous les chefs, à l'exception de Mahomed-Akbar, qui s'opposait surtout à l'amnistie, et qui refusait de fournir des vivres aux Anglais avant qu'ils eussent évacué leur camp; mais il se trouva en minorité dans le conseil, et les chefs, en acceptant les termes proposés, emmenèrent comme otage le capitaine Trevor.

Pendant cette entrevue, on avait dans le camp les plus vives inquiétudes sur la sûreté de l'envoyé. Il n'avait avec lui qu'une escorte très-faible, et on pouvait voir des corps nombreux d'Afghans répandus dans la plaine, et que leurs chefs avaient évidemment beaucoup de peine à retenir. Mais l'heure n'était pas encore venue.

Nous avons maintenant à raconter la scène sanglante dans laquelle l'envoyé anglais perdit une vie digne d'une meilleure fin. Quand la nouvelle du meurtre de sir William Mac-Naghten arriva en Europe, elle y souleva un cri unanime d'exécration. Le livre de M. Eyre a jeté un nouveau jour sur des faits jusqu'alors imparfaitement connus, et si les révélations qu'il contient ne doivent point diminuer l'horreur qu'avait in-

spirée cet assassinat sauvage, elles prouvent cependant, et d'une manière malheureusement trop claire pour la mémoire de l'homme qui en fut la victime, que les Anglais avaient pris l'initiative de la trahison. Il est très-possible que M. Mac-Naghten fût intimement convaincu des intentions perfides de Mahomed-Akbar, il est possible encore qu'il ne se crût pas tenu d'observer avec des barbares les règles d'honneur en usage chez les nations policées; mais, dès qu'il sortait de « cette île escarpée et sans bords » pour entrer dans la carrière de la ruse et de l'intrigue, il commençait une entreprise dont la seule justification ne pouvait être désormais que le succès, et sa propre trahison, nous disons le mot, quoiqu'à regret, devait appeler, si elle ne la justifiait pas, la trahison de son adversaire.

Les termes du nouveau traité furent communiqués immédiatement au shah Soudja, qui se trouvait ainsi condamné pour la quatrième ou cinquième fois à l'exil. Le même jour, cependant, une députation des chefs vint proposer, à la grande surprise des Anglais, que le shah restât roi de Caboul, pourvu qu'il donnât ses filles en mariage aux principaux chefs, et, ce qui peut paraître puéril, qu'il s'engageât à ne plus faire faire antichambre aux nobles de son royaume, qu'il faisait habituellement attendre des heures entières à sa porte. Eh bien, ce singulier monarque tenait tellement à l'étiquette, qu'on eut toutes les peines du monde à lui faire

accepter cette proposition, bien qu'il n'eût d'autre alternative qu'une abdication ; et, deux jours après, il retira son consentement. Il est à croire, du reste, qu'il n'avait pas grande confiance dans la loyauté de ses vassaux.

On était alors au 13 décembre. Le départ des troupes anglaises fut encore différé de quelques jours, à cause des délais que les chefs afghans mettaient à leur fournir des vivres et des fourrages. Mahomed-Akbar voulait évidemment gagner du temps et affamer la garnison. Les provisions de toute espèce étaient devenues si rares dans le camp, que les chevaux et les bestiaux ne se nourrissaient plus que d'écorces d'arbres, et en mangeant et remangeant leur propre fumier, qui était régulièrement ramassé et étendu devant eux. Les domestiques, qui forment toujours la partie la plus nombreuse d'une armée de l'Inde, étaient réduits à manger la chair des animaux qui mouraient tous les jours de faim et de froid. Le 17 décembre, il y avait encore du grain pour deux jours. Le 18, un nouveau fléau vint accabler les malheureux assiégés, la neige ! Elle tomba si abondamment qu'elle couvrit la terre à la hauteur de cinq pouces. « Elle ne disparut jamais depuis, dit le « narrateur de ces tristes désastres ; ainsi nous vîmes « arriver sur la scène un nouvel ennemi, qui devait « devenir plus formidable pour nous qu'une armée de « rebelles. »

Des officiers proposèrent au général Elphinstone de

se fier à la fortune et de s'ouvrir un passage de vive force jusqu'à Jellalabad ; malheureusement le général ne sut prendre aucune résolution. Ce fut le 22 décembre que l'envoyé anglais se laissa misérablement entraîner au piége que lui tendait l'astucieux chef barbare. Nous emprunterons les détails qui vont suivre à la narration de deux témoins oculaires, les capitaines Mackenzie et Lawrence, qui avaient accompagné l'envoyé.

Un officier anglais, qui était resté caché dans Caboul depuis le commencement de l'insurrection, le capitaine Skinner, vint au camp avec deux chefs porteurs de propositions secrètes de Mahomed-Akbar. Ces propositions étaient : Que le lendemain l'envoyé viendrait à une dernière conférence dans la plaine avec les principaux chefs ; qu'il tiendrait, dans le camp, un corps de troupes tout prêt à faire une sortie, et qui, à un signal donné, joindrait les gens du sirdar (Akbar) et s'emparerait avec eux d'Amenoulah-Khan, l'ennemi le plus invétéré des Anglais. Ici un des émissaires proposa à sir William de lui apporter la tête d'Amenoulah-Khan pour une certaine somme d'argent, mais l'envoyé répondit avec indignation qu'il n'était ni dans ses mœurs ni dans celles de son pays de donner de l'or pour du sang. Le sirdar, de son côté, promettait son concours, à la condition qu'il serait fait le vizir du shah Soudja, qui resterait roi, et que le gouvernement anglais lui assurerait une pension viagère de quatre lacs de roupies, et lui paierait immédiatement trente lacs de roupies. L'ar-

mée anglaise l'aiderait à soumettre les chefs et quitterait ensuite le pays, mais seulement huit mois après, afin de sauver sa considération.

Ces propositions du sirdar n'étaient qu'un complot tramé avec les autres chefs. La plupart d'entre eux voulaient exécuter loyalement le traité qui les débarrassait pour toujours de l'occupation anglaise. Il est même probable, et ceci peut servir à donner l'explication de la conduite de Mahomed-Akbar, que ces chefs ne tenaient pas beaucoup à l'échange des prisonniers, qui aurait rendu la liberté à l'ancien émir Dost-Mohamed. Cet homme supérieur, qui serait sans aucun doute parvenu à rétablir la monarchie des Afghans, si les Anglais n'étaient venus arrêter sa fortune, était beaucoup plus craint qu'aimé des chefs des tribus, et ceux-ci n'étaient pas fâchés de le savoir prisonnier à Loudiana. Mahomed-Akbar, afin de rompre tout arrangement dont la délivrance de son père ne serait pas une condition, voulut forcer les chefs à « brûler leurs « vaisseaux ; » et, pour les amener à ses fins, il voulut leur montrer que les Anglais eux-mêmes n'étaient pas de bonne foi. Le malheureux envoyé donna dans le piége avec un inconcevable aveuglement. Non-seulement il accepta les propositions perfides qui lui étaient faites, mais, comme gage de sa parole, il remit aux émissaires du sirdar un papier écrit de sa main en langue persane, et qui fut montré aux chefs. Contrairement à ses habitudes, il ne confia à personne cette

fatale résolution, et ce ne fut que le lendemain, quand il pria les capitaines Trevor, Lawrence et Mackenzie, de l'accompagner, qu'il leur fit part du projet qu'ils étaient appelés à exécuter avec lui. Le capitaine Mackenzie lui dit que c'était évidemment un complot formé contre lui. « Un complot ! répondit sir William ; laissez-moi « faire, fiez-vous à moi là-dessus. » Puis il donna ordre au capitaine Lawrence de rester à cheval pour galoper jusqu'à la citadelle et prévenir le roi. A toutes les objections qui lui furent faites, il répondit : « Il y a du dan- « ger, mais la chose en vaut la peine. Dans tous les « cas, j'aime cent fois mieux mourir que de vivre en- « core six semaines comme celles que je viens de pas- « ser. » Il avait prié le général Elphinstone de tenir deux régiments tout prêts à faire une sortie. Quand il partit, rien n'était préparé ; il haussa les épaules et dit : « Au reste, c'est comme cela depuis le commence- « ment du siége. »

A peu de distance du camp, sir William fit faire halte à sa petite escorte, et s'avança avec ses trois officiers à cinq ou six cents pas du rempart. Là ils rencontrèrent le sirdar accompagné d'Amenoulah-Khan et des principaux chefs. Après les salutations habituelles, l'envoyé offrit au sirdar un superbe cheval qu'il venait de payer trois mille roupies. Mahomed-Abkar le remercia de son présent, et aussi d'une paire de pistolets que sir William lui avait envoyée la veille avec sa voiture et deux chevaux. C'est avec un de ces pistolets

que le sirdar allait tout à l'heure assassiner l'envoyé.

On étendit à terre des couvertures de chevaux, à l'endroit où la neige était le moins épaisse. Sir William s'assit à côté du sirdar, ayant derrière lui les capitaines Trevor et Mackenzie. Mahomed-Abkar demanda à l'envoyé s'il était toujours prêt à exécuter leurs conventions; sir William répondit : « Pourquoi pas? » A ce moment, les Anglais s'aperçurent qu'une troupe d'Afghans armés jusqu'aux dents s'approchaient insensiblement en formant un cercle autour d'eux. L'envoyé les montra au sirdar, qui lui répondit : « Oh! ils sont « dans le secret. » Puis tout à coup il cria : *Begeer! begeer!* « Je me retournai, dit le capitaine Mackenzie, « et je vis le sirdar saisir le bras gauche de l'envoyé « avec une expression de férocité diabolique peinte « sur ses traits, le sultan Jan s'était assuré du bras « droit. Ils l'entraînèrent ainsi renversé, et le seul mot « que j'entendis dire au malheureux sir William fut : « *Az barae khooda!* Au nom du ciel! » Je vis un instant sa figure, elle était pleine d'horreur et de surprise. Le capitaine Lawrence dit aussi dans sa relation : « Tout à coup je me sentis saisir les bras, arracher « mes pistolets et mon épée, et moi-même je fus vio- « lemment enlevé de terre et entraîné par Mohamed- « Sbah-Khan, qui me dit : « Venez vite, si vous tenez « à la vie! » Je me retournai et je vis l'envoyé étendu « par terre, la tête placée où étaient tout à l'heure « ses talons, ses mains emprisonnées dans celles

« d'Abkar, et la consternation et l'horreur peintes sur « la figure. »

Le sirdar comptait garder l'envoyé comme otage, mais il paraît que sir William fit une résistance désespérée, et alors Mahomed-Abkar lui tira un coup de pistolet dans la poitrine. Son corps fut immédiatement taillé en pièces; sa tête fut promenée dans la ville et montrée triomphalement à un officier anglais qui y était prisonnier, et ses restes mutilés furent exposés sur le principal marché de Caboul.

Il est certain que l'intention des chefs afghans était, non pas de massacrer leurs prisonniers, mais de les garder et de leur dicter des conditions. Dans l'entraînement de la vengeance, ils conservaient encore un certain esprit politique; ils savaient que le gouvernement anglais était assez fort pour tirer d'eux des représailles signalées, et ils voulaient autant que possible tenir une porte ouverte aux négociations. Aussi firent-ils tous leurs efforts pour protéger leurs prisonniers contre la fureur de la multitude, et on les vit s'exposer plusieurs fois à la mort pour les sauver, et recevoir les coups qui leur étaient destinés. Le capitaine Trevor fut placé en croupe sur le cheval de Mohamed-Khan, mais il tomba et fut impitoyablement massacré. Son corps fut promené dans les rues de Caboul. Le capitaine Mackenzie monta aussi en croupe derrière un des chefs, qui prit le galop en se dirigeant vers un fort. Les balles sifflaient autour d'eux, et les barbares les

poursuivaient en criant : Tuez le *kafir* (l'infidèle)! Le chef fut obligé de s'arrêter un instant, et, en ôtant son turban, ce qui est un dernier appel que puisse faire un musulman, de les prier d'épargner la vie de son ami. En montant une butte, le cheval tomba, le prisonnier fut avec peine arraché à la rage de la foule; le sirdar accourut et fit une charge pour le secourir; le chef qui le protégeait se mit au-devant de son corps pour le couvrir, et reçut un coup de sabre. Ce fut ainsi que le capitaine Mackenzie put arriver jusqu'au fort, où il trouva le capitaine Lawrence, sauvé comme lui, mais épuisé par la course furieuse qu'on lui avait aussi fait faire, et par les coups qu'il avait reçus.

Les chefs vinrent successivement les rejoindre dans le fort. Un vieux mollah ou prêtre musulman fut le seul qui osa flétrir ouvertement et intrépidement la conduite de ses frères; il s'écria que cette trahison infâme était un déshonneur pour l'islamisme. Mahomed-Abkar dit aux prisonniers que sir William et le capitaine Trevor étaient en sûreté, mais, au même instant, on leur tendait par une fenêtre la main sanglante et mutilée du malheureux envoyé. Comme ils n'étaient pas en sûreté dans le fort, qui recevait continuellement des assauts, ils furent emmenés au milieu de la nuit dans la ville. Ce fut la maison du sirdar qui leur servit d'asile. Ils y retrouvèrent le capitaine Skinner, celui qui avait porté à sir William les fatales propositions qui l'avaient trompé. Le capitaine Skinner, n'ayant

sa liberté que sur parole, était revenu se constituer prisonnier.

Les officiers anglais furent convenablement traités, et les chefs barbares cherchèrent à renouer les négociations. Le capitaine Lawrence fut logé chez Amenoulah-Khan, qui lui montra la lettre que sir William avait écrite au sirdar. Le 29 décembre, il fut renvoyé au camp avec une escorte. Le lendemain, les capitaines Mackenzie et Skinner apprirent que le major Pottinger avait renoué les négociations, et ils furent aussi reconduits au camp, déguisés en Afghans pour plus de sûreté.

Que faisaient les Anglais dans leur camp pendant que le représentant de leur pays était massacré sous leurs yeux? Rien. Ils semblaient paralysés et frappés de stupeur. Ici, M. Eyre ne peut contenir son indignation, et il s'écrie : « Pas un coup de fusil ne fut tiré, « pas un soldat ne bougea; le meurtre d'un envoyé « anglais fut accompli à la face et à portée de fusil « d'une armée anglaise, et non-seulement on ne « chercha pas à venger cet acte atroce, mais on laissa « le corps, étendu dans la plaine, servir de trophée à « une populace fanatique, et de parade sur un marché « public. »

Pendant toute la journée on fut dans l'incertitude sur le sort des parlementaires. La malheureuse femme de sir William était dans toutes les angoisses du doute. Enfin le soir le général Elphinstone reçut une lettre

du capitaine Conolly, qui était à Caboul, et qui lui annonçait la triste mort de l'envoyé.

Le major Pottinger se trouva alors chargé de l'agence politique, et à peine était-il entré en fonctions, qu'il reçut des ouvertures de négociations. Les conditions proposées étaient : que les Anglais abandonneraient toute leur artillerie, sauf six pièces de canon, qu'ils livreraient tous leurs trésors, et que les hommes mariés seraient donnés pour otages, avec leurs femmes et leurs enfants.

Ici, nous rencontrons dans le livre de M. Eyre quelques simples lignes qu'on ne peut lire sans une pénible émotion. Le lendemain du jour du massacre de l'envoyé était le 25 décembre, le jour du Noël! Noël, la fête des familles anglaises, le jour traditionnel de la joie ! Pour qui a vu un *christmas* anglais, pour qui sait combien est populaire cette réjouissance religieuse et domestique, il est impossible de contempler sans sympathie et sans tristesse cette faible troupe de chrétiens ensevelis dans les neiges de l'Asie, cernés par des masses d'infidèles et d'ennemis sans pitié, et se rappelant, en face de la mort et sous le coup des plus cruelles souffrances, la fête du foyer natal. « Jamais, « dit M. Eyre, jamais un plus triste jour de Noël n'avait « brillé sur des soldats anglais dans une terre étran- « gère. Le peu d'entre nous auxquels la force de l'ha- « bitude a fait encore échanger les vœux et les com- « pliments d'usage l'ont fait avec des contenances et

« avec des paroles qui exprimaient tout autre chose « que la joie. »

On a dit avec vérité qu'un conseil de guerre ne se bat jamais. Le major Pottinger s'opposait résolument à tout projet de négociation, n'ayant aucune confiance dans la bonne foi des chefs afghans ; mais il fut seul de son avis dans le conseil. Pour trouver les quatre familles demandées comme otages, on afficha dans le camp une circulaire avec offre de deux mille roupies par mois à qui voudrait se livrer volontairement. Mais les Afghans inspiraient une telle frayeur, que des officiers déclarèrent qu'ils aimeraient mieux tuer leurs femmes que de les exposer à de pareils dangers. On répondit donc aux chefs qu'il était contraire aux usages de la guerre de donner des femmes en otage.

La convention fut néanmoins conclue sans cette condition ; mais le départ des troupes fut, sous divers prétextes, différé jusqu'au 6 janvier. Les symptômes de trahison éclataient de toutes parts, et les Anglais recevaient des avertissements sinistres. Le shah Soudja lui-même lui fit dire à plusieurs reprises qu'ils allaient à leur ruine, et il engagea instamment lady Mac-Naghten à venir se mettre sous sa protection dans la citadelle. « Mais, dit M. Eyre, tout fut inutile. Le gé- « néral et son conseil de guerre avaient décidé que « nous partirions, et il fallut partir. »

Nous avons maintenant à suivre l'armée anglaise dans les vicissitudes de sa terrible retraite. Si nous

comparons cette expédition désastreuse à la retraite de l'armée française de Moscou, ce rapprochement peut paraître au premier abord empreint d'une certaine exagération. Sans aucun doute, les aventures de l'armée anglaise dans l'Afghanistan n'ont point ces proportions épiques avec lesquelles la campagne de notre grande armée apparaît dans l'histoire. Cependant, dans un cadre plus restreint, elles offrent pour ainsi dire un résumé de toutes les souffrances et de toutes les calamités qui peuvent frapper une armée en déroute. Le tableau qu'en a tracé M. Eyre est, dans sa simplicité, rempli d'un intérêt poignant. Nous conserverons l'ordre qu'a suivi le narrateur, en assignant à chaque jour de cette affreuse semaine sa part de malheurs. Les Anglais se mirent en marche le 6 janvier, et le 13 il ne restait de dix-sept mille hommes, femmes et enfants, que des cadavres et quelques prisonniers.

Il faut connaître la composition d'une armée indienne pour bien apprécier les immenses difficultés que les Anglais avaient à combattre. Sur ces dix-sept mille individus qui allaient s'engager dans des gorges impraticables, il n'y avait pas plus de quatre mille cinq cents combattants, en y comprenant les soldats indigènes. Le reste se composait de ce qu'on appelle dans l'Inde *camp followers* (suivants de camp), qui sont les domestiques des officiers et des soldats, car dans une armée indienne chaque soldat a plusieurs

hommes affectés à son service personnel. Cette masse inutile, augmentée encore par les femmes et les enfants, fut la cause principale de l'entière destruction de l'armée, car elle jeta dans toutes les opérations un désordre qu'il fut impossible de réparer. Quant aux femmes et aux enfants, il suffira de dire que la femme du capitaine Trevor avait avec elle sept enfants, et était grosse d'un huitième qui naquit depuis dans la captivité.

Le 6 janvier 1842, ces malheureux se mirent en route. On ouvrit une brèche dans le rempart du camp pour donner passage aux troupes et aux équipages; environ deux mille chameaux emportaient ce qui était strictement nécessaire pour camper dans la neige. « Lugubre était la scène, dit M. Eyre, au milieu de la-« quelle nous nous engagions avec un courage abattu « et les plus tristes pressentiments. Une neige épaisse « couvrait la montagne et la plaine d'une nappe sans « tache, et le froid était d'une telle intensité, qu'il pé-« nétrait les plus chauds vêtements et les rendait inu-« tiles. » Il avait été convenu que deux mille Afghans, sous les ordres du sultan Jan, escorteraient l'armée; mais l'escorte ne parut pas. A peine la première colonne des Anglais était-elle sortie du camp, que des masses d'Afghans s'y jetèrent par un autre côté et commencèrent le pillage. Pendant toute la retraite, nous verrons ainsi les Afghans suivre pas à pas les traces de l'armée comme des nuées d'oiseaux de proie.

La première journée fut tout entière employée au départ; la longue file des équipages sortit par la brèche jusqu'au soir. La nuit tomba sur cette scène de désolation, et à ce moment, les Afghans ayant mis le feu au camp abandonné, toute la campagne fut illuminée sur l'espace de plusieurs milles, et offrit un spectacle d'une sublimité terrible. Les Afghans, dans leur fanatisme ignorant, mirent le feu à plusieurs trains d'artillerie, dont ils s'enlevèrent ainsi l'usage. On avait à plusieurs reprises pressé le général Elphinstone d'enclouer les canons qu'il s'était engagé à livrer; mais il avait refusé, considérant cet acte comme un manque de parole. Dès le premier jour, avant même que l'arrière-garde se fût mise en marche, les hommes tombaient par vingtaines et restaient dans la neige. Les cipayes surtout (les soldats indiens) et les suivants du camp, découragés et accablés par le froid, s'asseyaient avec désespoir dans la plaine et y attendaient la mort. Le froid fit pendant cette nuit un nombre considérable de victimes. Une vingtaine de carabiniers, sous les ordres du capitaine Mackenzie, eurent recours à un assez curieux expédient pour se préserver autant que possible du froid. Ils commencèrent par nettoyer un étroit espace de terrain, et, en ayant enlevé la neige, ils s'y couchèrent en cercle, très-serrés les uns contre les autres, leurs pieds se joignant au centre, après avoir eu soin d'étendre sur eux tout ce qu'ils avaient pu rassembler de couvertures et de vête-

ments. De cette manière, ils purent conserver assez de chaleur pour se soustraire à la gelée, et le capitaine Mackenzie déclara qu'il avait à peine souffert du froid.

Le lendemain, le 7 janvier, la moitié des cipayes était déjà hors de combat ; ils allaient par centaines se joindre aux suivants de camp, et augmentaient la confusion. La neige durcie était tellement adhérente aux pieds des chevaux, qu'il aurait fallu le ciseau et le marteau pour l'en détacher. « L'air même que nous respi-« rions, dit M. Eyre, gelait en sortant de notre bouche « et de nos narines, et chargeait de petits glaçons nos « moustaches et nos barbes. »

Ce fut alors que le sirdar Mahomed-Akbar reparut sur la scène, et que les Anglais, déjà vaincus par la neige, eurent encore à combattre des ennemis non moins impitoyables. La conduite de Mahomed-Akbar, pendant la retraite, est souvent incompréhensible ; elle présente le plus singulier mélange de bonne foi et de perfidie, de générosité et de cruauté. Son but semble avoir été d'exterminer toute l'armée, en n'épargnant que les officiers et les femmes, qu'il se proposait de garder comme otages pour la rançon de sa famille. Il faut se souvenir aussi que les Afghans qui tenaient la campagne étaient, pour la plupart, de la tribu des Ghilzis, c'est-à-dire d'une tribu rivale de celle dont Mahomed-Akbar était un des chefs, et qu'il n'exerçait sur eux qu'une autorité très-précaire. C'est pourquoi nous le voyons, pendant la retraite, lancer incessamment

les Ghilzis comme une meute sur la masse des fuyards, et donner constamment pour excuse qu'il n'était pas maître de les retenir. Il se fait successivement livrer les officiers et les femmes, et abandonne le reste au couteau.

Quand les barbares commencèrent l'attaque, le capitaine Skinner se fit conduire auprès du chef barbare, qui lui dit qu'il avait été chargé de les escorter dans la montagne, mais qu'il réclamait six otages, comme garantie de la reddition de Jellalabad, qu'occupait le général Sale. Il fallut souscrire à ces conditions, et le feu cessa pour quelque temps. La nuit vint encore avec un redoublement de rigueur, avec la faim, le froid, l'épuisement, la mort. L'armée était alors arrivée à l'entrée des gorges du Kourd-Caboul; en deux jours, elle n'avait encore fait que dix milles.

Le 8 janvier, des milliers d'hommes ne se relevèrent pas, et continuèrent dans la neige leur dernier sommeil. Dès le matin, les Afghans recommencèrent leur feu. L'avant-garde des Anglais dut s'ouvrir un passage à la baïonnette. Le capitaine Skinner alla de nouveau trouver Mahomed-Akbar; le sirdar demanda encore pour otages le major Pottinger et les capitaines Lawrence et Mackenzie. Les trois officiers se livrèrent volontairement, et le feu cessa. Alors l'armée se remit en marche, et ici nous laissons parler M. Eyre :

« Une fois encore, dit-il, cette masse vivante « d'hommes et d'animaux se mit en mouvement. Les

« rapides effets de désorganisation produits par deux « nuits passées dans la gelée peuvent à peine se con- « cevoir. Le froid avait tellement mis au vif les mains « et les pieds des hommes les plus forts, qu'ils étaient « complétement hors de service : la cavalerie, quoique « moins exposée, avait néanmoins tant souffert, que « les hommes étaient obligés de se faire monter sur « leurs chevaux. En réalité, il restait à peine quelques « centaines d'hommes en état de combattre.

« L'idée de nous engager dans le défilé terrible qui « était devant nous, sous le feu de barbares altérés de « vengeance, avec cette masse confuse et irrégulière, « était effrayante. Le spectacle que présentaient alors « ces flots de créatures animées, dont la plupart de- « vaient dans quelques heures former un sentier de « cadavres, ne pourra jamais être oublié par ceux qui « l'ont vu. Le formidable défilé a environ cinq milles « d'un bout à l'autre, et des deux côtés il est encaissé « par une ligne de rochers à pic entre lesquels le soleil, « dans cette saison, ne pouvait jeter qu'une lumière « momentanée. Il est traversé par un torrent dont le « cours impétueux résiste à la gelée..., et que nous « avions à passer et repasser à peu près vingt-huit « fois. A mesure que nous avancions, le passage deve- « nait plus étroit, et nous pouvions voir les Ghilzis se « rassembler sur les hauteurs en nombre considérable. « Ils ouvrirent bientôt un feu très-vif sur l'avant- « garde. C'était là que se trouvaient les dames ; voyant

« que leur unique chance de salut était de ne pas res-
« ter en place, elles prirent le galop en tête de tout le
« monde, à travers les balles qui sifflaient par centaines
« à leurs oreilles, et franchirent ainsi bravement le
« défilé. Elles échappèrent toutes providentiellement
« au danger ; lady Sale reçut seule une légère blessure
« au bras. Je dois dire cependant que plusieurs des
« gens de Mahomed-Akbar, qui avaient pris l'avance,
« firent les plus énergiques efforts pour faire cesser le
« feu ; mais rien ne pouvait arrêter les Ghilzis. La foule
« qui suivait se jeta au plus épais du feu, et le carnage
« fut affreux. Une panique universelle se répandit ra-
« pidement, et des milliers d'hommes, cherchant leur
« salut dans la fuite, se précipitèrent en avant, aban-
« donnant bagage, armes, munitions, femmes, enfants,
« et ne songeant plus qu'à leur vie. »

Au milieu de cette déroute universelle, quelques traits de courage se font encore jour. Le lieutenant Sturt, blessé mortellement, était resté étendu dans la neige ; le lieutenant Mein retourna sur ses pas pour le chercher au milieu du feu ; il réussit à le mettre sur un misérable *pony* et le conduisit au camp, où il mourut le lendemain. « Ce fut, dit M. Eyre, le seul homme de « toute l'armée qui reçut une sépulture chrétienne. » Cependant le défilé fut passé, mais la neige se remit à tomber et continua toute la nuit. On n'avait pu sauver que quatre petites tentes, dont une appartenait au général. On en donna deux aux femmes et aux en-

fants, et la troisième aux blessés ; mais un nombre immense de blessés resta sans abri et périt pendant la nuit. « De toutes parts, dit M. Eyre, retentissaient des « gémissements et des cris. Nous étions entrés dans une « température plus froide encore que celle dont nous « sortions, et nous étions sans tentes, sans feu, sans « vivres ; la neige était notre seul lit, et pour beau- « coup elle fut un linceul. Il est seulement miraculeux « qu'un seul d'entre nous ait pu survivre à cette nuit « horrible. »

Le 9 janvier, on se remit en marche, mais désormais sans aucun ordre et sans aucune discipline. La désertion commençait à éclaircir les rangs des soldats indigènes. Mahomed-Akbar offrit alors de prendre sous sa garde les femmes et les enfants, promettant de les escorter en suivant l'armée à une journée en arrière. Le général Elphinstone y consentit et donna des ordres pour que toutes les femmes et tous les officiers mariés se préparassent à partir avec un détachement de cavalerie afghane qui les attendait. Laissons encore M. Eyre raconter ces scènes navrantes :

« Jusqu'à ce moment, dit-il, les dames avaient à « peine mangé depuis qu'elles avaient quitté Caboul. « Plusieurs avaient au sein des enfants nés depuis « quelques jours et ne pouvaient se tenir sans être « soutenues. D'autres étaient dans un état de grossesse « tellement avancé que, dans des circonstances ordi- « naires, traverser un salon eût été pour elles une fa-

« tigue ; cependant ces faibles et pauvres femmes, « avec leur jeune famille, avaient été obligées de « voyager sur des chameaux ou sur le haut des chariots « à bagage ; heureuses celles qui avaient pu trouver « des chevaux et qui pouvaient s'en servir ! La plupart « étaient restées sans abri depuis leur départ du camp ; « leurs domestiques avaient déserté ou avaient été tués, « et, à l'exception de lady Mac-Naghten et de ma- « dame Trevor, elles avaient perdu tout leur bagage « et n'avaient plus autre chose que ce qu'elles por- « taient sur elles, encore étaient-ce des vêtements de « nuit avec lesquels elles avaient quitté Caboul dans « leurs litières. Dans de pareilles circonstances, quel- « ques heures de plus auraient fait d'elles des cada- « vres. L'offre de Mahomed-Akbar était donc leur « seule chance de salut. Leurs maris, bien vêtus et « plus forts, auraient certainement préféré courir la « chance des troupes ; mais où est l'homme qui pour- « rait hésiter entre le soin de sa vie et la pensée de se- « courir et de consoler par sa présence les êtres qui lui « sont le plus chers ? »

L'escorte du sirdar emmena donc les femmes, les enfants, les officiers mariés, et plusieurs officiers blessés. Au nombre de ces derniers était M. Eyre, qui survécut ainsi pour raconter la triste destinée de ses compagnons. Nous retrouverons plus tard les prisonniers ; nous devons en ce moment suivre jusqu'au bout les restes de la malheureuse armée qui continuait sa marche.

Le 10 janvier, le jour se leva sur des scènes d'une désolation croissante. Dès que le signal de la marche eut été donné, les troupes se précipitèrent en avant dans le plus grand désordre, chacun craignant par-dessus tout d'être laissé en arrière. Il n'y avait plus, à ce moment, que les soldats européens qui fussent valides ; les Indiens avaient les mains et les pieds gelés, ils ne pouvaient plus tenir leurs armes, et le froid agissait sur eux de manière à les rendre fous. La terreur et le désespoir étaient sur tous les visages. L'avant-garde s'engagea dans une gorge étroite ; les Afghans, qui occupaient les hauteurs, la laissèrent s'approcher à portée de fusil, et ouvrirent tout à coup sur elle un feu terrible. Chaque coup portait sur cette masse serrée ; bientôt les morts et les mourants encombrèrent le passage, et ceux qui suivaient se trouvèrent arrêtés par ce rempart de cadavres. Les cipayes, désespérés, jetèrent leurs armes et se mirent à courir. La masse des suivants de camp se dispersa dans toutes les directions. Alors les Afghans descendirent le sabre à la main sur leurs victimes sans défense, et il y eut un massacre général. Les débris des troupes indiennes furent taillés en pièces. Cependant l'avant-garde avait fait une trouée et continué sa marche. Après avoir fait environ cinq milles, elle s'était arrêtée pour attendre l'arrière-garde, lorsqu'elle apprit avec stupeur, par quelques fugitifs échappés au carnage, que de toute la troupe qui s'était mise en mouvement le matin, elle seule avait

survécu. Les suivants de camp formaient encore une masse assez considérable, mais de l'armée proprement dite, il ne restait que cinquante artilleurs et cent cinquante cavaliers.

Voyant approcher un parti d'ennemis, le général Elphinstone fit aligner sa petite troupe, mais il reconnut le sirdar. Le capitaine Skinner alla de nouveau parlementer avec lui ; Mahomed-Akbar annonça qu'il ne pouvait plus retenir les Ghilzis, que son autorité était méconnue. Il demanda que les deux cents hommes qui restaient déposassent les armes, promettant de les conduire en sûreté jusqu'à Jellalabad ; quant aux suivants de camp, il déclara qu'il n'y avait plus d'autre alternative que de les abandonner à leur sort. Le général ne put accepter ces conditions désespérées, et donna l'ordre de reprendre la marche.

Les Anglais firent encore cinq milles dans un étroit défilé sous le feu de l'ennemi qui couronnait les hauteurs. Quinze officiers tombèrent seulement pendant ce trajet. Le capitaine Skinner retourna auprès du sirdar, qui fit encore la même réponse et les mêmes offres ; le général ne pouvant les accepter honorablement, tout espoir de ce côté fut perdu. On se remit en marche. Le dernier canon fut abandonné, avec un médecin blessé qui y avait été attaché avec des sangles, et que les soldats, qui l'aimaient beaucoup, avaient jusqu'à ce moment réussi à sauver. La nuit tomba encore sur cette scène d'horreur.

Le 11 janvier, la famine et la soif se firent sentir d'une manière terrible. La chair crue de trois taureaux qu'on avait pu sauver fut partagée entre les soldats, qui la dévorèrent avec rage. La neige, qu'ils mangeaient avidement, ne fit qu'accroître leur soif. Un messager du sirdar vint chercher le capitaine Skinner, qui revint quelques heures après, porteur d'une proposition d'entrevue. Le général partit avec deux officiers; Mahomed-Akbar les reçut avec les plus grandes démonstrations de bienveillance, leur fit servir des vivres, et les conduisit dans une petite tente, où, pour la première fois depuis leur départ de Caboul, ils purent jouir d'un sommeil tranquille.

Le 12 janvier, il y eut une conférence entre le général et le sirdar, qu'étaient venus joindre plusieurs chefs; mais rien n'y fut décidé. La journée se passait, le général pressait vainement Mahomed-Akbar de le faire reconduire au milieu de ses soldats. A sept heures, on entendit recommencer la fusillade, et l'on apprit que la petite troupe, se croyant abandonnée, avait repris sa marche. Le capitaine Skinner, qui était resté avec les soldats, s'étant avancé pour faire une reconnaissance, reçut un coup de pistolet à bout portant dans la figure. Il fut rapporté au camp, et mourut dans la nuit. Le découragement était au comble. Les malades et les blessés durent être abandonnés; les débris de la troupe s'engagèrent encore dans un défilé impraticable où chaque homme était ajusté comme une

bête fauve. Douze officiers tombèrent l'un après l'autre. Une cinquantaine d'hommes, mieux montés que les autres, parvinrent seuls à sortir du passage.

Quand les Afghans purent voir le petit nombre de leurs adversaires, ils poussèrent des cris de triomphe sauvages, et, se jetant sur eux le sabre à la main, terminèrent enfin cette lutte inégale.

Douze hommes restaient encore et galopaient en avant; six tombèrent exténués sur la route; les six autres parvinrent jusqu'à un village où ils furent forcés de s'arrêter un instant pour prendre quelque nourriture. Mais les habitants se jetèrent tout à coup sur eux, deux furent mis en pièces, les quatre autres reprirent le galop; à quatre milles de Jellalabad, trois d'entre eux furent atteints et massacrés, et de toute l'armée, *un seul* homme, le docteur Brydon, monté sur son petit pony, arriva à Jellalabad, et tomba, sans force et presque sans vie, dans les bras de ses compatriotes.

Telle fut la fin de l'armée de Caboul. Cette armée formait le principal corps d'occupation; mais les Anglais avaient aussi des garnisons dans les deux autres villes royales de l'Afghanistan, Candahar et Ghizni. Celle de Candahar, la plus éloignée, se maintint à son poste; celle de Ghizni eut un sort presque aussi triste que celle de Caboul. Elle avait voulu marcher au secours du général Elphinstone; mais, assiégée et affamée elle-même, elle avait dû ne plus songer qu'à se défendre. Les détails du siége et de la reddition de

Ghizni ne se trouvent point dans le livre de M. Eyre; nous emprunterons ceux qui vont suivre à une relation publiée par un des officiers de la garnison, le lieutenant Crawford.

Dès le milieu du mois de décembre, les Anglais et les cipayes avaient été obligés d'évacuer la ville et de se retrancher dans la citadelle. L'hiver était, comme à Caboul, de la plus grande rigueur; en une nuit, il tombait deux pieds de neige, et le thermomètre descendait quelquefois à 12 et 14 degrés. Aussi les cipayes furent-ils bientôt hors de service, ayant les pieds et les mains ulcérés et décomposés par le froid. Néanmoins la garnison soutint le siége pendant trois mois, au bout desquels, n'ayant plus aucun espoir d'être secourue, et manquant de vivres, d'eau et de bois, elle capitula. Le colonel Palmer, qui la commandait, signa un traité aux termes duquel lui et ses hommes devaient être escortés en toute sûreté jusqu'à Peshawer, avec armes et bagages. Le 6 mars, les Anglais évacuèrent la citadelle et prirent leurs quartiers dans plusieurs maisons de la ville. Dès le lendemain, ils furent attaqués par surprise; poursuivis d'étage en étage, puis de maison en maison, ceux qui survécurent se replièrent tous sur deux maisons occupées par le colonel Palmer et son état-major. Pendant deux jours, cet espace resserré présenta un affreux spectacle; la faim et la soif sévissaient à l'envi, et les assiégés se disputaient des glaçons pour se désaltérer. On se prépara à mourir. « Les

« couleurs du régiment, dit le lieutenant Crawford, « furent brûlées afin qu'elles ne tombassent pas entre « les mains de l'ennemi. Quant à moi, je pris ma montre « et je la jetai dans un fossé avec ce que j'avais d'ar- « gent; je brûlai aussi la miniature de ma pauvre « femme, et je bourrai un fusil avec le cadre en or, « bien déterminé à le faire avaler à un Ghazi avant de « mourir. Heures sur heures passaient, et nous atten- « dions à chaque instant le signal d'un assaut général. « Nous voyions les ennemis cerner de toutes parts nos « maisons, ils formaient au loin des masses noires, et « étaient alors au moins vingt mille. »

Il paraît que les chefs proposèrent encore aux Anglais de leur laisser la vie sauve, pourvu qu'ils abandonnassent les cipayes à la fureur des Ghazis. Les officiers refusèrent; mais les cipayes, se croyant perdus, tinrent conseil et résolurent de se chercher un passage les armes à la main. Ils partirent pendant la nuit, se perdirent dans les champs et dans la neige, et furent tués ou pris jusqu'au dernier. Alors les Anglais se rendirent.

Durant une captivité de plusieurs mois, ils endurèrent des souffrances cruelles. Le lieutenant Crawford raconte qu'ils étaient dix dans une petite chambre dont ils couvraient complétement le sol quand ils se couchaient; pour prendre un peu d'exercice, ils étaient obligés de se promener, chacun à son tour, de long en large dans un espace de six pas. Ne pouvant

changer de linge, ils étaient infectés de vermine, qu'ils passaient tous les matins une heure à pourchasser. La porte et la fenêtre de leur chambre étant constamment fermées, ils respiraient à peine dans une atmosphère étouffante. Le colonel Palmer fut mis à la torture, et les autres officiers furent menacés du même supplice, s'ils ne livraient pas un trésor qu'on les accusait d'avoir enfoui. Un d'eux mourut, et ses camarades lurent l'office des morts sur son corps, chacun croyant bientôt le suivre. Ils vécurent ainsi jusqu'à la fin du mois de juin, et à cette époque furent dirigés sur Caboul, où Mahomed-Akbar les reçut avec une excessive bienveillance. Nous les y retrouverons plus tard; nous avons maintenant à rejoindre les prisonniers de l'armée de retraite, qui étaient, depuis le 10 janvier, séparés de leurs compagnons, et que la captivité sauva de la mort.

Emmenés dans le camp du sirdar, ils y retrouvèrent le major Pottinger et les officiers qui avaient été livrés comme otages quelques jours auparavant. Une des dames y retrouva aussi son enfant qu'elle croyait perdu, et qui avait été ramassé sur la route. Les chefs afghans les accueillirent avec beaucoup de courtoisie, et leur abandonnèrent trois cabanes, où ils eurent à choisir entre le froid et une fumée intolérable. Ils n'avaient pour lit que la terre, et pour couvertures que leurs manteaux. N'ayant ni cuillères ni fourchettes, ils se résignèrent à manger à la gamelle, et à plonger

leurs doigts dans un plat commun. Mais qu'était-ce que ces privations auprès des souffrances inouïes qu'enduraient les malheureux engagés dans la montagne ?

Pendant plusieurs jours, ils marchèrent sur les traces de l'armée. La neige, dit M. Eyre, était littéralement rougie par le sang sur l'espace de plusieurs milles; partout, sur leur passage, ils rencontraient des mourants criblés de coups de couteau, et reconnaissaient les cadavres de leurs amis. Ils retrouvèrent, entre autres, le corps d'un des chirurgiens de l'armée, qui s'était fait la veille amputer une main *avec un canif*. Des blessés qui gisaient abandonnés sur la route poussaient inutilement des cris suppliants en les voyant passer. Le 14 janvier, à minuit, ils arrivèrent dans un fort où on leur donna des vivres qui consistaient en morceaux de mouton à moitié cuit et en pain sans levain; mais, et ici nous reconnaissons bien les Anglais et les Anglaises, leurs domestiques trouvèrent le moyen de leur faire du thé! Ce fut un vrai régal pour eux tous; le thé fut une véritable consolation. Nous nous souvenons qu'il y a quelque temps, la marquise de Waterford, emportée dans sa calèche par des chevaux fougueux, fut jetée par terre et presque tuée. Elle resta pendant plusieurs heures sans connaissance, et la première parole qu'elle prononça en revenant à elle fut pour demander *a cup of tea*. Du thé! c'est le premier et le dernier mot d'une Anglaise, après la Bible.

Le 15 janvier, les prisonniers eurent à traverser un torrent assez rapide. Les dames furent mises en croupe derrière des soldats afghans; le sirdar montrait pour elles la galanterie la plus empressée. Plusieurs hommes et plusieurs chevaux furent entraînés par le courant et noyés. Des meutes de chiens affamés, qui suivaient depuis quelques jours la petite troupe, ne purent traverser, et restèrent sur l'autre bord. A mesure que les captifs passaient dans les hameaux épars sur la montagne, ils étaient couverts de malédictions et souvent lapidés.

Le sirdar apprit bientôt que le général Sale avait refusé de rendre la ville de Jellalabad, malgré les ordres du général Elphinstone. Il entra dans une grande fureur, bien qne le major Pottinger cherchât à lui faire comprendre qu'un prisonnier, quel que fût son rang, n'avait plus aucune autorité sur ses subordonnés.

Les captifs, cependant, commençaient à organiser leur ménage. Ils s'habituaient insensiblement aux horreurs de leur position. Leur plus grande tribulation était la vermine, qu'ils ne pouvaient éviter. Il faut voir l'espèce de terreur qui les saisit la première fois qu'ils trouvèrent... un pou. Au bout de quelque temps, ils réussirent à enlever aux Afghans le soin de leur faire leur cuisine, et eurent la consolation de restituer ces fonctions à leurs domestiques indiens. Du reste, les Afghans se montraient pour eux d'assez agréables

compagnons de voyage, très-enclins à la conversation et à la plaisanterie, et doués, à ce qu'il paraît, d'une indépendance et d'une aisance de manières qui contrastaient singulièrement avec les façons serviles des nobles de l'Indoustan. Mahomed-Akbar, depuis qu'ils étaient complétement en son pouvoir, leur témoignait beaucoup d'égards. Il avait laissé aux officiers leurs épées. Un jour, sachant qu'ils avaient besoin d'argent, il leur donna mille roupies. Il les laissait même communiquer avec Jellalabad, et un de leurs jours les plus heureux fut celui où ils reçurent de cette ville un paquet de lettres et de journaux, avec des vêtements et du linge que les officiers de la garnison leur envoyèrent généreusement. Leurs amis avaient imaginé un moyen fort ingénieux de communiquer secrètement avec eux. Ils faisaient des marques sur des lettres de l'alphabet dans les journaux, et composaient ainsi des mots que ne pouvaient découvrir ceux qui n'étaient pas prévenus. Ce fut ainsi que les prisonniers apprirent qu'il arrivait des renforts de l'Inde, et qu'ils surent aussi pour la première fois que le docteur Brydon était arrivé seul à Jellalabad. Ils apprirent en même temps, par les Afghans, que le shah Soudja avait été tué d'un coup de fusil à Caboul par un de ses gens.

Les captifs vécurent ainsi pendant deux mois. Au milieu de ces dures épreuves, on les voit encore conserver strictement leurs habitudes religieuses. Un dimanche, on leur donna, à leur grande joie, vingt-

quatre heures de halte. « Nous en profitâmes, dit « M. Eyre, non-seulement pour prendre un peu de re- « pos, mais surtout pour accomplir nos dévotions « du sabbat, ce qui, dans les circonstances où nous « nous trouvions, ne pouvait manquer d'être pour nous « une consolation plus qu'ordinaire. »

Cependant les Afghans commençaient à les piller. Ainsi un jour un des chefs s'empara de cachemires qui étaient à lady Mac-Naghten, et qui valaient environ 125,000 fr.; il lui prit aussi pour 250,000 fr. de bijoux. Pendant ces deux mois, quatre des prisonnières accouchèrent; les femmes supportaient la fatigue avec un courage qui tenait du miracle. Le général Elphinstone fut moins heureux. Il lui restait à peine assez de force pour se tenir, et, au milieu de souffrances mortelles, il était obligé de faire à cheval des marches forcées pendant des journées entières. Le 23 avril, il rendit le dernier soupir. Le sirdar parut touché de cette triste fin; il offrit de faire transporter à Jellalabad la dépouille de l'infortuné général. Le corps fut cloué dans une bière et partit sous la garde d'un soldat européen déguisé en Afghan; mais un parti d'Afghans qui rencontra ce modeste convoi brisa le cercueil et lapida le cadavre. Le sirdar apprit avec colère la nouvelle de cette profanation et fit relever le corps, qui fut dirigé sur Jellalabad avec une nouvelle escorte. Ce jour-là, le major Pottinger dit à Mahomed-Akbar que si le traité avait été fidèlement exécuté, les Anglais seraient

sortis de l'Afghanistan pour n'y jamais rentrer. « Est-ce « bien vrai ? répondit le sirdar ; alors, j'ai été un bien « grand fou ! »

Un autre jour, les officiers anglais, pendant leur marche, le rencontrèrent assis sur le bord du chemin. « Il paraissait malade et abattu, dit M. Eyre; mais il « nous rendit poliment notre salut. » Il devenait de plus en plus triste et irrésolu. Les troupes qu'il avait envoyées pour réduire Jellalabad avaient été repoussées et avaient abandonné le siége. La désertion et l'indispline commençaient à se répandre dans les tribus sauvages, qu'il ne dominait que par l'ascendant du succès.

Mahomed-Akbar semblait alors sentir qu'il avait été trop loin et craindre les conséquences du parti désespéré qu'il avait pris. Cependant il dissimulait ses inquiétudes. Pendant une des conférences qu'il eut avec ses prisonniers, on lui remit une lettre qui lui annonçait que sa famille, captive à Loudiana, avait été affamée pendant une semaine entière par ordre du gouvernement de l'Inde. Les officiers présents s'écrièrent que c'était une fausseté ; mais le sirdar, faisant un effort sur lui-même, répliqua qu'il s'en inquiétait peu, et que la destruction de tous les siens ne pourrait altérer en rien ses résolutions, quelles qu'elles fussent. D'autres fois, il faiblissait, et questionnait avec une certaine anxiété ses prisonniers. Il regrettait, disait-il, de n'avoir pas connu plus tôt les Anglais, car il avait

été, dès son enfance, imbu de préjugés à leur égard qui avaient influé sur toute sa vie, et dont il reconnaissait maintenant l'injustice.

Des partis rivaux se disputaient la souveraineté dans la capitale depuis l'assassinat du shah Soudja. Le sirdar retourna donc sur Caboul, où sa présence était nécessaire. Il proposa à M. Eyre de partager le commandement de ses troupes et de l'aider à prendre Caboul; mais l'officier anglais répondit qu'il ne pouvait prendre du service en pays étranger sans le consentement de sa souveraine. A mesure qu'ils se rapprochaient de la capitale, ils entendaient le bruit du canon annonçant que la lutte se prolongeait entre les tribus rivales. Le sirdar établit son camp à deux milles de Caboul vers la fin du mois de mai. Un officier anglais retrouva là sa petite fille, qu'il avait perdue durant la retraite; on lui avait appris à dire : « Mon père et ma mère « sont infidèles, mais moi, je suis une vraie croyante. » Le Bala-Hissar était alors occupé par Futty-Yung, un fils de Zehman-Shah, frère du shah Soudja. Il fut bientôt obligé de composer avec Mahomed-Akbar et plusieurs autres chefs; il leur abandonna à chacun une tour dans la citadelle, se réservant à lui-même la résidence royale, qui renfermait les trésors. Les tribus et les chefs ennemis prirent ainsi chacun un lambeau du pouvoir, mais la discorde était plus violente que jamais.

Mahomed-Akbar cherchait maintenant tous les moyens de s'assurer l'appui des Anglais. Le général

Pollock, qui s'avançait avec des renforts, lui avait offert de lui renvoyer sa famille, qui était entre les mains du gouvernement de l'Inde ; mais le sirdar refusa de l'associer à son existence errante et précaire. Il aurait lui-même volontiers rendu à la liberté tous ses captifs, si les autres chefs ne s'y étaient constamment opposés.

A Caboul, les Anglais retrouvèrent la femme d'un officier, qui avait embrassé la religion mahométane, et était devenue la maîtresse d'un chef afghan. Il paraît que cette femme s'était montrée depuis ce moment l'ennemie la plus implacable de ses compatriotes. Elle a depuis recouvré sa liberté avec les autres.

Ce fut vers la fin du mois de juin que les prisonniers de Ghizni furent, comme nous l'avons dit, amenés à Caboul. Le sirdar leur fit le meilleur accueil. « Je ne pouvais me figurer, dit le lieutenant Crawford, « que ce grand jeune homme, de si bonne mine et « de si bonnes manières, qui s'informait avec tant de « bonté de notre santé, fût le meurtrier de Mac-« Naghten et le chef du massacre de nos troupes. Il « nous assura que nous serions désormais traités en « officiers et en *gentlemen.* » La conduite de Mahomed-Akbar à l'égard des prisonniers ne se démentit pas. Il leur laissait beaucoup de liberté, veillait avec beaucoup d'intérêt à tous leurs besoins, et semblait chercher à leur faire oublier tout ce qu'ils avaient souffert.

Jusqu'au dernier moment, il espéra pouvoir con-

clure la paix avec les Anglais, et peut-être obtenir leur protection. Il fit offrir au général Pollock, qui s'avançait toujours, l'échange des prisonniers ; mais le général avait reçu de nouvelles instructions et l'ordre de ne pas accepter de conditions. Réduit au désespoir, Mahomed-Akbar revint à ses idées de vengeance. L'avant-dernière note du journal de M. Eyre est du 29 juillet, et est ainsi conçue : « Mahomed-Akbar a déclaré ce « matin, avec une expression de détermination sau- « vage, que, si Pollock avance, il nous emmènera tous « dans le Turkestan, et nous donnera en présent aux « différents chefs. Et soyez sûr qu'il exécutera ses me- « naces, car ce n'est pas un homme dont on se puisse « jouer. »

En effet, les prisonniers furent emmenés à environ cent milles dans l'intérieur. Mais ils gagnèrent le chef de leur escorte, et revinrent avec lui à Caboul. Treize femmes, douze enfants, trente-un officiers et cinquante-trois soldats recouvrèrent la liberté après une captivité de deux cent trente-un jours. Ce fut ainsi que se termina cette série d'aventures, de souffrances et de désastres, qui, de quelque manière qu'on l'envisage, forme certainement un des épisodes les plus attachants et les plus tragiques de l'histoire contemporaine.

Redevenus maîtres de ce pays qui leur avait été si funeste, les Anglais se livrèrent aux plus cruels excès et aux plus sanglantes représailles. Ainsi, un corps de troupes marcha sur Istalif, une ville de quinze mille

âmes, dans le Kohistan, et après l'avoir emportée d'assaut, l'abandonna au pillage et au feu. Un officier anglais raconte ainsi cette féroce exécution. « Pendant « deux jours, la place fut mise à sac. Tout ce qui ne « put pas être emporté fut brûlé. Les soldats, Euro- « péens ou Indiens, montrèrent une rage qui était « portée au comble par le souvenir des cadavres de « leurs compagnons qu'ils avaient retrouvés dans les « montagnes. Pas un homme ne fut épargné, avec ou « sans armes; on ne fit pas un seul prisonnier, tous « furent pourchassés et écrasés comme de la vermine; « nul ne songeait à faire merci. Nous avons été bien « vengés. Partout où ils trouvaient le corps d'un « Afghan, les cipayes hindous mettaient le feu à ses « habits, afin que *la malédiction d'un père brûlé* tom- « bât sur ses enfants. On dit même que les blessés « qu'on prenait encore vifs étaient ainsi rôtis jusqu'à « la mort. »

La ville de Caboul fut aussi détruite de fond en comble, sauf le quartier des Kusilbachis ou Persans, que les Anglais voulaient ménager. Le célèbre bazar, la gloire et l'ornement de l'Asie centrale, et qui datait du règne d'Aureng-Zeb, fut ruiné et brûlé. C'était un magnifique bâtiment, composé d'une file d'arcades longue de six cents pieds et large de trente, et décoré de peintures à fresque. Tous les voyageurs en parlent comme d'une merveille; c'était là qu'avaient été exposés les restes mutilés de sir William Mac-Naghten.

L'œuvre de destruction dura deux jours. C'est ainsi que la ville la plus riche et la plus florissante de cette partie de l'Asie, qui l'année précédente avait une population de soixante mille âmes, devint un monceau de ruines. Les Anglais épargnèrent la citadelle, qu'ils laissèrent au pouvoir d'un fils de Shah-Soudja, un enfant de seize ans. La plus grande partie des habitants avait évacué la ville avec Mahomed-Akbar, et s'était réfugiée dans les montagnes. Ghizni, Jellalabad, et tous les forts qui étaient dans les défilés, furent également détruits; et l'armée anglaise se retira de l'Afghanistan comme un fleuve après une inondation, ne laissant sur son passage que la ruine, la désolation et la mort.

VIII.

MIGNET.

HISTOIRE DE MARIE STUART.

Desdemone est étendue et endormie sur son lit. Le terrible Maure s'approche de sa victime, et voyant ce trésor de grâce et de beauté, il sent son cœur faillir. Il dit : « Je veux respirer la rose sur sa tige. » Il embrasse Desdemone : « O! souffle embaumé! dit-il, « tu persuaderais presque à la justice de briser son « glaive! Marie Stuart est la Desdemone de l'histoire.» On pourra toujours prouver qu'elle est coupable, on pourra toujours montrer les taches de sang sur ses petites mains blanches; mais quand la justice vengeresse lève le bras pour la frapper, à la vue de tant de charmes, de tant d'attraits, de tant d'irrésistibles séductions, elle détourne la tête et laisse tomber son épée, et elle dit avec Othello : « Je ne veux pas blesser « cette peau plus blanche que la neige, plus polie que « l'albâtre des statues. » Il y a, dans l'histoire, de ces créatures privilégiées que la poésie arrache, pour

ainsi dire, à l'étreinte de la réalité, et qu'elle emporte sur ses ailes dans le royaume de l'idéal. L'image de Marie Stuart sera éternellement associée à l'idée de l'amour et de la beauté; et après avoir ébloui et enchanté son siècle, elle a, comme le dit son sévère historien, passionné jusqu'à la postérité. Tout le monde a été amoureux de Marie Stuart. Voici un livre où l'auteur démontre très-clairement et très-éloquemment qu'elle fut criminelle. C'est possible; mais elle fut en même temps si infortunée et si belle, qu'on n'a pas le cœur de la condamner; et il lui sera toujours beaucoup pardonné, vous savez bien pourquoi.

Conduite toute jeune en France pour y devenir la femme du dauphin, depuis François II, Marie Stuart grandit au milieu de la cour la plus brillante, la plus spirituelle et la plus dissolue de l'Europe, celle de François Ier. Cette cour était un véritable tableau du Décaméron. « Conservant encore, dit M. Mignet, cer« taines coutumes militaires du moyen âge, et se « façonnant aux usages intellectuels du siècle de la « Renaissance, elle était moitié chevaleresque et moitié « lettrée, mêlait les tournois aux études, la chasse à « l'érudition, les spectacles de l'esprit aux exercices « du corps, les anciens et rudes jeux de l'adresse et « de la force aux plaisirs nouveaux et délicats des « arts. »

La jeune reine se forma vite dans ce foyer d'élégance, d'arts libéraux et de mœurs légères. Elle apprit

le latin, l'histoire, la musique, la poésie. « Elle chan-« tait très-bien, dit Brantôme, s'accordant avec le « luth, qu'elle touchait bien joliment de cette belle « main blanche et de ces beaux doigts si bien façon-« nés. » C'est encore Brantôme qui disait : « Venant « sur les quinze ans, sa beauté commença à paraître, « comme la lumière en plein midy. » Et voici comment parlait d'elle Ronsard :

Au milieu du printemps, entre les liz naquit;
Son corps qui de blancheur les liz mesme vainquit,
Et les roses qui sont du sang d'Adonis teintes
Furent par sa couleur de leur vermeil dépeintes;
Amour de ses beaux traits lui composa les yeux,
Et les Grâces, qui sont les trois filles des cieux,
De leurs dons les plus beaux cette princesse ornèrent,
Et, pour mieux la servir, les cieux abandonnèrent.

C'est au milieu de ce concert de musique, de poésie, d'hommages et d'adorations que grandit Marie Stuart. On croit la voir passer comme une déesse antique, conduisant un chœur de nymphes qu'elle surpasse en grâce et en beauté. Ce fut le temps le plus heureux de sa vie. Bientôt la jeune fille devint femme, la femme devint reine. A dix-huit ans elle devint veuve; elle sentit tout ce qu'elle perdait en perdant le trône de France, elle tomba dans un profond abattement. Il fallait donc quitter et cette France tant aimée, et cette couronne, la première de la chrétienté, et cette cour, la plus chevaleresque du monde, et ce doux commerce

des arts et des lettres, et cette vie de plaisirs, de fêtes et de rêves où s'était écoulée son enfance. Marie était devenue Française; l'Écosse ne pouvait plus être pour elle qu'une terre d'exil; elle frissonnait en pensant à ce pays sauvage où elle allait retrouver quelque chose de plus froid et de plus dur encore que le climat, la religion presbytérienne. Anne d'Autriche avait la peau si fine et si délicate, qu'on disait d'elle que la plus grande peine à laquelle elle pourrait être condamnée dans le purgatoire serait de coucher dans des draps de toile de Hollande. La cour d'Écosse devait aussi apparaître à Marie Stuart comme un lieu de pénitence; Brantôme dit qu'elle appréhendait ce voyage comme la mort. Il raconte que lorsqu'elle partit, elle resta longtemps les deux bras sur la poupe de la galère, fondant en larmes, regardant la terre, et répétant : « Adieu, France ! » Ronsard la salua de ce dernier hommage :

Quand cet yvoire blanc qui enfle vostre sein,
Quand vostre longue, gresle et délicatte main,
Quand vostre belle taille, et votre beau corsage
Qui ressemble au portrait d'une céleste image ;
Quand vos sages propos, quand votre douce voix
Qui pourrait esmouvoir les rochers et les bois,
Las! ne sont plus ici; quand tant de beautés rares,
Dont les grâces des cieux ne vous furent avares
Abandonnant la France, ont d'un autre costé
L'agréable sujet de nos vers emporté,
Comment pourraient chanter les bouches des poëtes
Quand par vostre départ les Muses sont muettes?

Tout ce qui est de beau ne se garde longtemps :
Les roses et les lys ne règnent qu'un printemps.....

A la place de la musique des poëtes, la pauvre Marie ne devait trouver, en arrivant en Écosse, que la psalmodie des disciples de Knox. Quand elle débarqua, elle trouva un cheval pour elle et de petites haquenées de montagne pour les dames et les seigneurs de sa suite. Comparant ce maigre attirail aux brillants cortéges qu'elle venait de laisser en France, elle se mit encore à pleurer. Le soir, les bourgeois d'Édimbourg, pour témoigner leur allégresse, vinrent sous ses fenêtres chanter des psaumes en s'accompagnant de méchants violons. Ce fut ainsi qu'elle rentra désolée dans sa patrie.

Pendant les treize ans que Marie Stuart avait passés en France, l'Écosse était devenue protestante. Cette révolution s'était, comme la plupart des révolutions protestantes, accomplie par la noblesse, qui se partagea les biens du clergé catholique, et qui en même temps substitua à la prépondérance du pouvoir royal celle du pouvoir aristocratique. « L'ancienne noblesse « et la nouvelle Église, dit M. Mignet, agirent d'accord « contre le clergé romain qu'elles détruisirent, l'in- « fluence française qu'elles annulèrent, et le pouvoir « royal qu'elles affaiblirent. Le traité d'Édimbourg et « les actes du Parlement d'août 1560 firent de l'Écosse « une sorte de république protestante, conduite par

« des seigneurs et des ministres, et placée sous le pro-
« tectorat de l'Angleterre. »

Marie parut d'abord disposée à subir pour son royaume la révolution religieuse accomplie pendant son absence ; elle ne demanda que la tolérance pour elle-même ; mais la tolérance n'était point un des attributs de la religion nouvelle. Knox déclarait « qu'il ai-
« mait mieux voir débarquer dix mille ennemis en
« Écosse que d'y voir célébrer une seule messe. » Quand, le premier dimanche après son retour, la reine fit dire la messe dans sa chapelle particulière, le peuple se souleva contre le rétablissement de *l'idole;* un des lords presbytériens envahit le palais l'épée à la main pour tuer le prêtre ; et ce fut avec peine que Murray, frère et premier ministre de la reine, la protégea contre la fureur des Saints. Quelques jours après, Marie fit son entrée publique à Édimbourg ; un jeune enfant vint lui présenter le livre des psaumes, et partout sur son passage elle trouva des représentations des supplices infligés dans la Bible aux idolâtres. Ces sinistres apparitions la poursuivaient jusqu'au fond de son palais ; mais la plus sombre de toutes était celle de Knox lui-même. La première fois que la jeune reine le vit, elle put connaître la grandeur et la cruauté des épreuves auxquelles elle était réservée. Le fier et indomptable réformateur proféra hautement devant elle la doctrine qui devait ébranler et renverser tous les trônes ; non plus la doctrine du refus d'obéissance, mais celle de

l'insurrection. « Si les hommes du temps des apôtres, « dit-il, avaient été contraints de suivre la religion des « empereurs, que serait devenue la foi des chrétiens? » Et comme Marie, qui était aussi théologienne, lui disait que les premiers chrétiens ne résistaient pas avec l'épée, Knox répliqua que c'était uniquement parce qu'ils n'en avaient pas eu le pouvoir. Ce fut lui qui, dans cette conférence, parla le dernier; la reine resta silencieuse et accablée. Quel contraste, en effet, entre le catholicisme royaliste plus que facile et presque païen de la cour de France, et ce dur, sauvage et implacable puritanisme! C'est en vain que la pauvre reine cherchait à s'égayer et à dissiper ces sombres images; c'est en vain qu'elle faisait de la musique et des vers, qu'elle dansait et qu'elle chassait : l'homme noir apparaissait tout à coup au milieu des fêtes et faisait fuir épouvantée la nichée folâtre des ris et des jeux. C'était quelque chose comme le choral de Luther éclatant au milieu d'un ballet. Un jour, comme il venait encore d'effrayer cette malheureuse Marie, en passant par les antichambres, il rencontra les jeunes femmes de la cour qui riaient et devisaient, et il les apostropha en leur disant : « Ah! belles dames! quelle plaisante vie « que la vôtre, si elle durait toujours, et si nous pou- « vions à la fin aller au ciel dans ces belles parures! « Mais, oh! la vilaine chose que cette mort qui arri- « vera quoi que vous fassiez! et quand elle sera arri- « vée, des vers repoussants s'attaqueront à cette chair,

« si blanche et si tendre qu'elle soit, et la pauvre âme, « je le crains bien, sera si faible qu'elle ne pourra em- « porter avec elle tout cet or, ces joyaux, ces perles et « ces pierres précieuses. »

Le jour où Knox faisait cette sortie foudroyante, il était venu au palais pour protester contre l'union de Marie Stuart avec un prince catholique, avec le fils du roi d'Espagne. Ce mariage ne se fit pas, et la jeune reine épousa Darnley. C'est le commencement de cette série de passions et de mariages tragiques qui composèrent la vie de Marie Stuart. Une des sources de l'intérêt romanesque et poétique inséparable de son histoire, c'est cette sorte de fatalité sanglante qui s'attache à tous ceux qui l'aimèrent ou furent aimés d'elle. Tous périrent de mort violente ; mais on eût dit qu'il y avait un attrait irrésistible dans ce bonheur qu'il fallait payer de sa vie. Dans *l'Abbé*, de Walter Scott, quand George Douglas est étendu mourant sur le champ de bataille de Langside, Marie s'écrie en l'inondant de ses larmes : « Regardez-le bien ; tel a été le sort de « tous ceux qui ont aimé Marie Stuart. A quoi ont « servi à François sa couronne, à Chastelet son esprit, « au vaillant Gordon sa puissance, à Rizzio son chant « mélodieux, à Darnley sa jeunesse et sa beauté, à « Bothwell sa force et son audace, et aujourd'hui au « noble Douglas son généreux dévouement ? Rien n'a « pu les sauver. Ils ont aimé l'infortunée Marie, et « c'est un crime digne de mort... »

Chastelet ou Chastelard, dont il est ici question, fut ce qu'on aurait appelé de nos jours un des *fous de la reine*. Il envoyait des vers à Marie Stuart, qui lui répondait par pur amour de la poésie. Il se méprit, et se crut aimé. Il se cacha sous le lit de la reine, où il fut pris, puis il fut condamné à avoir la tête tranchée. Il marcha à l'échafaud en récitant ces vers de Ronsard :

Le désir n'est rien que martyre ;
Content ne vit le désireux,
Et l'homme mort est bien heureux :
Heureux qui plus rien ne désire.

En mourant, il leva les yeux au ciel et prononça ces simples mots : « O cruelle dame ! » La cruelle femme laissa tomber dans la foule cet amant obscur. Tout aussitôt après son mariage avec Darnley, elle commença à réagir contre la Réformation. Ses alliés naturels étaient la France et l'Espagne, Charles IX et Philippe II, et l'instrument de cette réaction fut l'Italien David Riccio. Le roman et la vie intime se mêlent ici à l'histoire, et toute cette aventure tragique de Riccio représente la double lutte du catholicisme et du protestantisme, de la monarchie et de l'aristocratie. Il n'y faut pas chercher la démocratie : c'est un élément qui n'est venu que plus tard. Darnley s'appuie sur les nobles, et les nobles, à titre de protestants et d'aristocrates, voyaient avec jalousie la faveur d'un catholique et d'un roturier comme cet artiste italien. On aurait

tort de ne voir dans Riccio qu'un amant de la reine; il était aussi ce qu'avait été sous Louis XI Olivier le Daim, un représentant de la classe moyenne alliée avec la royauté contre la noblesse. Marie Stuart, se plaignant amèrement de cette aristocratie qui dédaignait la Couronne et les lois, et qui ne voulait pas tolérer les nouveaux venus, disait : « Si le roi trouve un « homme de bas état, pauvre en biens, mais généreux « d'esprit, fidèle en cœur et propre à la charge re- « quise pour son service, il ne lui osera commettre au- « torité, parce que les grands qui en ont desjà en veu- « lent encore. » Ce fut sous cette coalition jalouse des grands que succomba Riccio. Ce furent les protestants et les nobles qui entrèrent à main armée dans la chambre de la reine, saisirent l'Italien qui se cramponnait aux pans de sa robe, et le tuèrent à coups de dague et de poignard dans cet escalier d'Holyrood où l'on montre encore les traces de son sang. Et quand Ruthven, après cette atroce exécution, rentra dans la chambre et demanda un verre de vin pour se remettre, il dit à la reine qu'on avait mis David Riccio à mort parce qu'il l'avait poussée à rétablir l'ancienne religion et « à tyranniser la noblesse. »

Marie pleura et dit avec amertume : « Ce sang coû- « tera cher à quelques-uns d'entre vous. » Il coûta cher à Darnley, et dès ce jour sa perte fut jurée. Marie Stuart le méprisait, comme toute femme de son caractère et de son tempérament devait mépriser un homme

qui ne la dominait pas. Sa plus forte et sa plus vraie passion fut Bothwell, et c'est dans l'histoire de cet amour que se manifeste la femme tout entière, avec toutes ses grandeurs et toutes ses infirmités. C'est une page qui appartient au roman plus qu'à l'histoire. Bothwell était laid, mais d'une bravoure à toute épreuve, d'une résolution sans scrupule, amoureux des dangers et des plaisirs, et emporté jusqu'à la brutalité. Marie l'aima avec une ardeur effrénée et une soumission sans bornes; la reine s'effaça devant la femme et abdiqua complétement dans les bras de ce violent amant. Une fois qu'il avait été blessé dans une rencontre, elle fit en un seul jour trente-six milles à cheval pour aller le voir pendant une heure, et le lendemain elle était à la mort. Elle lui écrivait dans le langage le plus tendre et le plus humble, et pour lui elle alla jusqu'au sang et jusqu'au crime. Après avoir lu l'ouvrage de M. Mignet, il n'est guère possible de douter que la reine était la complice du meurtre de son mari. Les preuves sont accablantes. On voit Marie reprendre, à l'aide de sa toute-puissante beauté, son empire sur Darnley, et l'emmener comme une victime au lieu du sacrifice. Elle écrivait à Bothwell : « Si je « n'eusse appris par l'expérience combien il avait le « cœur mol comme cire, et le mien être dur comme « diamant, peu s'en eust fallu que je n'eusse eu pitié « de lui. *Toutefois, ne craignez rien.* »

On assiste, dans ce dramatique récit, aux dernières

luttes de sa conscience, mais la passion l'emporte, et la reine s'en va au bal masqué, le nuit où des barils de poudre font sauter la maison et le lit de son mari. La voix publique proclamait l'auteur du forfait et en demandait le châtiment; mais c'est alors que se montre, dans tout son dévouement et toute son audace, l'amante passionnée. Plus Bothwell est menacé, plus elle le couvre de son corps. Comme son deuil retardait trop leur mariage, elle se fait enlever par lui sur la grande route, à main armée, rentre avec lui dans Edimbourg, et l'épouse. La noblesse eut peur et se soumit; il n'y eut que l'Église qui eut le courage de protester contre cette série de crimes. Knox était hors du royaume; mais Craig, un des principaux ministres presbytériens, apostropha publiquement Bothwell en l'accusant de meurtre, de rapt et d'adultère. Le péril de Bothwell ne faisait que redoubler la passion de Marie. Il y avait en elle de la nature de la courtisane; elle était dominée et subjuguée par la peur en même temps que par l'amour; et, comme les femmes de plaisir, elle voyait des preuves de tendresse dans les traitements violents. Bothwell se défiait de sa fidélité, et la faisait entourer; alors elle lui écrivait : « Vous « méfiez-vous de moi qui vous veux mettre hors de « doute et déclarer mon innocence? O ma chère vie, « ne le refusez et ne souffrez que je vous donne épreuve « de mon obéissance, fidélité, contenance et volontaire « subjection. » Bothwell ne voulait ni qu'elle regardât

personne ni que personne la regardât; mais c'était cette jalousie même qui lui plaisait, et elle le disait, même en vers :

Et vous doutez de ma ferme constance,
O mon seul bien et ma seule espérance.
. . . . . .
Vous ignorez l'amour que je vous porte,
Vous soupçonnez qu'autre amour me transporte,
Vous estimez mes paroles du vent,
Vous dépeiguez de cire mon, las ! cœur,
Vous me pensez femme sans jugement.
Et tout cela augmente mon ardeur.
. . . . . .

Marie ne se sépara de Bothwell que par la force, que lorsqu'elle fut forcée d'abdiquer entre les mains des lords insurgés. Même après cette séparation, elle ne cessa pas de l'aimer; elle demandait « qu'on les « mît tous deux dans un navire pour les envoyer là où « la fortune les conduirait. » Prisonnière de ses nobles, elle les menaça de les faire tous pendre et crucifier s'ils ne lui rendaient son mari, et ce fut la certitude de la voir aller rejoindre Bothwell dès qu'elle serait libre qui détermina les lords à la détrôner.

Tout le monde connaît l'histoire de sa captivité au château de Lochleven, de son évasion, de sa défaite, et de sa fuite en Angleterre. Vaincue chez elle par la noblesse et l'Église protestantes, elle allait précisément chercher un refuge dans le foyer même du protestantisme. C'était comme Napoléon se réfugiant à bord du *Bellérophon*

La fuite de Marie Stuart en Angleterre clôt la première partie de sa vie, la plus romantique, la plus tendre, la plus coupable. Dans la seconde, la reine et la femme sont purifiées par l'expiation et par le supplice. L'ouvrage de M. Mignet est probablement le plus complet qui existe sur cet attrayant et dramatique sujet. Nous y retrouvons les grandes qualités habituelles de l'auteur : l'élégance et la précision du style, la sûreté du jugement, la perfection de la méthode. Si nous avions un reproche à faire à M. Mignet, ce serait d'être trop impartial. Peut-être ne fait-il pas assez comme cette postérité dont il parle : il ne se passionne pas pour son sujet ; on aimerait à le voir plus accessible à la faiblesse.

« Dans ce siècle violent, dit-il, les croyances étaient « moins fortes que les mœurs, et la religion, qui avait « beaucoup de pouvoir sur l'esprit, en exerçait bien « peu sur la conduite. Ainsi les passions du temps et « du pays se retrouvèrent dans la reine et dans les « sujets avec les désordres qui les accompagnent, les « mensonges qui les couvrent, les criminelles har- « diesses qui les satisfont, et pour tous elles furent sui- « vies des durs châtiments qui les attendent. Aucun « n'en avait été exempt, aucun n'en demeura impuni. » C'est dans ce jugement même que nous trouvons, non pas la justification, mais le pardon de Marie Stuart ; elle fut coupable comme son temps. Maintenant nous laisserons un peu de côté cette aimable figure qui est

une distraction périlleuse pour la critique comme pour l'histoire, et nous chercherons le rôle général que remplit la reine Marie dans la lutte du catholicisme et du protestantisme. C'est ce côté que M. Mignet a principalement fait ressortir, et sur lequel il a jeté la plus vive lumière.

Dès que l'Angleterre était devenue protestante, sa sécurité exigeait que l'Écosse le devînt aussi. C'était pour elle une question de vie et de mort. De même pour l'Irlande : on y voit, il est vrai, le peuple garder invinciblement sa foi nationale et héréditaire ; mais le protestantisme, armé du fer et du feu, y implante une garnison anglaise qui y est restée jusqu'à nos jours, et qui seule depuis deux siècles a maintenu sur la couronne d'Angleterre cette émeraude si souvent ensanglantée. L'Écosse catholique était la porte par laquelle pouvaient toujours entrer en Angleterre non-seulement Rome, mais la France, mais l'Espagne, l'ennemi temporel comme l'ennemi spirituel.

Or cette poétique et prédestinée famille des Stuart avait l'esprit français, l'esprit de la monarchie française. On la voit poursuivant toujours l'abaissement de la féodalité devant le pouvoir royal; son histoire est remplie par les luttes de la Couronne contre les barons. Aussi l'Angleterre trouvait-elle des alliés naturels dans la noblesse écossaise, qui aspirait à dépouiller à la fois la royauté de son pouvoir et l'Église de ses biens, et nous avons vu que la révolution qui détrôna

Marie fut accomplie par Knox et les lords avec la connivence d'Élisabeth. Knox avait offert aux lords révoltés l'appui du parti presbytérien, à la condition que la religion nouvelle deviendrait la religion de l'État et du roi; et allant plus loin encore que les nobles, il demandait, au nom de la Bible, la punition de la reine selon la loi commune. La cause de la reine était la cause de la royauté; c'étaient tous les rois du monde qui étaient menacés, non-seulement par la noblesse coalisée, mais par quelque chose de bien autrement dangereux, par le triomphe de l'esprit d'examen. Marie le comprenait bien quand, parlant de ses sujets rebelles, elle faisait dire par ses commissaires : « Si on « tolère qu'ils aient mis la main sur leur souveraine, « quel est le prince dans la vie duquel, après une seule « année de règne, des sujets ambitieux n'iront pas « chercher ou inventer quelque motif de scandale pour « s'emparer de sa suprême autorité? Vos sagesses com- « prennent de combien leurs actes dépassent les droits « accordés aux sujets par les Saintes Écritures et sont « contraires aux loyales obligations qui leur sont im- « posées envers leurs princes naturels. » Au moment où Marie devenait la prisonnière d'Élisabeth, le roi très-chrétien et le roi très-catholique, Charles IX et Philippe II, étaient trop occupés chez eux pour pouvoir lui porter secours; ils l'abandonnèrent sans défense au protestantisme, c'est-à-dire à l'ennemi du pouvoir monarchique.

Il n'y eut que la cour de Rome qui, avec son profond instinct de conservation, comprit et ressentit cette grande solidarité de la cause des Stuart et de celle du catholicisme et de la royauté. Le pape Pie V sollicita vivement le duc d'Albe en faveur de la prisonnière, lui écrivant « qu'il ne saurait rien entreprendre de « plus agréable et de plus utile au Dieu tout-puissant que « de délivrer cette reine qui avait bien mérité de la foi « catholique, et qui était opprimée par la puissance de « ses ennemis hérétiques. » Le pape, le fidèle et ardent duc d'Albe, l'inquisition et les jésuites, voilà quels furent les vrais alliés de Marie Stuart. Comme autrefois David Riccio, ce fut encore un Italien, le banquier Ridolfi, qui servit à Londres de correspondant entre les catholiques anglais et le souverain pontife. Marie comptait bien plus sur le pape et l'Espagne que sur la France, à laquelle on n'osait pas confier le secret des conspirations. Les catholiques se tenaient en garde même de Charles IX, même de Catherine de Médicis. C'était la vraie Rome qui seule conspirait.

Marie conspirait toujours avec sa beauté pour complice, et elle marchait à la conquête des couronnes par celle des cœurs. Le chef de la noblesse anglaise, le duc de Norfolk, s'était dévoué à sa destinée; il subit le sort de tous les amants, heureux ou malheureux, de Marie Stuart : il eut la tête tranchée. Il est extrêmement intéressant de suivre, dans l'ouvrage de M. Mignet, les phases diverses de cette conjuration

du duc de Norfolk, qui se tramait à Rome, à Madrid et dans les Pays Bas plus encore qu'en Angleterre.

Toutefois ce fut en France que le catholicisme frappa le grand coup. A la décapitation de Norfolk, il répondit par l'assassinat collectif de la Saint-Barthélemy. Il y eut dans toute l'Angleterre une explosion de colère; Élisabeth reçut l'ambassadeur de France dans sa chambre en deuil, avec toute sa cour en deuil. Malgré les protestations d'amitié que lui envoyait Charles IX, elle crut le protestantisme menacé dans l'Europe entière par une vaste conspiration; elle jura que la reine catholique d'Écosse ne sortirait jamais vivante de sa prison. On voit la lutte devenir plus impitoyable à mesure qu'elle s'agrandit. Le terrible gage donné par la famille royale de France aux catholiques ne lui avait pas rendu leur confiance : l'Ordre fameux qui commençait alors sa carrière, l'institut des jésuites, communiquait avec les Guise, mais non avec la cour. On avait encore moins de confiance dans Henri III qu'on n'en avait eu dans Charles IX. Quand le parti catholique, tournant ses efforts contre le foyer même du protestantisme, prépare une invasion armée en Angleterre, il est convenu entre le duc de Guise, les jésuites, le pape et le roi d'Espagne, que le roi de France n'en saura rien; il est convenu aussi que l'expédition se fera au nom du pape seul, afin de ne pas porter ombrage au roi de France. Un peu plus tard, on voit cette séparation du

catholicisme et de la couronne, en France, se dessiner encore plus nettement; c'est quand le roi de Navarre, depuis Henri IV, devient l'héritier du trône et menace d'y installer avec lui la religion réformée. Alors la règle de la foi prévaut sur la règle de l'État. Les catholiques, avec les Guise, avec Philippe II, avec Sixte-Quint, changent l'ordre de la primogéniture, et la Ligue apparaît sur la scène.

A la ligue catholique Élisabeth oppose la ligue protestante. A son tour elle s'unit avec le roi de Navarre, avec les États Généraux des Pays-Bas, et plus étroitement que jamais avec les presbytériens d'Écosse. En même temps une association protestante s'était spontanément constituée en Angleterre, dont tous les membres s'engageaient à poursuivre jusqu'à la mort ceux qui attenteraient à la vie d'Elisabeth, et même celle en faveur de qui l'attentat serait commis. Ceci s'adressait à Marie Stuart que les catholiques tenaient pour la reine légitime d'Angleterre. L'antagonisme des deux religions se trouve ainsi organisé dans toute l'Europe : Élisabeth à la tête du protestantisme, Philippe II à la tête du catholicisme; Marie Stuart en prison. Deux siècles plus tard, la même lutte se reproduira en Europe, sous d'autres noms et dans d'autres proportions, mais entre les mêmes principes. Alors aussi on verra une reine aussi belle et aussi intéressante offerte en sanglant holocauste aux idées nouvelles. Marie Stuart et Marie-Antoinette

suivent dans l'histoire une marche parallèle. A mesure que les rois de l'Europe enveloppent et enserrent la France pour y étouffer la Révolution, la Révolution, à son tour, renferme plus étroitement sa royale captive. De même, à l'époque dont nous parlons, à mesure que le catholicisme étend et organise sa croisade contre la Réformation, on voit les portes de la citadelle protestante se resserrer sur la prisonnière d'Élisabeth. Fotheringuay et le Temple, à deux siècles d'intervalle, sont le théâtre de la même tragédie, et Marie Stuart la Lorraine est l'otage de la Réformation, comme Marie-Antoinette l'Autrichienne est l'otage de la Révolution.

Et comme ces deux reines sont en même temps deux vraies femmes ! Quelle charmante harmonie de grâce et de courage, de tendresse et de malheur ! On ne peut lire sans émotion, dans la correspondance de Mirabeau, ce que M. de La Marck disait du naturel doux et enjoué de Marie-Antoinette. « L'entretien, « dit-il, dura plus de deux heures, sur un ton de « gaieté qui était naturel à la reine, et qui prenait sa « source autant dans la bonté de son cœur que dans la « douce malice de son esprit... Dès que je lui parlais « de la Révolution, elle devenait sérieuse et triste; « mais aussitôt que la conversation portait sur d'autres « sujets, je retrouvais son humeur aimable et gra- « cieuse..... Marie-Antoinette, qu'on a tant accusée « d'aimer à se mêler des affaires publiques, n'avait

« aucun goût pour elles. » Ne dirait-on pas qu'il s'agit ici de Marie Stuart, de la femme aimable, indulgente et gaie, née pour être heureuse et paresseuse, pour être vêtue comme les lis, sans rien faire, et pour voir tout en rose, et que l'histoire impitoyable jette violemment hors de ses voies pour en faire une de ses plus tragiques héroïnes? Marie-Antoinette n'aimait pas les affaires, et cette pauvre Marie Stuart, elle aussi, aimait bien mieux les fêtes, la danse, la musique et les vers. De sa prison, elle faisait demander en France des tourterelles. « Je prendrais plésir, écrivait-elle, de les « nourrir en casge, comme je fays de tous les petits « oiseaux que je puis trouver. Ce sont des passe-temps « de prisonnière. » Elle demandait des petits chiens, des miroirs, de la soie et du satin ; elle faisait des petits ouvrages à l'aiguille qu'elle offrait ensuite à Élisabeth. Mais rien ne fléchissait cette dure protestante. Il y avait dans Élisabeth de la jalousie de la femme laide et dévote dont la laideur double la ferveur; elle reprochait à Marie tous les péchés qu'elle-même n'avait pas l'occasion de commettre, et elle lui aurait pris sa beauté plus volontiers que sa couronne. Ce n'est pas elle qui aurait trouvé ces mots touchants par lesquels Marie Stuart se défendait : « J'ai souhaité, disait-elle, « qu'il fût pourvu à la défense des catholiques, « mais je n'ai jamais voulu qu'on y arrivât par le sang « et par le meurtre. J'ai préféré le rôle d'Esther à ce- « lui de Judith, et j'ai mieux aimé intercéder auprès

« de Dieu pour le peuple que de priver de la vie le « dernier du peuple. » Cependant il est probable que Marie ne parlait alors que sous l'impression de nouveaux sentiments et du repentir que lui avait apporté le malheur; car nous devons le redire, dans les mœurs et dans les idées de ce siècle, le sang n'était pas une tache. Mais la captivité, mais la douleur, mais les infirmités avaient purifié et exalté la femme légère; et rien n'est plus rempli de majesté, de grandeur et de sérénité que ses derniers jours. C'est ici encore que les points de ressemblance avec Marie-Antoinette frappent à chaque instant. Ce cri sublime arraché à la reine de France : « J'en appelle à toutes les mères! » la première Marie l'avait jeté aussi, lorsque, accusée d'avoir voulu faire périr son fils, elle disait : « Cette ca- « lomnie suffit pour faire juger tout le reste. L'amour « naturel d'une mère pour son fils est là pour les con- « fondre... »

Quand on lui apprend sa condamnation, elle remercie Dieu d'être appelée à verser son sang pour la religion. On lui refuse l'assistance de son chapelain et on lui envoie un évêque anglican, c'est-à-dire un prêtre assermenté. Elle aussi est insultée dans sa prison par son gardien, qui lui déclare qu'elle ne sera plus traitée comme une reine, mais comme une femme ordinaire légalement morte. Il fait abattre devant elle le dais surmonté de ses armes; mais elle lui montre la croix et lui dit qu'elle tient de Dieu seul la dignité de reine et qu'elle

ne la rendra qu'à Dieu, avec son âme. Marie Stuart avait en effet le sentiment profond du droit divin des rois. Elle le sentait atteint dans sa personne et le défendait avec courage. Elle disait à ses juges : « On n'a « eu aucun égard... au caractère sacré que je porte « comme reine. Si mes sentiments personnels, My- « lords, vous sont indifférents, pensez au moins à la « majesté royale, qui est blessée dans ma personne ; « pensez à l'exemple que vous donnez. » Mais Élisabeth n'eut point peur de cet exemple, qui, un demi-siècle et plus de deux siècles plus tard, devait avoir de si terribles imitations. Elle fit confirmer la condamnation de la reine sa sœur par le Parlement, qui lui en demanda l'exécution au nom des Saintes Écritures. Elle inaugura les Conventions.

Puisque nous avons parlé de Marie-Antoinette, rappelons encore un dernier trait de similitude entre elle et Marie Stuart. On ne voit jamais la reine d'Écosse, pendant le cours de son procès, se défendre d'avoir fait appel au secours des étrangers. Ayant, comme elle l'avait, la conscience de la solidarité des couronnes, la conscience d'un droit dérivé de Dieu seul et sans autre juge légitime que Dieu, tous ceux qui défendaient sa couronne et son droit étaient ses soldats légitimes. Ainsi nous voyons plus tard la reine de France demander, et attendre sans penser à mal, l'intervention des étrangers. Nous la voyons dire, dans une lettre confidentielle à M. de Mercy-Argenteau, ambassa-

deur d'Autriche[1] : « En tout état de cause, les puis-« sances étrangères peuvent seules nous sauver ; l'ar-« mée est perdue, l'argent n'existe plus ; aucun lien, « aucun frein ne peut retenir la populace armée de « toutes parts ; les chefs mêmes de la révolution, « quand ils veulent parler d'ordre, ne sont plus écou-« tés... Il est essentiel que les Français, surtout les « frères du roi, restent en arrière, et que les puis-« sances réunies agissent seules. » Voilà ce qu'écrivait Marie-Antoinette, et il est clair que dans sa pensée l'intervention des étrangers était une chose tout aussi légitime qu'elle l'était dans la pensée de Marie Stuart. Les républicains guillotinaient Louis XVI comme coupable d'avoir conspiré avec l'ennemi, et les émigrés comme coupable d'avoir porté les armes contre leur pays. Mais dans les principes de Louis XVI, l'ennemi c'était la Révolution ; et dans les idées de la noblesse française, la patrie c'était le roi. Sans aller plus loin qu'hier, quand une armée française, envoyée par le gouvernement français, a fait le siége de Rome, et que des républicains français ont combattu dans les rangs des Italiens et fait feu sur l'uniforme et le drapeau de leur pays, le parti de la Révolution ne les a-t-il pas justifiés et défendus ? Pourquoi, sinon parce qu'à ses yeux l'ennemi c'était la contre-révolution, et la patrie c'était la République ?

Marie Stuart était donc, avant tout, reine et catho-

1. Citée dans la *Correspondance de Mirabeau et du comte de La Marck*.

lique, et nous l'admirons quand elle écrit au chef des catholiques, le duc de Guise, cette admirable lettre : « Mon bon cousin, celui que j'ai le plus cher au monde, « je vous dis adieu, estant prête par injuste jugement « d'être mise à mort. Bien que jamais bourreau n'ayt « mis la main en nostre sang, n'en ayez honte, mon « amy, car le jugement des hérétiques et des enne- « mis de l'Église, et qui n'ont nulle juridiction sur moi, « royne libre, est profitable devant Dieu aux enfants « de son Église ; si je leur adhérais, je n'aurais ce « coup. Tous ceux de nostre maison ont été persécu- « tés par cette secte, témoin vostre père, avec lequel « j'espère estre reçue à mercy du juste juge. Et Dieu « soit loué de tout, et vous donne la grâce de persé- « vérer au service de son Église tant que vous vivrez, « et jamais cet honneur ne puisse sortir de notre race, « que, tant hommes que femmes, soyons prompts de « respandre nostre sang pour maintenir la querelle de « la foy, tous autres respects mondains mis à part ; et « quant à moi, je m'estime née, du côté paternel et « maternel, pour offrir mon sang en icelle, et je n'ai « intention de dégénérer. »

Quand elle marche au supplice, elle dit à un de ses serviteurs : « Porte ces nouvelles, que je meurs ferme « en ma religion, vraie Écossaise, vraie Française. » Rien n'est plus dramatique que le tableau que trace M. Mignet des derniers moments de Marie Stuart. L'implacable protestantisme la persécute jusqu'à la

fin, et lui dispute jusqu'au petit crucifix avec lequel elle veut mourir; il ne laisse pas même, selon l'usage, au bourreau les vêtements que portait sa victime, de peur qu'ils ne soient changés en reliques. Ces dépouilles sacrées sont jetées au feu, et les traces de ce sang royal sont effacées avec soin.

La tête de la reine catholique tombe, et le peuple de Londres accueille cette exécution avec des carillons et des feux de joie. C'était la représaille de la Saint-Barthélemy. En même temps, le peuple de Paris pousse un cri de colère, et les prédicateurs de la Ligue appellent sur la Jézabel d'Angleterre la vengeance de Dieu et des rois. Ici encore, l'historien de Marie Stuart montre par des preuves éclatantes que sa cause était surtout celle du catholicisme. Les seuls vengeurs qui se lèvent pour elle, c'est le pape, c'est le roi d'Espagne. Philippe II se proclame l'héritier légitime des couronnes d'Angleterre et d'Écosse, usurpées par des hérétiques; le chef des catholiques français, le duc de Guise, reconnaît ses droits et écrit à son ambassadeur: « Je tiens S. M. catholique pour père commun de tous « les catholiques de la chrétienté, et de moy en par- « ticulier. » La fameuse *Armada* emportait avec elle les bulles de Sixte-Quint, qui anathématisaient et dépossédaient la reine d'Angleterre.

Quand on descend la Tamise de Londres jusqu'à Gravesend, on voit en face de cette dernière ville les restes d'un petit fort appelé Tilbury. Les Anglais mon-

trent cette ruine avec orgueil, car c'est là que la protestante Élisabeth, au milieu de transports d'enthousiasme, dit adieu à ses troupes qui allaient combattre les catholiques. Mais ce fut le ciel qui se chargea de la bataille, et l'invincible *Armada* fut dispersée par la tempête. C'en était fait, et la Réformation était victorieuse en attendant la Révolution.

IX.

BRUMMELL[1].

L'auteur du célèbre dictionnaire de la langue anglaise, Johnson, eut pour compagnon inséparable, pendant presque toute sa vie, une sorte de sténographe, qui s'attacha à ses pas comme son ombre, qui recueillit les moindres syllabes qui tombèrent de ses lèvres, comme si c'eût été des rubis ou des perles, et qui finit par mettre au jour dix volumes dans lesquels le portrait de son illustre ami fut reproduit aussi exactement qu'il l'eût été par le daguerréotype. Ce que Boswell fit pour Johnson, le capitaine Jesse vient de le faire pour une célébrité d'un autre genre, et il est parvenu à composer deux volumes sur un homme qui passa la plus grande partie de sa vie à mettre sa cravate. George Brummell est probablement peu connu en France; en Angleterre même, il n'existe déjà plus que dans le souvenir de quelques-uns de ses contemporains. Et cependant ce singulier personnage exerça

1. *The Life of Brummell*, by captain Jesse.

longtemps dans un certain monde une véritable royauté, celle de la mode. Il fut en Angleterre le roi des *dandies*, ce que nous appellerions ici, par corruption, le roi des *lions*. En empruntant à nos voisins cette dénomination, nous en avons complétement altéré le sens. Il n'est pas absolument nécessaire, pour être un lion, d'avoir des danseuses, et de se promener sur le boulevart des Italiens, de Gand, si vous voulez, avec des moustaches ou des gilets excentriques. Ce n'est pas l'habit qui fait le lion. Le véritable lion, c'est la chose remarquable du moment, c'est la curiosité du jour. Chodruc-Duclos, avec ses haillons, a été un lion; Abd-el-Kader, s'il venait à Paris, serait un lion; les Bédouins, les Bayadères, Listz ou mademoiselle Taglioni, tout ce qui fait courir la cour et la ville, voilà ce qui constitue véritablement le lion. Il y a un siècle, ceux qui donnaient le ton à la mode s'appelaient, en Angleterre, des *macaronis*, plus tard ils s'appelèrent des *dandies;* mais dans tous les temps, on les désigna par le mot français de *beaux*. En France, l'empire de la mode est un peu une république : nous avons beaucoup d'hommes élégants; mais il n'y a pas de chef d'école. Que voulez-vous? c'est le malheur de notre temps! Il n'y a de doctrine nulle part, ni dans la politique, ni dans les arts, ni dans les lettres, ni dans la cravate. En Angleterre, au contraire, ce pays de la discipline, la mode est une institution monarchique et héréditaire; il y a toujours un prince régnant.

Le capitaine Jesse, avec la sollicitude naturelle aux biographes, et particulière aux biographes anglais, se livre à beaucoup de recherches sur la généalogie de son héros. Nous nous contenterons de dire que le grand-père de Brummell était ce qu'on appelle en anglais un *confectioner*, c'est-à-dire un pâtissier-confiseur, et que son père, protégé par lord Liverpool et par lord North, successivement ministres, et secrétaire particulier du dernier, fit une assez belle fortune, et laissa à ses trois enfants environ 1,600,000 francs. C'est à peu près tout ce que l'on sait des ancêtres de George Brummell; ils furent moins célèbres, mais plus honnêtes et plus heureux que leur descendant, et eurent l'avantage de faire un meilleur métier que le sien.

Brummell (George-Bryan) était né le 7 juin 1778. Son père le mit au collége d'Eton, où est élevée toute la jeune aristocratie britannique. Il paraît qu'il y manifesta, dès son plus jeune âge, les qualités qui devaient plus tard le rendre si célèbre, et que s'il ne se distinguait pas par la supériorité de ses études classiques, il était absolument sans rival dans l'art de se coiffer et de ne pas crotter ses bas quand il pleuvait. On l'appelait dès lors *buck* Brummell (*lapin Brummell*). Le mot *dandy* n'était pas encore inventé. Un de ses condisciples affirmait qu'il n'avait jamais été fouetté. « Or, ajoutait-il, un homme qui n'a jamais été « fouetté ne vaut pas le diable. » Brummell passa en-

suite à l'université d'Oxford, où il continua de cultiver les relations aristocratiques qu'il avait formées à Eton; il y resta peu de temps, et à l'âge de seize ans il fut nommé cornette dans le 10e hussards, alors commandé par l'homme qui devait exercer le plus d'influence sur toute sa vie, son illustre ami et ennemi, le prince de Galles. Le prince avait à cette époque trente-deux ans, et il se prit d'une prédilection toute particulière pour le jeune cornette dont l'esprit vif et caustique, les manières élégantes et la bonne tenue le mirent d'emblée au premier rang dans la jeunesse dorée qui entourait l'héritier du trône. Il faisait, du reste, son métier en amateur; il ne reconnaissait sa troupe, disait-il, que grâce à un de ses hommes doué d'un nez bleu qui lui servait d'enseigne. Il ne brillait qu'à table, où il avait toujours en réserve un fonds inépuisable d'histoires et de chroniques. Quoiqu'il eût les chances les plus heureuses d'avancement, et qu'il eût été fait capitaine à dix-huit ans, Brummell quitta subitement la carrière militaire, qui, en effet, ne lui convenait guère; car nous ne voyons pas que, dans tout le cours de sa vie, il ait jamais manifesté un excessif amour du danger. Ce qui contribua aussi beaucoup à sa détermination, ce fut le désir de s'affranchir de l'usage de la poudre que l'on ne conservait plus que dans l'armée. La grandeur et la décadence de la poudre formeraient un chapitre assez plaisant de l'histoire de l'Angleterre à la fin du XVIIIe siècle. On n'imagine pas la part que prit

la politique à la révolution qui s'opéra alors dans les chevelures des trois royaumes. En 1795, M. Pitt, le grand ministre tory, pour subvenir aux besoins de son échiquier, frappa d'une taxe l'usage de la poudre. Tout aussitôt, la *jeune Angleterre* de ce temps-là, dont le foyer était la maison du duc de Bedford, mit la poudre au ban de la mode et de la *fashion*. Tous les dandies et macaronis du parti whig entrèrent dans une sainte alliance contre cette branche nouvelle du budget, et s'engagèrent, sous peine d'amende, à porter leurs cheveux au naturel. Au mois de septembre 95, il y eut à l'abbaye de Woburn, la résidence héréditaire des Russell, un lavement solennel des cheveux de l'opposition, et une répétition générale du massacre des Innocents, représentés par les queues de l'ancien régime. Parmi les familiers de cette inquisition d'un nouveau genre, on comptait le marquis d'Anglesea, lord Jersey, lord William Russell, M. Lambton, le père de lord Durham, et d'autres encore qui occupaient un rang considérable dans leur pays, et qui donnaient le ton à la mode. Le ministre tory se vit ainsi privé d'une source de revenu sur laquelle il avait compté : on lui prêta un instant l'idée de faire face à ce déficit en taxant l'usage des faux cheveux; mais il paraît que M. Pitt recula devant l'indignation des toupets et des tours, et cette audacieuse atteinte à l'*habeas corpus* resta à l'état de projet.

Il se trouva, du reste, que les whigs, en faisant une

œuvre d'opposition, firent presque une œuvre de patriotisme, car l'usage universel de la poudre, dans ces temps de guerre, menaçait de réduire l'Angleterre à la disette. Les Anglais, qui, entre autres manies, ont au suprême degré celle de la statistique, ont calculé ce que, dans l'armée seulement, il se consommait de farine pour l'entretien de la tête. Les forces militaires du royaume se montaient alors à 250,000 hommes, dont chacun usait une livre de farine par semaine, ce qui faisait par an la somme de 6,500 tonnes pesant, c'est-à-dire une quantité suffisante pour faire 3 millions 59,353 pains de quatre livres, ou la nourriture de 50,000 hommes. La disette devint telle en l'année 1800, que dans la maison du roi l'emploi de la farine pour la pâtisserie fut défendu et remplacé par le riz, et que les pâtissiers firent faire des murailles de bois pour servir de croûtes. Si l'*anti-corn law League* et M. Cobden avaient existé à cette époque, sans doute nous aurions vu ces singuliers calculs occuper une grande place dans la question des céréales.

Il semblerait donc que Brummell quitta l'armée parce qu'il n'aimait pas la poudre, de toute façon. Une dernière catastrophe le détermina. Son régiment fut envoyé à Manchester, la métropole du commerce, la patrie du coton. « Votre Altesse royale, dit-il au prince « de Galles, sent combien ce serait désagréable pour « *moi*. Songez donc un peu ; *Manchester !* » Brummell

donna donc sa démission. Un an après, il devint majeur et entra en possession de sa fortune, qui, s'étant accumulée pendant sa minorité, se montait alors à 30,000 livres, ou 750,000 fr. C'était peut-être assez pour vivre à Calais, presque à Paris; ce n'était rien pour vivre à Londres dans la compagnie de la plus riche aristocratie du monde et dans la familiarité d'un prince qui dépensa 2,500,000 fr. pour sa garde-robe. Brummell administra d'abord son petit patrimoine, son *auream mediocritatem* avec une certaine prudence. Il ne fit point de folies, car, comme tous les hommes sincèrement corrompus, il apportait beaucoup d'ordre et de régularité dans ses passions, si toutefois des goûts de cette espèce peuvent être honorés du noble nom de passions. Si plus tard il se ruina, ce fut au jeu. Il prit une petite maison dans le West-End, deux chevaux et un cuisinier, et reçut raisonnablement ses amis. En peu de temps, il devint l'arbitre de la mode, le patron des tailleurs et des dandies, de ceux qui faisaient les habits et de ceux qui les portaient. Sa principale ambition fut d'être l'homme le mieux mis de Londres, et sous ce rapport il montra toujours beaucoup de goût et apporta infiniment d'esprit dans sa toilette. Comme tous les hommes d'une véritable élégance, il évitait toute excentricité et ne se distinguait que par un soin extrême. Le matin, des bottes et des pantalons, une redingote et un gilet de couleur claire; le soir, un habit bleu, un gilet blanc,

des pantalons noirs boutonnés très-serré sur la cheville, des bas de soie et le claque. Quant à la cravate, oh! la cravate, c'était l'article important de Brummell, son *exegi monumentum*. Il y avait, disait-on à cette époque, trois hommes dans le monde : Napoléon, Byron et Brummell. Il serait injuste de nier que les deux premiers n'aient exercé une certaine influence sur leurs contemporains, mais aucun d'eux n'accomplit dans l'ordre politique ou littéraire une révolution aussi radicale que celle que Brummell effectua dans le domaine de la cravate. Lors de son avénement, on portait encore la cravate tout simplement roulée autour du cou, avec un nœud d'une insouciance scandaleuse. Enfin Malherbe vint, et le premier à Londres, George Brummell introduisit l'empois dans les cravates. Nous n'entreprendrons point de décider si la postérité lui doit beaucoup de reconnaissance pour cette innovation ; des goûts et des couleurs il ne faut disputer. C'est avec le même sentiment de réserve que nous nous contenterons de traduire, d'après son biographe, la manière dont ce grand homme procédait à la cérémonie solennelle de la mise de sa cravate. Nous regretterions de priver tous ceux qui s'adonnent à cet exercice de la connaissance d'un seul des éléments de cet important système. « Brummell, dit le capitaine « Jesse, ne mettait point sa cravate à l'épreuve en es- « sayant s'il pouvait en soulever les trois quarts en la « tenant par un coin sans la faire plier; mais quand le

« nœud n'était pas fait convenablement du premier « coup, il la jetait immédiatement. La méthode à « l'aide de laquelle il atteignait cet important résultat « m'a été communiquée par un de ses amis, qui avait « souvent été témoin oculaire de cette amusante opé- « ration. Le col, qui était fixé à la chemise, était si « grand, qu'avant qu'il fût replié, il cachait complé- « tement sa tête et sa figure; et la cravate blanche « avait au moins un pied de haut. Le premier coup « d'archet était donné au col de chemise, que Brum- « mell repliait à la mesure convenable; puis alors, « debout devant la glace, et le menton élevé le plus « haut possible, par la pression douce et graduelle de « la mâchoire inférieure, il rabaissait la cravate à des « dimensions raisonnables, la forme de chaque pli « successif étant donnée par la chemise qu'il venait de « rabattre. »

Tout le monde sait l'histoire, apocryphe ou non, de ce marquis émigré qui fit sa fortune à Londres en accommodant la salade. Brummell aurait pu faire la sienne en donnant des leçons dans l'art de mettre sa cravate. Il posait chez lui pour ses illustres amis, et souvent, dit-on, le prince de Galles allait le regarder s'habiller, et s'instruire à cette école de l'élégance et du bon goût. On sait que le prince était le plus magnifique *gentleman* de son temps; quand il mourut, la vente de sa garde-robe produisit à elle seule 15,000 liv. ou 375,000 francs. Lord Chesterfield paya

5,500 francs un manteau qui en avait coûté 20,000.

Brummell, en outre, réunissait toutes les qualités qui rendent un homme aimable dans le monde. Il dessinait passablement, faisait un peu de musique et des vers, et il dansait en perfection. Il avait de plus une ressource précieuse dans son inépuisable bonne humeur, qui faisait de lui un très-gai compagnon. Aussi était-il toujours le bienvenu dans la société la plus élégante et la plus exclusive, à Brighton, chez le prince de Galles; à Belvoir, chez le duc de Rutland; à Woburn, chez le duc de Bedford; à Chatsworth, chez le duc de Devonshire. Il n'était pas grand *sportsman*, n'aimant pas sans doute à déranger sa cravate, mais il était un très-convenable *rider*. Ses chevaux étaient toujours aussi bien tenus que leur maître. Cette partie de sa maison était entièrement abandonnée à la discrétion de son groom, qui achetait, vendait et changeait ses chevaux sans même le consulter. Brummell ne s'en occupait pas, pourvu qu'il fût toujours bien monté.

Brummell a déjà servi de type à plusieurs personnages de roman. Sir Edward Bulwer lui a fait beaucoup d'emprunts pour son *Pelham*. Le personnage de Trebeck, dans *Granby*, était celui que Brummell considérait lui-même comme le moins *chargé*. C'est dans ce roman qu'il est dit de lui et de sa manière de ridiculiser les gens : « Un gardien de ménagerie n'aurait « pas mieux montré un singe qu'il ne montrait les ori-

« ginaux. Il avait l'art de faire poser le malheureux « objet de son expérience de manière à faire briller ses « absurdités, tout en paraissant le flatter de la façon « la plus aimable. » Brummell, en effet, entendait admirablement bien l'impertinence; il excellait dans le sarcasme à froid. Son biographe a recueilli une foule de traits qui donnent une idée assez originale de son caractère. Deux dames dont les noms avaient une certaine ressemblance, une madame Thompson et une madame Johnson, donnaient l'une et l'autre un bal le même jour. Le prince de Galles avait annoncé l'intention de paraître au bal de madame Thompson, et comme c'était peu de temps après la rupture du prince avec Brummell, celui-ci avait naturellement été exclus de la liste des invités. Voici que le soir, au moment où madame Thompson attendait à sa porte son royal hôte, entourée d'un cercle nombreux, elle voit soudainement apparaître Brummell, armé de son plus aimable sourire. Comprimant difficilement sa colère, elle lui donne à entendre qu'il n'a pas été invité. « Pas invité! dit Brummell en conti- « nuant de sourire; il faut donc qu'il y ait eu erreur. » Et cherchant lentement dans toutes ses poches pour prolonger l'anxiété de la malheureuse madame Thompson, qui tremblait de voir survenir le prince, il finit par tirer une carte d'invitation, qu'il lui présente. « Eh! Monsieur, s'écrie-t-elle, mais c'est la carte de « madame Johnson; mon nom est Thompson, Mon-

« sieur! — Vraiment, Madame! reprend Brummell « de l'air de la surprise la plus innocente; mon Dieu, « quel malheur! En vérité, madame Johns... Thomp- « son, veux-je dire, je suis bien fâché de cette mé- « prise; mais vous savez, Johnson et Thompson, « Thompson et Johnson, cela se ressemble tant. Ma- « dame Thompson, j'ai bien l'honneur de vous souhai- « ter le bonsoir. » Et il se retire en faisant un profond salut, au milieu des rires mal dissimulés de la société de madame Thompson. Mais ce qui distinguait surtout Brummell, c'était une imperturbable assurance, c'était ce genre de fatuité dont tout le sel est dans l'excès même de l'affectation, et qui devient spirituelle et inoffensive à force d'exagération. Un jour, on lui dit au club : « Brummell, où donc avez-vous dîné hier? « — Ah! dit-il, j'ai dîné chez un individu du nom de « R... Je présume qu'il désire que je fasse attention à « lui, c'est pour cela qu'il m'a donné à dîner. Je m'é- « tais chargé des invitations, j'ai prié Alvanley, Pier- « repoint et quelques autres. Le dîner était parfait, « mais, mon cher, concevez-vous mon étonnement « quand j'ai vu que M. R... avait l'effronterie de s'as- « seoir et de dîner avec nous! »

On sait qu'à Londres il y a la démarcation la plus tranchée entre le *West-End*, le quartier comme il faut, et la Cité, le quartier des boutiques. Il y a entre ces deux pôles une bien plus grande distance encore qu'entre la rue de la Paix et la rue Saint-Denis. Quand

on a quelques prétentions à la fashion, on n'avoue pas la Cité. Pour Brummell, c'était une terre inconnue. Il demandait où on changeait de chevaux sur la route. Un jour qu'un riche marchand l'avait invité à y venir dîner : « Je le veux bien, dit-il, mais promettez-moi « de ne le dire à personne. » Cependant, dans ce genre de plaisanteries, Brummell n'avait pas toujours le dernier mot, et la Cité se vengeait quelquefois par des reparties à brûle-pourpoint qui dérangeaient les feux d'artifice du dandy. Un brasseur célèbre, dont le nom peut se lire encore à Londres sur tous les murs, l'alderman Combes, jouait un jour avec lui au club, et perdit successivement vingt-cinq *ponies* (un *pony* veut dire vingt-cinq guinées). Brummell se leva, salua gravement son adversaire, et lui dit en empochant les guinées : « Merci, alderman, à l'avenir je ne boirai « plus d'autre *porter* que le vôtre. — Je voudrais, « Monsieur, répondit froidement l'alderman, que tous « les autres vauriens de Londres en fissent autant. » Brummell, à ce qu'il paraît, ne trouva rien à dire ; il se promit sans doute de ne plus se compromettre avec la roture.

D'après tout ce qu'on connaît déjà de Brummell, on n'aura pas de peine à croire qu'il n'avait pas l'organe de la tendresse fort développé. Son biographe en convient. Il avoue qu'il ne fut jamais bien sérieusement amoureux, et qu'il ne songea jamais à s'asphyxier. Il aimait trop son précieux individu pour avoir de la ten-

dresse de reste. Cependant le capitaine Jesse assure que Brummell avait, en affaires d'amour, *une vanité et une honnêteté également extraordinaires*, et il raconte à ce propos l'aventure que voici : « Brummell « entra un matin dans la chambre d'un de ses nobles « amis, chez lequel il était en visite, et lui dit avec « beaucoup de chaleur et d'apparence de sincérité, « qu'il était fâché, très-fâché, de le quitter, mais qu'il « fallait absolument qu'il partît. — Eh mais! dit son « hôte, vous deviez rester un mois. — C'est vrai, mais il « faut absolument que je parte. — Mais pourquoi ? — « C'est que, voyez-vous, je suis amoureux de votre « femme. — Qu'est-ce que cela fait, mon cher? J'ai « été comme vous. Mais est-elle amoureuse de vous ? « — Le beau hésita, et finit par répondre à demi-voix : « Je crois que oui. — Oh! alors, dit le mari, prenez « la poste. »

C'est ce trait qui serait de la fatuité la plus impertinente, s'il n'avait pas plutôt l'air d'une mauvaise plaisanterie, que le biographe de Brummell nous donne pour un exemple de l'honnêteté de son héros. Brummell, il faut le reconnaître, avait trop de goût pour commettre sérieusement de pareilles bévues; son excessive vanité ne se faisait supporter que parce qu'il savait la rendre plaisante et en rire tout le premier. Mais, pour en revenir à ses amours, il est évident que le rôle qu'il jouait dans le monde s'opposait, autant que son caractère, à ce qu'il eût des passions sérieuses.

Malgré ce culte exclusif qu'il avait pour lui-même, il ne s'appartenait pas. Il était l'esclave de la mode; il était la propriété, la chose de cette abstraction qu'il s'était donnée pour maîtresse unique et jalouse. Il fut peut-être homme à bonnes fortunes; mais, comme l'assure son biographe, et comme nous le croyons sans peine, il ne fut jamais tenté de s'asphyxier.

Précisément parce qu'il n'était pas amoureux, Brummell était très-agréable dans le monde. Il était généralement le bienvenu auprès des femmes, avec lesquelles il faisait des madrigaux et de la tapisserie. Il était un habitué de la maison de cette belle et célèbre duchesse de Devonshire, qui joua à cette époque un si grand rôle dans la société politique de son pays. Lady Georgiana Spencer, duchesse de Devonshire, est certainement une des figures les plus originales et les plus éclatantes de ce temps extraordinaire. Mariée à l'âge de dix-sept ans, et à la tête de la société anglaise par sa beauté, son esprit, le rang et l'immense fortune de son mari, elle devint bientôt comme le foyer autour duquel se groupèrent les hommes les plus illustres : Fox, Wyndham, Burke, lord Townshend, Sheridan et d'autres. Elle fit fureur; ses caprices devinrent des lois; et son nom fut donné à tout ce que la mode voulut inventer. Elle recevait dans Devonshire-House avec une splendeur qui éclipsait complétement celle de la cour; on y jouait avec l'entraînement qui caractérisait ce temps révolution-

naire. Fox et Sheridan étaient, comme on sait, des joueurs impénitents, et la belle duchesse était elle-même passionnée pour les jeux de hasard. On se souvient encore de la part active qu'elle prit aux affaires publiques, au milieu d'un mélange de scandale et d'enthousiasme. Quand la guerre d'Amérique éclata, on la vit parcourir les camps avec l'uniforme de la milice de Derby. Quand la guerre fut déclarée à la France, elle se mit à l'ouvrage avec toutes ses amies pour faire des gilets de flanelle pour les troupes. Mais ce qui est resté plus célèbre, ce fut le rôle qu'elle joua dans l'élection de Fox en 1784. A cette époque, les élections ne se faisaient pas en un seul jour comme depuis le bill de réforme; le *poll* restait ouvert des semaines entières, et chaque jour voyait de nouvelles batailles. L'élection de Westminster (un des quartiers de Londres), où Fox se portait, se prolongea pendant un mois et dix-sept jours. Durant ces six semaines, il régna dans Londres une véritable fièvre. Les femmes, comme les hommes, portaient des faveurs et des cocardes à la couleur du candidat. Les plus grandes dames s'oublièrent, dit-on, jusqu'à s'arracher mutuellement leurs insignes en criant : Vive Fox! ou, à bas Fox! A un dîner chez le prince de Galles, on attacha secrètement avec une épingle les couleurs de Fox sur la tête de lady Talbot, qui était une violente tory, et qui, lorsqu'elle s'aperçut du tour, arracha la cocarde et la foula aux pieds, au milieu des

rires des assistants. La duchesse de Devonshire brilla par-dessus toutes. On l'appelait et on l'appelle encore la *duchesse de Fox*. Accompagnée de sa sœur, lady Duncannon, presque aussi belle qu'elle, elle alla bravement tous les jours aux *hustings* en brillant équipage, avec des faveurs sur son chapeau et d'autres sur la poitrine, portant le nom de Fox. Elle allait quêter des voix pour son candidat dans toutes les boutiques, et entraînait les électeurs éblouis et émerveillés de sa grâce et de sa beauté. Quelquefois elle en emmenait dans sa voiture. Un charbonnier qui la regardait avec admiration s'écria : «J'allumerais ma pipe à vos yeux!» Tout le monde connaît cette autre histoire, très-vraie, d'un boucher qui lui demanda pour prix de son vote la permission de baiser sa joue patricienne. On sait aussi que la belle enthousiaste accepta le marché. Ce mémorable exploit excita la verve de tous les poëtes des trois royaumes. Dans un volume qui fut publié quelques mois après, il n'y a pas moins de cent trente sonnets ou pièces de vers inspirés pour l'accolade du boucher de Westminster. La duchesse de Devonshire faisait elle-même des vers en anglais, en français et en italien.

Au milieu de sa vie dissipée, elle se montra constamment bonne et généreuse. Elle avait toujours la main ouverte et donnait sans compter. La fascination qu'elle exerçait venait moins, à ce qu'il paraît, de la régularité de ses traits que du charme et de la grâce que respirait toute sa personne. Un contemporain a

dressé un tableau arithmétique et comparatif des beautés régnantes de cette époque. Les qualités distinctives de chacune de ces divinités éphémères y sont désignées et évaluées par des chiffres. Le chiffre le plus élevé est 20. La duchesse de Devonshire a 20 pour la grâce, 18 pour l'amabilité, 17 pour l'élégance, 16 pour l'expression, 15 pour le teint, 16 pour la taille, et seulement 14 pour les traits. Dans ce dictionnaire des grâces, nous voyons figurer la princesse Marie, duchesse de Gloucester, qui avait alors dix-sept ans, et passait pour la plus aimable jeune fille d'Angleterre. Son Altesse royale avait le pied et la cheville sans défaut, ce que trahissaient heureusement les jupes courtes que l'on portait alors. Les autres sont la duchesse de Rutland, la duchesse de Montrose, lady Stormont, lady Anne Fitzroy, lady Anne Lambton, lady William Russell, lady Erskine Saint-Clair, lady Webster, lady Caroline Campbell, lady Elisabeth Lambert, madame Tickell, belle-sœur de Sheridan, madame Law, miss Ogilvie, et Paméla, la femme de lord E. Fitzgerald, désignée comme fille du duc d'Orléans et de madame de Genlis. Lady Fitzgerald a le chiffre 20 pour l'amabilité, 16 pour la taille, 18 pour l'élégance, 18 pour la grâce, 18 pour l'expression, 14 pour le teint, 16 pour les traits.

Au milieu de ces hommes de forte trempe et de ces femmes d'élite qui prenaient héroïquement leur part des grandes passions de leur temps, Brummell se

trouve un peu à l'ombre; au milieu de cette société pleine de vie, pleine d'action, pleine de drame, qui mêlait les crises nerveuses des jeux de hasard aux émotions plus ardentes encore dont la révolution française enflammait le monde, ce personnage *tiré à quatre épingles* fait une assez modeste figure. Pour lui rendre justice, il ne faut pas le tirer de sa sphère. Le bon moment de sa vie est celui qui suivit sa rupture avec son illustre patron, le prince de Galles. On n'est pas bien d'accord sur les causes qui amenèrent sa disgrâce. Brummell l'attribua toujours à l'influence de madame Fitzherbert, la maîtresse du prince, qu'il avait grièvement blessée par quelques sarcasmes. Et puis, le prince prenait du ventre, ce qui l'indisposait beaucoup contre son ami, qui avait l'indiscrétion de rester toujours jeune. Quoi qu'il en soit, Brummell se vit fermer ce palais de Carlton où il avait régné si longtemps. La manière dont il supporta sa disgrâce lui fait certainement le plus grand honneur. En aucune circonstance de sa vie, il ne montra plus d'esprit et plus de verve, autant de courage et de dignité. Il prouva alors ce dont on aurait pu douter, qu'il était quelque chose par lui-même, et qu'il n'était la créature ni de son protecteur ni de son tailleur. Loin de reculer devant son royal ennemi, il le poursuivit de respectueuses impertinences, et lui fit une guerre impitoyablement spirituelle. « C'est moi qui l'ai fait, disait-il, « je saurai bien le défaire. » Il prétendit avec la gra-

vité la plus amusante qu'il mettrait le vieux roi à la mode, et du salon du prince de Galles il passa dans celui du duc d'York. Le côté sensible du prince, son embonpoint, devint pour le favori disgracié un texte inépuisable de sarcasmes. A cette époque, Brummell et trois de ses amis, lord Alvanley, M. Henri Pierrepoint, et sir Henri Mildmay, la fleur des pois de Londres, donnèrent un bal célèbre connu sous le nom de *bal des dandies*. Ils venaient d'avoir une veine, et avaient gagné au jeu une somme considérable; ils résolurent d'en faire royalement les honneurs. Le bal fit événement; on en parla longtemps à l'avance, et le prince de Galles manifesta le désir d'y être invité. « Quand l'approche du prince fut annoncée, dit le nar-
« rateur, les quatre dandies prirent chacun une bougie
« et allèrent le recevoir dans toutes les formes. Pierre-
« point, qui connaissait le prince, se tint le plus près de
« la porte; Mildmay, comme le plus jeune, était vis-à-
« vis, Brummel et Alvanley à côté. Le prince entra,
« parla poliment à Pierrepoint, à Mildmay et à Alvanley,
« puis il se tourna du côté de Brummell, le regarda, et
« passa sans avoir l'air de le connaître. Ce fut alors que
« Brummell, saisissant avec infiniment d'esprit et de
« promptitude l'hypothèse qu'ils étaient inconnus l'un à
« l'autre, dit tout haut à son vis-à-vis : « Alvanley, qui
« est ce gros homme de vos amis? » Ceux qui virent en
« ce moment le prince disent qu'il fut piqué au vif par
« le sarcasme. »

Brummell ne perdait plus une seule occasion de blesser le prince, avec l'air du monde le plus innocent. Un autre jour, il passait devant un monument public au moment où la voiture du prince s'arrêtait à la porte. Les sentinelles présentèrent les armes; Brummell, avec le plus grand sérieux, prit le salut pour lui, et ôta gravement son chapeau, en ayant l'air de ne pas voir qui était dans la voiture. Le prince, à ce qu'il paraît, rougit de colère, mais il ne dit rien.

Cette lutte entre l'héritier de la couronne d'Angleterre et un homme qui n'avait pourtant aucun des avantages de la naissance ou de la richesse, se prolongea quelque temps encore. Ce ne fut pas le succès, ce fut l'argent qui manqua à Brummell. Le nerf de la guerre lui fit défaut.

Une fois exclu de Carlton-House, il se montra beaucoup plus assidu au club, et il y joua. Il eut d'abord un très-grand bonheur au jeu; il paraît qu'il gagna un jour 26,000 livres, ou 650,000 fr. Ses amis lui conseillaient d'en rester là et de s'acheter des rentes, il continua et perdit tout. Il emprunta à des usuriers, à des taux ruineux. Il empruntait aussi à des gens qui payaient ainsi l'honneur de faire sa connaissance. Brummell les considérait comme ses obligés. L'un d'eux le pria un jour de le rembourser. « Je vous ai « déjà payé, répondit le dandy.—Quand donc, Mon- « sieur?—Quand? eh! l'autre jour, lorsque vous passiez « devant la fenêtre du club et que je vous ai crié :

Bonjour, Jemmy, comment cela va-t-il? » Cependant, comme il ne pouvait payer toutes ses dettes de cette manière, il vit bientôt sa liberté compromise, et il lui fallut songer à se mettre à l'abri. Ce fut le 16 mai 1816 qu'il disparut subitement de la scène de ses triomphes, Le matin même, il écrivit à un de ses amis cette petite note : « Mon cher Scrope, prêtez-moi 200 louis; la « banque est fermée, et tout mon argent est dans le 3 « p. 100. Je vous rendrai cela demain matin. » Son ami lui répondit non moins laconiquement : « Mon « cher George, c'est bien malheureux, mais tout mon « argent est dans le 3 p. 100. « Après cette tentative infructueuse, le *beau* Brummell parut le soir à l'Opéra; il sortit de bonne heure, et, sans retourner chez lui, il monta dans une chaise de poste qu'il avait commandée. En doublant les guides, il arriva le matin à Douvres, loua un petit bâtiment, et quelques heures après il était sur le sol français.

Ici commence pour Brummell une nouvelle période. Le récit en est triste; le biographe ne nous fait plus assister qu'au spectacle d'une décadence successive. Avec une patience qui ferait honneur à un antiquaire, le capitaine Jesse a recherché et recueilli ce qui restait de ces ruines d'un dandy; il a suivi les traces de Brummell à Calais, où il passa quatorze ans, puis à Caen, où il mourut. A Calais, le premier soin de Brummell fut de s'arranger confortablement dans son nouveau logis. Il avait, dit le capitaine Jesse, une pas-

sion de douairière pour les meubles de Boulle ; il faisait venir tous ses meubles de Paris par un courrier qui, en douze ans, gagna 30,000 francs à ce métier. Brummell avait emporté de Londres 25,000 francs ; il dépensa le tout pour meubler ses trois chambres. Les dons volontaires de ses anciens amis devinrent, dès ce moment, sa seule ressource, et il en fut ainsi jusqu'à la fin de sa vie, car le traitement du consulat qu'il obtint plus tard fut toujours pris à l'avance. La duchesse d'York lui envoyait souvent de ces petits cadeaux qui entretiennent l'amitié, soit une bourse, soit un carnet, et toujours l'un ou l'autre était garni de quelques bank-notes. Parmi les personnes qui donnèrent encore à Brummell des témoignages semblables de bienveillance, on comptait les ducs de Wellington, de Rutland, de Beaufort, de Richmond, de Bedford, les lords Sefton, Jersey, Willougby d'Eresby, Craven, Ward, et Stuart de Rothesay. Lord Alvanley fut le plus fidèle de tous. Comme Brummell était sur la route, ses amis ne passaient jamais sans s'arrêter pour l'inviter à dîner. Le capitaine Jesse nous apprend que le grand homme avait réglé sa vie avec une exactitude mathématique. Il se levait à neuf heures, déjeunait avec du café au lait, lisait le *Morning-Chronicle*. A midi, il commençait sa toilette, qui durait deux heures ; puis il tenait son lever comme M. de Talleyrand. A quatre heures, il allait se promener dans la rue Royale comme il faisait autrefois dans Saint-James'-Street ; à cinq

heures, il rentrait s'habiller pour dîner, et à sept heures et demie il s'en allait au théâtre où il avait sa loge. Comme tout *gentleman*, il avait une profonde antipathie pour la société de ses compatriotes en pays étranger, et il ne voyait que ceux qui étaient de passage. Le grand événement de sa vie de Calais fut le voyage de son ancien ami le prince de Galles, devenu George IV : c'était en septembre 1821. Le roi d'Angleterre allait en Hanovre, et M. le duc d'Angoulême vint le recevoir à Calais. Ce fut un moment de crise dans la vie de Brummell. Il alla s'écrire à l'hôtel Dessin, où était descendu son souverain, mais il ne se présenta pas, ne voulant pas s'exposer à un refus. Il y avait grand dîner à l'hôtel. Brummell donna son valet de chambre pour faire le punch; mais George IV partit sans avoir appelé son ancien favori. Quand il revint, il passa sans s'arrêter. L'hôte de Brummell, à Calais, raconte autrement la chose. « J'étais, dit-il au « capitaine Jesse, sur le devant de ma porte, et je vis « M. Brummel qui cherchait à rentrer; mais la foule « l'en empêcha. Quand la voiture du prince passa, « tout le monde se découvrit, et j'entendis le roi dire « tout haut : « Dieu! Brummell! » M. Brummell put « alors traverser la rue. Il était pâle comme la mort, « et entra sans me dire un mot. »

Quoi qu'il en soit, les deux amis ne se réconcilièrent pas. Brummell était cependant en grand besoin d'argent; il en était de plus en plus réduit aux expé-

dients. Les présents de ses amis de Londres le firent encore vivre à Calais quelques années ; mais le personnage coûtait cher. Enfin, on réussit à le faire nommer consul d'Angleterre à Caen. Avant de quitter Calais, il dut y régler son budget. Ses dettes étaient considérables ; pour les payer, il vendit ses meubles de Boulle et son vieux Sèvres. Cela ne fut pas suffisant, et son banquier resta encore son créancier de 12,000 fr. Il devait à son valet de chambre plus de 6,000 fr. pour les dépenses de sa maison, et 3,400 fr. à l'hôtel d'où on lui apportait à dîner. Il eut besoin de tous ses moyens de persuasion pour déterminer son banquier à lui avancer encore 12,000 fr., et pour garantie, il lui céda 8,000 fr. de son traitement, qui était de 10,000. Il lui resta donc 2,000 fr. par an pour aller vivre à Caen. Il quitta Calais à la fin de septembre 1830, et, avant d'aller s'enterrer dans sa nouvelle résidence, il courut se retremper dans l'air de Paris. Pendant les huit jours qu'il y passa, il se retrouva dans son élément, vit le plus grand monde, et se dédommagea des quatorze années d'ennui qu'il avait tuées à Calais. Mais, hélas ! il fallait partir, et le 5 octobre 1830 la ville de Caen vit arriver dans ses murs le consul de S. M. britannique. Nous ne devons pas oublier de dire qu'avant de quitter Paris, Brummell s'était commandé une tabatière qui lui coûta 2,500 fr., plus d'une année de son revenu. Par suite du même système, il fit son entrée à Caen avec quatre chevaux de poste, descendit

au meilleur hôtel, et se fit servir immédiatement le meilleur dîner. Au bout de six mois, il était aussi endetté qu'à Calais.

Dès que la vie de Brummell cesse d'être mêlée à celle des personnages historiques de son temps et de son pays, elle n'offre plus le même intérêt. Nous nous dispenserons donc de suivre le capitaine Jesse dans tous les détails de blanchissage de son illustre ami. Cependant, comme la *personnalité* de Brummell consistait surtout dans ses manières, et comme on pouvait dire de lui à juste titre : La tournure, c'est l'homme, nous reproduirons encore ici le portrait du *beau*, tel qu'il était à cette époque, et nous laisserons parler le biographe :

« Brummell, dit-il, garda les couleurs whigs jusqu'à « la fin. Le soir, il avait un habit bleu avec un collet « de velours, un gilet jaune, un pantalon noir, et des « bottes. Il est difficile de savoir pourquoi il avait « adopté cette dernière innovation dans son costume « du soir, à moins que ce ne fût à cause de l'altéra- « tion des proportions de sa jambe, l'excuse ordinaire « aujourd'hui. Le nœud de sa cravate était toujours « irréprochable. En fait de bijoux, il n'avait qu'une « bague unie, et une chaîne d'or massif pour sa mon- « tre. Il n'en laissait passer que deux chaînons, de son « gilet à sa poche. Un claque et des gants qu'il tenait « à la main complétaient un costume qui, par sa sim- « plicité, n'était pas de nature à appeler l'attention

« sur tout autre que lui. Le matin, il portait constam-
« ment une redingote de couleur brune, avec un collet
« un peu plus foncé, et un gilet de cachemire qui
« devait avoir coûté une centaine de louis. Le fond
« était clair, et quoiqu'il eût déjà subi plusieurs hivers,
« il était aussi bien conservé que lui-même, peut-être
« parce que la redingote était toujours boutonnée.
« Il avait un pantalon bleu foncé, des bottes très-poin-
« tues, un chapeau noir, et des gants clairs. Dans l'été,
« il portait un gilet de valencia clair..... Chaque che-
« veu bien à sa place, le chapeau un peu sur le côté,
« bien ganté, et son parapluie sous le bras, le corps
« un peu penché, et le nœud de sa cravate se mirant
« dans des bottes brillantes, il sortait de l'hôtel, mar-
« chant sur la pointe des pieds. Dans les premiers
« temps de son séjour à Caen, le *beau* portait généra-
« lement une canne; mais comme dans ce pays le
« baromètre est souvent au variable, et comme la
« chance seule de la pluie l'alarmait extraordinaire-
« ment, il prenait presque toujours un parapluie, qui
« était protégé par un étui en soie aussi symétrique-
« ment adapté que son habit. La tête du parapluie
« était un portrait de George IV en ivoire (le prince de
« Galles); il n'était pas flatté, et c'est peut-être pour
« cela que Brummell le portait. Dans la rue, il n'ôtait
« jamais son chapeau à personne, pas même à une
« dame; il aurait eu trop de peine à le remettre bien
« en place, car il le posait invariablement avec le plus

« grand soin ; de plus, son toupet aurait pu être dé-
« rangé, catastrophe qu'il fallait éviter à tout prix.
« Quand il faisait beau, il rendait le salut de ses amis
« par une légère inclination de tête ou par un signe de
« la main. Quand le temps était mauvais, il était trop
« occupé à choisir les pavés pour voir autre chose.
« Quand je sortais avec lui, et que la rue n'était pas
« propre, il ne manquait jamais de me prier de me
« tenir à distance, consigne que j'avais appris à exé-
« cuter mécaniquement. »

Brummell, une fois placé, fut beaucoup moins riche qu'il ne l'était avant d'avoir un traitement. Ses amis le crurent pourvu avec ses 10,000 francs, et ils suspendirent leurs envois d'argent. De plus, Caen était une ville perdue, où ses amis devaient l'oublier avec le temps. « Calais, au contraire, dit le capitaine Jesse,
« étant sur la grande route de Paris à Londres, était la
« meilleure place pour un mendiant de sa trempe, car
« là du moins il pouvait lever un impôt sur ceux qui
« avaient autrefois cheminé avec lui sur la chaussée
« de la vie fashionable. Il tomba au bout de quelques
« mois dans l'état de dépendance le plus abject, et fut
« réduit à solliciter et à emprunter d'hommes qu'en
« d'autres temps il aurait tenus à une incommensu-
« rable distance. »

Brummell n'eut bientôt plus à Caen, pour unique ressource, que les services d'un de ses compatriotes appelé Armstrong, qui faisait toutes sortes de com-

merces. Il était réduit à lui faire des emprunts de 100 francs. « Mon cher Armstrong, lui écrivit-il un « jour, envoyez-moi 70 francs pour payer ma blan- « chisseuse ; je ne puis obtenir d'elle une chemise, et « elle meurt de faim à cause de moi. Je n'ai pas de « quoi payer mon médecin ni mes ports de lettres. » Pour comble de malheur, le consulat anglais à Caen fut aboli. Il paraît que lord Palmerston, alors ministre, fit demander à Brummell si le consulat était absolument nécessaire. Brummell, qui espérait se faire envoyer en Italie, répondit qu'il n'y avait rien à faire à Caen. Lord Palmerston profita de l'avis, supprima le consulat, et ne donna à Brummell que des promesses. Tout à fait sans ressources, le malheureux *beau* fit appel à ses amis de Londres, et à l'automne de 1832, il envoya Armstrong en Angleterre pour faire une quête. La démarche réussit ; le duc de Wellington, lord Willouhgby, lord Burlington, lord Pembroke, M. Standish, et, le premier de tous, lord Alvanley, couvrirent la souscription, et l'ambassadeur de Brummell revint avec une somme suffisante pour payer les dettes courantes ; mais, naturellement, c'était toujours à refaire. Le plus fort créancier, d'ailleurs, le banquier de Calais, n'était pas payé. Il se lassa, et au printemps de 1835, il fit arrêter son infortuné débiteur. Brummell était au lit, et dormait quand on vint le prendre. Brusquement réveillé, et se voyant entre les mains de la justice, il s'abandonna au plus violent

chagrin. Il demanda qu'on le laissât seul un instant pour s'habiller, et ne put l'obtenir. « Ceux qui ont « connu Brummell, dit son biographe, imagineront « quel effet cela dut produire sur sa vanité et sur sa « recherche habituelle. Pour la première fois de sa « vie peut-être, il fut obligé de s'habiller à la hâte. »

Dans les premiers jours qu'il passa en prison, il tomba dans le plus profond découragement. Toutes ces superfluités de la vie, qui lui étaient devenues de plus en plus nécessaires avec l'âge, lui manquèrent à la fois. Il ne commença à se remettre que lorsqu'on lui eut rendu ses savons, ses pommades, son eau de Cologne, tout ce qu'il appelait ses « comestibles. » Il reprit ses habitudes, et un de ses compagnons de prison raconte « qu'il consacrait trois heures à sa toilette, se rasait « tous les jours, et faisait des ablutions complètes de « toutes les parties de son corps. Pour cette opération « de propreté, inouïe dans les fastes de la prison, « douze à quinze litres d'eau et *deux litres de lait* lui « étaient régulièrement apportés. » Le créancier de Brummell avait probablement compté que la mesure de rigueur qu'il avait prise déterminerait les amis du vieux dandy à liquider sa dette. Il ne s'était pas trompé. Armstrong partit encore en mission pour Londres. Il alla quêter de porte en porte, en faisant un tableau lamentable des malheurs du ci-devant roi de la mode. Le duc de Beaufort et lord Alvanley ouvrirent de nouvelles souscriptions. Le duc de Devonshire, le général

Upton, le général Grosvenor et d'autres donnèrent chacun 25 louis; lord Palmerston y ajouta 200 louis comme indemnité de la suppression du consulat. Enfin, Armstrong put encore revenir avec assez de fonds pour éteindre non-seulement la dette de Calais, qui était de plus de 15.000 francs, mais aussi les dettes de Caen. De plus, quelques-uns des amis de Brummell s'engagèrent à lui envoyer tous les ans 3,000 francs pour le mettre à l'abri du besoin.

Brummell sortit de prison, et le même jour parut au bal. Il avait recouvré sa bonne humeur : « C'est aujourd'hui, disait-il gravement, le plus beau jour de « ma vie, car je suis sorti de prison et... j'ai mangé du « saumon. » Cependant, à dater de ce moment, il baissa rapidement. Il avait conservé son goût pour la bonne chère, et, ne pouvant plus bien dîner à ses dépens, dînait sans scrupule aux dépens d'autrui. Il était devenu une des curiosités de l'endroit et un meuble indispensable de la table d'hôte. Lui, autrefois si *exclusif*, ne répugnait plus à accepter d'un étranger une bouteille de vin de Champagne. Il dépensait d'ailleurs une bonne partie de sa pension en eau de Cologne et en vernis pour ses bottes, qu'il faisait venir de Paris. Armstrong, son chargé d'affaires, fut obligé d'annoncer dans toute la ville qu'il ne payerait plus que les mémoires qui seraient réglés par lui. Cependant Brummell effectua à cette époque une grande réforme dans son train de vie; il se résigna à porter des

cravates noires ! Ce fut un événement dans son monde, une véritable abdication; mais ce fut aussi le commencement de la fin. Le vieux dandy arriva bientôt à négliger les soins extérieurs qui avaient été la principale occupation de toute sa vie; c'était un signe irrécusable que son esprit s'altérait. Il n'avait plus d'autre instinct que celui de l'appétit, et mangeait avec une voracité telle qu'il fallut lui interdire la table d'hôte. Bientôt sa raison s'égara au point qu'on fut forcé de lui donner une garde. Le spectacle de sa folie était profondément triste. « Quelquefois, dit son biographe, « il se mettait dans l'idée de donner une fête, et il « invitait tous les compagnons de sa vie brillante d'au- « trefois, dont beaucoup étaient déjà morts. Ces jours- « là, il faisait ranger sa chambre, mettre la table de « whist, et allumer des bougies (qui n'étaient que de « la chandelle). A huit heures, le domestique, auquel « il avait donné ses instructions, ouvrait la porte toute « grande, et annonçait la duchesse de Devonshire. Le « *beau* se levait de son fauteuil, et il s'avançait jusqu'à « la porte pour recevoir la belle Georgiana. Son salut « était presque aussi gracieux que trente-cinq ans « auparavant. — Ah ! ma chère duchesse, disait-il en « grasseyant, que je suis heureux de vous voir ! Je « vous en prie, ensevelissez-vous dans ce fauteuil. « Savez-vous bien qu'il m'a été donné par la duchesse « d'York, une très-bonne amie à moi ? Pauvre femme, « elle n'est plus maintenant ! » Ici les yeux du vieil-

lard se remplissaient de larmes, et se laissant tomber lui-même dans son fauteuil, il regardait vaguement le feu jusqu'à ce que lord Alvanley, ou lord Worcester, ou tout autre, fût annoncé, et alors il recommençait la même pantomime. A dix heures, on annonçait les voitures, et la farce était finie.

Enfin ses amis n'eurent plus d'autre ressource que de le mettre à l'hospice. Il fallut l'y porter de force ; il croyait qu'on le menait encore en prison. Le vieux *beau* mourut dans la maison du Bon-Sauveur, à Caen, le 30 mars 1840, à l'âge de soixante-douze ans.

L'histoire de George Brummell porte avec elle son propre enseignement. Sa mort fut triste ; sa vie fut-elle plus enviable ? nous ne le croyons pas. Elle manque de dignité et de vérité. Le sentiment de l'égoïsme y absorbe tous les autres. Brummell eut des amis qui le logèrent, le nourrirent, le vêtirent pendant vingt-cinq ans, et le jour où il perdit son caniche, il dit qu'il avait perdu son meilleur ami. Il n'eut point la grande et la plus légitime excuse de tous les écarts, la passion. On ne voit point qu'il ait eu les saintes faiblesses du cœur ; il n'eut que celles de la vanité. Ce ne fut point pour une maîtresse qu'il se perdit ; ce fut pour de l'huile antique, de l'eau de Cologne, et des bains de lait. Assurément, celui qui, sans aucun des avantages de la naissance ou de la fortune, sut se créer une espèce de dictature sur la plus fière et la plus opulente aristocratie du monde, ne fut pas un homme

ordinaire ; mais il montra seulement comment il est possible d'unir beaucoup d'esprit et un goût exquis à un manque à peu près absolu de sens moral. Nous n'avons point la prétention de faire du puritanisme : tout au contraire, nous croyons que la délicatesse des soins extérieurs est une présomption très-réelle et très-sérieuse en faveur de la délicatesse de l'esprit ; mais si nous apprécions infiniment un homme qui sait se bien mettre, c'est à la condition que la préoccupation de son habit ne l'empêche pas de voir qu'il y a autre chose en ce monde et dans l'autre. Après tout, un nœud de cravate n'est pas la chose dont on puisse dire : *Porrò unum est necessarium.*

X.

DANIEL O'CONNELL.

La voix de ce siècle qui a remué le plus de passions s'est tue pour toujours; ce cœur puissant qui réglait les pulsations de tout un peuple n'est plus aujourd'hui qu'une relique. Daniel O'Connell est mort loin de sa pauvre et chère Irlande, de cette Émeraude qu'il appelait le plus beau joyau de l'Océan et la plus belle fleur de la terre; et il ne lui a pas même été donné d'achever le pèlerinage au terme duquel l'attendait une sainte et suprême bénédiction. Sur son lit de mort, il s'est lui-même partagé entre ses deux patries, et leur a envoyé un dernier souvenir et comme un dernier baiser. A Rome il a légué son cœur, à l'Irlande son corps; fidèle et touchante expression des deux sentiments qui avaient animé toute sa vie, l'amour de sa religion et l'amour de son pays.

O'Connell a été nommé le libérateur de l'Irlande; il aurait pu en être appelé le créateur. Avant lui, il n'y avait pas d'Irlande. Il y avait une race conquise

qui fermentait dans les fondements du sol, et qui poursuivait incessamment contre les vainqueurs la sourde et terrible représaille de la loi agraire; il y avait une race conquérante qui formait comme le sommet de cette pyramide, qui pesait de tout son poids sur les classes vaincues, à laquelle appartenaient tous les droits et tous les priviléges, et qui donnait la main à l'Angleterre dont elle était le levier et le point d'appui. Mais il n'y avait pas une nation irlandaise. Ce fut le travail et la gloire d'O'Connell de la créer et de la mettre au monde. Il creusa la terre et y trouva un peuple. Il ramassa dans sa main puissante ces éléments épars, confus et tumultueux, il les mania et les pétrit comme de la pâte et comme de la cire; il en fit une créature informe, incorrecte, fragile comme toute œuvre humaine, mais animée d'un souffle de vie désormais inextinguible. Il fit ce qu'il put avec ce qu'il avait sous la main; c'était de l'or et de la boue, de l'airain et de l'argile. Comme Dieu, dont il eut presque le pouvoir, il fit sa créature à son image; ou plutôt c'était lui qui était l'image de son peuple. Il en avait les grandeurs et les faiblesses, les vertus et les vices; il en avait la poésie, l'éloquence, la chaleur, la mobilité, la trivialité, l'entrain, le plus audacieux et le plus effronté dédain de la vérité. C'est pour cela qu'il fut aimé, adoré, déifié par ce peuple dont il était la plus vivante et la plus complète expression. C'était un sentiment profondément naturel; car les hommes

aiment bien mieux ceux qui partagent leur chute que ceux qui leur donnent l'exemple d'une perfection qu'ils ne peuvent atteindre. Les pécheurs ont toujours été plus populaires que les saints.

Pour faire la biographie d'O'Connell, il faudrait faire toute l'histoire de l'Irlande depuis cinquante ans, et la moitié de celle de l'Angleterre. Nous sommes naturellement obligés de nous restreindre dans de plus justes limites. Nous ne nous arrêterons point, par exemple, à rechercher la généalogie d'O'Connell. Il est convenu que tous les Irlandais sont de race royale, et que leur origine se perd toujours dans la nuit des temps. Peu importe d'ailleurs qu'O'Connell descendît des anciens Rois milésiens ou de simples gentilshommes de campagne; c'était un de ces hommes qui n'ont pas besoin d'ancêtres, comme ils ne peuvent avoir de successeurs. Ce qui paraît le plus certain, c'est que son père faisait le commerce, principalement celui de la contrebande, alors fort en vogue, et qu'il avait un oncle, seigneur de Darrynane, qui lui laissa cette terre où depuis il mena une existence presque féodale. Il naquit en 1775, dans un village du comté d'Antrim, une des régions les plus sauvages, les plus désolées et les plus pittoresques de l'Irlande. Il grandit au milieu des scènes de la nature, et y puisa, avec une constitution des plus robustes et des plus infatigables, cette richesse d'images et d'hyperboles dont il déversait les trésors avec une profusion inouïe. En

1789, sa famille l'envoya faire son éducation à Saint-Omer chez les jésuites, puis au séminaire irlandais de Douai. Il y resta jusqu'à la fin de décembre 1793; c'est dire qu'il assista à la fatale et terrible ivresse de la révolution française. Quand il quitta la France, il n'en emporta que des souvenirs de sang et d'impiété. Ces souvenirs influèrent sur toute sa vie, et, au fond, il ne fut jamais pour nous qu'un ennemi. C'est une illusion étrange, et que nous nous sommes bien souvent attachés à détruire, que de croire que nous pouvions jamais trouver dans O'Connell et dans l'Irlande des alliés contre l'Angleterre. Pour les Irlandais, les Français sont restés et resteront longtemps encore des ennemis de la religion, des Infidèles. Dans ces dernières années, quand O'Connell nous faisait l'honneur de s'irriter de la libre critique que nous faisions de ses actes, c'était encore à des ennemis de Dieu qu'il croyait répondre. Et pourtant nous croyons pouvoir dire qu'il se trompait.

Le grand agitateur de l'Irlande a pu quelquefois se servir du nom de la France pour menacer l'Angleterre, mais c'était encore un de ses innombrables artifices de rhétorique. Lorsqu'il s'enfuit de cette terre qui était à ses yeux la Ninive et la Babylone des temps modernes, et qu'il toucha de nouveau le sol anglais, son premier acte fut, dit-on, de fouler aux pieds la cocarde tricolore qu'il avait été obligé de porter; elle n'était pour lui que le symbole de l'athéisme et de la

révolte. Or, O'Connell ne fut jamais un philosophe, ni un révolutionnaire, ni même un libéral : il était avant tout et par-dessus tout un Irlandais et un catholique. Qu'on ne croie pas que nous lui en fassions un reproche, car c'est là ce qui rachète toutes ses fautes. Il avait un amour immense de son pays, et fut toujours prêt à lui sacrifier tout, même la liberté. Il était aussi un croyant convaincu, un véritable et sincère dévot. Il avait cette foi d'instinct, cette foi d'enfant qui est pleine de grâce et de grandeur quand elle se rencontre dans d'aussi robustes natures. Lavater a dit un mot charmant en parlant des hommes bien portants qui jouissent de la santé sans s'en apercevoir. Il en est qui ont le don de la foi comme celui de la santé, et O'Connell fut de ce nombre. La source claire et limpide de la croyance coula toujours inaltérée à travers tous les orages de sa vie. On voulait d'abord en faire un prêtre, mais le siècle et ses tempêtes l'appelaient irrésistiblement; il sentait la poudre de la vie militante. Du reste, cette première destination établit en lui une ressemblance de plus avec Luther, auquel on l'a souvent comparé. On ne peut nier, en effet, qu'il n'y eût des rapports frappants de physionomie, de constitution, de caractère et d'humeur entre ces deux hommes célèbres. Le grand agitateur, toutes proportions gardées, avait de commun avec le grand réformateur une indomptable vigueur de corps et d'esprit, une énergie infatigable, une grande prédilection

pour des faiblesses toutes terrestres, un fonds inépuisable de gaieté, l'art suprême de passionner les masses, une éloquence qui passait alternativement de la grâce la plus tendre à la violence la plus triviale, une incomparable puissance d'invective, et un trésor d'injures à rendre jaloux les héros d'Homère. O'Connell, heureusement, sentit que sa vocation n'était pas dans les Ordres; il aimait la chasse, la pêche, tous les exercices du corps, et y apportait une passion toute nationale.

O'Connell était né dans la même année que l'indépendance américaine. L'influence que ce grand événement avait exercée en Angleterre avait eu son contrecoup en Irlande, et il en était sorti l'indépendance irlandaise. Pendant un quart de siècle, l'Irlande eut un parlement national; et Dieu sait l'usage ou plutôt le commerce qu'elle en fit. Il nous faudrait beaucoup de pages pour retracer, même en traits rapides, le tableau qu'offrit alors l'Irlande. Ce fut un spectacle à peu près unique dans l'histoire. Dans ces saturnales parlementaires, le génie national déploya toutes ses vertus et tous ses vices, atteignit jusqu'à la sublimité, et redescendit jusqu'à la honte. C'était une véritable bataille par la parole et par l'épée; les paroles brûlantes faisaient partir spontanément les armes; on quittait le parlement pour descendre dans la rue, et mettre la dague au poing comme des Capulets et des Montaigus. Cette société bizarre prolongea sa débauche

jusqu'en 1798 ; la rébellion de cette année néfaste pour l'Irlande fut étouffée dans le sang, et, deux ans après, l'acte d'Union avec l'Angleterre s'accomplit. De l'indépendance législative de son pays, O'Connell ne put voir que l'agonie ; mais cet enseignement dut lui suffire. Comment croire qu'il ait jamais pu prendre au sérieux cette grande fanfaronnade du Rappel, l'homme qui avait assisté à la dernière orgie et au suicide de la législature irlandaise de 1800, et qui avait vu le parlement national se vendre au grand jour, sur la place publique, à tant par tête, pour la somme de 31 millions ?

Ce fut, du reste, à partir du moment de l'union avec l'Angleterre que la lutte commença à se régulariser en Irlande, non plus pour une nationalité séparée, mais pour une égalisation des droits. M. Pitt, pour prix de l'union, avait promis à l'Irlande cet acte d'émancipation qui fut ajourné jusqu'en 1829. Il se trouva plus faible que les préjugés protestants du roi et du peuple d'Angleterre, et il quitta noblement le pouvoir. Il se forma alors deux grandes divisions en Irlande, et la lutte s'établit régulièrement entre les catholiques et les protestants. C'est sur ce théâtre qu'O'Connell prit la première place et la garda jusqu'à la fin de sa vie. Il s'était jeté dans la carrière du barreau avec l'ardeur qu'il apportait à toutes choses. Une étonnante puissance de travail, une extrême subtilité qu'il devait peut-être à ses études scolastiques, et qui

lui fut d'un très-grand secours dans les difficultés de sa vie politique où il frisait toujours la loi sans l'accrocher, une éloquence innée et une assurance sans égale l'avaient mis rapidement à la tête de sa profession. Il y eut un temps où O'Connell, comme avocat, gagnait 4 à 500,000 fr. par an. Sa qualité de catholique l'excluait cependant de beaucoup d'affaires ; il n'en eut que plus de disposition à devenir un avocat politique, un tribun. Le peuple l'Irlande, avec cet instinct qui trompe rarement les masses, avait deviné en lui le maître qui lui était le plus sympathique, le plus *congenial*, comme on dirait en anglais. Il pressentait en O'Connell non-seulement le chef audacieux qui devait le mener à la victoire, mais aussi le légiste prudent et retors qui pouvait l'y mener sans danger. Il se donna à lui corps et âme, avec une confiance aveugle. O'Connell devint le souffle de l'agitation populaire, l'âme de toutes les réunions, la voix de toutes les plaintes, l'arbitre de tous les conseils. Pendant quelques années encore après l'union, l'Irlande put espérer que les idées libérales de M. Pitt finiraient par prévaloir en Angleterre, et qu'il serait apporté des changements aux lois d'exclusion qui faisaient des catholiques une classe de parias. Mais quand on eut vu trois ou quatre ministères se succéder en n'amenant avec eux qu'un redoublement de rigueur et de réaction, alors la grande agitation qui prit pour drapeau l'émancipation catholique s'organisa sur toute la

surface du pays. Elle provoqua naturellement une recrudescence de persécutions de la part du parti orangiste et du gouvernement anglais. Le ministère public poursuivit les associations avec toutes les ressources et toute la sévérité des lois d'exception. Mais il avait affaire à forte partie. Comme le diable qui tourmentait Luther dans ses ardentes rêveries, O'Connell disait aux procureurs de l'Angleterre : « Et moi aussi je suis « logicien. » Et il le montrait bien. La loi avait beau avoir mille bras, le Protée insaisissable de l'association catholique avait plus de mille formes, et il les prenait tour à tour avec une facilité désespérante. Comme, dans la législation anglaise, c'est en général la lettre qui domine l'esprit, il fallait faire une loi nouvelle contre chaque nouvelle démonstration. Dans presque tous les procès politiques de cette époque, O'Connell fut naturellement choisi pour défenseur, et il déploya dans cette lutte un véritable génie. Avec la gloire du rôle, il en eut aussi les dangers. Les mœurs du temps rendaient périlleuse une aussi grande distinction personnelle. Le conseil municipal de Dublin, pour se débarrasser de ce rude jouteur, ne trouva pas de meilleur moyen que de le faire provoquer. Un ancien officier appelé Desterre, qui tirait supérieurement, fut chargé de cette délicate mission. Une rencontre eut lieu entre lui et O'Connell à la mode du pays, c'est-à-dire en présence de plusieurs centaines de témoins. Au premier feu, Desterre tomba mortel-

lement blessé. O'Connell éprouva de poignants remords. Toutefois, ce ne fut pas encore à ce moment qu'il fit le vœu de ne plus se battre, car, quelques mois après, il eut à répondre à une demande de satisfaction qui lui fut faite par un autre homme célèbre; nous voulons dire M. Peel, alors secrétaire du vice-roi d'Irlande. Il y eut des pourparlers entre les témoins pendant trois jours, au bout desquels M. O'Connell fut arrêté et dut fournir caution. M. Peel lui donna rendez-vous en Angleterre, et alla même l'attendre en France; O'Connell le suivit jusqu'à Londres, mais là encore il fut arrêté et dut fournir de nouvelles cautions. L'affaire n'eut pas d'autres suites. Depuis lors, O'Connell fit en effet le vœu de ne plus en appeler à la voie des armes, et il refusa toutes les provocations que dut nécessairement lui attirer la licence sans bornes de son langage.

Comme on le pense bien, O'Connell sortit de cette épreuve plus populaire que jamais. Les paysans montrent encore, dit-on, la place où fut rendu ce jugement de Dieu. Le Judas Machabée de l'Irlande reprit avec une nouvelle énergie la campagne de l'émancipation. Les actes de la grande ligue catholique, qui pendant vingt ans réunit dans une puissante unité les efforts de tout un peuple, appartiennent depuis longtemps à l'histoire. Nous ne saurions entreprendre de les redire ici. En 1825, le parlement anglais tenta un dernier effort contre l'association, et la supprima par

une loi. Il crut la tenir dans sa main, mais elle lui glissa entre les doigts, et peu de temps après reparut à ses yeux étonnés sous une nouvelle forme et sous un nouveau nom. Bientôt O'Connell tenta un coup plus hardi. La Constitution l'excluait du parlement comme catholique; il se présenta aux élections dans le comté de Clare. Porté par le peuple et par les prêtres, il fut nommé à une grande majorité. Il arriva dans la Chambre des Communes, sûr de ne pas y être reçu, mais prêt à pousser jusqu'au bout son audacieux défi. La loi était formelle; le représentant de l'Irlande catholique, banni de la cité commune, en sortit comme Coriolan pour y rentrer bientôt en triomphateur. La vieille citadelle protestante, sous les coups incessants de l'Association irlandaise et des libéraux anglais, ouvrit enfin ses portes, et le duc de Wellington, en présentant le bill d'émancipation de 1829, déclara que le gouvernement cédait à la crainte de la guerre civile.

O'Connell avait cinquante-cinq ans quand il entra dans le parlement britannique. Il y prit une part active à toutes les grandes discussions, celle de la réforme parlementaire, celle de la réforme municipale, et beaucoup d'autres qu'il serait trop long de rappeler. Ce n'est pas là d'ailleurs qu'il faut voir O'Connell. Hors de l'Irlande, il était tout à fait dérouté et dépaysé. Dans le parlement, son auditoire lui manquait; il ne trouvait guère d'admirateurs, et qu'on

nous permette le mot, il ne trouvait pas de compères. Il comprenait bien qu'il n'était pas chez lui; il se sentait toujours un étranger au milieu de cette fière société anglaise; en un mot, il était mal à son aise. Il ne pouvait plus répandre à flots ces images et ces métaphores qui faisaient le bonheur des Irlandais; ni parler de ses lacs et de ses montagnes, ni injurier grossièrement le Saxon, ni abuser de cette merveilleuse facilité qu'il avait pour confondre le faux avec le vrai. Il était obligé de polir sa sauvage éloquence, et sa verve ne lui venait plus. Quand l'orateur le plus brillant, le plus impétueux, et sans contredit le plus heureusement doué de l'Angleterre, lord Stanley, l'accablait de ses orgueilleux sarcasmes, bien souvent il ne trouvait pas la réplique. Mais d'autres fois, poursuivi et traqué comme un sanglier, il se retournait, lançait des bordées terribles d'apostrophes et d'invectives, et s'en allait ensuite au milieu de son royaume et de son peuple leur demander justice des humiliations qu'il avait subies pour eux. Il y eut une période de sa vie parlementaire où il prit amplement sa revanche : ce fut lorsque, formant avec sa phalange irlandaise, avec sa queue, comme on l'appelait, l'appoint de la majorité dans les Communes, il tint pendant plusieurs années dans sa dépendance le gouvernement anglais. L'Angleterre, à son tour, fut profondément humiliée; elle fut blessée, ulcérée dans ses sentiments religieux et dans son orgueil national,

et c'est à cette cause plus qu'à toute autre qu'il faut attribuer la réaction qui, en 1841, renversa les whigs du pouvoir.

Aussi, dès l'avénement du ministère tory, O'Connell reprit immédiatement l'offensive, et recommença l'agitation du Rappel. On sait comment, pendant deux années, l'Irlande se couvrit d'un bout à l'autre de *meetings* monstres, comment les associations organisées autrefois pour arracher l'émancipation se formèrent de nouveau pour demander la révocation de l'union. Ce fut le moment le plus critique peut-être de cette vie si pleine d'orages et de vicissitudes. Il y a deux époques bien distinctes dans l'agitation à laquelle O'Connell a attaché son nom : celle où il réclamait l'émancipation religieuse, c'est-à-dire quelque chose de réalisable, de juste, de possible, et qui avait l'appui et les sympathies d'un parti puissant au sein même de l'Angleterre, et celle où il demanda le Rappel, la chose la plus insensée, la plus impossible, et qui eût été la plus funeste pour l'Irlande elle-même. Dans cette dernière partie de sa vie, O'Connell faillit compromettre l'œuvre de ses longs et pénibles travaux. Il avait passionné son peuple pour une chimère, pour un rêve dont au fond de son cœur il reconnaissait la profonde folie; il y eut un moment où il ne sut plus que répondre à ces millions d'hommes qui lui demandaient le signal de l'insurrection; comme l'enchanteur dont parlent les poëtes, il ne pouvait plus maî-

triser le pouvoir aveugle qu'il avait témérairement évoqué. La moindre étincelle tombant sur cette masse d'éléments inflammables les eût fait éclater et eût couvert l'Irlande de sang et de cendres. Heureusement pour l'humanité, qui ne pouvait que gémir à la pensée de cette lutte inégale, le bras de la loi s'interposa pour la prévenir. Le *meeting* de Clontarf, qui devait couronner tous les autres, fut interdit; et alors on vit les agitateurs, transformés en pacificateurs, courir avec des branches d'olivier au-devant des populations qui arrivaient en masses à ce rendez-vous solennel. Ce fut comme une goutte d'eau froide sur une chaudière bouillante. L'agitation tomba subitement, et tous les regards se reportèrent sur O'Connell traduit devant la justice. On se souvient de ces scènes dramatiques, quand tout un peuple inquiet et étonné assistait à la lutte de son chef avec la loi; quand le juge qui condamnait le glorieux coupable fondait en larmes en prononçant la sentence. On se rappelle comment ce prisonnier exceptionnel tenait, pendant sa captivité, une cour et des levers comme un prince, comme un roi qu'il était. Cependant les Irlandais ne pouvaient en croire leurs yeux ni leurs oreilles. Ils avaient toujours vu O'Connell sortir triomphant de ses luttes avec la loi. Cette continuelle impunité était un des prestiges à l'aide desquels il agissait le plus sur l'imagination populaire. Les Irlandais étaient heureux et fiers quand ils voyaient leur légiste battre les avo-

cats anglais. O'Connell était, nous sommes obligés de le redire, un homme de paix et de légalité. Il se vantait, selon une expression bien connue, de savoir conduire une voiture à quatre chevaux à travers un acte du parlement sans rien toucher. Il passa sa vie à tendre les ressorts de la loi sans les briser. Ce mélange de chicane et de casuisme avec les plus hautes qualités du tribun font de sa physionomie une des plus originales de l'histoire. Quand donc les Irlandais le virent enfin vaincu, ils doutèrent un instant de son infaillibilité; mais ce moment d'inquiétude fut de courte durée, et l'arrêt de la cour des lords, qui cassa la sentence des juges de Dublin, rendit au dominateur de l'Irlande tout son prestige et toute sa puissance.

Nous avons quelquefois jugé avec sévérité les actes d'O'Connell; aujourd'hui encore, nous croyons que sa mémoire est assez grande pour qu'on ne doive se rendre coupable envers elle d'aucune faiblesse. Or, il est permis de dire qu'O'Connell, quand il parlait du Rappel, ne croyait pas un mot de ce qu'il disait. Il avait bien trop d'esprit et de jugement pour prendre au sérieux ses propres déclamations. Il savait bien que la source des maux de l'Irlande, c'était encore plus ses discordes intestines que la domination étrangère; il savait que son pays n'avait jamais été plus déchiré, plus misérable et plus corrompu que lorsqu'il avait eu une législature séparée; il savait qu'il n'était pas

de force à porter cette indépendance qui n'eût été pour lui que comme un couteau mis aux mains d'un enfant ou d'un fou. Ce cri du Rappel, dont O'Connell a rempli les échos du monde, n'était donc pour lui qu'un moyen et non pas un but. Dieu, qui sonde les reins et les cœurs, peut absoudre cette morale dans le secret de ses jugements ; mais c'est un droit qui n'appartient qu'à lui seul. Après tout, le moyen a réussi. O'Connell a rappelé à l'Angleterre qu'il y avait une Irlande ; qu'il y avait près d'elle un peuple abandonné sur son île comme Moïse sur son berceau, et qu'elle était tenue de recueillir, d'élever et de protéger. Tous les jours de sa vie, il a plaidé pour l'Irlande. Il en a été l'avocat, dans la plus haute acception de ce rôle qu'il avait élevé à des proportions épiques. Chaque année il venait redire devant le tribunal de l'opinion la plainte de son immense clientèle de veuves et d'orphelins, et jeter au milieu du parlement anglais son cri célèbre : « Justice pour l'Irlande ! » Ses honoraires, c'était cette rente qui chaque année était récoltée pour lui à la porte des églises, et à laquelle le pauvre apportait souvent sa dernière obole. Ce n'est pas, à nos yeux, une tache dans sa vie. Roi, il était juste qu'il eût une liste civile. Il avait de grands besoins, mais on ne pouvait lui reprocher ni l'avarice, ni la cupidité, ni même l'ordre, qui, dans de pareilles conditions, eût été presque un vice. Il vivait royalement, avec des chevaux, des meutes, et une suite nom-

breuse. C'était nécessaire à son tempérament ; encore plus nécessaire au maintien de son pouvoir. Aux Irlandais, il faut du théâtre ; un héros simple ne leur eût pas convenu. O'Connell connaissait bien ce peuple de grands enfants, ces Napolitains du Nord, ces lazzarones sans soleil, spirituels, mobiles, mimes, paresseux, mendiants, amoureux du costume et de la charge. Il savait bien ce qu'il faisait quand il paradait sur des chars traînés par quatre chevaux blancs, quand il instituait le bouton vert du Rappel, et se couronnait de sa toque verte. Il fallait voir tous ces pauvres innocents accourir, applaudir, rire et crier à cet hippodrome national ! Comment n'auraient-ils pas adoré O'Connell ! Ne leur disait-il pas qu'ils étaient le numéro 1 de la race humaine, et que chacun d'eux ne ferait d'un Saxon qu'une bouchée ? ne disait-il pas aux femmes qu'elles étaient des perles de beauté et des miroirs de chasteté ? C'était par cette profonde identification avec la nature de ses concitoyens qu'il les dominait. L'Irlande a certainement produit de plus grands orateurs qu'O'Connell ; Burke, Sheridan, Grattan, Sheil, sous certains rapports, lui étaient bien supérieurs ; mais aucun n'avait comme lui ces dons secrets et sympathiques qui désignent un homme entre tous à l'instinct populaire ; aucun n'avait au même degré que lui cette sorte de propriété électrique qui le faisait toucher tous les cœurs à la fois. Quand il parlait à cent mille hommes, les premiers placés re-

cevaient le choc de sa parole, puis ils faisaient la chaîne, et le tressaillement passait à toutes les extrémités avec la rapidité de l'éclair.

Les dernières années d'O'Connell furent affligées par le schisme qui se déclara dans son propre parti, entre la Jeune et la Vieille Irlande; mais son union intime avec l'Église, qui ne fut jamais altérée, devait lui assurer la supériorité jusqu'à la fin. Une volonté plus forte que celle des hommes vint bientôt, du reste, absorber toutes ces divisions; la famine nivela tout. O'Connell ne parla qu'une seule fois cette année dans le parlement. Il ne demanda point le Rappel; il implora, comme une dernière grâce, la pitié pour sa pauvre Irlande. Il fut écouté avec tristesse et avec respect; il n'était plus que l'ombre de lui-même; cette voix qui ne s'était pas reposée depuis cinquante ans avait peine à se faire entendre. Il sentait sa fin prochaine et l'affaiblissement de ses facultés; il disait, quand il passa par Paris : *I am no more O'Connell.*

De tels hommes n'ont pas d'héritiers. Ils sont jetés dans un moule que Dieu ne brise pas, mais dont il ne se sert que de loin en loin pour accomplir des desseins qui ne sont connus que de lui. La tâche d'O'Connell était finie; ce qu'il a fait suffit, et au delà, pour remplir la vie d'un homme; mais ce qui reste à faire eût été au-dessus de ses forces. Il n'y a qu'un gouvernement qui puisse se charger de la révolution sociale qui s'accomplit en ce moment même en Irlande

au milieu des larmes, de la faim et de la fièvre. C'est l'Angleterre qui hérite d'O'Connell; c'est à son gouvernement qu'échoit la tutelle de ce peuple mineur qui n'a plus même la force de se remuer tout seul. C'est l'Angleterre qui a la charge de son corps et de son âme; elle aura à répondre de sa vie ou de sa mort devant le tribunal de Dieu et devant celui des hommes. Quand il lui sera demandé : « Qu'as-tu fait « de ton frère? » elle n'aura pas le droit de répondre : « Je n'en étais pas le gardien; » et si elle abandonnait sur les grands chemins ce pauvre Abel deshérité et dépossédé par elle, l'histoire la frapperait de cette malédiction qui tomba sur le front du premier meurtrier.

XI.

SIR ROBERT PEEL.

« Je quitterai le pouvoir avec un nom sévèrement « blâmé par beaucoup d'hommes honorables qui, par « principe, regrettent profondément la destruction des « liens de parti, qui la regrettent non point par des « motifs intéressés, mais parce qu'ils croient que la « fidélité à un parti, l'existence et le maintien d'un « grand parti sont de puissants instruments d'un bon « gouvernement. Je quitterai le pouvoir sévèrement « censuré par beaucoup d'hommes honorables qui « croient que le principe de protection était essentiel- « lement nécessaire aux intérêts du pays. Je laisserai, « je le sais, un nom exécré de tous les monopoleurs « qui, sous prétexte d'intérêt public, ne cherchent « que leur gain particulier; mais peut-être ce nom « sera-t-il prononcé quelquefois avec gratitude dans « la demeure des hommes dont la destinée est de « gagner leur pain de chaque jour à la sueur de leur « front. Dans ces demeures, peut-être on se souvien- « dra de moi avec bienveillance, quand ceux qui les

« habitent répareront leurs forces avec une nourriture « abondante et libre d'impôts, d'autant plus douce « qu'elle n'aura plus pour levain le sentiment de l'in- « justice. »

Ces paroles sont la plus belle oraison funèbre de sir Robert Peel, et c'est lui-même qui les a prononcées en descendant du pouvoir en 1846, après avoir accompli dans l'économie politique et sociale de son pays une révolution fondamentale. Ce blâme, cette censure, ces malédictions dont il parlait, ont fait un universel silence sur sa tombe; les grands du monde ont joint leurs larmes à la prière reconnaissante du pauvre, et le deuil s'est étendu des palais aux chaumières. Jamais peut-être on n'avait vu une pareille unanimité dans la douleur publique. C'est que jamais aussi une grande nation n'avait perdu un citoyen et un serviteur qui lui fût plus profondément dévoué, qui lui eût plus entièrement consacré ses jours, ses nuits, son travail, son courage, son intelligence, sa vie. Sir Robert Peel a été, depuis son entrée dans la vie jusqu'à son dernier moment, l'homme public par excellence, l'homme des affaires de son pays. Il ne faut point s'étonner que par un exemple unique, la Chambre des Communes se soit fermée le jour de sa mort. C'était comme sa propre voix qui venait de s'éteindre, tant elle était habituée à s'exprimer depuis près d'un demi-siècle par cet organe respecté et écouté comme un oracle. En perdant sir Robert Peel, la

Chambre des Communes a perdu une partie de sa vie, une partie d'elle-même, car il était, selon une expression intraduisible, *the great commoner*. La Chambre et lui étaient identifiés l'un à l'autre, inséparables l'un de l'autre; il y avait vingt ans qu'en quittant le ministère il avait déclaré qu'il vivrait et mourrait dans la Chambre des Communes; et jamais il n'aurait accepté des honneurs qui l'auraient enlevé au théâtre aimé de ses succès et de son influence. Sa vie privée, modèle de bonnes mœurs et de bienfaisance, tient peu de place dans son histoire. C'est la publicité, ce sont les affaires, le gouvernement, le maniement des hommes et des majorités qui constituent sa véritable vie. Il vécut, combattit et mourut sur le théâtre des affaires publiques. C'était la destinée pour laquelle il avait été élevé, pour laquelle il avait grandi. Son père l'avait cultivé dès sa naissance pour en faire un homme politique; il l'avait abrité sous son propre nom, qui était déjà considérable, et sous celui de tous les grands tories d'alors, M. Perceval, lord Castlereagh, lord Eldon, lord Liverpool, le duc de Wellington; et par-dessus tout, il l'avait mis sous l'invocation de M. Pitt, qui était son idole.

Robert Peel était le fils d'un filateur. Son père, le fondateur du nom et de la fortune, s'était jeté dans l'industrie au moment où l'introduction des machines lui donnait de gigantesques développements. Il occupait quinze mille ouvriers, payait par année un million

de francs d'impositions sur les produits de sa fabrique, et laissa à sa mort, en 1830, environ 60 millions de fortune. Il était, dans la Chambre des Communes, le soutien, l'admirateur enthousiaste de M. Pitt; lors de la souscription nationale qui fut ouverte en 1798 pour faire la guerre à la France, il donna 250,000 fr.

Robert Peel naquit en 1788 dans un petit cottage près de Bury. Élevé sous les yeux de son père, il fut ensuite envoyé au collége de Harrow, où il eut pour condisciple lord Byron. On a toujours soin de citer ce que le grand poëte dit plus tard de lui : « Peel, dit-il « dans ses Mémoires, avait toujours donné beaucoup « d'espérances et à ses maîtres et à ses camarades; il « ne les a pas démentiés. Pour l'instruction classique, « il était de beaucoup mon supérieur; pour la décla- « mation et l'action, j'étais au moins son égal. Quand « nous sortions, j'étais toujours dans de mauvais « pas, lui jamais; au collége, il savait toujours sa « leçon, moi rarement; mais quand je la savais, je « la savais à peu près aussi bien. Pour l'instruction « générale, l'histoire, etc., je crois que je lui étais « supérieur. »

En quittant Harrow, Robert Peel alla achever ses études à l'Université d'Oxford; il y eut les succès les plus brillants, et y marqua dès lors la place qu'il devait occuper plus tard comme représentant de ce grand corps. Dès qu'il eut atteint l'âge de vingt et un ans, en 1809, il fut envoyé à la Chambre des Communes

par Cashel, un bourg pourri d'Irlande qui avait douze électeurs. Dès cette première année de sa vie publique, il fit preuve de cet esprit de conduite qui ne l'abandonna jamais dans tout le cours de sa carrière; il parla peu, à de rares intervalles, et seulement sur des faits dont il avait une connaissance spéciale. Ce ne fut que l'année suivante que, chargé d'appuyer l'adresse, il fit véritablement son début ou son *maiden speech*. Il le fit avec un grand succès, et désormais en possession de la scène politique, il n'en redescendit plus que le jour de sa mort.

Cette même année, à l'âge de vingt-deux ans, il fut nommé sous-secrétaire d'État de l'intérieur; deux ans après, en 1812, secrétaire pour l'Irlande. Ce jeune homme, qui plus tard devait devenir tour à tour l'admiration et l'exécration de tous les partis, était alors un des soutiens les plus actifs du torysme, du protestantisme et de l'orangisme. Il était l'objet de la haine des Irlandais et des outrages d'O'Connell; il établissait la loi martiale en Irlande et y fondait la police municipale qui a gardé son nom. Et cependant on peut croire que ce fut à cette époque qu'il acquit une connaissance approfondie des besoins de l'Irlande, et conçut le germe des réformes qu'il devait projeter plus tard pour ce triste pays, et qu'il n'a pas eu le temps d'accomplir.

En 1817, l'élévation à la pairie de M. Abbott laissa vacante la représentation d'Oxford. La célèbre université, la citadelle du protestantisme, se souvint de son

glorieux élève, et lui donna ses voix. M. Peel grandissait de jour en jour dans la vie publique, et il allait bientôt attacher son nom, d'une manière impérissable, à l'une des trois grandes mesures qui marquent sa carrière, nous voulons dire l'abolition ou du moins la restriction du papier-monnaie, et la reprise des paiements en numéraire. C'est à ce moment aussi que commence cette étrange destinée qui devait l'accompagner jusqu'à la fin de ses jours, d'avoir à accomplir de ses propres mains les mesures qu'il avait toujours combattues, et à les accomplir contre ses amis, contre son parti, et pour ainsi dire contre lui-même. En cette occasion, son principal adversaire fut son père. Le vieux sir Robert Peel était, comme nous l'avons dit, un partisan enthousiaste de M. Pitt; et c'était M. Pitt qui, dans la terrible crise de l'Empire, avait créé pour l'Angleterre des ressources inattendues par la sanction légale du papier-monnaie. En 1812, M. Horner avait fait pour la reprise des paiements en espèces une motion que le jeune Peel avait alors combattue comme son père. Quelques années après, en 1819, M. Peel était nommé président du comité d'enquête dans lequel siégeaient lord Castlereagh, M. Tierney, M. Canning, sir James Mackintosh, M. Huskisson. Dans cette société d'hommes éminents qui unissaient l'esprit philosophique à l'esprit pratique, il commença à secouer les langes de sa première éducation politique; une révolution, prélude de bien d'autres, se fit dans ses

idées sur le papier et sur l'argent; et le 5 avril, ce fut lui qui présenta dans la Chambre des Communes le bill qui ordonna la reprise des paiements en numéraire. Dans le courant de cette discussion, il fit allusion et à son changement d'opinion et à l'opposition de son père : « Je me vois, dit-il, forcé de m'opposer à une « autorité devant laquelle depuis mon enfance je me « suis toujours incliné avec déférence, et que je res- « pecterai toujours. Mon excuse est que je suis chargé « d'un grand devoir public, et que, quels que puissent « être mes sentiments particuliers, je ne dois point « reculer devant l'accomplissement de ce devoir... Je « ne rougis point d'avouer que je suis entré dans la « commission avec des idées bien différentes de celles « que j'ai aujourd'hui; mais j'y suis entré avec la ferme « résolution d'oublier toutes mes impressions passées « et le vote que j'avais donné quelques années aupa- « ravant. » Nous avons cité ces paroles parce qu'elles sont caractéristiques de toute la vie de sir Robert Peel, et que nous les retrouverons dans sa bouche à toutes les époques.

Ainsi quelques années plus tard, en 1821, nous voyons M. Peel combattre énergiquement l'émancipation des catholiques. En 1822, devenu ministre de l'intérieur, il la combat encore contre M. Canning et la partie la plus libérale du ministère. Disons en passant que ce fut durant cette période de sa présence au pouvoir qu'il effectua dans la législation criminelle de l'Angle-

terre des réformes pour lesquelles tous les partis lui ont toujours rendu des hommages incontestés. En 1827, la mort de lord Liverpool amène la dislocation du ministère, et M. Canning devient premier ministre. Son premier acte fut d'avoir à porter au roi la démission de sept de ses collègues, dont M. Peel et le duc de Wellington. Les ennemis de M. Peel l'ont toujours accusé d'avoir monté une conjuration contre M. Canning, alors dans tout l'éclat de son aimable et sympathique génie; et jamais ils ne lui ont pardonné. Mais la raison que donna M. Peel lui-même de sa retraite fut que M. Canning était nécessairement engagé à proposer l'émancipation des catholiques; il l'expliqua en ces termes dans la Chambre des Communes :

« Les raisons pour lesquelles je me suis retiré sont « simplement celles-ci : pendant dix-huit ans, depuis « que je suis entré dans la vie publique, j'ai fait une « opposition constante et entière, quoique modérée et « constitutionnelle, à l'extension des priviléges des ca- « tholiques romains. Mon opposition était fondée sur « des principes... Je n'ai donc pu rester dans une ad- « ministration qui me paraissait engagée à appuyer les « réclamations des catholiques. »

Nous sommes ici en 1827. Moins d'un an après, M. Canning meurt, et la réaction protestante porte au pouvoir le duc de Wellington et M. Peel; et le premier acte du nouveau ministère est de proposer l'acte d'émancipation. C'est le second des grands actes qui ont

marqué la carrière de M. Peel. Il est curieux de voir comment il expliqua son changement d'opinion; on retrouve encore le même homme, le même langage, la même manière tranchante d'avouer son évolution :

« J'arrive maintenant, dit-il, à l'accusation la plus « grave, à celle qui concerne la question catholique. « Pendant plusieurs années j'ai pris une part active à « la résistance contre les catholiques romains. Je dou- « tais sérieusement, en considérant l'état de la pro- « priété et l'état de l'Église protestante en Irlande, « que la concession de l'égalité des droits aux catho- « liques pût éteindre les discordes religieuses. Mais il « est survenu un concours de circonstances qui m'ont « convaincu que l'exclusion n'était plus tenable, et « qu'il y avait plus de danger pour la sécurité du pro- « testantisme en Irlande à prolonger cette exclusion. »

Et il écrivait au duc de Wellington :

« Je vous ai prouvé, je l'espère, qu'aucune fausse « délicatesse à l'endroit de mes précédentes déclara- « tions, aucune crainte d'accusation d'inconséquence « ne m'empêchera de prendre ma part dans les dan- « gers actuels. Je suis prêt, au risque de tous les sa- « crifices, à maintenir l'opinion que j'exprime ici « résolument, à savoir qu'il y a moins de danger à « faire un effort décisif pour régler la question catho- « lique, qu'à la laisser comme elle est, une question « réservée dans un ministère indécis. »

On sait quels cris de fureur, quelle explosion de

colères ce changement inattendu provoqua dans le parti tory et protestant. M. Peel traversa cet orage avec la fermeté opiniâtre et invincible qu'il apportai dans toutes ses résolutions une fois prises et une fois annoncées. L'acte d'émancipation, cette grande et tardive mesure de justice, est aujourd'hui encore un de ses pricipaux titres à la reconnaissance de ses contemporains et aux hommages de la postérité. Si nous avons rappelé la manière dont il l'exécuta, c'est seulement pour mettre en relief les traits les plus particuliers du caractère de cet homme remarquable. Sir Robert Peel n'était point un homme de principe; il ne concevait et ne faisait rien *à priori;* souvent il n'apercevait et ne défendait la justice qu'au moment même où elle allait passer de la théorie dans les faits. En ce qui touche, par exemple, l'émancipation catholique, il est incontestable que M. Fox, que M. Grattan, que M. Canning, que lord Grey, que lord John Russell avaient sur M. Peel une véritable supériorité, car ils réclamaient l'émancipation au nom de la justice, au nom des principes, tandis que M. Peel, après l'avoir long temps combattue, ne l'accordait que par des motifs de nécessité et d'opportunité. A ses yeux, ce n'était pas le droit qui triomphait, c'était la force; le duc de Wellington disait en même temps que lui à l'autre Chambre que c'était la crainte de la guerre civile qu lui forçait la main; c'était l'élection de Clare, c'étai O'Connell porté sur les bras d'une nation qui enfonçai les portes du Parlement.

Mais aussi M. Peel avait un incomparable instinct pour deviner les grandes crises et pour aller au-devant. Deux fois surtout il en a donné la preuve éclatante. C'est ainsi qu'il a fait l'acte d'émancipation au bord de la révolution française de 1830, et qu'il fit plus tard la réforme commerciale sur le seuil de la révolution de 1848. Dans ces deux occasions, on peut dire hardiment qu'il a sauvé son pays d'un bouleversement. Qu'on se figure l'état dans lequel eût été l'Angleterre, si au mouvement de la réforme parlementaire était venue se joindre l'insurrection de l'Irlande et des catholiques! Bien qu'amorti par cette heureuse concession, l'ébranlement communiqué par Paris fut encore si violent qu'il renversa le ministère anglais, emporta d'assaut la réforme, et mit en poussière le parti tory.

Le duc de Wellington et sir Robert Peel sortirent du ministère au mois de novembre 1830, après avoir reconnu les premiers en Europe le gouvernement issu de la révolution de Juillet. Sir Robert Peel entra alors dans la période la plus éclatante de sa vie purement politique et parlementaire. Ce fut une période de paroles ardentes dont le souvenir s'effacera beaucoup plus vite que celui de ses actes; assurément sir Robert Peel ne fut jamais plus réellement grand que dans le gouvernement et l'administration; mais comme orateur et comme chef de parti, rien n'égale la carrière qu'il a fournie de 1832 à 1841, depuis le bill de réforme jusqu'à sa rentrée triomphante au pouvoir. L'homme le plus capable d'apprécier ce genre de lutte, lord John

Russell, a rendu à son illustre adversaire un juste hommage en disant :

« Qu'il me soit permis de rappeler ici une partie de « sa carrière à laquelle on ne rend peut-être pas assez « de justice ; je veux parler de la période qui s'écoula « de 1832 à 1841. Après les luttes qui avaient accom- « pagné le vote du bill de réforme, on pouvait craindre « que ceux qui l'avaient combattu abandonnassent de « dégoût et de découragement les affaires publiques, et « laissassent aller la guerre des opinions et des classes « jusqu'à un point où elle aurait mis le pays en péril. « Sir Robert Peel fut l'homme qui empêcha ce mal- « heur. Quoiqu'il eût combattu le bill de réforme, il « envisagea courageusement les circonstances dans « lesquelles il se trouvait placé, il en appela au pays « en faveur des principes dont il avait été l'éloquent « défenseur, il ramena à l'harmonie les différents pou- « voirs de l'État, et il n'eut point peur de recourir au « jugement et au verdict du pays. »

Il fallait en effet un grand courage, la conscience d'une bien grande résolution et d'une bien grande persévérance, pour entreprendre de reconstruire un parti puissant avec les débris qui surnageaient de l'ancien torysme. Les premières élections faites après le bill de réforme avaient balayé le parti tory comme eût fait un ouragan ; lord John Russell disait que ce n'était plus que le murmure d'une faction (*the whisper of a faction*) ; et lord Brougham, dans un accès de bon

sens, s'écriait, alarmé de la victoire des siens : *We shall be too strong!* (Nous serons trop forts!)

Ce fut dans cet état que sir Robert Peel ramassa un à un les morceaux de son parti; mais avec ce sûr instinct du siècle qui l'inspirait toujours, il comprit que le temps du vieux torysme était fini, qu'il ne fallait pas regarder en arrière, mais envisager hardiment l'avenir, et dès lors il commença cette transformation qui changea le parti tory en parti conservateur.

Ce travail de reconstruction, chef-d'œuvre de patience, d'obstination, de courage, d'habileté et d'éloquence, a fait, comme nous l'avons dit, l'admiration de tous ceux qui, comme lord John Russell, ont été élevés dans la grande école et dans la vieille tradition parlementaire. Ce fut l'œuvre de dix années, et ce qu'on doit peut-être le plus admirer dans sir Robert Peel à cette époque, c'est la patience qu'il mit à ne pas prendre le pouvoir avant qu'il vînt à lui. Nous passons rapidement sur son court ministère de 1835, alors que le roi et le duc de Wellington l'envoyèrent chercher à Rome. Il accepta contre son gré, et s'il soutint pendant quelques mois une lutte aussi brillante que désespérée, ce ne fut pas tant pour garder le pouvoir que pour avoir le droit et l'occasion de proclamer les nouvelles opinions de son parti, et de le présenter pour ainsi dire au pays dans sa nouvelle forme. Il faisait en réalité un programme conservateur pour l'avenir. Il sortit du pouvoir dix fois plus fort qu'il n'y était

entré; les élections lui avaient donné une adjonction de plus de cent voix, et il recommença ou plutôt il continua sa campagne avec un redoublement d'énergie et d'éloquence. Jour par jour il détacha une à une les pierres de l'édifice ministériel, frappant d'une main sûre et lente jusqu'au moment où il porta le dernier coup et entra dans la place par la brèche en triomphateur et en maître.

Il y entra poussé, porté par une majorité semblable à celle que les whigs avaient eue après le bill de réforme. Nous ne savons si jamais, dans aucun pays libre, une aussi grande puissance se trouva concentrée dans les mains d'un seul homme; car il était seul, il pensait seul, décidait seul, agissait seul. Pour ses amis comme pour ses adversaires, il était une énigme, mais une énigme pleine d'espérance. Le pays croyait en lui, et se suspendait avidement à ses lèvres; il ne savait pas ce qu'il devait attendre, mais il attendait quelque chose. Le Trésor était vide et sombrait de plus en plus dans le gouffre du déficit; la source du revenu était tarie; il fallait une baguette magique pour frapper le roc aride et en faire jaillir la richesse. Les actes de sir Robert Peel à cette époque avaient quelque chose de théâtral; l'exposition de ses plans était toujours une révélation et une surprise, car il ne les communiquait pas même à ses amis. Il débuta par le rétablissement de l'*income tax*, souvenir détesté des plus mauvais jours de la guerre européenne; mais

il combina ce remède héroïque, qui, du reste, épargnait les petites fortunes pour ne frapper que les grandes, avec une réduction de droits sur beaucoup d'objets de consommation; et il ouvrit ainsi la voie à la simplification de l'impôt.

Mais le couronnement de sa vie politique, ce fut l'abolition des *corn-laws* et la réforme générale du code commercial; en un mot l'établissement de la liberté du commerce. Le souvenir de ces grands actes est présent à tous les esprits; vouloir les apprécier ici, ce serait entreprendre la revue de toute la politique anglaise de ces dernières années. Le nom de Peel y est attaché d'une manière indestructible; il y brille en caractères qui ne feront que grandir avec le temps, car la révolution pacifique que ce grand ministre a accomplie n'est encore qu'aux premières phases de son développement et de son expansion. Ajoutons que cette fois encore, l'instinct prévoyant de sir Robert Peel fut presque du génie. Il est indubitable que si l'Angleterre a échappé à la subversion générale de l'Europe en 1848, elle l'a dû aux audacieuses réformes que sir Robert Peel venait d'accomplir. Sans le pain à bon marché, sans la vie à bon marché, sans la conscience que la classe gouvernante avait rempli son devoir envers la classe gouvernée, l'Angleterre aurait eu peut-être son explosion comme le continent. Si, au moment de l'incendie général, la Ligue n'avait pas été dissoute par le fait même de son triomphe, ce Parlement populaire aurait constitué

un centre et un foyer de révolution qui aurait pu donner une tout autre issue à la journée du 10 avril.

Mais ces grandes choses qui ont fait sa gloire, sir Robert Peel ne les exécuta qu'en sacrifiant encore une fois son parti et ses amis. Nous avons dit qu'il était entré dans la place en maître, nous aurions pu dire en despote. Ce grand parti conservateur qu'il avait ramassé, reconstruit, recomposé avec tant de labeurs, il en usa comme de son œuvre et comme de son bien. Il avait mis dix ans à le refaire, il le brisa et le dispersa en quelques jours. Désormais son parti fut la nation.

Sir Robert Peel avait deux grandes sources de force et de courage : le sentiment du devoir et la conscience de l'indépendance. Il était résolu à tout risquer, à tout braver, pour atteindre le but qu'il croyait juste ; et de plus, il faut le dire, il avait cette liberté que donne une immense fortune ; il se souciait peu du pouvoir ; il pouvait se passer de son parti, et son parti ne pouvait pas se passer de lui. Il savait et il disait, en proposant ses grandes réformes, qu'elles devaient lui coûter le pouvoir ; mais il marchait en avant avec encore plus de hardiesse et d'orgueil. Toujours les initiateurs doivent porter la peine de leur mission ; et en tombant du pouvoir, sir Robert Peel disait : « Quand des minis-« tres ont proposé des mesures en apparence contrai-« res à leurs doctrines passées et qui les exposent à « l'accusation d'inconséquence, je crois qu'en somme

« il est avantageux pour le pays, et pour la moralité « des hommes publics, que ces mesures emportent « avec elles ce qui peut en être regardé comme l'expia- « tion, c'est-à-dire l'expulsion du pouvoir. »

Il fut donc expulsé, mais sa chute fut triomphale. Rejeté par la vengeance des partis, il tomba dans les bras de la nation, qui l'y reçut avec transport. On a toujours dit que si, à cette époque, l'Angleterre avait été appelée à voter tout entière sur un homme, Peel aurait été l'élu d'une majorité formidable. Ce fait seul prouve qu'il avait opéré toute une révolution.

Les hommes qui ont le culte des partis sont bien inspirés en le poursuivant, comme il le disait, de leur exécration, car il les a détruits. Il n'y a plus aujourd'hui ni tories ni whigs; ces vieilles dénominations ne sont plus que des lettres mortes. Renaîtront-elles jamais? nous ne saurions le dire; mais aujourd'hui ce sont autant de tronçons coupés qui se cherchent sans pouvoir se retrouver.

Il n'y a pas d'homme qui ait fait des brèches plus terribles à la vieille Constitution anglaise telle que l'entendaient les docteurs et que l'enseignait la tradition. Il a renversé cet équilibre parlementaire, cet arrangemet si harmonieux et si commode qui faisaient que les destinées de l'empire étaient réglées par les influences, et se décidaient dans les clubs *comme il faut*, à Brooke's ou à White's, à Lichtfield-house ou à Lansdowne-house, c'est-à-dire dans des salons clos aux

profanes comme le sérail du Sultan. C'est lui qui a porté les coups les plus profonds au système oligarchique, à ce que le plus spirituel de ses adversaires appelait le système vénitien. En cela, du reste, il continuait Pitt; car ces ministres tories, que sur la foi de leur nom on croit généralement portés vers les principes absolus, se montraient bien autrement populaires et démocratiques que les grands libéraux de l'école whig. Les purs et vrais whigs aiment la révolution, surtout parce qu'elle les a faits ce qu'ils sont. Ils aiment la liberté, mais beaucoup aussi leur généalogie. Ils sont élevés dans la vénération du nom qu'ils doivent porter un jour, et sont sincèrement et profondément convaincus que la Constitution et le royaume ne peuvent être sauvés que par une douzaine de grandes familles, par une petite tribu d'élus dans tout le peuple. M. Pitt fit brèche dans cette superbe oligarchie en inondant la Chambre des Pairs de parvenus et de bourgeois, sir Robert Peel lui fit des blessures mortelles en cherchant son point d'appui en dehors des combinaisons et des coalitions parlementaires, et en jetant l'ancre dans le fond solide du pays tout entier. En somme, il était bien plus rapproché de M. Cobden, par exemple, que de lord John Russell; il ne se serait pas fait, quant à lui, un scrupule de se donner le chef de la Ligue pour collègue dans un ministère; mais lord John Russell, de la maison de Bedford, et les autres grands whigs, auront toujours une peine infinie à recevoir dans leur corpo-

ration un homme qui n'appartient à aucune « grande famille de la révolution », et qui n'a pas le moindre rapport avec le Russell et l'Algernon Sydney d'il y a deux siècles.

Sir Robert Peel doit donc être regardé comme un des plus grands destructeurs de l'ordre établi en Angleterre depuis deux cents ans. L'aristocratie le sentait bien et se révoltait; mais il pesait sur elle de tout le poids dont l'esprit du siècle pesait sur lui-même. Contre les cris ou la sourde colère des grands, il se sentait soutenu et porté par le flot de l'opinion. Il savait juger et calculer l'idée qui avait la majorité dans le pays sans l'avoir encore dans les partis parlementaires; il possédait merveilleusement ce thermomètre indéfinissable qui monte ou descend sous la pression mystérieuse du dehors. Il puisait dans la couche profonde des masses la source de sa force, et c'est cette source, grandissant comme un fleuve, qu'il faisait passer à travers les Chambres, et avec laquelle il courbait la tête des partis et des coalitions. Ce n'était point l'esprit de faction, car nul ne montra jamais un plus grand respect pour les décisions parlementaires, mais c'était une pression morale; il faisait toujours entendre aux Chambres que l'heure était venue de céder; elles obéissaient en frémissant, mais elles obéissaient.

C'est pourquoi, devenu, surtout dans la dernière période de sa vie, le représentant des besoins généraux du pays plus que des intérêts d'une classe, il n'eut

jamais la sympathie des partis. Tous le considéraient, le respectaient, le ménageaient; aucun ne l'aimait. Solitaire dans la pensée, dictateur dans l'action, il n'éprouvait et n'inspirait aucun besoin de confiance : il n'y eut jamais entre lui et ses amis politiques ce courant d'électricité qui attachait des amis enthousiastes et dévoués à M. Fox, à lord Grey, et en attache encore à lord John Russell.

Mais c'était un ministre sûr, *a safe minister*. La Banque, la Bourse, le commerce, tout ce qui tremblait entre les mains des whigs, se rassurait dans les siennes. Il eut toujours pour lui cette grande sanction, le succès, et le succès ne vient pas tout seul. Il avait du bonheur, mais il faisait tout ce qu'il fallait pour en avoir. Le fait est que lorsqu'il entrait au ministère, il y trouvait tout en désordre et en baisse, et que lorsqu'il en sortait, il y laissait tout en ordre et en hausse.

Sir Robert Peel n'était pas, nous l'avons déjà dit, un homme de principes. Cela ne veut pas dire qu'il fût sans principes, dans l'acception habituelle du mot. Mais il n'allait point jusqu'à la philosophie des choses; il était avant tout un homme de pratique, de conduite et d'application. Il ne cueillait les idées qu'au moment où elles étaient mûres; il faisait chaque chose en son temps; il aurait pu prendre pour devise : *Age quod agis*. Il semblait comprendre lui-même cette tournure de son esprit, et ne songeait pas à s'en trouver humi-

lié. Il rendait à César son bien avec une admirable magnanimité. Ainsi, quand il fit l'émancipation catholique, il déclara que tout l'honneur en appartenait à M. Fox, à M. Canning et aux whigs; et quand il abolit la législation sur les céréales, il proclama dans la chambre des Communes que le véritable auteur de la mesure et le véritable triomphateur était M. Cobden. On eût dit qu'il ne tenait pas aux honneurs de l'invention, et qu'à ses yeux l'action était tout. Et en effet lui seul savait agir: il était véritablement créateur dans la réalisation des idées des autres, et sans lui ces idées seraient restées à l'état théorique pendant de longues années encore. Aussi, quand il fallait en venir aux actes, c'était vers lui que la nation se tournait. Il était le grand administrateur, le grand organisateur de tous les départements; il apportait toujours au service public une énorme faculté de travail, une mémoire prodigieuse, une masse inouïe de science acquise et d'instruction accumulée, et le fruit d'une expérience non interrompue des affaires. Même en dehors du pouvoir, comme dans les quatre dernières années de sa vie, il restait encore le « ministre consultant » ; rien ne se faisait sans lui, et lord John Russell a eu le bonheur de pouvoir le remercier publiquement, quelques heures avant sa mort, du concours puissant et désintéressé qu'il lui avait donné. Il était en Europe un des grands soutiens de la paix, et il avait constamment concouru à la maintenir avec le roi Louis-Philippe, pour lequel

il avait conservé un sincère respect, et qu'il avait entouré d'hommages dans son exil.

Cecidit fortis : le plus vulgaire des accidents a brisé contre la terre cet homme puissant pendant que l'écho de sa voix retentissait encore dans l'enceinte des Communes. Ses dernières paroles avaient été, par une sorte de pressentiment, des paroles de paix et de conciliation. Il comprenait le danger des temps, et sentait qu'ils étaient trop sérieux pour qu'il fût permis de jouer aux partis et aux coups de majorité; il ne voulait plus d'autre rôle que celui de modérateur et d'arbitre. Dans des temps où les classes se soulèvent contre les classes, où les guerres civiles deviennent des guerres serviles, où les forces ennemies de la société sont toujours prêtes à s'élancer les unes sur les autres en écrasant entre elles la civilisation, des hommes comme sir Robert Peel sont d'un prix inestimable, et leur perte est irréparable. Il n'y a plus aujourd'hui en Angleterre qu'une seule grande autorité individuelle, le duc de Wellington. Quand cette colonne de granit qui sépare encore les éléments grondants de la lutte aura disparu, alors aucune force humaine ne restera plus pour arrêter le choc, et Dieu seul sait ce qu'il en sortira.

XII.

BENJAMIN ROBERT HAYDON

PEINTRE D'HISTOIRE

(1846).

Le jour où il mit fin à une vie laborieuse et tourmentée par une imagination malade autant que par la misère, le malheureux Haydon sortit de grand matin; il rentra vers neuf heures, ayant l'air très-abattu; une dernière ressource sur laquelle il avait compté lui manquait. Il s'enferma pour écrire; puis il revint voir sa femme, qui allait partir pour la campagne. Il l'embrassa tendrement, et rentra dans son atelier. Un moment après, sa femme et sa fille entendirent la détonation d'un pistolet. Comme on faisait l'exercice dans le Parc, elles y firent peu d'attention; la malheureuse femme quitta sa maison, se doutant peu de ce qu'elle y laissait. Mais une heure après, sa fille entra dans l'atelier, et trouva son vieux père étendu sans vie dans une mare de sang.

Haydon s'était d'abord tiré un coup de pistolet dans la tête, puis il s'était achevé en se faisant à la gorge

avec un rasoir une affreuse blessure. Ses cheveux blancs étaient pleins de sang; sa tête était appuyée sur un de ses bras. Il était étendu aux pieds d'une toile colossale à laquelle il travaillait dans ses derniers jours, et qui représentait *Alfred le Grand, ou le premier jury anglais.* Sur une table était le journal de sa vie, qu'il écrivait régulièrement depuis bien des années. Il était ouvert à la dernière page, et les derniers mots écrits de sa main étaient : « Que Dieu me « pardonne! *Amen!* » Il y avait aussi beaucoup de lettres, et un papier avec ce titre : « *Dernières pensées* « *de Haydon*, à dix heures et demie du matin, le 22 « juin 1846. » A côté étaient une montre et le *Livre de Prières* ouvert.

Comme peintre, Haydon est peu connu en France; en Angleterre même, sa réputation ne s'étendait pas au delà d'un cercle choisi et assez limité. Il n'avait en lui, on doit le reconnaître, aucun des éléments de la popularité : ni la clarté, ni l'instinct sympathique, ni l'étincelle créatrice. C'était un talent réfléchi, philosophique, souvent profond, mais plus souvent pénible. Il aurait fait un admirable professeur d'esthétique, et il ne fit qu'un peintre incomplet. Un des meilleurs critiques anglais a dit avec raison qu'il faut le chercher plutôt dans ses écrits que dans ses tableaux, et qu'il était de la classe de Goëthe et de Hazlitt, c'est-à-dire de la plus haute classe des *raisonneurs* sur l'art, plutôt que des artistes. Haydon, du reste, avait fait

des cours, et il a publié des *Lettres sur la peinture et sur le dessin.*

Ses principaux tableaux sont un *Salomon*, une *Entrée de Jésus-Christ dans Jérusalem*, qu'il exposa en 1820, et *le Bannissement d'Aristide*, qu'il exposa en 1844. Plusieurs sont des conceptions grandioses, mais bizarres. Il y en a un dans lequel les têtes des apôtres reproduisent les traits d'hommes célèbres des temps modernes, et où Voltaire se trouve assez singulièrement placé près de Jésus-Christ. Il est vrai qu'il représente Judas. Dans les œuvres de Haydon, on retrouve une aspiration perpétuelle vers le style héroïque ; mais dans cette tendance continue et obstinée vers le sublime, on sent toujours l'effort, et malheureusement l'effort impuissant. C'est la lutte toujours ancienne et toujours nouvelle, qui de tout temps s'est livrée dans l'âme des poëtes et des artistes : la conception écrasant l'exécution, l'imagination aux prises avec l'impuissance.

Comme critique, Haydon avait un admirable sentiment de la beauté. Ce fut lui qui le premier proclama la vérité des marbres enlevés à la Grèce par lord Elgin. Il a des expressions magnifiques pour rendre le bonheur dont il jouissait en présence de ces débris de l'art ancien :

« Que d'heures, disait-il, que de jours, que de nuits « j'ai passés au milieu de ces fragments sublimes ! « Souvent je suis resté quinze heures dans la voûte de

« Park-Lane qui abritait leur beauté, avec une lan-
« terne et mon carton, examinant chaque pied, cha-
« que main, chaque membre, en promenant ma lu-
« mière solitaire au-dessus, au-dessous, autour d'eux.
« J'ai placé ma lumière vacillante par terre au-dessous
« du dos puissant de Thésée, et une vaste, large et
« silencieuse ombre, profonde et noire, s'est étendue
« à travers toute la galerie, pendant que çà et là quel-
« que forme saillante, ou une tête brisée, ou une
« figure de lutteur, comme possédées de la vie, trem-
« blaient à la lumière et paraissaient prêtes à se mou-
« voir, tant la vie et la circulation y resplendissaient
« d'évidence. »

Mais, comme il arrive souvent, ce fut peut-être parce qu'il était un grand critique qu'il ne fut qu'un artiste imparfait; en lui le raisonnement absorbait l'instinct : il comprenait trop. Du reste, il y a une justice qui lui sera toujours due : c'est qu'il sut maintenir courageusement et au milieu des plus cruelles épreuves la dignité de l'art. Comme de grands peintres, comme de grands musiciens que nous pourrions nommer, il ne consentit jamais à sacrifier aux faux dieux, et à faire fléchir sa conscience d'artiste devant ce qu'il considérait comme des goûts dépravés du public. Ainsi que les hommes dont nous parlons, il apporta dans cette lutte un esprit entier, absolu, orgueilleux. Mais, en affectant de dédaigner la popularité, il souffrait profondément de la voir toujours le

fuir. Ses blessures saignaient sous le manteau dont il les couvrait. Un de ses plus cruels moments de découragement et d'angoisse fut lorsqu'il exposa son tableau du *Bannissement d'Aristide*, et que dans une salle voisine une autre exposition, la montre d'une chose burlesque et stupide, vint lui faire concurrence. Hélas ! ce qu'on exhibait ainsi à côté de son œuvre, c'était cet affreux Tom Pouce ! Auprès de son tableau solitaire, l'artiste attendait vainement quelques rares visiteurs, pendant que la foule avide se pressait sur les escaliers pour voir un nain difforme. Concevez-vous quelle amère douleur ce devait être pour cet adorateur de la forme, pour cet amant de la beauté, de voir l'œuvre consciencieuse de l'art ainsi vaincue par un caprice déréglé de la nature ? Ces émotions navrantes, il les a consignées dans son journal. Il écrivait le 4 avril :

« C'est aujourd'hui qu'a ouvert mon exposition. Il a « plu toute la journée. Personne n'est venu, excepté « Jerrold, Bowring, Fox Maule et Hobhouse. Ç'aurait « été bien différent, il y a vingt-six ans. La pluie alors « n'aurait pas empêché de venir.

« Recette du premier jour pour l'*Entrée du Christ « dans Jérusalem*, 1820, 19 liv. 16 sh.

« Recette du premier jour pour le *Bannissement d'Aristide*, 1846, 1 liv. 1 sh. 6 d.

« En Dieu je me confie. Amen. »

« 13 avril. — Les voilà qui se précipitent par mil-

« liers pour voir Tom Pouce. Ils se battent, ils crient,
« se trouvent mal. Ils crient au secours et à l'assassin.
« C'est une maladie ; c'est une rage, *rabies*, *furor*.
« C'est un songe ! Jamais je n'en aurais cru des An-
« glais capables. Je suis dans la plus affreuse posi-
« tion; couvert de dettes, découragé par le peu de
« sympathie que témoigne le public pour mes meil-
« leurs tableaux. Je me suis réveillé ce matin à quatre
« heures, comme d'ordinaire... alors j'ai prié mon
« créateur, qui m'a soutenu pendant quarante ans dans
« cette vallée de larmes, de ne pas m'abandonner à la
« onzième heure. »

Il nous semble lire les derniers vers de Gilbert :

J'ai révélé mon âme au Dieu de l'innocence,
Il a vu mes pleurs pénitents;
Il guérit mes remords, il m'arme de constance;
Les malheureux sont ses enfants.

Les amis mêmes de Haydon ne soupçonnaient pas ses tourments secrets. Ils l'avaient vu si longtemps lutter contre la mauvaise fortune et contre l'insensibilité du public, qu'ils le croyaient rompu à la tache. Lui-même semblait avoir accepté le malheur comme un hôte de son foyer, et s'être familiarisé avec lui. Mais au fond la force lui manquait. Il confiait ses chagrins au journal qu'il tenait chaque jour, et l'on comprend combien cet homme devait se replier sur lui-même et se nourrir de sa douleur, quand on voit qu'il avait écrit déjà vingt-six volumes de sa vie quoti-

dienne. Lors de l'enquête qui a été faite sur son corps, il a été donné lecture de plusieurs passages de ce journal. Il est impossible de les lire sans une douloureuse émotion. Nous en citerons quelques-uns :

« 27 mars. — J'ai eu mes petits déboires aujour-
« d'hui : le cheval du cabriolet qui me menait s'est
« abattu. Croirait-on que j'en ai été tout ennuyé ? La
« même chose m'était arrivée avant le concours pour
« les cartons. »

Puis vient une citation de Canning. C'est en parlant de Napoléon que Canning disait :

« Tout ceci est de la folie. Sa destruction dernière
« ne peut être ni arrêtée ni retardée ; et ses momeries
« hors de saison ne serviront qu'à enlever au drame
« toute sa dignité et à rendre sa chute à la fois terrible
« et ridicule. »

« 4 mai. — Je viens de recevoir une lettre d'un
« homme de loi. Je suis allé le voir. C'est un homme
« aimable ; il m'a promis de me donner du temps. Je
« suis rentré avec des sentiments confus de chagrin, de
« satisfaction, d'anxiété, et j'ai pris ma palette sous
« l'empire d'une irritation nerveuse. Ma cervelle s'est
« brouillée : je voyais devant moi la ruine, la misère,
« la prison. J'ai continué à peindre ; j'étais content de
« ce que je faisais. Mais ma cervelle était trouble. Je
« suis tombé dans un lourd assoupissement. Je me suis
« réveillé une heure après ; j'avais froid ; mon feu était
« éteint ; j'ai repris mon tableau. »

Ce qu'il y a de plus triste, ce sont les cris de découragement qui lui échappent quand l'indifférence de la foule le fait douter de lui-même, et que cette foi robuste qui l'avait toujours soutenu commence à lui manquer aussi. Il ferme son exposition, et n'en rapporte que des dettes, et il s'écrie :

« Et pourtant osera-t-on m'accuser de montrer moins « de talent et d'énergie qu'il y a vingt ans ! »

« 21 mai. — Travaillé beaucoup à mon tableau. « Triste parce que je n'ai pu donner de l'argent à mon « cher fils pour aller voir ses amis de collége. »

« 3 juin. — Vu mon cher ami Kemp, qui m'a avancé « un peu d'argent. Avant que j'aie fini mes tableaux, « ils seront déjà engagés; mais n'importe, il faut les « finir. »

« 13 juin. — Mon tableau avance, mais mes besoins « sont affreux. Je me confie en Dieu ! C'est dur, ce com- « bat de quarante-deux ans ! Mais que ta volonté soit « faite, et non la mienne ! »

« 14 juin. — O Dieu ! permets-moi d'appeler ta bé- « nédiction sur mes six dessins; fais qu'aucune dif- « ficulté sur terre ne les arrête dans leur marche. « Donne-moi cette semaine ton secours divin. De sour- « ces invisibles fais-moi sortir des amis pour me tirer « de mes embarras d'argent, et fais que d'aujourd'hui « en huit jours je puisse te remercier pour ma dé- « livrance. »

A mesure qu'on avance, on voit descendre de jour

en jour la catastrophe. Comme il le disait, sa cervelle se trouble :

« 16 juin. — Resté assis de deux à cinq heures en « regardant mon tableau comme un idiot. Ma tête se « brise en voyant les regards inquiets de ma famille que « j'ai été obligé de prévenir de ma position. Nous avons « engagé toute notre argenterie. J'ai écrit à sir Robert « Peel, à X. et à X., disant que j'avais une forte « somme à payer...

« Lequel a répondu le premier? Ah! torturé par « Disraeli, harassé par les affaires publiques, voici la « lettre qu'il m'écrit :

« Whitehall, le 16 juin.

« Monsieur, je suis fâché d'apprendre que vous « soyez encore dans l'embarras. Dans une somme très- « limitée que j'ai à ma disposition je prends 50 liv. que « je vous envoie. »

« Robert Peel. »

Ce fait honore sir Robert Peel autant qu'un grand acte public. C'était en effet, comme l'écrivait le pauvre Haydon, au moment où sir Robert Peel était dans le Parlement occupé à se défendre contre les attaques personnelles les plus violentes, qu'il s'est encore souvenu du malheureux artiste qui faisait appel à sa libéralité. Ajoutons qu'après la mort de Haydon, le premier ministre anglais a envoyé à sa veuve un secours de 200 liv. st. (5,000 fr.) avec la promesse d'une

pension et l'offre de ses services particuliers. Haydon l'avait remercié d'avance. Il écrivait, le 18 juin :

« Pas de réponse de X. ni de X. Il n'y a eu que Peel ! « Et on dit qu'il n'a pas de cœur ! »

N'est-ce pas encore Gilbert ?

Ah ! puissent voir longtemps votre beauté sacrée,
Tant d'amis sourds à mes adieux !
Qu'ils meurent pleins de jours, que leur mort soit pleurée !
Qu'un ami leur ferme les yeux !

« 21 juin. — Horriblement dormi. Prié avec dou- « leur..... »

Et enfin, le dernier jour 22 juin :

« Que Dieu me pardonne ! Amen ! *Finis*..... Ne me « traîne pas plus longtemps à travers ce monde si dur. « (*Le roi Lear.*) »

Puis il se tua. Il laissait plusieurs lettres pour sa femme et pour ses enfants. A sa femme il écrivait :

« Que Dieu te bénisse, cher amour ! Pardonne-moi « cette dernière douleur. J'espère que sir Robert Peel « considérera que j'ai bien gagné une pension pour « toi. »

Deux courtes lettres à ses deux fils ; puis ceci à sa fille :

« Adieu, chère Marie ; continue à être la chère « bonne innocente fille que tu as toujours été, et aime « bien ta mère. Sois pieuse et aie confiance en Dieu. »

Cette triste mort a produit en Angleterre et partout l'effet le plus douloureux. Elle a aussi servi de texte à

des récriminations amères contre un état social organisé de telle façon qu'un homme de grand talent, honnête et religieux, est obligé de se tuer pour échapper à la misère. On ne saurait cependant admettre la justice de ces accusations portées contre la société tout entière à l'occasion d'une catastrophe individuelle. Dans toute organisation possible, il y aura toujours des natures nerveuses, malades, *sensitives*, comme on dirait en anglais, qui ne pourront pas trouver leur place. On ne reçoit pas impunément de Dieu des dons privilégiés. Que les vrais artistes, comme les vrais poëtes et les vrais amants, se consolent avec cette parole sublime, le seul cri du cœur qui soit jamais échappé à Goëthe :

« Celui qui n'a pas mangé son pain dans les larmes,
« celui qui durant des nuits de douleur n'est pas resté
« assis sur son lit en pleurant, celui-là ne vous connaît
« pas, ô puissances célestes ! »

XIII.

CHATEAUBRIAND.

13 JUILLET 1848.

Il est des hommes qui tiennent une si grande place dans l'humanité, qui sont si indissolublement liés aux faits généraux de leur temps, et qui, pour ainsi dire, absorbent une si grande portion de l'air distribué à leurs contemporains, que vouloir raconter leur vie ce serait raconter celle de leur siècle. La seule biographie qui puisse leur suffire, c'est l'histoire. Mais ils sont rares ceux auxquels il a été donné de représenter simultanément les deux faces de la société dans laquelle ils ont vécu, d'en reproduire à la fois le côté public et le côté intime, d'être en même temps l'écho de la pensée de tous et de la conscience de chacun, du sentiment collectif et de la rêverie solitaire. M. de Chateaubriand eut cet honneur et cette grandeur. Sa vie, c'est à la fois l'histoire et le roman de son temps. C'est l'expression la plus complète de la société moderne, avec ses doutes, ses agitations, ses tempêtes,

ses déchirements, ses aspirations à un avenir inconnu. Nul n'a compris comme lui ce vague des passions, cet indéfinissable besoin de croire et d'aimer, et ce dégoût prématuré de la terre, qui sont le fruit amer et maladif des civilisations avancées; nul n'a plus profondément ressenti et plus admirablement dépeint ce tourment inconnu aux anciens, ce mal si cher et si funeste, la mélancolie. A côté de l'homme d'action, il y eut toujours en lui le rêveur; la poésie ne l'abandonna jamais; et, comme il le disait lui-même en jetant sur son passé un long et grave regard, sa vie solitaire, rêveuse, poétique, marchait au milieu de ce monde de réalités, de catastrophes, de tumulte, avec les fils de ses songes, avec les filles de ses chimères. En même temps qu'il prenait part aux actes des rois et des peuples, il ne quittait pas cette lyre qui répondait aux cordes les plus secrètes de l'âme. Admirable privilége du génie! le poëte d'autrefois est encore le poëte d'aujourd'hui; les couronnes déposées sur ce front octogénaire sont tressées par la main des vieillards et par celle des enfants. Et, dans cet universel hommage, il y a un sentiment d'égoïsme et de vanité que peut-être nous ne voulons pas tous nous avouer; car Chateaubriand, c'est vous, c'est nous; c'est cette génération enfantée dans la douleur, dans les larmes et dans les ruines. Vous tous à qui la respiration manque sous les décombres des trônes, des institutions et des croyances, relisez *René*,

et vous verrez comme vous serez irrésistiblement saisis de cette passion de la solitude, de cet amour des forêts ombreuses et de cette soif des ondes cachées qui l'emportaient vers le Nouveau-Monde.

C'est là, nous l'avouons, ce qui nous touche et nous charme le plus dans M. de Chateaubriand. La part qu'il prit aux affaires publiques se racontera toujours d'elle-même ; mais l'influence intime qu'il exerça sur les esprits, les révolutions individuelles qu'il opéra dans les âmes, voilà ce qui constitue à nos yeux son originalité la plus puissante et son plus inépuisable attrait, et c'est de ce point de vue surtout que nous aimons à l'envisager.

Les Mémoires qu'il a laissés le révéleront tout entier. Ici nous ne pouvons parler que rapidement de sa vie. François-René de Chateaubriand naquit à Saint-Malo le 4 septembre 1768, d'une famille dont la noblesse remontait au xe siècle. Il fut élevé dans le vieux manoir de Combourg ; il grandit au milieu des bruyères, à l'ombre des sycomores, au bruit des vagues ; et, dans ces grandes scènes de la nature au milieu desquelles s'écoula sa première enfance, il puisa cette fierté sauvage, cette tristesse religieuse et cette sensation de l'infini qui le suivirent jusqu'à la tombe. Parti pour Paris à dix-neuf ans avec un brevet de sous-lieutenant, il y passa trois ans, monta dans les carrosses du roi, vit Mirabeau et l'Assemblée Constituante. La Révolution marchait, la noblesse émigrait

sur les bords du Rhin. Le jeune Chateaubriand se sentait appelé plus loin ; et pour première excursion, il entreprit d'aller retrouver la mer polaire, en cherchant le passage nord-ouest de l'Amérique septentrionale. C'était en 1791 ; il arrive en Amérique, touche en passant la main vénérée de Washington, s'enfonce dans le nouveau continent. Échappé de la poudre du vieux monde, il bondit dans les prairies comme un daim libre ; il embrasse le désert avec transport, se perd dans les savanes, se suspend aux torrents, et se plonge dans l'écume des cataractes. Face à face avec le ciel dans la solitude, il y retrouve l'idée de Dieu qu'il rapportera un jour dans sa patrie. Mais la goutte amère était toujours sur ses lèvres; âme tourmentée, dégoûtée par les faits et inassouvie par les rêves, le monde l'envoyait à la solitude, et la solitude le renvoyait au monde. Un jour qu'errant de forêt en forêt il avait fini par demander l'hospitalité dans une ferme, il s'assied au coin de la cheminée, ramasse à terre une feuille d'un journal anglais, et y lit : *Flight of the King* (fuite du roi). Ce fut ainsi qu'il apprit la fuite de Louis XVI à Varennes, son emprisonnement et la formation de l'armée de l'émigration. « Je crus, dit-il dans ses Mémoi-« res, entendre la voix de l'honneur, et j'abandonnai « mes projets. » Il part pour l'Europe ; il arrive, après une tempête effroyable, en Angleterre, puis à Saint-Malo. Ce fut à cette époque, au commencement de 1792, qu'il épousa mademoiselle Céleste de La Vigne Buisson.

A peine marié, il partit pour aller rejoindre l'armée de Condé, et fit la campagne de 1792. Dangereusement blessé, abandonné dans un fossé, ramassé et jeté dans un fourgon, puis traversant l'Allemagne en demandant son pain, il gagna Ostende et de là l'Angleterre. Il y vécut huit ans dans la maladie, dans le travail et dans la misère. Ce fut là qu'en 1797 il publia le premier et un des plus originaux de ses ouvrages, l'*Essai sur les Révolutions*.

En 1800, Bonaparte ayant rouvert la France aux émigrés, M. de Chateaubriand y rentra, et un an après parut *Atala*.

Incessu patuit Dea. C'est le réveil, c'est l'aurore, c'est la vie ! Oh ! reportez-vous au temps où cette étoile descendit subitement du ciel, apportant sa lumière et sa chaleur à la terre désolée ! La patrie s'échappait palpitante des embrassements sanglants de la révolution ; elle cherchait son Dieu dans la poussière de ses temples et dans les débris de ses autels. La société matérielle commençait à se reconstruire ; mais le monde intérieur, le monde des âmes était encore plongé dans les ténèbres du doute et du désespoir. Oh ! quelle consolation ce dut être pour tous ces cœurs dévastés que cette lyre aérienne qui se mit tout à coup à chanter au milieu des ruines, en murmurant les chants mystérieux de l'enfance !

La Bible raconte qu'après le déluge, le père des hommes laissa sortir de l'arche une colombe, qui re-

vint vers le soir apportant dans son bec des feuilles d'olivier. C'était le signe que Dieu était apaisé, et que les eaux s'étaient retirées. Ainsi, après le déluge de la Révolution qui avait tout submergé, *Atala*, c'est la colombe sortie de l'arche pour voir si le monde est libre; elle revient, et rapporte au peuple puni et repentant le signe de l'espérance et de la foi, le rameau d'olivier. Le monde tressaille; les oiseaux gazouillent et chantent dans tous les cœurs le lever de l'aurore; le soleil rend son sourire à la verdure et la rosée répand ses perles sur les fleurs consolées. Devancé par cette messagère divine, *le Génie du Christianisme* sort des ruines; il secoue sa chevelure, revêt sa robe mystique, et rentre dans le monde qui se jette à ses pieds et baise ses mains. Ce sera une éternelle gloire pour l'auteur de ce grand livre d'avoir le premier rendu à la société l'idéal qu'elle avait perdu, le sentiment religieux et spiritualiste qu'elle avait oublié. Ce moment est le plus éclatant, le plus véritablement immortel de la vie de M. de Chateaubriand, parce que ce fut le moment créateur; c'était comme la découverte d'un nouveau monde. L'auteur du *Génie du Christianisme* ne doit point porter la peine de toutes les faiblesses écloses à l'abri de son nom; il ne faut pas que nous le rendions coupable de cette religion romanesque que la débilité de notre âge a puisée sur sa bouche d'or. Son livre n'était pas un catéchisme; ce n'était point la religion pratique, la doctrine austère et laborieuse; mais le

poëte parlait sa langue, il faisait la seule prédication possible de son temps; il prenait la nature humaine par son côté éternel et le plus sensible, par le cœur, par l'imagination, par la passion. Il nous ramenait au christianisme par le spiritualisme.

L'éclat de son œuvre ne fut pas moins grand dans le monde purement littéraire. En ce temps-là un livre était un événement. Nous ne pouvons pas de nos jours nous figurer quelles passions se donnaient alors carrière sur un mot. Les lettres, d'ailleurs, étaient le seul refuge de l'exercice de l'esprit, le seul asile de la liberté. La poésie seule pouvait franchir le cercle tracé autour de la pensée, parce qu'elle avait des ailes. La discussion, ce pain quotidien de notre vie, n'existait pas; c'était dans la littérature que se sauvait la liberté, comme autrefois dans les fables. *Le Génie du Christianisme* fut comme une invasion dans les anciennes formes; ce fut la naissance, l'explosion du romantisme. Dans la forme, dans le style, c'était un retour à la nature et à la liberté. C'étaient les rameaux libres sortant du cloître des avenues régulières et taillées; c'étaient les ondes pures brisant le moule des bassins de marbre pour répandre leur indépendance dans les prairies; enfin, dans l'idée et dans la forme, c'était la renaissance, la résurrection.

Il y eut donc, dans l'effet incomparable que produisirent ces premières œuvres, il y eut deux causes : leur beauté propre, et le moment de leur apparition. Na-

poléon devina cette grande force qui venait de se révéler; il envoya M. de Chateaubriand à la légation de Rome, puis dans le Valais. Mais, le 21 mars 1804, le duc d'Enghien tomba fusillé dans les fossés de Vincennes, et le même jour M. de Chateaubriand donna sa démission. Il rentra dans le grand chemin des voyages, il reprit sa course à travers le monde. De ce pieux et glorieux pèlerinage il rapporta les *Martyrs* et l'*Itinéraire*, et au retour il entra dans l'Académie. Par un paradoxe étrange, il y prenait la place d'un régicide. Il refusa de faire l'éloge de Marie-Joseph Chénier. Ce qu'il faut dire aussi, c'est que dans son discours de réception, qui fut interdit, il avait l'audace de parler de la paix, et ce n'était pas du goût du maître. M. de Chateaubriand aimait trop la liberté pour bien vivre avec l'empereur; ces deux natures indomptables ne pouvaient pas se rencontrer sans se heurter et sans se briser. Retiré à la campagne, dans la vallée d'Aulnay, M. de Chateaubriand n'en sortit qu'au moment de la chute de Napoléon, et alors commença pour lui une nouvelle vie, celle qu'il appelait le troisième acte de son drame.

Ce moment de sa carrière est présent à beaucoup de mémoires. Ce n'est pas ici, ce n'est pas dans la maison où nous écrivons ces lignes[1] que ce grand souvenir pourrait être perdu. M. de Chateaubriand fut la gloire de notre journal; son génie, sous une nouvelle face,

1. Au *Journal des Débats*.

y est écrit en caractères indélébiles ; la terrible verve et l'emportement superbe qu'il déploya dans la polémique serviront d'éternels modèles. D'autres que nous, ceux qui ont mieux vu et mieux connu M. de Chateaubriand, pourraient mieux dire quelle splendeur il jeta dans le pamphlet et dans le journalisme. Il faut un nom comme le sien et une main comme la sienne pour prolonger le souvenir de cette œuvre de tous les jours et de toutes les heures. Le public qui absorbe chaque matin cet éphémère et ingrat travail de nos veilles, ne se demande pas ce qu'il s'y dépense de labeur, de courage, de persévérance et de cœur. La voix jette toutes ses notes dans l'air, qui n'en renvoie pas même l'écho ; l'arbre livre une à une ses feuilles à tous les vents du ciel, qui n'en laissent pas même la trace.

A mesure que M. de Chateaubriand entre plus activement dans la vie politique, dans le monde des affaires, nous laissons parler l'histoire. Dans toutes ses vicissitudes, dans toutes ses grandeurs et dans toutes ses disgrâces, nous retrouvons toujours l'amant fidèle de la liberté, le défenseur dévoué et courageux de celle qui, selon ses propres paroles, les vaut et les remplace toutes, la liberté de la presse. A travers les révolutions qui sont tombées au milieu de nous les unes sur les autres, on se rappelle et l'on admire encore les efforts qu'il fit pour rattacher les anciens rois aux institutions nouvelles. Ils ne l'écoutèrent pas. Il avait voulu relier le passé à l'avenir par la main de la

liberté ; cette chaîne de salut fut violemment brisée, et le passé retomba dans l'abîme.

Sur le déclin de sa vie, le chantre de la religion et de la royauté se retrouva au milieu des ruines de sa jeunesse. Il en conserva le culte, car, comme toutes les âmes nobles, il aimait le malheur ; comme toutes les natures fortes, il éprouvait le besoin de protéger. Il avait une sorte de tendresse chevaleresque pour toutes les grandeurs tombées ; et, au milieu des jeux de la force et du hasard, il semblait toujours chercher l'idée morale et libre dans la cause vaincue.

Depuis plusieurs années, M. de Chateaubriand s'était complétement retiré du monde. Cette part de sa vie n'appartient qu'à lui et à un petit nombre d'élus ; c'est la propriété sacrée de l'amitié, au seuil de laquelle l'admiration elle-même doit s'arrêter. Il est de doux et pieux sentiments envers lesquels le respect se prouve surtout en ne s'exprimant pas. Comme dans cette œuvre du plus grand de nos peintres contemporains, laissons dans le fond du tableau la douce et céleste figure de la muse, immobile au-dessus de la tête du poëte, et l'illuminant du pieux sourire de sa tendresse.

Ce fut dans le salon de l'Abbaye-aux-Bois, devenu un sanctuaire, que l'auteur de *René*, que l'Homère de la mélancolie acheva paisiblement sa vieillesse vénérée. Ce fut là qu'il déroba à l'avenir de sa tombe quelques fragments de ses *Mémoires*, que recueillirent des amis choisis. Nous en lisions aujourd'hui des pas-

sages dans lesquels on rencontre des prophéties d'une réalité effrayante. Ainsi c'est dans un fragment publié il y a quinze ans que nous lisons ceci :

« L'Europe court à la démocratie. La France est-elle « autre chose qu'une République entravée d'un dicta- « teur?... Depuis David jusqu'à notre temps, les rois « ont été appelés; les nations semblent l'être à leur « tour... Maintenant la société quitte la monarchie... « Les doctrines les plus hardies sur la propriété, l'é- « galité, la liberté, sont proclamées soir et matin à la « face des monarques qui tremblent derrière une triple « haie de soldats suspects. Le déluge de la démocratie « les gagne ; ils montent d'étage en étage, du rez-de- « chaussée aux combles de leurs palais, d'où ils se « jetteront à la nage dans le flot qui les engloutira... « Mais si l'on touche à la propriété, il en résultera des « bouleversements immenses qui ne s'accompliront pas « sans effusion de sang. La loi du sang et du sacrifice « est partout. »

Écoutez encore cette prédiction terrible qui déjà a commencé à s'accomplir. Voici ce que dit le prophète :

« Vraisemblablement l'espèce humaine s'agrandira; « mais il est à craindre que l'homme ne diminue, que « quelques facultés éminentes du génie ne se per- « dent, que l'imagination, la poésie, les arts ne meu- « rent dans les trous d'une société-ruche où chaque « individu ne sera plus qu'une abeille, une roue dans

« une machine, un atome dans la matière organisée.
« Si la religion chrétienne s'éteignait, on arriverait
« par la liberté à la pétrification sociale où la Chine
« est arrivée par l'esclavage. »

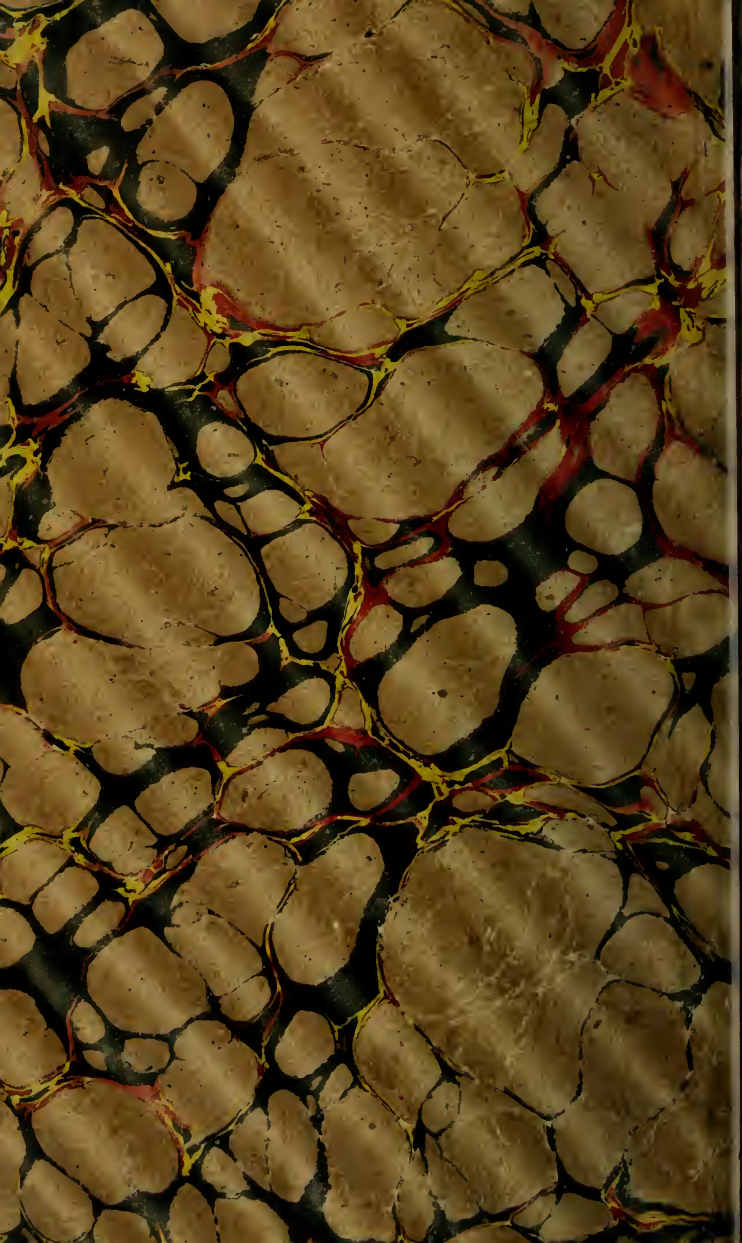
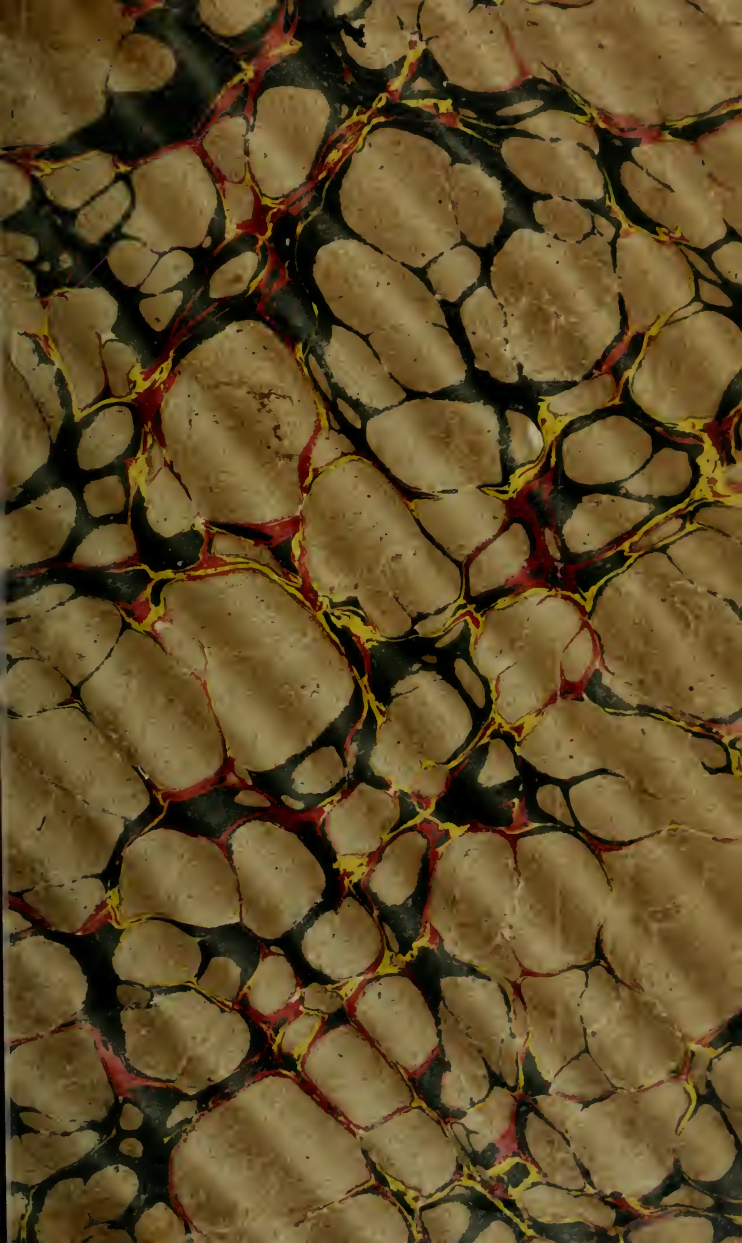
Dans ces accents sortis du tombeau, on retrouve M. de Chateaubriand tout entier. C'est le protestant de la pensée et de la liberté qui, au milieu des déserts comme sous la main de César, arrachait la personne humaine à l'étreinte de la force et du despotisme. C'est la plainte et la révolte du roseau pensant, écrasé sous l'univers, mais plus grand que l'univers qui le tue, parce qu'il sait qu'il meurt. Voilà pourquoi, dans ces jours de confusion, nous nous rattachons avec un redoublement d'amour à cette grande mémoire. Avec le voyageur, avec le poëte, avec l'homme d'action, nous retrouvons toujours la liberté ; elle le suivit dans l'exil, dans les prisons, dans la misère, dans la faim, dans la fièvre, dans l'or et dans la gloire ; elle le reconnut à son grand air et à sa noble figure sur les barricades de 1830, où elle l'emporta dans ses bras enthousiastes, et hier encore elle l'accompagnait à sa demeure dernière.

Ceux qui ont eu l'honneur de vivre dans l'intimité de M. de Chateaubriand peuvent seuls dire ce qu'il était dans la vie privée. Quant à nous, nous ne pouvons le peindre qu'avec les paroles de René, quand il parle des poëtes, et qu'il dit :

« Leur vie est à la fois naïve et sublime; ils célè-

« brent les dieux avec une bouche d'or, et sont les « plus simples des hommes ; ils causent comme des « immortels ou comme des petits enfants ; ils expli- « quent les lois de l'univers et ne peuvent comprendre « les affaires les plus innocentes de la vie ; ils ont des « idées merveilleuses de la mort, et meurent sans s'en « apercevoir, comme des nouveau-nés. »

Ce fut ainsi qu'il mourut ; gravement, simplement, dignement, souriant à l'amitié et à la religion, à une femme et à un prêtre qui pleuraient et priaient auprès de son lit. Entendant le bruit de l'horrible bataille qui se livrait dans Paris, il se réveilla et voulut sortir ; il s'écriait avec la fin de son énergie : « Je veux voir ! » Mais les rues n'étaient pas libres. La mort héroïque de l'archevêque de Paris lui arracha ses dernières larmes. Quelques jours après, le 4 juillet, il rendit à Dieu son âme immortelle.

Son corps ira reposer sur le rocher solitaire qu'il avait choisi pour lui, auprès de l'Océan qu'il aima toujours. Inclinons-nous devant cette tombe et devant le grand homme dont elle gardera la dépouille. N'oublions pas, ô ingrats ! que nous sommes tous ses fils ; qu'il est le père de tous ces poëtes que nous avons aimés, et aux chants desquels nous avons été bercés. C'est lui qui le premier nous a relevés et réhabilités ; c'est lui qui a ramassé l'âme de notre siècle abandonnée dans les ruines ; c'est lui qui a ouvert à la Psyché chrétienne les portes de la prison que lui avait faite le

matérialisme, et qui est allé chercher la goutte d'eau du Jourdain pour la rapporter sur ses lèvres desséchées. C'est lui qui nous a rendu la fierté du cœur, le mépris de la réalité, le dédain des faits, l'amour et le culte de l'idéal, source éternelle des grandes vertus. Enfin n'oublions jamais qu'au nom de Chateaubriand sera toujours associé celui de la liberté, de la liberté de la pensée, de la parole et de l'écriture.